

SECRETS D'ETAT

Charles ONANA

LA FRANCE

DANS LA TERREUR RWANDAISE



ENREGISTREUR
DE VOL
NE PAS
OUVRIR



éditions **DUBOIRIS**

MITTERRAND EST-IL COUPABLE ?

Le 6 avril 1994, un avion Falcon 50 transportant deux chefs d'Etat africains, leurs collaborateurs et trois Français membres de l'équipage, est abattu par un missile SAM 16 au-dessus de l'aéroport de Kigali. Cet attentat déclenche la guerre et les massacres dans tout le Rwanda. Depuis 20 ans, cet acte terroriste reste impuni.

Le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, censé juger tous les crimes commis en 1994, a décidé d'écarter l'attentat des procès. Pourquoi ?

La vérité risque-t-elle de remettre en cause la version officielle du "génocide" ? C'est ce que craignait le procureur Carla del Ponte en affirmant que si c'est Kagame et ses hommes qui ont abattu l'avion, il faudrait réviser toute l'histoire.

En 2002, Charles Onana révélait la responsabilité de l'actuel président rwandais Paul Kagame et d'un commando de la rébellion tutsi dans cet attentat. Kagame et l'Etat rwandais avaient attaqué le journaliste en diffamation avant de retirer leurs plaintes devant les preuves et les témoins présentés par l'auteur.

Charles Onana dévoile cette fois : l'histoire secrète de la boîte noire du Falcon 50, le vrai rôle de François Mitterrand et de l'armée française au Rwanda, l'action très discrète mais efficace de la CIA, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël, le jeu trouble des soldats belges et la mise en place, dès 1994, d'un plan d'invasion du Congo-Zaïre par les rebelles dirigés par Paul Kagame.

L'enquête qui ébranle nos certitudes sur le "génocide" et l'action de la France...

Charles ONANA est journaliste d'investigation, auteur de nombreux ouvrages sur le rôle des Africains dans la Libération de la France et sur le conflit des Grands Lacs. Il est parmi les meilleurs connaisseurs de la crise rwandaise et de l'invasion du Congo. Ses travaux font désormais autorité au niveau international. Il a écrit entre autres : *Les secrets du génocide rwandais* (2002), *Les secrets de la justice internationale* (2005), un ouvrage de référence sur le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) salué par la critique en Suisse. Il a animé un colloque à Paris sur l'attentat réunissant un groupe d'experts internationaux dont les actes ont été publiés sous le titre : *Silence sur un attentat* (2005). Sollicité plusieurs fois comme expert auprès du TPIR, il a décliné toutes les offres pour ne pas cautionner l'injustice, le mensonge et le parti pris.

Du même auteur :

Crimes d'Etat contre un journaliste, Paris, Editions Minsi, 1999.

Les secrets du génocide rwandais. Enquête sur les mystères d'un président, Paris, Editions Duboiris, 2002.

La France et ses tirailleurs. Enquête sur les combattants de la République, Paris, Editions Duboiris, 2003.

Les secrets de la justice internationale. Enquêtes truquées sur le génocide rwandais, Paris, Editions Duboiris, 2005.

Noirs, Blancs, Beurs, libérateurs de la France, Paris, Editions Duboiris, 2005.

Joséphine Baker contre Hitler. La star noire de la France libre, Paris, Editions Duboiris, 2006.

René Maran. Le premier Goncourt noir, Paris, Editions Duboiris, 2007.

Les voyous de l'arche de Zoé. Enquête sur un kidnapping d'enfants, Paris, Editions Duboiris, 2008.

Ces tueurs tutsi. Au cœur de la tragédie congolaise, Paris, Editions Duboiris, 2009.

Al-Bashir & Darfour. La contre-enquête, Paris, Editions Duboiris, 2010.

Côte d'Ivoire. Le coup d'Etat, Paris, Editions Duboiris, 2011.

Europe, crimes et censure au Congo. Les documents accusent, Paris, Editions Duboiris, 2012.

France-Côte d'Ivoire : la rupture, Paris, Editions Duboiris, 2013.

Charles Onana

**La France
dans la terreur rwandaise**

Editions Duboiris

Copyright © Editions Duboiris, 2014.
67 rue Saint Jacques 75005 Paris
www.editionsduboiris.com

A François Mitterrand,
aux militaires français
et à tous les Rwandais injustement accusés.

Introduction

« S'il se révélait que c'est le FPR qui a abattu l'avion, l'histoire du génocide devra être réécrite ». Voilà ce que déclarait la procureure du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), Carla del Ponte, dans une interview à la presse danoise¹. Carla del Ponte était-elle « révisionniste » au sens où l'entendent les membres de la rébellion tutsi, leur chef Paul Kagame et leurs soutiens en Occident ?

Le moins que l'on puisse dire est qu'elle avait de bonnes raisons de supposer que l'histoire officielle risquerait d'être entièrement révisée si la recherche de la vérité sur l'attentat du 6 avril 1994 venait à démontrer la responsabilité du Front Patriotique Rwandais (FPR) et de sa branche militaire, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), dirigés par Paul Kagame, actuel président du Rwanda. Serait-ce pour cela que la vérité sur l'attentat peine à être reconnue et défendue ? Est-ce pour cette raison que ce dossier a été, très tôt, écarté des investigations du TPIR ? Est-ce aussi pour cela que la justice française subit toutes sortes d'influences afin que les auteurs de cet attentat ne soient pas reconnus et que se maintienne la version officielle du « génocide tutsi » ?

Tout porte à croire que, depuis vingt ans, certains membres du Conseil de Sécurité refusent obstinément que les enquêtes aboutissent et désignent enfin ceux qui ont abattu l'avion du président rwandais. Dans le rapport des Nations Unies du 28 juin 1994, il est pourtant écrit : « L'attaque de l'avion survenue le 6 avril 1994 et qui a coûté la vie au président de la République rwandaise, Juvénal Habyarimana, au président de la République

burundaise, Cyprien Ntaryamira, à plusieurs personnes de leur entourage, ainsi qu'à l'équipage, semble bien être la cause immédiate des événements douloureux et dramatiques que connaît actuellement ce pays »².

Dans ce même rapport, le contexte de la tragédie est ainsi présenté : « Au moment où l'avion présidentiel s'écrasait, la situation intérieure rwandaise était tendue et explosive pour plusieurs raisons : frustrations dues aux retards accusés dans l'application des accords de paix d'Arusha en date du 4 août 1993, terreur semée par les milices, assassinats des leaders de l'opposition et de militants des droits de l'Homme, rumeurs persistantes selon lesquelles chacune des deux parties, le gouvernement et le FPR, se préparaient à la guerre. La mort du président Habyarimana sera l'étincelle qui mettra le feu aux poudres, déclenchant les massacres de civils »³.

Qu'est-ce qui justifie donc que l'on tarde à faire connaître toute la vérité sur l'attentat qui a mis « le feu aux poudres » ? Comment expliquer que, 20 ans après les faits, l'on assène des certitudes sur « le génocide » et que l'on continue d'évoquer uniquement des « hypothèses » ou des « thèses » s'agissant de l'attentat ? Qu'est-ce qui a finalement permis de commencer d'abord par juger puis par condamner exclusivement des Hutu pour leur participation présumée au « génocide » avant d'incriminer les auteurs de l'attentat ?

Même dans le cas où l'on s'en tiendrait à la version qui prétend que ce sont les Hutu qui ont abattu l'avion, avec l'aide de la France, parce qu'ils auraient planifié le « génocide » contre les Tutsi avec la complicité de François Mitterrand – alors président de la République – pourquoi ne pas avoir immédiatement commencé par juger les auteurs de l'attentat ? Peut-être que les procès auraient montré comment les Hutu et les

Français s'y sont pris pour préparer l'attentat et le « génocide ». On aurait, dans le même temps, coupé court aux spéculations et aux polémiques de toutes sortes. La justice aurait clairement pu établir les responsabilités des uns et autres et tous les coupables présumés (Hutu et Français) auraient été jugés sans la moindre contestation.

Si le régime de Kigali et ses soutiens sont réellement convaincus que les Hutu et les Français ont abattu le Falcon 50 au soir du 6 avril 1994, pourquoi ne s'acharnent-ils pas à les faire juger sur cet acte et pourquoi ne produisent-ils toujours pas de preuves de leur responsabilité ? Cela est non seulement dans leur intérêt mais Paul Kagame et ses hommes, ayant pris possession de la ville de Kigali et du Rwanda peu de temps après l'attentat, ont eu, depuis lors, toute latitude nécessaire pour rassembler des indices, des preuves matérielles et des témoignages probants, y compris au sein de l'ONU où ils ont toujours bénéficié de bons contacts voire même de sympathisants, parmi lesquels le commandant de la force armée onusienne en personne : le général Roméo Dallaire⁴.

Cette remarque est aussi valable pour les États-Unis, principal soutien du régime de Paul Kagame, qui ont pu produire des images satellites sur les massacres et qui ont tout autant intérêt à fournir des images satellites sur l'attentat et sur la guerre pour disculper le nouvel homme fort de Kigali et les rebelles tutsi. Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait depuis 1994 ?

Comment comprendre que le TPIR, au demeurant compétent sur ce dossier, refuse obstinément de poursuivre des investigations sur ce crime et de chercher à arrêter les coupables près de vingt ans après les faits ? Pourquoi y a-t-il aujourd'hui tant d'agitation autour de l'enquête judiciaire sur l'attentat en France alors qu'au moment de notre procès en 2002, le principal

suspect que nous avons identifié, à savoir Paul Kagame, n'avait manifestement rien à nous opposer ? Avait-il été surpris par l'enquête ou manquait-il déjà d'éléments pour prouver son innocence et celle de ses hommes ?

Aujourd'hui, qui se sent réellement inquiété par les investigations sur cet acte criminel et pourquoi la « communauté internationale », si prompte à parler des « génocidaires », est-elle subitement muette dès qu'il s'agit de l'attentat commis contre deux chefs d'État africains, leurs collaborateurs et trois Français, survenu dans des circonstances obscures à Kigali ?

En observant d'abord le silence puis le malaise et enfin les manœuvres diverses et variées autour de cette affaire, nous pouvons affirmer que les vrais coupables sont fortement protégés par « la communauté internationale », ou du moins une partie puissante de celle-ci, qui se dresse contre la reconnaissance de la vérité. Nous allons le démontrer tout au long de cet ouvrage.

Voici plus de dix années maintenant que nous enquêtons sur ce dossier et ne pouvons que fortement déplorer la brutalité des forces qui cherchent à empêcher toute manifestation de la vérité sur cet événement majeur. Soulignons que ces forces sont constamment en éveil et réactives chaque fois que la curiosité de la justice ou des experts indépendants les pousse à enquêter sur les crimes perpétrés par des rebelles tutsi. Le procureur du TPIR, Carla del Ponte, a largement fait les frais de cette omerta, puisqu'elle a été évincée de son poste dès qu'elle a exprimé la volonté de poursuivre les rebelles tutsi, responsables, comme les miliciens hutu, de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité au Rwanda⁵. Pourtant, ces poursuites relevaient à la fois de ses attributions et de ses compétences au sein du TPIR. Sans appréhender toutes les conséquences de sa démarche, elle a mécontenté les États-Unis, la Grande-Bretagne et leur protégé,

Paul Kagame, le chef de la rébellion tutsi à Kigali.

Mettre les « saints rebelles » en cause pour leurs actes criminels fut considéré comme un véritable crime de lèse-majesté de la part de ce procureur un peu trop soucieux d'exercer intégralement son mandat et comme un intolérable défi lancé à la « communauté internationale », particulièrement aux États-Unis. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce volet à travers les confidences qu'elle nous a faites en 2005.

Depuis plusieurs années, nous avons remarqué qu'à chaque fois que les familles des victimes voient la justice enfin s'approcher des auteurs de l'attentat du 6 avril 1994, des tentatives de diversion téléguidées par le gouvernement rwandais et ses soutiens apparaissent. Tantôt ce sont des accusations contre l'armée française qui ressortent dans la presse, tantôt ce sont des polémiques sur les missiles ou encore le rôle supposé de la « France dans le génocide » qui envahissent les médias. Peu d'auteurs se risquent à parler du rôle des États-Unis et de leurs relations avec les rebelles tutsi, une alliance pourtant déterminante si l'on veut comprendre les enjeux qui prévalent dans la région de Grands Lacs depuis le début des années 90.

Aucune place n'est accordée non plus aux victimes de l'attentat, y compris françaises. Toutes ces initiatives médiatiques et ces manœuvres ont pour unique but d'orienter notre façon de penser ou d'analyser, en tentant de faire croire qu'il existe de « nouvelles pistes françaises » non explorées ou que la justice doit se cantonner à d'autres pistes que celle conduisant aux rebelles tutsi. En un mot, le régime tutsi, qui monopolise le pouvoir au Rwanda depuis deux décennies et qui compte de nombreux relais dans les médias occidentaux, s'arrange pour que les soupçons et les accusations se portent régulièrement et uniquement sur les Hutu et les militaires français, de façon à ce

que personne n'examine, de façon impartiale, ce qui s'est réellement passé à Kigali le soir du 6 avril 1994, et dans la période qui a précédé l'attentat. Il faut surtout empêcher que des investigations sérieuses mettent enfin à jour la nature des actes posés par la rébellion tutsi à ce moment-là.

Une telle attitude devient d'autant plus suspecte que ce régime compte désormais dans ses propres rangs de nombreux accusateurs. En effet, les dissidents rwandais (officiers de renseignement, ministres, hauts cadres et diplomates) qui accusent Paul Kagame, avec ses hommes, d'être les organisateurs de l'attentat du 6 avril 1994 et des massacres de civils au Rwanda se multiplient. Tous ont publiquement exprimé leur souhait de fournir des preuves à la justice⁶. S'agit-il simplement de la manifestation de quelques aigris du régime rwandais ou d'heureuses coïncidences ? Remarquons toutefois que la majorité des dissidents ayant des informations sur l'attentat du 6 avril ont été assassinés tandis que d'autres échappent encore à des tentatives d'assassinat. Leurs accusations sont effectivement dignes d'intérêt car, venant de l'intérieur de l'ex-mouvement rebelle, elles sont toutes précises et étayées. Pourtant, très peu de journalistes, d'enquêteurs ou de chercheurs se risquent à les prendre en compte pour approfondir leurs analyses car elles vont à l'encontre du discours convenu depuis 1994. Seules les accusations mettant constamment en avant le rôle ou la responsabilité des Hutu et de la France dans le « génocide » sont retenues et considérées comme « sérieuses ».

Face à de tels procédés, il est tout à fait fondé de se demander si certains ne cherchent pas à dresser un écran de fumée sur ce drame qui a tout déclenché de façon à en absoudre définitivement les auteurs. Ne nous sentant pas prisonnier de contraintes idéologiques ni politiques, n'étant soumis à aucune

chapelle d'aucune sorte, nous avons décidé d'enquêter à la fois sur l'attentat et sur le rôle de la France au Rwanda à cette même période ainsi que sur l'action des États-Unis qui ont pris une part très active dans les événements aux côtés ou derrière les rebelles tutsi.

Cette démarche permettra nécessairement d'évaluer le rapport de force qui a prévalu avant et pendant les événements qui ont secoué le Rwanda. Quelques auteurs tels Pierre Péan ou Bernard Lugan ont, dans leurs ouvrages respectifs⁷, commencé ce travail de recherche sur le rôle de la France dans la tragédie du Rwanda. Si leurs travaux peuvent être soumis à la critique, comme toute œuvre intellectuelle, les attaques hystériques dirigées contre eux ont prouvé, une fois de plus, qu'une forme de panique ou d'agacement s'empare généralement des idéologues du « génocide tutsi » dès lors qu'il s'agit d'enquêter minutieusement sur les faits. Mal à l'aise et quelque peu déstabilisés devant tout argument contraire à leur vision des événements, ces gardiens du discours dominant n'hésitent pas à comparer Pierre Péan à Faurisson⁸, ni à traiter Bernard Lugan de militant d'extrême droite⁹.

Ce type de procédé, loin d'être intellectuellement convaincant, vise d'abord à discréditer et à disqualifier tous ceux qui osent remettre en cause la vision idéologique, dogmatique et communément admise des événements de 1994 au Rwanda. Ensuite, user et abuser de l'invective, de l'intimidation et de la menace vise à réduire au silence tous ceux qui incitent au questionnement ou à la conduite d'analyses approfondies et impartiales sur la tragédie rwandaise. C'est bien cet objectif que poursuivent leurs détracteurs.

Certains journalistes et quelques chercheurs, réfractaires au questionnement et à la remise en cause de la version officielle,

s'érigent partout en chiens de garde du « génocide tutsi ». Ils sont prêts, pour cela, à violer toutes les règles élémentaires de déontologie professionnelle et à marcher, sans aucune précaution, sur tous les principes qui fondent une démarche intellectuelle et scientifique rigoureuse ; tenus par le seul dessein de défendre le dogme du « génocide » au Rwanda, ils éprouvent toutes les difficultés à affronter et à surmonter leurs propres erreurs d'appréciation ou d'analyse et se bornent à traiter les enquêteurs ou les chercheurs indépendants de « négationnistes »¹⁰. Ces attaques tendent d'ailleurs à se banaliser dans le milieu journalistique et même scientifique et apparaissent comme un moyen simple et relativement efficace d'empêcher toute contradiction rigoureuse et de maintenir comme incontestable une version pourtant douteuse de la tragédie rwandaise.

Attaché à la culture du questionnement et élève assidu du doute méthodique, nous ne pouvons souscrire à l'exigence d'un alignement servile sur le discours préfabriqué du « génocide tutsi ». Nous ne pouvons nous résoudre à valider et à cautionner, comme certains le souhaitent, une histoire falsifiée, jonchée de données imprécises et bâtie sur une argumentation défailante.

Notre travail vise avant tout à identifier et à clarifier les faits. Nous ne privilégions aucune victime ni aucun « camp » et n'avons de contentieux personnel avec personne. Notre position n'est pas morale. Elle est d'abord celle d'un enquêteur qui s'applique à cheminer vers la vérité, quelle qu'elle soit, en passant au crible le rôle et les actions de toutes les parties impliquées dans ce drame et en pointant les zones d'ombre de l'histoire officielle. Notre méthode est donc aux antipodes de l'invective et s'oppose à la posture superficielle qui s'en tient à rejeter l'examen serré des faits et à fuir la contradiction

rigoureuse. Face à l'injure, au harcèlement et au dénigrement des idéologues du « génocide », nous opposons l'investigation et proposons la confrontation intellectuelle fondée sur des faits, des documents, des preuves et des témoignages recoupés et vérifiés. Ceci nous paraît le procédé le plus indiqué pour établir une discussion saine, exigeante et démocratique sur les événements du Rwanda. Une telle discussion a le mérite d'autoriser un échange contradictoire et de qualité où la compassion, voire la passion, pour les victimes, ne constituent pas les seuls éléments du débat.

En analysant tous les points essentiels du dossier rwandais, nous ne voyons pas en quoi le fait d'incriminer systématiquement la France disculperait les auteurs de l'attentat ou relativiserait la terreur qu'ils ont semée dans tout le pays suite à l'attaque contre le Falcon 50, sauf si certains sont convaincus que c'est la France qui a commis l'attentat et qui a donc provoqué la guerre et les massacres à Kigali¹¹. Nous sommes d'ailleurs tout à fait disposé à examiner cette hypothèse et à en débattre rigoureusement avec ceux qui la jugent crédible, preuves et documents à l'appui.

Il est à cet égard surprenant et consternant d'observer que, malgré l'ampleur des crimes contre l'Humanité commis par les rebelles tutsi à la fois au Rwanda puis en République Démocratique du Congo depuis presque 20 ans¹², crimes fortement documentés par les rapports de l'ONU¹³, certains continuent néanmoins de porter un regard complaisant sur ces mêmes rebelles et leur guerre de conquête conduite entre 1990 et 1994 au Rwanda. Pourtant, cette guerre fut le point de départ de leur bataille pour la prise du pouvoir total à Kigali, préalable indispensable à l'invasion puis la déstabilisation du Congo-Zaïre. Nous aurons l'occasion de fournir des éléments précis à ce sujet.

Plus grave, dans certains milieux journalistique et universitaire, il existe encore, près de vingt ans après les faits, une forte réticence à reconsidérer le discours mythique construit autour des rebelles tutsi pendant toute cette période. Ce discours, qui les présente indiscutablement comme les « héros » qui auraient stoppé le « génocide », est pourtant battu en brèche par les révélations des dissidents tutsi et les procès du TPIR. Sur la base des données aujourd'hui disponibles sur le plan humanitaire, militaire, politique, géopolitique et diplomatique, rien ne permet d'entretenir un discours caricatural, simpliste et erroné sur les événements du Rwanda.

Pourtant, depuis deux décennies, en dépit des témoignages d'acteurs de premier plan, de la somme de documents officiels et confidentiels réunie, en dépit même du résultat des procès du TPIR, certains s'obstinent à conserver une lecture erronée et binaire des événements où l'on séparerait arbitrairement les victimes tutsi d'un côté des méchants hutu de l'autre. C'est en outre à partir de cette vision binaire du conflit rwandais que certains ont brodé les accusations d'un soutien de la France aux « forces génocidaires », c'est-à-dire aux Hutu proches du président Habyarimana, les Tutsi étant exclusivement considérés comme des victimes (rebelles ou non).

Le principal défaut de cette présentation des choses est qu'elle écarte d'emblée toute possibilité d'aller vers la vérité, c'est-à-dire d'identifier clairement non seulement les vraies victimes du côté des Hutu et des Tutsi mais aussi tous les responsables du drame rwandais, à commencer par les auteurs de l'attentat.

Jusqu'à présent, le discours dominant s'oppose à toute analyse démontrant qu'il existe dans les deux groupes de population, des personnes qui ont commis des crimes contre

l'Humanité et des crimes de guerre au Rwanda. Ce discours fait croire qu'il n'y a de victimes que tutsi et de bourreaux que hutu. Ce qui est à la fois faux, réducteur et improuvable. De plus, préférer certaines victimes à d'autres, quelque soit le dossier, est intellectuellement injustifiable. Tous les pans de la société rwandaise ont été violemment touchés et chaque groupe déplore des victimes en son sein. Toutes les victimes (Hutu, Tutsi et Twa) méritent donc d'être traitées avec équité et impartialité. Chacun de ces groupes a subi et continue de subir des atrocités du fait de l'idéologie et du particularisme ethno-raciste du pouvoir actuel au Rwanda. S'opposer farouchement à l'impartialité et à l'équité dans le drame rwandais, c'est commettre un déni de vérité et tourner le dos à la paix et à la réconciliation entre Hutu et Tutsi, si tant est que cette réconciliation soit encore possible.

En outre, si l'on occulte l'action d'autres acteurs extérieurs essentiels tels les États-Unis et la Grande-Bretagne aux côtés des rebelles tutsi, vouloir parler du rôle de la France au Rwanda perd toute signification. Par paresse, par couardise, par connivence, par ignorance ou par incompetence, de nombreux auteurs et défenseurs du discours officiel ont renoncé à évoquer l'action des États-Unis dans la crise du Rwanda pour ne s'intéresser qu'à la France. En agissant de la sorte, ils trahissent et affaiblissent leur propre démonstration puisqu'ils ne traitent que partiellement et partialement leur sujet.

La présence de la France au Rwanda ne se comprend qu'à travers celle, bien plus forte mais discrète, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'autres alliés de la rébellion tutsi. La lutte d'influence de ces pays et la poursuite de leurs intérêts économique, géopolitique et géostratégique dans la région des Grands Lacs exigent cependant de porter un regard et une analyse plus larges sur les événements du Rwanda. Certains

auteurs ont cru qu'en se focalisant uniquement sur les victimes tutsi et qu'en accablant seulement la France et en particulier François Mitterrand et l'armée française, ils offraient une lecture et une compréhension fines de la criminalité au Rwanda. En réalité, ils ont plutôt servi et soutenu un point de vue partial et impropre à rendre compte de la réalité. Nous comprenons aussi qu'ils éprouvent une profonde angoisse à dénoncer ou ne serait-ce qu'à examiner l'action de la première puissance militaire du monde dans cette crise africaine car il est difficile de dénoncer les égarements de l'oncle Sam sans être taxé « d'antiaméricanisme primaire ». Cette expression, qui ne signifie d'ailleurs rien, sert plutôt à disqualifier ou à discréditer toute critique solidement articulée.

Depuis plusieurs années maintenant, nous attendons de voir les preuves sur le rôle qu'auraient joué le président François Mitterrand ou le gouvernement français dans le « génocide du Rwanda ». Des articles de presse, des reportages et des ouvrages ont été publiés à profusion sur ce sujet mais la majorité d'entre eux excellent surtout dans les allusions, les insinuations et des déductions approximatives. Il est très difficile de trouver dans toute cette littérature des éléments précis, vérifiables, convaincants et susceptibles d'emporter l'adhésion. En dehors de l'agitation médiatique autour de ces accusations, aucun élément de preuve n'a, à ce jour, été produit ou versé dans les procès du TPIR sur la responsabilité de François Mitterrand ou d'un autre haut responsable politique français dans le « génocide ». Il est tout aussi surprenant que les autorités rwandaises n'aient jamais engagé des poursuites devant cette juridiction internationale ou même en France sur le rôle présumé de François Mitterrand dans le « génocide ». Le moins qu'on puisse dire est qu'un tel comportement est incohérent.

Il est également incohérent que les mêmes autorités rwandaises ne se soient jamais activées pour que le TPIR retrouve et juge les auteurs de l'attentat. Cette enquête a été abandonnée à la justice française alors qu'elle est d'abord du ressort du TPIR.

Pourquoi le Rwanda du président Kagame n'a-t-il jamais saisi le TPIR sur cet attentat, soit pour confondre les Hutu, soit pour embarrasser la France ? Il aurait pu emprunter cette voie et encourager une telle démarche plutôt que de circonscrire les accusations de « génocide » contre la France au seul espace médiatique et associatif.

Vu les difficultés à faire éclater la vérité sur cet attentat, les juges français, Marc Trévidic et Nathalie Poux, en charge de l'enquête auront-ils le courage d'aller jusqu'au bout afin de démasquer et de poursuivre les auteurs de cet acte terroriste ?

Une chose est au moins certaine, les diverses manœuvres utilisées pour détourner l'attention de l'opinion sur l'attentat du 6 avril 1994 ne suffiront plus à occulter ce crime. Son élucidation sur le plan judiciaire est devenue indispensable si le discours sur « le génocide tutsi » veut rester crédible. L'attentat du 6 avril 1994 contre le Falcon 50 a bien eu lieu et il a des auteurs, des commanditaires et des motivations précises. Ce sont-là des faits irréfutables qui résistent à l'épreuve du temps.

Nous sommes aujourd'hui quelques-uns, certes peu nombreux, en France, en Espagne, en Belgique et aux États-Unis, à insister sur ce dossier fondamental car le flou entretenu autour de cet acte terroriste est un signe de profond malaise de la « communauté internationale ».

Depuis 2002, année de publication de notre premier livre sur cet attentat, nous avons rencontré différents témoins et acteurs de cette affaire. Nous avons aussi accumulé de nouveaux éléments

sur ce qui s'est réellement produit à Kigali dans la journée du 6 avril et après. Dans ce nouvel ouvrage, nous rapportons des informations peu connues et surtout d'autres preuves sur la façon dont certains acteurs de l'ombre essaient de maquiller la vérité. L'attentat du 6 avril 1994 est la clé de voûte de la tragédie rwandaise. Dissimuler, égarer ou ignorer cette clé, c'est refuser l'accès à la vérité. C'est aussi vouloir maintenir artificiellement et par la terreur une version truquée de l'histoire tragique du Rwanda.

Si nous essayons de braquer les projecteurs sur cet attentat en exhumant certains pans rapidement enterrés tels le jeu trouble des États-Unis, l'action de la CIA et de l'administration Clinton dans le conflit du Rwanda, c'est aussi pour montrer qu'il est plus facile de se contenter d'une caricature que d'étudier la complexité. Ce volet, que le silence médiatique a éclipsé, mérite aujourd'hui d'être versé au débat.

Notre enquête met également en lumière l'irruption de la Shoah dans le dossier rwandais. Cette apparition brutale et inattendue rend de plus en plus inconfortable la position de la France sur le plan médiatique et politique chaque fois qu'il est question du « génocide tutsi » et de la crise des Grands Lacs. Ceux qui ont conclu un « mariage forcé » entre la Shoah et le drame rwandais étaient parfaitement conscients que leurs objectifs ne cadraient ni avec la vérité historique ni avec le droit international.

En revenant donc sur l'attentat qui a tout déclenché, dix ans après notre première enquête, nous cherchons à vérifier le lien que certains ont voulu établir entre l'attentat, la « planification du génocide » et l'action du président François Mitterrand ou plus généralement de la France au Rwanda.

Bien des auteurs avaient soutenu très tôt la thèse selon

laquelle Mitterrand aurait commis « un génocide contre des Tutsi » et qu'il méritait pour cela d'être jugé¹⁴. Cette version a été reprise dans divers ouvrages par d'autres auteurs et militants mais sans être suffisamment étayée pour convaincre les chercheurs les plus indépendants et les plus critiques. Dans le même temps, les médias ont tu le rôle pourtant primordial des États-Unis et du président Bill Clinton et de leur soutien appuyé aux rebelles tutsi dans leur conquête du pouvoir entre 1990 et 1994 au Rwanda. C'est aussi avec d'innombrables précautions que les parlementaires français ont brièvement évoqué, dans leur rapport sur le Rwanda, « l'obstruction des États-Unis »¹⁵. Ils se sont aussitôt empressés de clore le sujet en quelques paragraphes sans jamais s'étendre sur la nature ou l'ampleur de cette « obstruction ».

Le rôle des États-Unis est pourtant crucial si l'on veut comprendre l'implication de la France dans le jeu régional et international et les raisons de son soutien au président Juvénal Habyarimana dès le début de l'année 1990.

C'est bien à cette époque que la bataille géopolitique entre les États-Unis et la France prend un tournant « conflictuel » en Afrique francophone et Centrale. Cette bataille explique également le changement de régime survenu en 1994 à la tête du Rwanda et le rejet de la langue française initié par les nouvelles autorités de ce pays. Ne pas aborder ce volet entretient l'ignorance, la confusion et de vaines polémiques sur des faits établis qui peuvent être expliqués, analysés et documentés.

Dans un souci de transparence, nous nous sommes interrogé sur les raisons qui ont poussé les médias et les parlementaires français à taire ostensiblement le rôle joué par les États-Unis pour n'évoquer que celui de la France dans le « génocide ». Nous avons donc examiné les arguments avancés à cet effet, mais pas

seulement. En approfondissant nos recherches sur ce dossier et surtout après avoir consulté une partie des archives de l'Élysée, du Département d'État américain et divers documents confidentiels de l'ONU, du TPIR et du ministère français de la Défense sur cette période, nous avons constaté qu'il existe désormais un mouvement d'ensemble s'articulant autour de réseaux d'influence dont le but principal est de relayer des affirmations et des déclarations qui ne reposent ni sur des faits précis et concordants ni sur des preuves irréfutables. Ces groupes prétendent notamment que l'armée française et les autorités françaises, François Mitterrand en tête, en collaboration avec le régime hutu, ont préparé puis exécuté un « génocide contre les tutsi » en 1994 au Rwanda¹⁶. Certains militants pro-tutsi vont jusqu'à désigner nommément le chef de l'État français comme étant « celui qui a préparé le génocide »¹⁷.

Devant des accusations d'une telle gravité qui n'ont jamais suscité de réaction forte de la classe politique française en général ni même des dirigeants socialistes en particulier, que fallait-il faire ? Les prendre pour paroles d'évangile ou céder à la tentation d'enquêter ? Vingt ans après la tragédie du Rwanda, notre choix d'enquêter a été immédiat. Nous avons pensé que le moment était venu de passer sereinement ces accusations au crible de l'analyse critique. Une fois le temps de l'émotion largement passé, il est devenu indispensable de céder la place à l'investigation.

C'est d'ailleurs sur la base des faits, de témoignages de premier plan et de divers documents en notre possession que nous nous permettons ici de remettre rigoureusement en cause l'histoire officielle telle qu'elle est racontée depuis 1994 par certains médias devenus le creuset du discours militant et propagandiste sur le « génocide ». Doutant du bien-fondé de

certaines affirmations depuis plusieurs années et refusant de participer à une campagne, en apparence pétée de sympathie, auprès des Africains et des militants de gauche ou de la droite anti-mitterrandienne en France, nous avons préféré mener nos propres enquêtes en essayant de nous en tenir uniquement aux faits. Ce que nous avons découvert nous conforte dans l'idée de continuer à douter du discours consensuel sur le « génocide » et sur le rôle de la France dans le « génocide tutsi » au Rwanda.

Dans la même logique, nous réfutons également les théories des chercheurs accrédités auprès du régime rwandais actuel qui veulent faire globalement des Tutsi des victimes exclusives et historiques de la tragédie rwandaise. Cette approche est handicapante pour les jeunes chercheurs qui pensent, à tort, que ce qui est largement répandu est nécessairement fondé, voire incontestable sur le plan scientifique. Si, en plus, des personnalités publiques ou médiatiques apportent leur caution au discours dominant, on comprend qu'un jeune chercheur inexpérimenté soit plutôt tenté de mettre son sens critique en sommeil. C'est cette tentation qu'il faut absolument combattre !

Il est préférable de prendre ses distances avec l'unanimité médiatique pour se donner le temps de questionner, de rechercher et de confronter différentes sources et de multiples données, même si cela peut prendre beaucoup de temps. Il arrive en effet souvent que la réalité soit très éloignée du consensus médiatique. Cela ne signifie pas que le consensus est dénué de tout intérêt ni même d'une part de vérité. Dans le cas d'espèce, il y a évidemment eu des milliers de victimes tutsi lors de la guerre et des massacres de 1994. Mais le drame rwandais ne se résume pas à cela. Y a-t-il eu un « génocide tutsi » ? Au vu des éléments d'informations désormais disponibles, la question se pose et nous ne voyons pas en quoi il faudrait l'écarter pour demeurer

« politiquement correct ». Il est plutôt nécessaire de l'examiner, sans parti pris ni complaisance. C'est précisément ce type de propos qui gêne ceux qui ont déjà conclu au « génocide » avant de soumettre les faits à un examen rigoureux. Dès lors où l'on avance l'idée du « génocide », les Hutu, qui ont été chassés du Rwanda et exterminés systématiquement jusque dans les forêts et les camps de réfugiés du Congo-Zaïre, sont tout aussi fondés de dire qu'ils ont été, eux aussi, victimes d'un « génocide ». Ce qui aboutit logiquement à la théorie du double « génocide » et finalement à la polémique.

N'étant obsédé ni par le « génocide tutsi », ni par le « génocide Hutu » mais par ce qui s'est réellement passé pour aboutir à une telle tragédie humaine, nous donnons la priorité à l'examen de tous les faits pertinents et nous restons attaché au sort de toutes les victimes tutsi, hutu, burundaises, françaises, belges, espagnoles, canadiennes et congolaises du drame rwandais. Nous considérons que ce qui est dangereux, c'est le tri arbitraire et à priori que certains font des victimes et qui exclut toutes les autres victimes « non sympathiques » du débat historique et judiciaire. Le silence par lequel on enfouit toutes les victimes non tutsi du Rwanda, celles du Burundi, du Congo, de la France, de la Belgique, du Canada et de l'Espagne, reste illogique et irrationnel.

Et vouloir s'intéresser avec la même logique, la même rigueur, la même approche à toutes les victimes ne mérite pas de se faire taxer de « négationniste » ou de « révisionniste ». Ces qualificatifs ont d'ailleurs peu de sens et ne contribuent en rien à faire progresser l'analyse, la connaissance et la compréhension des faits et des événements de 1994 au Rwanda.

A l'appui de notre raisonnement, nous montrerons comment le TPIR, censé prouver l'existence d'un « génocide tutsi », peine

et s'embourbe dans des contradictions et au gré de manœuvres politiciennes de toutes sortes depuis sa création.

Si nous nous attachons ici à la situation de toutes les victimes, sans prendre en considération leur origine culturelle, ethnique ou religieuse, c'est d'abord pour éviter de donner libre cours à nos préjugés conscients ou inconscients, à nos sentiments et à toutes nos considérations personnelles. C'est également parce qu'il est logique et fondamental qu'un travail intellectuel indépendant soit débarrassé de tout à priori pour pouvoir contribuer à une saine connaissance du monde, des situations ou des faits. En cela, nous avons donc commencé par examiner l'attentat du 6 avril 1994, événement déclencheur de la tragédie du Rwanda.

Pendant longtemps, cet événement est pourtant resté anecdotique dans le récit du drame rwandais. Il semblait surtout déranger les défenseurs d'une lecture binaire et simpliste de cette tragédie. Depuis deux décennies, ces derniers ne manifestent aucun intérêt pour les Français, les Burundais, les Belges, les Espagnols ou les Canadiens tués sur le territoire rwandais pendant la guerre et les massacres. Seuls les Tutsi et accessoirement ceux désignés idéologiquement comme des « Hutu modérés » constituent leur principal centre d'intérêt.

En accusant seulement Habyarimana et son clan ou les dirigeants et les militaires français d'être responsables du « génocide tutsi », les militants pro-génocide et pro-Tutsi ont développé toutes sortes de théories fumeuses et an-historiques sur la persécution dont auraient été victimes les Tutsi depuis des temps immémoriaux. En raison de cette vision partisane, l'histoire du Rwanda n'a cessé de subir de graves distorsions et de nombreuses amputations.

En réalité, le Rwanda a historiquement été dominé par une

monarchie tutsie dont la cruauté a marqué plusieurs générations de Hutu. Las de cette longue période de domination politique et des abus qui l'accompagnaient, les Hutu se sont révoltés contre le système monarchique, ce qui, avec le soutien du système colonial belge, leur a permis de renverser le régime tutsi et d'instaurer une République. Ce fut la révolution de 1959. Ces faits, abondamment relatés dans les archives coloniales belges, sont nécessaires pour comprendre la revanche des rebelles tutsi dans leur bataille pour la reconquête du pouvoir au Rwanda dès 1990. Ceci a d'ailleurs poussé certains auteurs à parler de contre-révolution lors de la prise de pouvoir des rebelles tutsi en 1994¹⁸.

Dans leur acharnement à gommer des parties essentielles de l'histoire du Rwanda et à falsifier celle de 1994, certains idéologues aux motivations douteuses ont d'abord commencé par écarter l'attentat de leur champ d'investigation pour ne s'appesantir que sur le « génocide ». Emportés par la volonté d'ériger une seule catégorie de la population rwandaise en victime absolue, ils ont trié et amassé tout ce qui pouvait contribuer à donner du relief à leur position partisane. De ce seul fait, leurs travaux, y compris « scientifiques », méritent d'être reconsidérés et réévalués¹⁹.

Soulignons en outre qu'en usant de procédés déloyaux et de manœuvres de toutes sortes, ils empêchent un large public d'accéder aisément à la connaissance en se posant régulièrement en référent unique ou en spécialiste incontestable des événements du Rwanda dans les grands médias. Il est même coutume, sur les chaînes de radio et de télévision publiques françaises, de ne donner la parole qu'aux partisans du discours convenu. Cette attitude ne semble pas choquer outre mesure la plupart des élus français ni le Conseil supérieur de l'audiovisuel en France. La prépondérance du discours dominant sur le « génocide tutsi » est

très facile à vérifier en consultant scrupuleusement les archives sonores de Radio France et de France Télévisions.

Toute analyse froide et non partisane sur le Rwanda est bien l'objet d'une censure ouverte ou déguisée dans les médias français et même dans les universités françaises. Il suffit de consulter les mémoires et les thèses soutenus jusqu'ici sur le Rwanda pour s'en convaincre.

En lieu et place de cette politique d'hostilité déclarée aux positions non conventionnelles sur la tragédie du Rwanda, nous suggérons plutôt aux lecteurs curieux et ouverts à la critique constructive de lire les ouvrages des idéologues présentés comme des travaux importants sur l'implication de la France dans « le génocide tutsi » au Rwanda. Ces ouvrages sont les plus médiatiques et constituent la majorité des publications disponibles en librairie et dans les bibliothèques, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils sont représentatifs de la vérité scientifique, ni qu'ils rendent compte honnêtement de la réalité. Il n'en demeure pas moins qu'ils bénéficient d'un traitement de faveur et d'une complaisance sans retenue dans les médias et dans les universités. Faut-il s'en plaindre ? Certains observateurs pensent qu'on a, à ce stade, largement dépassé l'étape de l'endoctrinement sur le sujet du Rwanda.

Pour se faire une opinion juste, nous recommandons donc également aux mêmes lecteurs de lire sans modération les livres très documentés (peu nombreux il est vrai) qui remettent en question les idées répandues sur le Rwanda et le rôle présumé de la France dans le « génocide tutsi ». Ces ouvrages et leurs auteurs ayant été particulièrement maltraités, indexés et vilipendés dans les grands médias et sur les réseaux sociaux, il serait utile de confronter leurs écrits avec ceux des idéologues du « génocide ». Cela nécessite des efforts parfois soutenus mais

c'est cela le prix à payer pour échapper à la manipulation des esprits. C'est aussi pour atténuer les effets nocifs du discours propagandiste sur le « génocide » dans les milieux intellectuels que nous avons décidé de conduire cette enquête. Elle est un modeste droit de réponse à une véritable industrie du mensonge sur le plan international.

Aucun esprit libre et indépendant ne peut regarder le spectacle impudent de la distorsion et de l'altération des faits sans réagir de façon rationnelle, c'est-à-dire, sans questionner, disséquer, analyser, recouper et vérifier les données aujourd'hui disponibles sur la guerre, les massacres et l'attentat de 1994 au Rwanda. Nous avons adopté cette démarche dès 1999 lorsque nous avons décidé, pour la première fois, d'enquêter sur cet acte terroriste. Nous avons repris en 2005 la méthode du questionnement en enquêtant, cette fois, sur le travail du TPIR contre les accusés.

En observant que seuls des Hutu (étant entendu que certains parmi eux ont bel et bien commis des crimes) étaient poursuivis par cette juridiction alors qu'il semblait établi, par des témoignages de hauts fonctionnaires et d'experts de l'ONU et même par le bureau du procureur du TPIR, que les rebelles tutsi avaient, eux aussi, commis des crimes de guerre et surtout des crimes contre l'Humanité en 1994 au Rwanda, nous avons pensé que la démarche du TPIR était plutôt suspecte du fait qu'elle ne poursuivait qu'une seule partie au conflit. C'est pour cela que nous avons rejeté toutes les demandes d'intervention en tant qu'expert de ce dossier devant ce tribunal qui nous ont été proposées.

Notre appréciation était qu'il fallait, de façon impartiale et équitable, à la fois poursuivre les Hutu et les Tutsi qui étaient responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité

sans quoi toute avancée vers la vérité et la justice était impossible. Cette approche nous paraissait davantage correspondre à la mission confiée par le Conseil de sécurité au TPIR. En d'autres termes, il était explicitement demandé à cette juridiction de parvenir, au terme des procès sur tous les crimes commis en 1994, à la réconciliation entre Hutu et Tutsi : « Convaincu que, dans les circonstances particulières qui règnent au Rwanda, des poursuites contre les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire(...) contribueraient au processus de réconciliation nationale ainsi qu'au rétablissement et au maintien de la paix »²⁰.

Cette mission de réconciliation est, à notre avis, pour le moins mal engagée, voire définitivement compromise, dès lors où seuls les Hutu restent poursuivis et condamnés.

A l'époque où nous menions ces enquêtes, très peu de journalistes ou de chercheurs se sont risqués à critiquer ou à remettre en cause la partialité du TPIR²¹. Bien après, c'est la porte-parole du procureur du TPIR en personne, madame Florence Hartman, qui nous avait accueilli à La Haye lors de notre entrevue avec Carla del Ponte, qui publiait un livre expliquant les pressions exercées contre le procureur Carla Del Ponte²². Il faut d'ailleurs rendre ici un hommage appuyé au remarquable travail des avocats de la défense qui ont, pour certains, réussi à faire innocenter des personnes injustement accusées et emprisonnées préventivement pendant dix ou quinze ans pour une prétendue « complicité de génocide » ou une participation voire une « entente en vue de commettre un génocide ».

Le grand public a été soigneusement tenu à l'écart de l'information sur ces acquittements. Les médias et les

associations françaises pro-génocide, qui avaient publiquement lynché ces acquittés en les présentant comme des « cerveaux du génocide », renâclent aujourd'hui à rendre objectivement compte de leur acquittement et des injustices dont ils font encore l'objet. Quelle institution pourrait réparer le lourd préjudice subi par ces innocents du fait de la propagande menée contre eux ? Le TPIR n'a d'ailleurs prévu aucun système d'indemnisation ou de réparation pour les innocents du « génocide » après qu'ils ont passé plusieurs années en prison pour rien. Il s'est même constitué en France une association de délateurs zélés dite « association des parties civiles » qui désigne arbitrairement des « génocidaires » ici et là et s'acharne à faire arrêter leurs cibles rendant la vie impossible à des familles entières.

Nul ne sait d'ailleurs qui a donné à ce groupe d'imposteurs le statut de « parties civiles », ni qui les autorise à harceler des Rwandais ou même des Français non mis en cause par le TPIR. L'influence de ce groupe sur les décisions administratives françaises portant sur le séjour des personnes acquittées et voulant rejoindre leur famille titulaire de la nationalité française est même devenue prépondérante au sein de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) ou du ministère de l'Intérieur.

A ce jour, la plupart des personnes acquittées ne peuvent toujours pas, du fait des pressions exercées par ce réseau de délateurs et leurs amis, bénéficier du droit élémentaire de rejoindre leur famille en France, en Belgique ou ailleurs. Qu'ils soient finalement innocents ou coupables, cela ne préoccupe pas les suppôts du régime de Kigali dont la mission semble bien de faire considérer chaque Hutu, à tort ou à raison, comme un éternel « génocidaire ». D'ailleurs, ces groupuscules de militants du régime rwandais actuel persécutent également dans l'espace

européen tous les Hutu du fait qu'ils sont marquées au fer rouge par les accusations de leur participation présumée au « génocide tutsi ».

Restant fidèle à notre méthode d'investigation et face à ce qui relève plus de la propagande que de l'information, nous essayons dans ce livre de questionner à nouveau le récit largement accusatoire de l'opération Turquoise menée par la France en pleine guerre et réexaminons l'origine des missiles qui ont abattu l'avion ainsi que les manœuvres visant à faire disparaître la boîte noire du Falcon 50 à l'ONU.

Dans ce livre, nos interrogations portent aussi sur les disparitions en cascade des témoins de l'attentat dont la majorité est issue des rangs de la rébellion tutsi. Nous voulions notamment identifier la cause principale des menaces et des tentatives d'assassinats perpétrées contre les collaborateurs de Paul Kagame chaque fois qu'ils évoquent l'attentat du 6 avril 1994. Nous cherchons aussi à comprendre pourquoi les accusations contre la France réapparaissent et se multiplient chaque fois qu'il est question de l'attentat et de ses conséquences sur les populations civiles en 1994 au Rwanda. Pour finir, notre enquête nous a conduit à questionner le silence de la Belgique sur le rôle de ses Casques bleus aux côtés des rebelles tutsi pendant toute la journée du 6 avril 1994, c'est-à-dire juste avant l'attentat contre le Falcon 50.

Nous comprenons bien que certains s'insurgent ou s'agacent déjà à la seule idée que nous interrogeons ces points considérés comme des « évidences » ou des « vérités » autour desquelles toute curiosité serait proscrite. Que les défenseurs du discours convenu souffrent d'entendre Gaston Bachelard prétendre, en son temps : « il n'y a pas de vérités premières. Il n'y a que des erreurs premières »²³.

C'est donc en traquant minutieusement les « erreurs premières » et les contre-vérités sur les événements du Rwanda que nous pouvons apporter ici de nouvelles révélations sur l'action de la CIA et sur le rôle majeur mais discret du président Clinton et des États-Unis dans ce dossier. Il s'agit simplement de clarifier ici des points essentiels en l'absence desquels toute réelle compréhension des événements du Rwanda est impossible.

Rappelons qu'après plusieurs années d'enquêtes et quelques publications sur ce sujet, nous ne défendons plus une thèse, nous ne formulons plus d'hypothèses, nous rapportons des faits précis et des éléments nouveaux à l'appui de nos investigations et de nos conclusions. Nous espérons ainsi pousser les tenants du discours convenu à la confrontation intellectuelle la plus pointue possible et au débat contradictoire qu'ils évitent lâchement depuis vingt ans.

Notre prétention est donc de pouvoir dire sans agressivité ni arrogance particulière que l'histoire du « génocide » telle qu'elle est racontée aujourd'hui par le régime rwandais et ses multiples porte-voix en France, en Europe et en Amérique du Nord est inexacte, voire totalement erronée. Le régime rwandais actuel étant une émanation directe de la rébellion, il est à la fois juge et partie dans ce dossier et son point de vue ne peut pas être au-dessus de tout soupçon. Il inonde cependant l'espace politique, médiatique et intellectuel français d'une propagande macabre où l'on expose sans relâche des ossements humains dans le dessein de culpabiliser la terre entière, sans la moindre préoccupation de justice ni de vérité.

Nous appelons donc les citoyens français, épris de vérité et de justice, à résister à cette entreprise de conditionnement des esprits qui dure depuis deux décennies maintenant. Les affirmations invérifiables et les déclarations péremptoires sur la

responsabilité de la France dans le « génocide tutsi » sont largement sujettes à caution. Nous les examinerons ici point par point.

Parler d'un « génocide » qui aurait été planifié, tantôt par le président Habyarimana qui a été tué dans l'attentat et est donc mort avant même le déclenchement du « génocide », tantôt par un Premier ministre qui est arrivé au pouvoir après l'attentat, c'est-à-dire pendant les massacres ou après le déclenchement du « génocide », est totalement incohérent. Sur ce point précis, les documents découverts dans les archives de l'ONU en 2005 et le résultat des procès du TPIR – qui ne peut être soupçonné de parti pris en faveur des Hutu ou de la France – confirment nos recherches. De plus, ayant en notre possession des documents confidentiels du TPIR qui prouvent que le Premier ministre rwandais, Jean Kabanda, a été contraint d'avouer, sous les menaces et la torture, que son gouvernement a planifié le « génocide », nous sommes encore plus fondé à questionner la version officielle du « génocide tutsi ». N'en déplaise aux idéologues et à leurs sympathisants.

Que le lecteur comprenne bien notre démarche. Nous n'essayons pas ici de dédouaner la France de ses responsabilités politiques, ni de l'absoudre de ses « erreurs d'appréciation » au Rwanda²⁴. Nous ne démentons certainement pas le fait que des Tutsi ont été horriblement assassinés en 1994. Nous disons qu'ils ne sont pas les seuls et qu'en les choisissant comme uniques victimes, on valide un mensonge et on travestit les faits. Pis, en utilisant vite le mot « génocide » pour supplanter ceux de « guerre » et de « massacres », on a pris le parti de conclure avant d'enquêter. Et ce n'est pas « la communauté internationale » qui nous empêchera de le dire et de le prouver. De plus, ceux qui se sont autoproclamés porte-paroles des

victimes tutsi ne sont autres que les rebelles tutsi qui ont été identifiés comme des criminels de guerre et des criminels contre l'Humanité.

A ce jour, le TPIR, étant incapable de prouver le « génocide », est obligé de fabriquer de faux témoignages et de faux documents, de faire torturer les accusés, d'en condamner certains par principe et d'en libérer d'autres faute de preuves. La principale démarche du TPIR, qui a toujours été de faire triompher l'idée d'un « génocide tutsi » en dépit des éléments venant démentir cette idée, est plus que jamais mise à rude épreuve. Dans ce dossier, nous sommes face à un scandale judiciaire international majeur et à une atteinte grave à la dignité humaine. Le silence de la « communauté internationale » à propos de l'attentat et du travail du TPIR en dit long sur son malaise et sa forfaiture.

Si l'attentat est reconnu par les Nations Unies comme l'événement déclencheur de la guerre et des massacres au Rwanda, il faut d'abord identifier ses auteurs et les raisons qui président à son exécution. Si les Français, en plus d'être victimes dans cet attentat, en sont les organisateurs, découvrons les raisons et les preuves qui ont justifié une telle initiative pour qu'enfin la vérité soit mise en avant. Si ces preuves sont suffisamment éloquentes pour soutenir les accusations directes ou indirectes portées contre François Mitterrand dans la « planification du génocide », pourquoi ne pas les avoir versées dans les dossiers judiciaires du TPIR ? Il faudrait que les autorités rwandaises s'expliquent sur ce manquement qui porte préjudice d'abord à elles-mêmes.

Ceux qui souhaitent que l'on parle du « génocide », sans examiner les faits, sans en chercher les preuves et sans pousser très loin des investigations indépendantes, veulent peut-être que

nous réagissions tous comme des adeptes d'une secte : ou bien l'on est un membre de la secte et l'on mérite d'être célébré, ou bien l'on dénonce ses dérives et on est alors exclu et persécuté. C'est ce que vivent tous ceux qui tiennent un discours contraire à celui des « adeptes du génocide tutsi ».

C'est aussi pour cette raison que les gourous de cette secte n'hésitent pas à recourir à l'intimidation, au harcèlement et au terrorisme de la pensée unique chaque fois qu'ils sont en difficulté de prouver ou de défendre ce qu'ils affirment. Nous avons fait l'objet de ce traitement pendant plus de dix ans et savons précisément ce qu'il en est.

En agissant ainsi, ils cherchent à obtenir, par la force et non par la preuve et le débat contradictoire, la soumission de la majorité de l'opinion à la version dominante mais inexacte de l'histoire du drame rwandais. Ils comptent également sur l'ignorance de beaucoup pour faire triompher un mensonge d'État, notamment en jouant constamment sur des facteurs émotionnels. « La France est complice », voire « coupable de génocide », comment pouvez-vous encore vous permettre de douter de ce que l'on vous dit ?! C'est le moyen qu'ils ont trouvé pour éviter toute confrontation intellectuelle structurée et documentée, qui leur est au demeurant parfaitement insupportable. Pourquoi ? Essayent-ils, en fuyant le débat, de protéger les vrais coupables en espérant que seules les impressions provoquées par la redondance du discours médiatique sur le « génocide » serviront de preuves pour l'éternité ?

Face à cette machine infernale de propagande macabre, nous défendons le droit à la contradiction. L'enjeu est important car les auteurs présumés de l'attentat du 6 avril, de la guerre et d'une partie des massacres tentent, depuis plus de vingt ans, de se

dérober devant la justice en se faisant passer tantôt pour des « victimes » tantôt pour les représentants officiels des « victimes du génocide ». Las de ne pouvoir faire taire les esprits libres et indépendants, ils se sont emparés de la Shoah comme arme de dissuasion massive. Ils espéraient ainsi tenir en joue tous ceux qui oseraient questionner les faits.

Nous expliquerons comment ils ont pris en otage l'histoire de Seconde guerre mondiale et se sont alliés aux victimes de l'Holocauste pour obtenir une reconnaissance internationale et ternir la réputation du chef de l'Etat français, François Mitterrand.

Contrairement à l'idée qu'ils répandent dans les milieux universitaires français où des mémoires de master et des thèses de doctorat leurs sont largement favorables²⁵, nous allons démontrer qu'ils ont délibérément déclenché l'apocalypse dans tous le pays en commençant par assassiner deux présidents africains, sous le regard impuissant ou complaisant des Nations Unies qui étaient, en 1994, en charge de la sécurité de l'aéroport de Kigali.

En reconstituant les temps forts de cet événement majeur, nous contribuons à éclairer un coup d'État aux conséquences désastreuses dans toute la région des Grands Lacs africains.

Cette analyse ne peut faire l'économie d'une enquête sur les accusations récurrentes contre François Mitterrand et son rôle présumé dans le « génocide tutsi ». Rappelons que la France était en pleine cohabitation en 1994 : le Premier ministre Edouard Balladur était-il au courant que François Mitterrand préparait un « génocide » au Rwanda ? Monsieur Balladur lui-même ou les membres de son gouvernement étaient-ils impliqués dans ce crime majeur ou l'ont-ils couvert ? En clair, Mitterrand a-t-il réellement organisé un « génocide contre les Tutsi » comme

l'affirment certains « intellectuels » français ? Quel intérêt avait-il à pousser des Rwandais à s'entre-tuer ? Quel avantage politique une telle entreprise devait-elle lui procurer ? Quel bénéfice personnel en a-t-il retiré ? La France avait-elle quelque chose à gagner en organisant de tels massacres en Afrique Centrale ? Le moment est, semble-t-il, venu pour que tous les experts et responsables politiques sérieux se prononcent clairement !

En tant qu'enquêteur et observateur de la crise rwandaise, il nous paraît anormal de rester silencieux devant toutes les déclarations avancées de manière autoritaire et répétitive depuis des années par des journalistes comme par le régime de Kigali sur l'action de la France ou celle du président François Mitterrand au Rwanda. Ouvrons donc sereinement ce dossier et débattons-en !

Notre enquête exhume quelques pièces essentielles de cette affaire ainsi que des documents de première main pour alimenter un débat de fond. Notre travail, s'il doit être critiqué, doit l'être sur les faits et non sur des impressions ou sur des sentiments comme certains seraient tentés de le faire, faute d'arguments consistants et convaincants.

Nous espérons être contredit à chaque étape de cette enquête par des preuves et des documents contraires si ce que nous avançons ici est inexact. Nous sommes évidemment prêts à reconnaître nos erreurs si elles étaient objectivement soulevées et démontrées. Nous espérons aussi que le Tribunal Pénal International pour le Rwanda sera enfin disposé à ouvrir une enquête et un procès sur l'attentat comme le prévoit son mandat car il n'est ni honorable ni acceptable pour ce tribunal de laisser ce dossier criminel ballotté dans de vaines polémiques en France, à la marge des procès sur le « génocide ».

L'attentat relève-il des compétences du TPIR ? Oui ! Mérite-t-il d'être arbitrairement écarté des procès ? Non ! Pourquoi se bat-on alors avec acharnement pour l'écarter depuis vingt ans des débats au TPIR ?

Les familles de victimes, le public intéressé, et même les prisonniers du TPIR, dont certains mis en cause ou suspectés dans cet attentat, attendent en vain que l'on daigne enquêter sérieusement sur ce crime pour qu'enfin chacun comprenne pourquoi deux chefs d'État, leurs collaborateurs et trois français ont été tués le 6 avril 1994 au Rwanda. Serait-ce trop demander ? Est-ce incongru de vouloir savoir quel dessein poursuivaient les auteurs de l'attentat, qui sont ceux qui ont pris l'initiative de mettre le pays à feu et à sang et qui ont été les principaux bénéficiaires de ce drame : la France, les Hutu, les rebelles tutsi, la Belgique, les États-Unis ou l'ONU ?

En attendant que la justice permette, ou pas, d'identifier et de confondre les coupables, nous allons scruter l'attitude des suspects et celle de ceux qui entravent le travail judiciaire et la vérité sur l'attentat. Cela est largement à notre portée.

Charles Onana

1 Cf. *Aktuelt*, édition du 17 avril 2000.

2 Cf. E/CN.4/1995/7 28 juin 1994, *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda*, soumis par M. R. Degni-Ségui, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, en application de la résolution 1994 S-3/1, 20, du 25 mai 1994, p. 5

3 Ibid.

4 Le commandant des casques bleus de l'ONU n'a jamais caché son penchant pour les rebelles tutsi notamment dans son livre « J'ai serré la main du diable » publié en 2004.

5 Cf. Onana, Charles, *Les secrets de la justice internationale*, Paris, Duboiris, 2005, 480p.

6 Cf. Interview de Patrick Karegeya, ancien chef des services de renseignement extérieurs du Rwanda, exilé en Afrique du Sud, « Nous savons d'où les missiles sont partis », RFI, 9 juillet 2013. Patrick Karegeya a été retrouvé assassiné 6 mois plus tard, le 1er janvier 2014.

7 Cf. Péan, P., *Noires fureurs, Blancs menteurs*, Paris, Mille et une nuits, 2005, 544p., et Lugan, Bernard, *Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*, Paris, le Rocher, 2005, 288p.

8 Cf. Dépêche AFP du 24 septembre 2008.

9 Cf. *Le Monde* du 27 janvier 2012.

10 Cf. Ayad, Christophe, « A charge contre Kagame, à décharge pour la France » in *Libération* du 29 novembre 2005. Voir également une interview incendiaire d'Elie Wiesel contre Pierre Péan sur le site du *Nouvel observateur* du 21 septembre 2009.

11 Il existe un noyau de militants pro-tutsi autour de la journaliste Colette Braeckman et de l'association Survie-France qui répandent cette idée dans le dessein de faire douter les ignorants et d'entretenir la confusion dans les esprits. Ils veulent faire admettre au plus grand nombre qu'il y a plusieurs thèses qui se valent et s'affrontent.

12 Cf. Onana, C., *Ces tueurs tutsi au cœur de la tragédie congolaise*, Paris, Duboiris, 2009.

13 Cf. Rapport Mapping de l'ONU sur les violations des droits de l'Homme en RDC de mars 1993 à juin 2003, août 2010.

14 Cf. Krop, Pascal, *Le génocide franco-africain : faut-il juger les Mitterrand ?*, Paris, Lattès, 1994, 161p.

15 Cf. Assemblée nationale française, Rapport d'information n°1271, par la mission d'information de la commission de la défense nationale et des forces armées et de la commission des affaires étrangères sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994, 15 décembre 1998.

16 Cf. Encel, Frédéric, « François Mitterrand et le génocide tutsi », in *Controverses*, n°6, novembre 2007.

17 Cf. Abtan Benjamin, *Rwanda pour un dialogue des mémoires*, Paris, Albin Michel, 2007, 201p., p.46

18 Cf. Gakusi, Enéas et Mouzer, Frédérique, *De la révolution rwandaise à la contre-révolution*, Paris, L'Harmattan, 2003, 152p.

19 Cf. Onana, Charles, « Les amis français des criminels contre l'Humanité manipulent l'opinion », in *Les secrets de la justice internationale*, Paris, Duboiris, 2005, pp.330-361.

20 Cf. Résolution 955 du 8 novembre 1994.

21 A l'époque, les avocats de la défense éprouvaient toutes les difficultés à faire entendre leur voix comme celle de leur client face aux faux témoignages, aux manœuvres incessantes du gouvernement rwandais pour orienter les procès et à la prolifération des témoins anonymes payés pour mentir devant les juges.

22 Cf. Hartmann, Florence, *Paix et châtement*, Paris, Flammarion, 2007, 319p.

23 Cf. Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, 1938.

24 A la différence de François Mitterrand et de Jacques Chirac, le président Sarkozy est le seul chef d'État français à s'être rendu à Kigali après les événements de 1994 et à avoir parlé, le 25 février 2010, de « graves erreurs d'appréciation » de la France au Rwanda. Rappelons qu'en 1994, le même Nicolas Sarkozy était porte-parole du gouvernement Balladur. Au cours d'une intervention sur Antenne 2, il disait plutôt tout autre chose : « C'est une opération humanitaire, conduite dans un temps limité, avec l'objectif de sauver tous ceux que nous pourrions sauver des massacres. Mais nous avons bien conscience que l'opération est difficile, complexe et risquée. Mais c'est tout à l'honneur de la France d'engager une opération humanitaire ».

25 Il est dangereux pour la connaissance scientifique de pousser des étudiants à soutenir des mémoires qui reposent essentiellement sur l'idéologie des vainqueurs d'un conflit armé au détriment d'une recherche rigoureuse privilégiant le questionnement et l'exercice de la réflexion critique. Il est effrayant de constater que plusieurs travaux universitaires en France, validés comme scientifiques, sont en réalité des chef d'œuvre de l'idéologie de la rébellion tutsi. Une commission indépendante devrait se charger d'examiner cette situation pour ne pas affaiblir et appauvrir la recherche française sur le Rwanda et les Grands Lacs.

1. L'action de Mitterrand au Rwanda

Lorsque François Mitterrand arrive au pouvoir en 1981, toute la gauche célèbre sa victoire et certains en Afrique également. Le nouveau président français bénéficie d'un courant de sympathie car son prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing, a été, après la chute en 1979 de l'empereur Jean-Bedel Bokassa, affaibli et déprécié suite au scandale des diamants centrafricains¹.

Au début de son septennat, Mitterrand incarne une autre image de la France. Le discours sur la solidarité entre les peuples et la défense des valeurs de liberté est très présent dans la presse rattachée aux milieux intellectuels de la gauche parisienne. Alors que l'affrontement idéologique entre le bloc occidental et le bloc soviétique perdure, la France de Mitterrand, fortement soutenue par les Francs-maçons du Grand Orient, suscite chez les uns beaucoup d'espoir mais aussi de l'inquiétude dans les rangs des régimes anticomunistes d'Afrique.

Le 10 juillet 1981, moins de trois mois après sa prise de fonction à l'Élysée, Mitterrand reçoit une lettre de Félix Houphouët-Boigny lui parlant pour la première fois du Rwanda et en particulier de son président : Juvénal Habyarimana. Le chef de l'État ivoirien apprécie en effet beaucoup son homologue rwandais et incite François Mitterrand à s'intéresser de plus près à ce catholique très francophile. Le premier entretien entre François Mitterrand et le président rwandais a lieu le 15 juin 1982. A la veille de cette rencontre, le conseiller pour les affaires africaines de l'Élysée, monsieur Guy Penne, prépare une note au

président Mitterrand dans laquelle il souligne qu'en matière de politique étrangère, bien que « totalement enclavé, le Rwanda a une politique tournée vers l'Occident. Sur le plan international, sa diplomatie s'inspire largement du groupe modéré de l'OUA [Organisation de l'Unité Africaine] », quant à ses relations avec Israël, le Rwanda, « recevant une aide relativement importante des divers fonds arabes », ne semble pas « disposé à suivre l'exemple du Zaïre ». S'agissant de la Coopération militaire, entre 1980 et 1982, l'aide de la France « a été d'une importance exceptionnelle (livraison de 5 hélicoptères et d'un avion de transport 2501) ».

Près de cinq mois après l'échange de vues entre les deux chefs d'État, le président Mitterrand effectue son premier voyage officiel au Rwanda le 7 octobre 1982. Ce déplacement intervient dans le cadre du IXe Sommet franco-africain qui se tient à Kinshasa, capitale du Zaïre.

A son arrivée à Kigali, François Mitterrand aborde longuement, lors d'une conférence de presse organisée pour la circonstance, les questions liées à la situation économique mondiale, à la coopération internationale, à la francophonie et aux relations bilatérales entre la France et le Rwanda. Le président Mitterrand se rend ensuite au déjeuner offert par le chef de l'État rwandais à sa résidence. L'accueil chaleureux qui lui est réservé témoigne d'une volonté non dissimulée du président Habyarimana de développer avec la France une relation de très grande proximité. Néanmoins, Mitterrand et Habyarimana ne se connaissent pas encore suffisamment pour avoir des échanges dépassant les simples amabilités et pouvoir réellement approfondir les relations bilatérales entre les deux pays.

Ce n'est que deux ans plus tard, lors du XIe Sommet franco-africain de Bujumbura en décembre 1984, que le président

français revient à Kigali pour élargir son champ de discussions avec le président rwandais. A cette occasion, il prononce, le 10 décembre, une allocution devant la communauté française du Rwanda dans laquelle il souligne que : « La France entretient de très bonnes relations avec le Rwanda. C'est dire que nous sommes engagés dans un compagnonnage entre deux pays qui s'estiment et qui s'entraident. Nous avons l'intention de continuer et même d'approfondir ce dialogue ».

Passées ces premières rencontres très diplomatiques et d'ordre assez symbolique, le véritable rapprochement entre le Rwanda et la France interviendra au moment où le régime rwandais subira la première invasion des rebelles tutsi à partir de l'Ouganda en octobre 1990.

Informé des risques d'attaque et particulièrement inquiet, le président Juvénal Habyarimana se rend du 2 au 4 avril 1990 en visite officielle en France. Il vient solliciter l'aide à Paris pour faire face à cette menace susceptible de plonger son pays dans la guerre et le chaos. Ses préoccupations concernent, en priorité, la protection des points stratégiques de la capitale rwandaise. Il veut pouvoir assurer la sécurité de l'aéroport grâce à un système de radar capable de détecter la présence des forces rebelles sur son territoire venues de l'Ouganda. Un autre problème est aussi à l'ordre du jour de la visite d'Habyarimana en France : la crise économique et alimentaire. Le président rwandais se refuse à faire appel directement au Fonds Monétaire International (FMI). Il compte plutôt sur l'appui de la France pour faire face aux difficultés économiques qui commencent à étrangler son pays.

Le temps presse et les rebelles tutsi cherchent à le déstabiliser par tous les moyens. Ils vont d'ailleurs profiter de son déplacement aux États-Unis pour lancer leur première offensive militaire à partir de l'Ouganda.

Le 1er octobre 1990, les rebelles tutsi attaquent effectivement le Rwanda. Juvénal Habyarimana, qui participe au sommet de l'ONU pour l'enfance avec le président ougandais Yoweri Museveni écourte son voyage à New York pour rentrer dans son pays. Il fait escale à Bruxelles où il s'entretient avec le roi et le Premier ministre, Wilfried Martens, sur la tension qui prévaut au Rwanda.

L'accueil des autorités belges n'est certes pas glacial, mais il n'est pas des plus chaleureux non plus, ce qui ne rassure pas le chef de l'État rwandais alors à la recherche d'un vrai soutien politique et militaire. Les discussions entre les autorités belges et Habyarimana sont courtoises mais ne répondent pas vraiment à ses attentes².

Pour témoigner de son intérêt face à la situation, la Belgique décide néanmoins d'envoyer des troupes au Rwanda. Quel sera exactement leur rôle sur place ? Officiellement, elles vont assurer la protection des ressortissants belges mais en réalité, leur présence est aussi liée au fait que Bruxelles n'apprécie pas de voir Paris empiéter sur sa zone d'influence traditionnelle.

Dans l'après-midi du 4 octobre, l'aéroport militaire de Melsbroek en Belgique connaît une agitation inhabituelle. L'alerte a déjà été donnée au régiment para-commando du 15e Wing (une unité opérationnelle de la composante aérienne disponible en permanence pour toutes les missions).

Au terme d'une réunion du Kernkabinet (conseil restreint des ministres), la décision d'envoyer un détachement de près de 500 parachutistes belges à titre « humanitaire » au Rwanda a été prise par le Premier ministre. Un communiqué a aussitôt été publié annonçant que « des contacts ont été établis avec l'armée française dont le détachement est également en route vers Kigali ». Quelques heures après les dernières mises au point de la

mission, les parachutistes belges embarquent à bord d'un C-130 et d'un Boeing 727 à destination de Kigali. Le premier groupe arrivera au Rwanda à 7h50 du matin le 5 octobre.

A Paris, les autorités décident aussi d'envoyer une compagnie de 150 hommes à Kigali. La situation est prise très au sérieux. Pourquoi les rebelles engagent-ils une action militaire alors qu'il existe des voies de négociations pour traiter les questions litigieuses des réfugiés installés en Ouganda ? Les rapports des conseillers élyséens indiquent que la situation est grave et qu'Habyarimana a de bonnes raisons de s'inquiéter. Ainsi, des messages de l'attaché militaire de l'ambassade de France à Kigali, le colonel René Galinié, font état d'affrontements inter-communautaires à Kigali, suite à l'attaque du FPR, qui peuvent mettre en danger les ressortissants étrangers et en particulier les Français. Ces messages sont immédiatement communiqués au président Mitterrand qui se trouve en voyage officiel en Arabie Saoudite, accompagné de Jean-Pierre Chevènement, de Roland Dumas, de Hubert Védrine, de l'amiral Lanxade et du général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées. « Un conseil de Défense restreint, très bref, s'est tenu sur l'heure à Riyad, sous la présidence du Président de la République, à la suite duquel l'ordre a été donné d'envoyer au plus vite deux compagnies à Kigali, avec la mission de protéger les Européens, les installations françaises et de contrôler l'aérodrome afin d'assurer l'évacuation éventuelle des Français et des étrangers qui le demandaient »³.

Si Paris fournit un premier soutien militaire à Habyarimana, c'est parce que celui-ci n'a pas trouvé, auprès des autorités belges, l'appui qu'il attendait. En effet, depuis l'attaque des rebelles contre son pays, Habyarimana a été informé par ses officiers que l'armée rwandaise ne disposait plus de

suffisamment de munitions pour assurer sa défense ainsi que la sécurité du pays. Il se tourne d'abord vers la Belgique pour demander qu'on accélère l'envoi de munitions qui avaient déjà été commandées et payées par son gouvernement.

Malgré l'urgence, les dirigeants belges tergiversent et prétendent qu'ils ne peuvent pas livrer ces munitions au Rwanda. Cette décision est interprétée comme une trahison par les Rwandais qui ne comprennent pas la position adoptée par la Belgique.

Pour certains observateurs, c'est à ce moment que l'on peut situer la cassure entre la Belgique et le Rwanda. Pour faire face à la guerre qui lui est imposée, Habyarimana décide donc de s'adresser à la France et il trouve à Paris toute la sollicitude attendue pour sortir son pays de l'impasse. Il reçoit en tête-à-tête l'ambassadeur de France à Kigali, monsieur Georges Martres, et lui présente sa requête. Elle est immédiatement transmise à Paris pour examen.

L'Élysée désigne aussitôt un interlocuteur au président rwandais en la personne du chef d'état-major particulier du président Mitterrand, l'amiral Lanxade. Ce dernier a plusieurs entretiens téléphoniques avec le président Habyarimana afin d'évaluer les besoins et les priorités de l'armée rwandaise. Malgré l'absence d'accords de défense entre la France et le Rwanda, le gouvernement français envoie, le 4 octobre, des munitions au Rwanda en plus de la compagnie de 150 militaires du 2^e régiment étranger de parachutistes basée à Bangui pour rassurer le président Habyarimana. Il s'agit surtout, pour les autorités françaises, de veiller, officiellement, dans ce contexte de guerre larvée, à la sécurité de leurs ressortissants (environ 650 personnes) vivant au Rwanda mais aussi de freiner le risque d'instabilité que court ce pays francophone, ancienne colonie

belge, dans la région.

A la différence de la Belgique qui, par manque de volonté ou d'ambition, abandonne le Rwanda à son sort, la France décide, elle, d'agir. Habyarimana ne réalise pas qu'au sommet de l'État belge, on s'agace quelque peu de sa proximité grandissante avec la France et que cette intimité nouvelle peut lui coûter cher dans ses rapports avec Bruxelles. Il n'est, à ce moment, pas réellement préoccupé par cette question car il veut avant tout sauver son régime et vaincre les rebelles tutsi qui veulent l'abattre. Dans cette perspective, il reçoit également l'aide déterminante des troupes zaïroises dirigées par le général Mayélé pour repousser les assaillants. Cet appui sera une contribution décisive à la mise en déroute des forces rebelles progressant sur le territoire rwandais.

Les hélicoptères français mis à la disposition de l'armée rwandaise vont notamment permettre d'infliger des pertes sévères aux rebelles qui ne prévoyaient pas de rencontrer une réelle résistance en attaquant le Rwanda.

Si le soutien de la France est franc et sincère envers le président Habyarimana, celui de la Belgique reste ambigu. L'analyse du lieutenant-colonel belge Anthierens est sur ce point révélatrice : « Il y eut également de nombreuses critiques sur l'attitude de la Belgique au début du conflit en octobre 1990 : d'une part, elle envoie très rapidement des paras pour venir en aide au Rwanda et d'autre part, elle "gèle" l'envoi de munitions, pourtant déjà payées par ce pays. Cette attitude ambiguë se maintiendra tout au long du conflit, car la Belgique donne un appui en matériels militaires très divers (casques, bottines, ponchos, tentes, médicaments, rations, etc.) mais d'armes ou de munitions, pas question. Ce faisant, aide-t-on ou non l'effort de guerre ? Il y avait aussi le fait que le siège principal du FPR était

fixé à Bruxelles et que la plupart des mass média belges témoignaient une sympathie ouverte pour ce mouvement »⁴.

Il est vrai que la situation sur le terrain est devenue favorable au régime du président Habyarimana grâce à l'appui de l'armée zaïroise et au soutien logistique français. Seulement, ce soutien de la France n'est ni aveugle ni irrationnel comme certains ont essayé de le faire croire. Le 20 juin 1990, lors de la 16ème conférence des chefs d'États d'Afrique et de France qui se tient à La Baule-Escoublac (Loire-Atlantique), François Mitterrand avait prononcé un discours qui marquerait à jamais l'histoire des régimes politiques d'Afrique francophone nés des indépendances dans les années 60.

Dans son allocution, Mitterrand déclarait : « Vraiment, je fais appel à votre raison, et je pense que nous nous connaissons assez pour savoir que rien ne se fera entre nous en dehors du respect et de la considération que nous vous devons. S'il y a contestations dans tel État particulier, eh bien ! Que les dirigeants de ce pays en débattent avec leurs citoyens. Lorsque je dis démocratie, lorsque je trace un chemin, lorsque je dis que c'est la seule façon de parvenir à un état d'équilibre au moment où apparaît la nécessité d'une plus grande liberté, j'ai naturellement en tête un schéma tout prêt : système représentatif, élections libres, multipartisme, liberté de la presse, indépendance de la magistrature, refus de la censure ».

Ces mots sonnent non sans une certaine brutalité aux oreilles des dirigeants africains présents à La Baule car beaucoup parmi eux sont au pouvoir, soit depuis l'indépendance en 1960, soit depuis un nombre d'années considérable, sans partis ni médias d'opposition, sans liberté de presse ni liberté associative ou syndicale, etc. Habyarimana est bien de ceux-là, mais sans être toutefois moins fréquentable que d'autres. Mitterrand a profité

du vent de liberté qui soufflait à l'Est de l'Europe mais aussi à l'intérieur même du continent africain pour suggérer à ses dirigeants de prendre le train en marche et de changer de mode de gouvernance. A-t-il bien fait ? Certains en sont convaincus tandis que d'autres prétendent que cette exigence s'est transformée en piège.

En réalité, les dirigeants africains n'étaient ni très disposés à mettre en place une gouvernance répondant davantage aux préoccupations et aux exigences de leurs populations, ni véritablement préparés à affronter un contexte international nouveau. Néanmoins, s'agissant du Rwanda, Mitterrand ne pouvait pas, après avoir tenu un tel discours, adopter une attitude contraire. Il va nécessairement encourager le président Habyarimana à démocratiser son pays, c'est-à-dire à sortir du dogme du parti unique. Il sait aussi que ces transformations internes devront se faire dans un contexte où le pays est déjà fragilisé, car exposé à la guerre, ce qui n'est pas nécessairement le cas d'autres pays francophones où règne le système de parti unique.

Après examen de divers compte-rendus détaillés sur les tensions persistantes et la guerre au Rwanda, le chef de l'État français décide d'agir sur deux fronts. D'un côté, il maintient une assistance sur le plan militaire par l'envoi de roquettes à l'État rwandais et de l'autre, il encourage différentes initiatives sur le plan diplomatique. Il tente de convaincre le président ougandais, Yoweri Museveni, qui soutient les rebelles tutsi, de ne pas appuyer la déstabilisation du Rwanda. Nous reviendrons au chapitre 6 sur toutes les tentatives mises en œuvre par François Mitterrand pour freiner l'escalade militaire recherchée par les rebelles à partir de l'Ouganda. Mais l'Ouganda n'est pas, en Afrique, le seul pays qui soutient les rebelles tutsi. Il y a aussi la

Tanzanie et le Burundi, pays où vivent, en un réseau très organisé, des membres de la communauté tutsi sensibles aux ambitions politiques des rebelles vivant en Ouganda. Le Burundi devient donc à son tour une terre de recrutement pour les rebelles ; quant à la Tanzanie, elle sera certes l'épicentre des négociations de paix mais aussi celui des « coups tordus ». Plus tard, ce pays sera choisi pour abriter le TPIR.

Malgré la défaite des rebelles, à l'Élysée l'inquiétude demeure. Lors du conseil des ministres du 17 octobre Mitterrand se montre réellement préoccupé. « Il faut sauvegarder nos compatriotes. Il ne faut pas se mêler des combats ethniques », précise-t-il. Le chef de l'État français ne veut pas voir les soldats français impliqués dans une guerre qui oppose les Hutu aux Tutsi. Mais il ne peut pas non plus laisser les rebelles tutsi déstabiliser tout un pays avec l'aide de puissances étrangères, fussent-elles africaines.

La position de Mitterrand sur ce point s'inscrit dans la tradition de la politique étrangère française en matière de coopération militaire : « Il est, dit-il, un certain nombre de pays avec lesquels nous avons signé dans un temps déjà lointain des accords de coopération militaire comportant un droit d'assistance en cas de menace ou d'agression extérieure. Certains de ces accords sont précisés par des clauses secrètes ».

Contrairement à la mauvaise foi des détracteurs de l'intervention française au Rwanda, l'attaque des rebelles tutsi est bien une agression extérieure car non seulement elle est conduite par des réfugiés rwandais intégrés au sein de l'armée ougandaise – Paul Kagame est à cette époque directeur adjoint des services de renseignement militaires ougandais – mais elle bénéficie en plus de toute la logistique et de l'expertise stratégique de cette dernière ainsi que de celle de Washington.

Les critiques formulées sur le soutien de la France au Rwanda suite à cette attaque sont quelque peu déplacées tant du point de vue politique que du point de vue militaire. Elles ne prennent pas du tout en compte ni la dimension régionale du conflit, ni son aspect géopolitique.

Au cours de cette période, Mitterrand comprend qu'un agenda politique des Anglo-saxons est en œuvre avec pour but ultime de conquérir l'Afrique Centrale (zone immensément riche) à partir du Rwanda. Sur le terrain, les auteurs de cet agenda disposent déjà d'alliés sûrs que sont Museveni et les rebelles tutsi vivant en Ouganda et dans la sous-région. La machine de guerre est donc lancée et Paris cherche, malgré tout, à trouver, dans l'urgence, une solution susceptible de préserver la paix et la stabilité. La situation est particulièrement tendue car la France est également impliquée dans la guerre du Golfe. Pendant les réunions quotidiennes qui se tiennent à l'Élysée au cours de cette période difficile, il y a celle du mercredi 23 janvier 1991. Elle a lieu à 18h en présence du président Mitterrand, du Premier ministre Michel Rocard, du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, du ministre de la Défense Pierre Joxe, du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, du secrétaire général de l'Élysée Jean-Louis Bianco, du conseiller et porte-parole de la présidence Hubert Védrine, des généraux Schmitt, Monchal Forray, Menu et des amiraux Lanxade et Coatanea. Le ministre de la Défense, Pierre Joxe, intervient :

- « Je constate que certains Européens se sont réinstallés à Ruhengeri, qui est une ville très dangereuse, parce que nos troupes sont présentes ; les gens prennent des risques et c'est nos troupes qui doivent leur venir en aide, d'où notre présence...

- Président de la République : c'est en engrenage normal ! La nature du conflit est indiscernable, le rôle de l'Ouganda est

équivoque. Les Tutsi ougandais se déplacent pour conquérir le Rwanda, c'est inquiétant. J'aimerais que nous fassions des représentations à l'Ouganda. On n'a pas intérêt à ce que le front du Rwanda cède. S'il s'agit de luttes tribales, on ne dit rien ; s'il s'agit d'une agression, il faut s'interposer et délivrer les Français retenus par les Tutsi. J'ai eu un entretien téléphonique avec le président Habyarimana.

- Chef d'état-major particulier : les Européens encerclés à Ruhengeri sont pour 40 d'entre eux des coopérants français présents sur ordre de leur administration.

- Président de la République : on est autorisé à intervenir pour les libérer.

- Chef d'état-major particulier : il y a 100 militaires français engagés dans cette action. On laisse les Rwandais tenter de faire partir les rebelles et on récupère nos ressortissants.

- Président de la République : on ne peut pas limiter notre présence. Nous sommes à la limite du front anglophone. Il ne faut pas que l'Ouganda se permette tout et n'importe quoi. Il faut le dire au président Museveni ; il n'est pas normal que la minorité tutsi veuille imposer sa loi à la majorité... »

La tâche n'est pas facile pour la France car les Hutu ne forment pas un bloc homogène déterminé à lutter contre l'agression du FPR/APR ; au contraire, les divisions sont nombreuses parmi eux et certains ont décidé de rejoindre les rebelles dans l'espoir de chasser Habyarimana du pouvoir⁵.

Le lendemain du 17 octobre après le conseil des ministres, vers 18h30, François Mitterrand s'entretient au téléphone avec le chef de l'État rwandais. Les deux hommes évoquent la situation qui prévaut sur le terrain et constatent que les perspectives ne sont pas rassurantes. La rébellion tutsi n'est pas prête à déposer les armes malgré les revers essuyés lors de ses premières

attaques. Le président rwandais décide alors d'acheter des armes et des munitions en France pour assurer la sécurité de son pays en proie à la menace d'une déstabilisation. Il reçoit de Paris des roquettes de 68mm et un hélicoptère mis à disposition chez Thomson Armement. La guerre imposée par la rébellion au régime rwandais absorbe les maigres ressources du pays. Après six mois de rudes combats et d'attaques répétées, l'armée gouvernementale rwandaise est épuisée et affaiblie. Ses besoins sont de plus en plus grands mais ses moyens limités.

Face à cette nouvelle situation, le président Habyarimana se rend en visite privée à Paris et rencontre le président Mitterrand le 23 avril 1991. La sécurité et les questions militaires sont au centre des discussions entre les deux hommes. Après avoir passé en revue les principaux problèmes auxquels son armée est confrontée, le chef de l'État rwandais sollicite un nouvel armement, notamment des mortiers de 120mm et un remplacement des véhicules blindés. Il demande à la France de l'aider à ré-équiper l'armée rwandaise et passe une commande d'hélicoptères de combats, notamment trois gazelles, auprès de l'entreprise Aérospatiale. C'est grâce à ces hélicoptères que les soldats rwandais pourront résister aux assaillants qui sont dotés d'un armement lourd ainsi que de véhicules de combats plus performants fournis directement par l'Ouganda. Le schéma inquiétant d'une guerre prolongée se dessine au Rwanda.

Soucieux d'un possible enlissement, Jean-Christophe Mitterrand mentionne dans sa note du 19 octobre 1990 au président Mitterrand que la présence militaire française « risque de perdurer aussi longtemps qu'une solution politique n'aura pas été trouvée ». A la lecture de cette note, son père, François Mitterrand formule un « non ! » clair et rejette cette hypothèse car il ne souhaite pas une présence militaire française de longue

durée au Rwanda. Il sait que le régime rwandais est militairement fragile mais le président Mitterrand continue manifestement de croire que la diplomatie reste la meilleure et la seule option pour éviter l'escalade de la violence armée.

Cependant, plus le temps passe et plus les choses se compliquent. Non seulement les rebelles se montrent hostiles aux négociations de paix mais ils maintiennent surtout la pression militaire sur le régime Habyarimana. En outre, la propagande pro-tutsi commence à s'imposer dans le monde occidental. Bien qu'étant les principaux agresseurs, les rebelles tutsi deviennent rapidement les préférés des médias. Ces derniers prennent fait et cause pour eux, rendant dorénavant toute compréhension objective des événements impossible. Les reportages et les commentaires parlant des rebelles tutsi sont de plus en plus exaltants, complaisants et partisans.

L'ambassadeur de France s'en indignait déjà, à juste titre, dans un télégramme diplomatique du 24 octobre 1990. Voici par exemple quelques extraits assez significatifs de l'état d'esprit des journalistes à cette période. Ainsi, le quotidien belge *La Libre Belgique* titre dans son édition du 11 octobre 1990 : « Les rebelles rwandais promettent la IIIe République ».

En réalité, les rebelles tutsi, très bien entraînés à la propagande de guerre par des éléments du Pentagone, ont travaillé l'image qu'ils tiennent absolument à donner d'eux dans leur agenda médiatique. Ils vont ainsi conduire les journalistes occidentaux dans les zones placées sous leur contrôle et leur donner des documents mettant en avant leur point de vue sur le régime Habyarimana.

Selon un journaliste français qui travaillait pour une agence américaine et qui s'était rendu en zone FPR, les demandes des journalistes occidentaux devaient systématiquement être

adressées à l'attaché de presse du FPR à Bruxelles ; dans le cas où ils recevaient un accord, ils pouvaient se rendre au Rwanda avec les accompagnateurs du FPR pour accéder aux différentes zones où il y avait eu des massacres. Seulement, arrivés aux endroits prévus, nul ne savait si c'était le FPR lui-même ou si c'était l'armée gouvernementale qui avait commis ces crimes. Mais d'après le FPR, c'était toujours les Hutu. Lorsque les journalistes voulaient se rendre seuls en d'autres lieux afin de s'enquérir par eux-mêmes de la situation, le FPR s'y opposait formellement, leur laissant entendre parfois qu'ils risquaient d'y être assassinés. En conclusion, aucun journaliste qui a couvert la guerre dans les zones sous contrôle du FPR/APR, n'a jamais pu affirmé qu'il a été libre de ses mouvements ni qu'il sait exactement ce qu'a fait le FPR/APR dans ces zones.

Dans cette guerre médiatique, qui s'ouvre parallèlement à la guerre de conquête du pouvoir par le FPR au Rwanda, la France a trois adversaires. Il y a d'abord ses alliés traditionnels, les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui soutiennent les rebelles tutsi. Le journaliste américain et ancien agent de la National Security Agency (NSA), Wayne Madsen, a observé de près ce soutien. Il rapporte : « De nombreux analystes africains estiment que l'ordre d'invasion du FPR n'aurait pu être donné à l'insu et sans l'aval et l'appui direct de la DIA du Pentagone ou le MI-6 britannique. Les deux agences étaient activement impliquées en Ouganda. (...) Le plan de l'Ouganda pour une invasion de son voisin par le FPR a sans aucun doute reçu le feu vert de l'administration Bush »⁶.

Des membres détachés des services de renseignement militaires américains et des services secrets anglais vont prodiguer de judicieux conseils à leurs protégés pour miner la position politique de la France en Afrique. Ils connaissent mieux

que les rebelles tutsi les points faibles de la politique étrangère de la France en Afrique. La guerre secrète entre Paris, Washington et Londres vient de franchir un nouveau pallier en terre africaine.

Il y a ensuite les rebelles tutsi eux-mêmes qui ne tolèrent pas que la France soit derrière Habyarimana et la majorité hutu. En apportant un soutien militaire au régime en place, la France barre la route aux rebelles tutsi qui croyaient prendre le pouvoir à Kigali par la force en 1990. Ils ne lui pardonneront jamais cet échec.

Il y a enfin le point le plus sensible qui va jouer contre la France : son passé colonial et son soutien légendaire aux autocrates africains pendant la guerre froide. Ce dernier point est celui autour duquel toute la campagne contre la France sera organisée. Il devient dès lors quasiment impossible aux autorités françaises de montrer que ce qui se joue au Rwanda est avant tout une bataille géopolitique dans laquelle ses propres alliés (États-Unis et Grande-Bretagne) utilisent une minorité ethnique pour déstabiliser un pays francophone tout entier, afin de s'accaparer les ressources stratégiques de l'Est du Zaïre. En peu de temps le discours de Paris devient inaudible. Les rebelles tutsi commencent à gagner du terrain et à s'imposer petit à petit dans l'opinion occidentale comme des révolutionnaires aux idées nobles. Nous allons revenir plus tard sur leurs méthodes.

Pour sortir victorieux de cet affrontement entre Paris et Washington, les Anglo-saxons ont trouvé la faille dans le dispositif français : ils vont jouer pleinement la carte de l'anticolonialisme des milieux de gauche. Le chef de la rébellion, Paul Kagame, va se faire passer pour un révolutionnaire de gauche qui a lu Mao Ze Dong et qui s'inspire de l'histoire des mouvements de libération. Il devient ainsi un bon client pour la

presse et les militants anticolonialistes. C'est ainsi que les « spin doctors » anglo-saxons aident les rebelles tutsi à construire leur campagne en s'appuyant sur les mouvements de gauche hostiles au colonialisme français. La manœuvre est d'une redoutable efficacité. Le discours militant de ces mouvements est souvent bien accueilli dans les milieux élitistes de la gauche parisienne bien pensante et moraliste. Celle-ci dispose de plus de bon relais médiatiques et d'une certaine influence dans l'opinion française et africaine.

En effet, les militants de gauche et d'extrême gauche sont historiquement et idéologiquement sensibles aux interventions françaises en Afrique depuis la guerre froide. Ils ont parfois soutenu la lutte des leaders nationalistes africains et dénoncé leur assassinat⁷. Leurs campagnes populaires ont reçu, à une certaine époque, un écho favorable dans les milieux intellectuels en Europe et sur le continent africain. Il faut donc cultiver sur ces terres fertiles pour récolter la sympathie dans l'opinion à l'endroit des rebelles tutsi présentés comme des « libérateurs » pétris d'humanisme et d'idéaux démocratiques. Ce canal rêvé sera largement utilisé par les rebelles tutsi. Ainsi, la presse de gauche, principalement *L'Humanité* et le *Monde Diplomatique* vont devenir, tout au long du conflit rwandais, les principaux relais de la propagande des rebelles tutsi. La présence de Mitterrand ou des communistes au pouvoir n'y changera rien. Bien au contraire.

Aujourd'hui encore, vingt ans plus tard, cette analyse critique reste difficile à réaliser. de publier une analyse critique et documentée sur la rébellion tutsi dans les journaux de gauche grand public en France. Nous ne comprenons pas comment des militants et des journaux, qui se présentent souvent comme des opposants à l'impérialisme américain, ont pu devenir des alliés

objectifs de cet impérialisme dans les Grands Lacs à travers leur soutien inconditionnel à la rébellion ougando-rwandaise. Comment pouvaient-ils être sourds et aveugles face à la stratégie pourtant lisible des Anglo-américains qui armaient une minorité ethnique au Rwanda pour déstabiliser l'ensemble du pays, quitte à diaboliser l'immense majorité de la population ?

Certes, cette majorité ne rassemblait pas que des personnes innocentes et naïves, mais cela justifiait-il de soutenir une stratégie de prise de pouvoir par la force et la violence armée, au prix de massacres gigantesques de civils parmi les Tutsi comme parmi les Hutu ? Comment ces médias ont-ils pu garder le silence devant l'assassinat des prêtres canadiens et espagnols ou devant celui des membres d'organisations des droits de l'Homme ? Pourquoi se sont-ils abstenus de réagir ou de s'indigner en constatant que le FPR avait les moyens militaires de gagner une guerre éclair et de mettre fin aux massacres mais qu'il a choisi de ne pas le faire ?

A y regarder de près, la situation à droite de l'échiquier politico-médiatique n'est pas vraiment plus reluisante. La peur suscitée dans les journaux de droite par ce que certains ont qualifié « d'aveuglement » de Mitterrand au Rwanda a paralysé toute velléité d'analyse critique du discours des rebelles tutsi contre la France. Un jour, au cours d'une discussion dans un café situé place des Victoires à Paris, un confrère du *Figaro* nous a fait clairement comprendre qu'il était très difficile de montrer le vrai visage de la rébellion tutsi car elle bénéficiait de solides appuis dans les médias.

A la question : « même chez-vous ? », il a esquissé un sourire dépité, confirmant que le terrain était miné. Nous savions déjà que le grand reporter du *Figaro*, Patrick de Saint Exupéry, était le porte-voix de la rébellion tutsi dans son organe de presse.

Mais la conversation avec notre confrère de ce même journal nous a permis de mesurer l'ampleur de la main-mise du discours « pro-tutsi » dans les rédactions françaises.

Dès cet instant, nous avons compris qu'il ne restait plus assez d'espace en France pour parler en toute liberté du dossier rwandais. Colette Braeckman officiait au *Monde Diplomatique*, Jean Châtin à *L'Humanité*, Saint-Exupéry au *Figaro* et par la suite Christophe Ayad à *Libération*. En lisant les journaux sur le Rwanda, nous avons l'impression que l'espace médiatique français se rétrécissait comme peau de chagrin et devenait un lieu de censure et d'autocensure dévoué à une petite « rébellion africaine ». Cette première impression s'est confirmée au fil des années. Il ne restait donc qu'une seule option : prendre le maquis pour s'exprimer sur ce sujet !

Dès lors, le harcèlement contre tous ceux qui osaient tenir un discours non « politiquement correct » sur les événements du Rwanda s'est mis en branle. L'espace médiatique français s'est mis à réagir sur ce dossier avec un véritable autoritarisme : en dehors de la vision pro-tutsi, point de salut ! Et pour seule réponse, l'anathème, l'insulte, la calomnie.

Si la tâche se complique au plan médiatique, dans les rangs de la diplomatie française des efforts se poursuivent tout de même pour inciter les Rwandais à s'engager dans les négociations avec la rébellion. Jacques Pelletier, le ministre français de la Coopération, à la demande de François Mitterrand, se rend en novembre 1990 au Rwanda et dans les pays voisins. Sa mission consiste à créer, si possible, des conditions favorables aux pourparlers de paix.

Au début de l'année 1991, la situation se stabilise et certains commencent à croire qu'une solution politique est possible. Le retrait du contingent français est envisagé mais François

Mitterrand estime qu'un retrait brutal serait imprudent. Il est conscient que le régime d'Habyarimana est fragile et que la présence militaire française, même symbolique, reste dissuasive face aux rebelles qui ne renoncent pas à renverser le régime en place. Le président français propose donc de différer d'un mois au moins le départ des troupes françaises stationnées à Kigali.

A la fin du mois de janvier 1991, Mitterrand a un entretien téléphonique avec Habyarimana au cours duquel il lui explique la position de la France. Le président français lui adresse en même temps une lettre de deux pages dans laquelle il livre son analyse de la situation : « Ainsi que je vous le rappelais lors de notre dernier entretien téléphonique, j'ai attentivement suivi l'évolution de la situation du Rwanda depuis le 1er octobre dernier. Je suis en effet profondément préoccupé par des conséquences néfastes que peut avoir pour la paix dans la région la poursuite d'actions militaires déstabilisatrices, encore récemment intervenues à Ruhengeri.

Dans les épreuves que votre pays traverse, je tiens à vous assurer de nouveau du soutien de la France. (...) Ce conflit ne peut trouver de solution durable que par un règlement négocié et une concertation générale dans un esprit de dialogue et d'ouverture.

A cet égard, trois conditions me paraissent devoir être remplies : la non-intervention d'États voisins en appui direct ou indirect à des actions dirigées contre le Rwanda ; l'ouverture d'un dialogue direct avec toutes les composantes de la nation dans un esprit de réconciliation et l'avènement d'un État de droit parfaitement respectueux des droits de l'Homme ; le règlement le plus rapide possible de la question des réfugiés grâce notamment à la tenue d'une conférence régionale sur ce sujet, sous les auspices de l'OUA, avec la participation de tous les États

concernés et du HCR ». (voir annexe 1)

Sensible à cette analyse, Habyarimana décide donc de travailler à la mise en place de solutions politiques et entreprend d'intensifier les efforts pour régler au plus vite le problème des réfugiés tutsi résidant en Ouganda et dans d'autres pays de la région des Grands Lacs.

A peine ces orientations impulsées par Habyarimana, une nouvelle offensive de la rébellion tutsi est lancée le 2 février 1991 à partir de la frontière ougandaise⁸. Il faut d'ailleurs rappeler que la première attaque des rebelles tutsi avait été lancée au moment même où des négociations étaient en cours pour régler le problème des réfugiés tutsi vivant en Ouganda⁹, d'où le fait que le président Habyarimana avait trouvé la méthode à la fois déloyale et profondément injuste.

Voyant la menace se profiler dangereusement, l'amiral Lanxade suggère de renforcer le dispositif militaire français au Rwanda. Il confirme ainsi la décision prudente de François Mitterrand qui s'était opposé à un retrait précipité des troupes françaises et participe à la décision d'envoyer à Kigali un détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI). Dans un télégramme diplomatique du 15 mars 1991, l'ambassadeur de France à Kigali confirme aux autorités rwandaises que ce détachement sera prochainement mis à la disposition de l'armée rwandaise conformément aux demandes répétées du président Habyarimana.

Ce détachement constitué « d'une trentaine d'hommes, souligne l'ambassadeur, se consacrera à l'instruction des unités de l'armée rwandaise auprès desquelles il sera placé, à l'exclusion de toute participation à des opérations militaires ou de maintien de l'ordre ». En réalité, le DAMI est une mission secrète que la France envoie au Rwanda pour aider l'armée

rwandaise à faire face aux actes terroristes et à la guerre que la rébellion impose à tout le pays. Mal préparés et désorganisés, les soldats rwandais ont nécessairement besoin de l'expertise française s'ils veulent résister à des rebelles aguerris et formés par l'armée américaine.

Ce nouvel appui de la France à l'armée rwandaise empêche les rebelles de parvenir rapidement à leurs fins. Frustrés par cette présence militaire française qui leur donne du fil à retordre, les rebelles tutsi inscrivent alors François Mitterrand et les militaires français sur leur « liste noire ». Ils leur reprocheront toujours d'avoir soutenu les « forces génocidaires » au Rwanda, c'est-à-dire les Hutu et le régime Habyarimana.

Malgré le dialogue de sourd qui s'installe entre les responsables français et la rébellion tutsi, les diplomates français ne ferment pas toute possibilité de dialogue avec ce mouvement, ni n'abandonnent l'éventualité d'une résolution politique du conflit. Mais ils se rendent vite compte que l'option militaire est l'unique voie privilégiée par cette rébellion qui, tandis qu'elle participe aux négociations, en profite pour mieux organiser ses forces sur le terrain. Les rebelles sont surtout convaincus de la puissance de leurs principaux soutiens anglo-saxons et se mettent à se comporter eux-mêmes comme des individus très influents. En réalité, les rebelles tutsi savent depuis longtemps qu'ils ne peuvent pas parvenir au pouvoir par le biais d'élections libres et transparentes et qu'ils n'ont d'autre choix que de miser sur une victoire militaire.

Kagame le reconnaît implicitement dans un entretien avec un journaliste : « Dans bien des discussions, j'avais coutume de dire : "la solution est politique". Mais les solutions politiques ne sont pas toujours garanties. En effet, si vous vous contentez de parlementer avec quelqu'un qui se trouve en position de force

tandis que vous êtes en position de faiblesse, vous n'êtes pas sûr d'obtenir quelque chose de lui. Soit il va vous imposer ses conditions soit il va tout simplement vous ignorer. Notre sentiment était donc celui-ci : "avançons une solution politique ! Mais au cas où cette solution politique ne marche pas, qu'advient-il de nous ? Faut-il laisser tomber ?" C'est pourquoi nous devons soutenir nos propositions par une option militaire, et cette option militaire ne pouvait exister, et être couronnée de succès, que si nous nous y préparions »¹⁰.

Pour espérer obtenir au moins une partie des votes de la majorité hutu, il aurait fallu faire la démonstration d'une certaine sensibilité à l'égard des préoccupations de l'ensemble de la population rwandaise. Or, si la branche politique de la rébellion est sensible à cet aspect des choses, ce n'est pas le cas de sa branche militaire représentée par Paul Kagame aux yeux duquel seule la minorité tutsi venue d'Ouganda compte, au détriment même des Tutsi de l'intérieur.

Toutefois, pour polir son image médiatique, la rébellion va prendre soin de recruter parmi les Hutu hostiles au président Habyarimana et généralement issus du Sud du pays alors que le clan présidentiel regroupe des Hutu du Nord.

Néanmoins, ce qui est frappant dans ce recrutement est que les archives américaines considèrent ces principaux membres hutu de la rébellion comme des anti-tutsi notoires. Dans un télégramme diplomatique confidentiel du cabinet du secrétaire d'État américain, George Moose, datant de juillet 1994, deux éminents membres hutu de la rébellion sont ainsi qualifiés « d'anti-tutsi ». Il s'agit précisément de Pasteur Bizimungu et d'Alexis Kanyarengwe (président du FPR). Paradoxalement, ces Hutu apportent pourtant à la rébellion l'image d'ouverture qui lui manque.

Derrière ce « pluralisme » de façade, la rébellion est-elle capable de rassembler les Rwandais au-delà des clivages ethniques ? Rien n'est moins sûr car la branche militaire, en particulier son haut commandement, est viscéralement attachée au groupe tutsi, à sa communauté venue d'Ouganda et à l'image des Hutu que certains dans leur équipe entretiennent (que les Hutu soient du Sud ou du Nord, modérés ou pas). Ils les traitent comme des « sous-hommes » et ne leur confient que des responsabilités périphériques ou symboliques au sein des instances politiques et militaires du mouvement.

D'ailleurs tous les Hutu qui vont servir à garnir la vitrine pluriethnique de la rébellion tutsi seront plus tard soit assassinés, soit écartés. Conformément au fond de leur démarche qui n'est aucunement portée ni vers la défense de la démocratie ni vers le respect des droits humains, les rebelles choisissent donc la seule option qui leur sied : la force. Dans ce domaine, ils bénéficient déjà de l'appui logistique de l'Ouganda et des États-Unis.

Avant l'arrivée au pouvoir des rebelles à Kigali, la bataille géopolitique entre la France et les États-Unis est donc déjà sérieusement engagée. Elle se déroule via acteurs interposés, à travers le régime hutu de Juvénal Habyarimana et les rebelles tutsi dirigés par Paul Kagame. Ceux qui regardent encore cette crise comme un affrontement entre un régime dictatorial à la tête duquel se trouve Habyarimana, soutenu par Mitterrand ou par la France et une minorité menacée d'extermination, se trompent lourdement. La suite des événements va le démontrer.

Le 12 mars 1991, le président Habyarimana, qui a pris en compte les suggestions de François Mitterrand, écrit au chef de l'État français et lui explique les efforts qu'il entreprend pour faciliter le dialogue dans son pays malgré le harcèlement des rebelles : « Monsieur le président, partageant parfaitement votre

analyse des conséquences néfastes que peut avoir pour la paix dans la région, la poursuite de l'attaque armée contre mon pays, et adhérant totalement aux solutions de règlement durables que vous préconisez, telles qu'elles ressortent de votre lettre du 31 janvier 1991, je prends la liberté aujourd'hui de vous mettre au courant de l'évolution de la situation et des nouvelles initiatives prises par mon pays. (...)

Notre gratitude profonde va aussi aux efforts que vous-même personnellement avez faits, et continuez de faire pour ramener la paix dans la région, en particulier les démarches diplomatiques effectuées auprès des gouvernements de la région par la France, en concertation avec la Communauté Européenne et ses États membres. (...)

Hélas, en face d'un ennemi n'acceptant pas de cessez-le-feu, que le Rwanda a pourtant été le premier à proposer et qu'il a reproposé solennellement, inconditionnel et immédiat, quelques jours encore avant la conférence sous-régionale sur les réfugiés rwandais à Dar-es-Salam ; en face d'un adversaire dont les visées ne peuvent être qu'un démenti flagrant de toute volonté démocratique ; en face d'agresseurs dont les vrais responsables ne se découvrent jamais ; en face d'un adversaire qui publiquement se déclare ne pas être intéressé par la solution au problème des réfugiés ni par le processus démocratique en cours ; en face d'un tel adversaire, il sera difficile pour mon pays, quelle que soit la sincérité de son engagement et sa volonté de trouver une solution rapide et durable de réussir à lui seul à faire cesser les hostilités et à ramener la concorde dans notre région.

Et pourtant le Rwanda, je crois, est allé aussi loin qu'il pouvait aller sans compromettre l'unité nationale, en proposant les initiatives qu'il a proposées, en faisant les concessions qu'il a

faites, en prenant les décisions qu'il a prises. Ainsi, pour aboutir à une solution définitive concernant ses réfugiés, le Rwanda avait mis tous ses espoirs dans la réussite de la conférence sous-régionale sur les réfugiés rwandais, organisée par le président tanzanien monsieur Ali Hassan Mwinyi, le 19 février passé, à Dar-Es-Salam.

J'ai tenu à rencontrer personnellement les présidents de tous les pays y participant, en ayant avec chacun d'eux de longs entretiens en vue d'arriver à un consensus parfait afin de garantir le succès total du sommet de Dar-Es-Salam, les éléments de ce consensus avaient d'ailleurs déjà été réunis, lors des rencontres préparatoires, en janvier, à N'sélé (Zaïre) ; rassemblant d'abord les experts des pays concernés, et ensuite les ministres des Affaires étrangères, avec la participation active des représentants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Si une entente assez large a rapidement été obtenue avec mes collègues zaïrois, burundais, tanzanien, kenyan, il n'en a pas été de même en ce qui concerne le président ougandais rencontré à Zanzibar, le 17 février, qui s'obstinait pendant longtemps à nier que les agresseurs du Rwanda partissent de son territoire.

Le président ougandais accepta néanmoins l'idée d'un cessez-le-feu qu'il s'engagea à faire respecter dès le lendemain, 18 février, 10 heures. Malheureusement, il n'en a rien été, puisque ce jour-là une nouvelle attaque importante eut lieu, suivie depuis, sans arrêt par d'autres, préparées par des infiltrations nocturnes.

Des regroupements importants d'assaillants continuent de se faire, du côté ougandais, non loin de notre frontière, faisant s'alourdir la menace immédiate, d'une nouvelle grande attaque contre le Rwanda.

Également grave, mais nullement dénoncé dans les médias

occidentaux est le fait que les agresseurs ont utilisé depuis le début de cette guerre un grand nombre d'enfants et d'adolescents, souvent drogués, leur servant de bouclier protecteur. Il devient ainsi de plus en plus difficile pour l'armée rwandaise de s'attaquer aux véritables criminels, car dès que ce type de cordon de sauvetage a été percé par nos soldats, et l'attaque repoussée, les agresseurs, anciens professionnels de l'armée ougandaise, se sont déjà repliés tactiquement sur le territoire ougandais, d'où ils étaient venus, et où les conventions internationales ne nous permettent pas de les poursuivre ».

Même la presse belge qui n'a pas beaucoup de sympathie pour le président rwandais reconnaît sa volonté d'ouverture : « Alors que le gouvernement rwandais et le mouvement rebelle du Front Patriotique Rwandais continuent à s'accuser mutuellement de violer le cessez-le-feu, le président Habyarimana continue dans la voie qui mène à la démocratisation de son pays. Dans un discours prononcé dimanche, il a annoncé que le multipartisme serait instauré au Rwanda dès le 2 juin prochain. En effet, malgré la guerre qui continue depuis le début du mois d'octobre dernier, les réformes promises par le pouvoir avancent doucement »¹¹.

Ne voulant ni frustrer l'opposition politique rwandaise, ni décevoir François Mitterrand, qui l'encourage à démocratiser et à discuter avec toutes les forces politiques, Habyarimana s'expose inexorablement au chaos, au mécontentement des moins modérés que lui parmi les Hutu et à l'hostilité et à la terreur grandissante exercée par les troupes rebelles.

- 1 Cf. *Le Canard enchaîné*, « Giscard et ses diamants », n°3077 du 17 octobre 1979.
- 2 Cf. « Le Rwanda sollicite l'aide de la Belgique » in *La Libre Belgique* du 4 octobre 1990.
- 3 Cf. Audition du général Maurice Schmitt, in *Rapport de la mission d'information parlementaire française, Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994*, Tome III, auditions, volume 1, pp. 187-188.
- 4 Cf. Anthierens, « La guerre oubliée », in revue *Contact*, n°104, janvier 1996, périodique de l'Institut royal supérieur de Défense, Bruxelles.
- 5 Il y a quatre hauts cadres Hutu et bien d'autres qui vont rejoindre la rébellion : Alexis Kanyarengwe, Pasteur Bizimungu, Seth Sendashonga et Théoneste Lizinde. Toutes ces personnes seront d'abord considérées et traitées comme des hauts cadres de la rébellion avant d'être plus tard assassinées ou écartées de la vie politique rwandaise.
- 6 Témoignage de Wayne Madsen à l'auteur.
- 7 Cf. Benot, Yves, *Massacres coloniaux*, Paris, La découverte, 1993, 198p.
- 8 Cf. « Les rebelles rwandais prennent Ruhengeri » in *La Libre Belgique* du 24 janvier 1991.
- 9 Cf. « Des négociations sur le Rwanda en cours au moment de l'attaque » in *La Libre Belgique* du 17 octobre 1990.
- 10 Cf. Misser, François, *Vers un nouveau Rwanda ? Entretiens avec Paul Kagame*, Bruxelles, Luc Pire, 1995, p.45.
- 11 Cf. *Le Soir* du 23 avril 1991

2. Le Rwanda entre la guerre et le terrorisme

Au moment où le président rwandais prend l'initiative de résoudre les différends qui l'opposent aux rebelles tutsi, à savoir le dossier des réfugiés vivant en Ouganda, l'instauration effective du multipartisme et l'arrêt des hostilités, il est contraint d'affronter en même temps des actes de violence organisés sur l'ensemble du territoire par ces mêmes rebelles qui ne renoncent pas à le renverser.

Les premières négociations avaient pourtant débuté en 1989 après la mise en place d'une commission spéciale chargée de résoudre le problème des réfugiés tutsi vivant en Ouganda. Une discussion entre le Rwanda et l'Ouganda avait donné lieu à la création d'un comité ministériel conjoint rwando-ougandais sur le problème des réfugiés tutsi et plusieurs réunions officielles s'étaient tenues à cet effet. Les discussions vont s'accélérer après la deuxième réunion qui se tiendra du 14 au 17 novembre à Kampala (Ouganda) et surtout la troisième qui se déroulera à Kigali (Rwanda) du 27 au 30 juillet 1990. Il s'agit de rencontres politiques de haut niveau dans lesquelles les participants sont appelés à trouver une issue heureuse au dossier des réfugiés. De quoi s'agit-il exactement ?

En 1959, au moment où les Hutu, trop longtemps asservis, se révoltent contre le régime monarchique tutsi qui gouverne le pays d'une main de fer depuis plusieurs siècles, le pouvoir change de main. L'affrontement entre les révolutionnaires hutu et leurs anciens maîtres tutsi s'achève dans un effroyable bain de

sang. Dans les deux camps, les morts et les blessés se comptent par centaines, et une partie des Tutsi, proche de la monarchie ou fidèle à son idéologie, s'exile dans les différents pays de la région. Certains trouvent refuge au Zaïre, d'autres en Tanzanie, en Ouganda ou au Burundi. Ce sont donc les descendants de ces réfugiés, dont une partie a acquis entre temps la nationalité zaïroise et ougandaise, qui seront à la base de la rébellion qui prend racine et s'organise en Ouganda en 1990. Déterminés à reprendre par la force, le pouvoir que leurs parents avaient perdu en 1959 au Rwanda, ils s'arment massivement avec l'aide de l'État ougandais dans l'objectif de renverser le régime en place à Kigali. C'est alors qu'ils prennent prétexte des discussions sur leur retour au Rwanda que les rebelles tutsi lancent la première attaque du 1er octobre 1990 contre le régime Habyarimana.

Comme les discussions s'engagent, peu après cette offensive, tout laisse croire dans un premier temps que le régime d'Habyarimana et les rebelles vont finir par s'entendre. En réalité, au fur et à mesure que les pourparlers semblent progresser, chaque groupe commence à mesurer les véritables intentions de l'autre. La délégation rwandaise, représentée par le ministre des Affaires étrangères Casimir Bizimungu, est constituée de douze membres, la délégation ougandaise est, de son côté, constituée de neuf membres et représentée par le ministre de l'Intérieur Ibrahim Mukubi. Quant à la délégation du HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés), elle est composée de quatre personnes dont le représentant régional est monsieur Osseni Fassassi. Un seul représentant de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) est présent et siège à ces rencontres : monsieur Bakwesegha.

Toutes ces rencontres quadripartites ont pour but d'évaluer l'application des recommandations formulées par le comité

d'experts du HCR sur les réfugiés tutsi. Un accord est finalement signé entre les quatre délégations le 30 juillet 1990 à Kigali qui aboutit à différentes recommandations formulées en sept points, dont quatre sont essentiels : le premier point consiste à dire que le HCR sera chargé de diffuser des informations (impartiales), permettant de rassurer les réfugiés sur les solutions envisagées en leur faveur. Le deuxième offre au HCR le soin de conduire une enquête en proposant un questionnaire dans lequel les réfugiés sont appelés à choisir entre plusieurs options : rentrer au Rwanda ; rester en Ouganda avec le souhait d'y être naturalisés ; rester en Ouganda sans y être naturalisés, ou être réinstallés dans un pays tiers. Le troisième point vise un voyage préalable au Rwanda d'une délégation de réfugiés tutsi accompagnée par le HCR. Ceux-ci veulent apprécier la situation sur place avant de décider s'ils peuvent retourner au Rwanda ou pas. Sur ce point précis, le chef de la délégation rwandaise, Casimir Bizimungu, donne des assurances quant à la sécurité des réfugiés chargés d'effectuer leur visite au Rwanda.

De son côté, la délégation ougandaise propose de faciliter la naturalisation des réfugiés résidant en Ouganda. Il est vrai que de nombreux Tutsi étaient déjà naturalisés depuis longtemps et occupaient des postes stratégiques dans la haute administration ougandaise. Paul Kagame par exemple, le chef de la rébellion tutsi, était directeur adjoint des services de renseignement militaire dans l'armée ougandaise.

Alors que toutes ces discussions sont en cours pour parvenir à une solution durable au bénéfice des réfugiés tutsi, la branche militaire de la rébellion dirigée par Paul Kagame décide de passer à l'offensive en attaquant de front le Rwanda le 1er octobre 1990. Sa préoccupation majeure reste bien de prendre le pouvoir par les armes et pas nécessairement de résoudre le

problème des réfugiés tutsi qu'elle prétend au demeurant représenter.

Cette analyse est confirmée par un ancien officier de la rébellion, Abdul Joshua Ruzibiza, qui décrit les aspirations des rebelles pendant l'offensive : « Le front avançait rapidement sans résistance du côté du gouvernement rwandais parce que l'armée avait été disséminée sur toute la frontière nord du pays, en prévision d'une attaque en provenance de l'Ouganda. L'imminence de l'agression aurait été annoncée aux autorités rwandaises le 26 septembre 1990. Ne sachant de quel côté viendrait l'attaque, les soldats des FAR ont été dispersés le long de la frontière ; c'est ainsi qu'à Kagitumba et ses environs, il n'y avait pas suffisamment de soldats pour défendre les lieux. Le fait de ne pas rencontrer de résistance a conduit les Inkotanyi (APR) à penser que la guerre et même la prise du pays seraient faciles. Ils commencèrent ainsi à se disputer les postes du pouvoir comme si le pays était déjà conquis. C'est dans ce climat d'intrigues entre chefs militaires que surgit une conspiration pour éliminer le général-major Fred Gisa Rwigyema »¹ (Fred Gisa Rwigyema fut le premier chef de la rébellion tutsi et commandant en chef du mouvement)².

D'une question qu'on voulait traiter sur le plan humanitaire ou socio-économique, le dossier des réfugiés s'est transformé en un problème essentiellement politique. C'est exactement ce qu'observent les experts de l'OUA : « Bien qu'il n'existait pas de mécanisme formel de résolution des conflits lorsque l'OUA s'est engagée dans la crise du Rwanda en octobre 1990, son intervention s'appuyait sur son expérience antérieure ainsi que sur la récente Déclaration d'Addis Abeba. Néanmoins, les méthodes communes à ce type d'intervention étaient bien connues et furent immédiatement adoptées : un accord de cessez-

le-feu suivi d'une mission d'observation, de consultation et de médiation et conciliation au niveau des chefs d'État de la région. De plus, les trois éléments qu'il fallait régler au Rwanda étaient exactement ceux qui avaient été prévus dans la Déclaration d'Addis Abeba : un conflit armé entre le gouvernement et le FPR envahisseur, le fait que les rebelles étaient eux-mêmes des soldats réfugiés demandant la résolution du problème des réfugiés, et le fait que le FPR réclamait le partage du pouvoir et la démocratie. Ces éléments mettaient également en évidence que les réfugiés sont beaucoup plus qu'un problème humanitaire ; ils représentent tout autant un problème politique, peut-être encore plus difficile à résoudre »³⁴.

Les rebelles ont, en réalité, choisi la stratégie du « talk and fight » (négocier et guerroyer). C'est le sens de l'attaque du 1er octobre 1990 qui survient au beau milieu des discussions engagées sur les réfugiés. Cette stratégie mise en œuvre par Paul Kagame est également celle de l'Ouganda qui participe aux négociations, tout en armant les rebelles présents sur son territoire. Pourquoi les autorités ougandaises jouent-elles un double jeu alors même que le président rwandais essaye de trouver une solution au problème des réfugiés ?

Certains ont prétendu que le chef de l'État rwandais ne voulait pas réellement résoudre le problème des réfugiés tutsi et qu'il fallait adjoindre aux négociations des moyens de contrainte pour l'inciter à régler ce dossier. Cette accusation est à l'évidence sans fondement puisque Habyarimana a épuisé toutes les concessions possibles dans ce dossier, ce que reconnaissent d'ailleurs les experts de l'OUA : « Habyarimana se montra conciliant sur tous les points. Le gouvernement du Rwanda accepta d'instaurer un cessez-le-feu dans la guerre civile, de négocier avec ses adversaires et de prendre au sérieux le

problème des réfugiés. Lorsqu'il rencontra l'envoyé spécial d'Habyarimana le 20 octobre, le secrétaire général de l'OUA prit soin de lui dire ce qu'il pensait de la position adoptée depuis longtemps par Habyarimana sur la question des réfugiés : "Nous comprenons qu'il s'agit d'un problème complexe compte tenu des ressources limitées et des difficultés économiques du Rwanda". Ainsi, tandis que l'OUA était déterminée, de son côté, à régler la crise du Rwanda dans un contexte africain, le secrétaire général de l'OUA reconnaissait "qu'il était nécessaire de mobiliser la communauté internationale" »⁵.

Pendant les négociations sur la question des réfugiés, les rebelles poursuivant donc leur offensive militaire et l'insécurité s'installant durablement au Rwanda, l'urgence change de nature. Il n'est plus question de régler en priorité le problème des réfugiés tutsi mais plutôt d'obtenir d'abord un cessez-le-feu, à défaut de mettre un terme à la guerre qu'imposent les rebelles au gouvernement rwandais.

En réalité, les rebelles utilisent désormais le problème des réfugiés pour justifier leur volonté de prendre le pouvoir. Des discussions s'engagent à nouveau entre le gouvernement rwandais et les rebelles tutsi pour obtenir un cessez-le-feu, dans lesquelles le gouvernement belge s'implique directement à travers son Premier ministre Wilfried Martens. Seulement, en Belgique, le dossier rwandais est très sensible. On y rencontre à la fois des partisans très influents des rebelles tutsi mais aussi les défenseurs de l'ordre institutionnel qui n'apprécient pas l'intrusion de la violence militaire comme moyen de discussion politique. De la même façon qu'au Rwanda, le royaume est divisé en deux principales tendances. Cette crise entre les rebelles tutsi et le régime hutu d'Habyarimana provoque des dissensions dans les rangs du gouvernement belge et les

socialistes et les sociaux-chrétiens ne semblent pas d'accord sur la conduite à tenir. Une polémique éclate dans la presse sur le rôle joué par le roi Baudouin, certains journalistes affirmant que le roi belge aurait demandé au gouvernement d'intervenir directement au Rwanda⁶. En fait, l'ancienne puissance coloniale ne va pas rester immobile dans cette crise. Elle suit les événements de très près et dispose déjà de soldats sur le terrain.

Face à la tension qui prévaut aux frontières du Rwanda, un sommet des chefs d'État africains est convoqué en Tanzanie le 17 octobre 1990. Deux autres sommets se tiennent par la suite au Zaïre respectivement le 26 octobre et le 20 novembre 1990. L'objectif de ces rencontres est d'obtenir un arrêt des hostilités ou du moins un cessez-le-feu entre les belligérants.

De fait, plusieurs accords seront signés mais aucun ne sera respecté par la rébellion. Un officier supérieur belge, le lieutenant colonel BEM R. Anthierens, qui fut aussi coopérant au Rwanda de 1990 à 1993, livre ici son analyse de la stratégie mise en place par les rebelles tutsi à cette période :

« L'objectif stratégique du FPR était la conquête du pouvoir par tous les moyens. D'où une combinaison d'actions militaires à objectifs limités couplées à une pression politique tant nationale qu'internationale, tout en menant une habile campagne d'influence dans les médias. A partir de bases assurées, en sol ougandais, le FPR pouvait frapper où et quand il le voulait. Il réussissait chaque fois à réunir sans peine du personnel et du matériel en suffisance pour réaliser une supériorité locale temporaire et ainsi percer les défenses des FAR. Cependant, le manque d'effectifs se faisait nettement sentir car leur offensive stoppait régulièrement après quelques jours, au moment où les FAR commençaient à réagir. A ce moment, le FPR demandait généralement un cessez-le-feu de façon à consolider les succès

remportés. Les FAR étaient obligées de l'accepter, souvent sous la pression internationale.

La tactique du FPR était simple. A l'endroit où il décidait d'attaquer, les points d'appui adverses étaient encerclés et la ligne de ravitaillement coupée. Ensuite les points d'appui isolés étaient pris sous un feu puissant pendant des jours (notamment par de l'artillerie ougandaise), jusqu'à ce que leur résistance mollisse. A ce moment, une attaque frontale était lancée en prenant soin de dégager partiellement l'encerclement pour permettre aux soldats des FAR de s'enfuir. Ce dont ne manquaient pas de profiter les jeunes soldats épuisés, affamés et pris de panique. Ceci évitait au FPR de mener des combats prolongés qui leur auraient occasionné de fortes pertes : avec ses effectifs réduits, le FPR ne pouvait pas se le permettre.

Une autre tactique souvent utilisée par le FPR dans les raids sur les cités comme Byumba ou Ruhengeri qui se situaient derrière la ligne de front, consistait à y infiltrer des armes et des munitions portées par des civils à bord de nombreux et incontrôlables fula-fula (camions surchargés). Ces armes étaient stockées dans des points de rassemblement (maisons de sympathisants). Enfin, des combattants étaient infiltrés, de nuit, avec seulement un équipage léger, vers ces points de rassemblement où ils s'armaient et s'organisaient pour attaquer les défenseurs dans le dos, par surprise »⁷.

Cette analyse de l'officier belge est confirmée par celle d'un officier français, le général Didier Tausin, qui dirigeait le 1er Régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA) de 1992 à 1994. Son témoignage permet aussi de comprendre l'évolution de la méthode du FPR/APR pendant toute la crise et la place qu'occupera la manipulation de l'information dans sa stratégie : « Fin 1991, malgré les efforts consentis par la France, le FPR

contrôlait 25km² du territoire rwandais, dans la région de Butaro dans le Nord : la deuxième phase de la stratégie de conquête était terminée. Le contrôle de cette infime portion de territoire rwandais permettait au FPR d'asseoir sa légitimité internationale et de nier contre toute évidence le soutien de l'Ouganda.

De ce jour, il semblera vouloir sincèrement négocier avec le gouvernement rwandais ; des pourparlers diplomatiques amélioreront son image internationale de mouvement respectable, sinon épris de paix et de justice du moins engagé pour une juste cause, ce qui laissera à sa branche armée, l'APR, le temps de former de nouvelles recrues, qui rejoindront tous ceux qui avaient été aguerris dans les multiples conflits internes de l'Ouganda depuis 30 ans, notamment lors de la guerre de conquête du pouvoir par Museveni, dont les Tutsi rwandais avaient constitué les troupes d'élite.

La troisième phase, qui est au cœur de la stratégie "négocier et combattre", pouvait commencer. Elle consiste à mener de front ou alternativement mais sans laisser à l'adversaire le temps de se reprendre, des phases de conquête et de négociations. Chaque fois que la progression de l'APR sera arrêtée, le FPR acceptera ou provoquera des négociations qui, du fait de son avancée sur le terrain militaire, lui permettront toujours de marquer des points sur le terrain politique. Dès que ses forces seront réorganisées et prêtes au combat, il lancera une nouvelle offensive. Cette troisième phase commencera fin janvier 1992, avec une offensive à partir de la région contrôlée. Cette offensive continuera de fait jusqu'en juin et, fin juin, le FPR contrôlera un territoire de 500km² d'un seul tenant.

Mon prédécesseur, le colonel Rosier, avait été envoyé sur place pour conseiller l'état-major rwandais dans les opérations de stabilisation du front. Sa mission sera un succès militaire qui

contraindra l'APR à stopper son avance et le FPR à accepter un cessez-le-feu qui sera signé le 31 juillet à Arusha en Tanzanie.

Cependant, le FPR était globalement vainqueur de cette phase : il avait conquis un territoire assez vaste pour que sa crédibilité ne puisse plus être mise en doute, et les accords d'Arusha consacraient sa légitimité politique internationale et lui reconnaissaient de facto la souveraineté sur le territoire conquis. Parfaite illustration de la stratégie "négocier et combattre" adoptée par le FPR, quatre accords seront signés entre le 12 juillet 1992 et le 4 août 1993. Deux de ces accords seront immédiatement suivis d'offensives limitées.

Les autres accords n'empêcheront jamais l'APR de provoquer des incidents militaires avec les FAR et de poser des mines jusque dans le Sud du Rwanda, ce qui aurait suffi à démontrer que la volonté de Kagame n'était autre que la conquête pure et simple du pouvoir par les armes »⁸.

Outre ces témoignages d'officiers, des diplomates et des responsables politiques belges vont être amenés à faire le même constat. Ainsi, le secrétaire général de l'Internationale Démocrate Chrétienne (IDC), André Louis, rédige une note interne le 13 avril 1993 dans laquelle il affirme : « Empêcher la démocratisation c'est, pour un mouvement minoritaire dont l'objectif est la conquête du pouvoir, une condition préalable de son action politique. Dès le premier accord d'Arusha, le FPR a obtenu l'essentiel : l'acceptation explicite par le gouvernement rwandais, du principe du "partage du pouvoir", c'est-à-dire la négation même de la démocratisation. De même, le FPR, a-t-il réussi à faire accepter le principe que ce "partage du pouvoir" concrétisé par son entrée au gouvernement et dans d'autres "structures transitoires", donc non démocratiques, serait le début d'une "transition" en principe longue, laquelle si elle devrait se

concrétiser, lui offrirait l'occasion de prendre peu à peu le contrôle du pays par l'intérieur ».

Tous les analystes avisés et bien informés de la situation rwandaise constatent donc, au cours de cette période, que les rebelles n'ont aucune intention de respecter le cessez-le-feu et qu'ils se moquent éperdument des négociations de paix ou du moins s'en servent pour mieux préparer la guerre. Leur discours sur les réfugiés apparaît du même coup comme un excellent prétexte pour s'affirmer et s'imposer politiquement.

En définitive, au lieu de résoudre le problème des réfugiés et la question de la démocratisation du régime Habyarimana qui semblaient prioritaires, les Rwandais se retrouvent à devoir faire face à la guerre. La stratégie des rebelles, manifestement plus préoccupés par la continuation d'un conflit armé leur permettant à terme d'accéder au pouvoir que par la recherche de solutions aux problèmes des réfugiés, n'offre plus d'autres alternatives.

Sachant que la France demeure, malgré tout, un interlocuteur important, le chef de la rébellion tutsi Paul Kagame, effectue une visite à Paris du 17 au 23 septembre 1991 au cours de laquelle il rencontre successivement Jean-Christophe Mitterrand, conseiller pour les Affaires africaines à l'Élysée, et Paul Dijoud, directeur des Affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay.

Monsieur Dijoud relate ainsi la visite de Kagame à Paris : « Je l'ai rencontré une fois en tête-à-tête dans mon bureau au Quai d'Orsay. Et il n'a pas caché sa satisfaction de discuter avec un représentant de la France. L'objet de cette visite était d'associer le FPR à un processus de règlement négocié de la crise et de le convaincre que nous n'avions aucune animosité l'endroit du FPR, mais que tous les Rwandais étaient les amis de la France ». Il souligne : « le fond du problème est que le major Kagame n'a jamais poursuivi d'autre objectif que la victoire

totale. Il a de temps à autre négocié. Il a signé des accords mais, en toute objectivité, il n'a jamais poursuivi d'autre but que de gagner, par la paix ou par la guerre. Il en avait les moyens puisqu'il disposait d'une armée supérieure à toutes les autres »⁹.

Kagame, de son côté, donne une autre version de sa rencontre avec Paul Dijoud, sans toutefois rejeter l'idée d'une volonté de la rébellion de s'emparer du pouvoir : « Il m'a dit : "vous devez cesser de combattre et laisser Habyarimana régler vos problèmes". J'ai répondu que ce serait bien si Habyarimana pouvait régler nos problèmes qui sont assez graves pour retenir son attention. Il m'a été dit aussi que nous ne pouvions pas vaincre ses troupes et prendre le pouvoir. De toute façon, ce qui était très intéressant, c'est ce qui m'a été dit par Dijoud en présence des tiers. Il m'a dit : "dans tous les cas même si vous arrivez à Kigali et prenez le pouvoir, vous ne trouverez plus vos familles en vie". A votre avis, cela voulait dire quoi ? Cela signifiait simplement qu'il envisageait un génocide »¹⁰.

L'explication de Paul Dijoud est très différente de l'interprétation que fait Kagame de ses propos. Dans son entretien avec Pierre Péan, Dijoud affirme : « Je lui ai fait part de l'impasse de la lutte armée et lui ai dit en substance : "vous pouvez gagner militairement, mais quand vous prendrez Kigali, vous déclencherez d'énormes massacres. Votre affaire est sans issue. Votre peuple représente 10% de la population totale du Rwanda. Qui restera vivant ?" Kagame a repris mes propos et les a sortis du contexte pour les transformer en menaces, alors qu'ils n'étaient – malheureusement – qu'une analyse de ce qui se produirait si le FPR prenait le pouvoir par la force »¹¹.

Faisant comme s'il ne maîtrisait pas toutes les données, Paul Kagame veut donner l'impression qu'il ne sait pas que le discours de Paul Dijoud correspond bien, hélas, à la situation qui

prévaut sur le terrain. D'ailleurs, et aussi cynique que cela puisse paraître, nous verrons qu'il avait prévu le massacre des Tutsi de l'intérieur dans son agenda militaire.

Appliquant rigoureusement la stratégie du « talk and fight », Paul Kagame et ses hommes participent aux négociations en posant des bombes et en mitraillant les populations civiles. Bref, ils font régner la terreur partout où ils le peuvent au Rwanda. Tout cela n'est ni repris ni dénoncé dans les médias car ils contrôlent parfaitement leur communication.

Abdul Ruzibiza, officier de renseignement et membre de la rébellion décrit précisément ce que furent leurs propres actes : « Un plan de déstabilisation du pays fut inauguré par la pose de bombes sur les voies de circulation pour piéger les passants et les véhicules. Cette campagne était confiée à la DMI [Directory of Military Intelligence], tout spécialement au JO2 Alex Ngoga Kayumba. Il était chargé de ce qu'on appelle Field Engineering, en collaboration avec P/JO2 Muvunyi, P/JO2 Gatera, P/JO2 Gregori Gahizi, et d'autres. La formation a été donnée finalement à une dizaine de soldats dans chaque unité qui avaient pour mission de miner ou de désamorcer les bombes posées par les FAR. Jusque-là, nous posions des mines uniquement dans les zones de combats et leurs environs, à présent le programme était de poser des bombes partout dans le pays »¹².

Abdul Ruzibiza n'est pas avare de détails lorsqu'il décrit les actes de terreur de ses camarades : « Piéger avec des mines, tirer sur des bus qui transportaient des voyageurs dans les régions frontalières sont des actes qui ont été effectués en tout temps, à tel point que des mines ont été piégées dans des champs de patates, pour couper les jambes aux paysans et les empêcher définitivement de revenir dans leurs champs. Ceci est regrettable. Les paysans, obligés de quitter leurs terres, n'avaient plus

suffisamment de nourriture, ne survivaient plus que de maïs et de haricots ayant abandonné leur bananeraie, leur manioc, leurs patates douces en période de moisson, sans pouvoir récolter les légumes. Ceci donnait les tentations aux populations déplacées de s'esquiver chez elles pour rapporter ce qui leur manquait. Certains retournaient ne fut-ce que pour récupérer de quoi se vêtir. Et pourtant, les forces armées du FPR avaient reçu l'ordre de les tuer sans autre forme de procès »¹³.

L'officier belge Anthierens décrit ainsi la situation : « Dans la nuit du dimanche 24 mai 1992, la ville de Byumba, à mi-chemin entre la frontière et Kigali, est attaquée et occupée par quelques bataillons FPR infiltrés. A nouveau grand désarroi, mais la garnison des FAR tient. Et elle tiendra pendant tous combats de Byumba. En même temps, le FPR attaque au départ de l'Ouganda, le long de l'axe Kabale, Mulindi, Byumba. Le dispositif des FAR, le long de la frontière est enfoncé et Mulindi (la plus importante fabrique de thé du pays) est prise. Le FPR y installera son quartier général pour le reste de la guerre. La jonction avec les troupes du FPR de Byumba n'est cependant pas réalisée. (...) Dans les autres secteurs, on parvient aussi à stabiliser le front. Le FPR demanda alors, comme d'habitude – et obtint – un cessez-le-feu. Ces combats ont déclenché un premier flux de réfugiés d'environ 300 000 personnes qui s'enfuient vers le Sud terrorisés. Les bruits courent que le FPR élimine systématiquement les partisans et les responsables du régime. Cela a pour conséquence que des actions de vengeance s'exercent à l'égard des Tutsi à différents endroits du pays et en particulier dans le Bugesera.

Entre-temps, sous la pression internationale, un processus de démocratisation est lancé par Habyarimana début 1992. De nouveaux partis, dont certains ouvertement pro-Tutsi, sont créés

et reconnus. La toute nouvelle opposition n'hésite pas à exploiter les événements de Byumba pour critiquer et attaquer le régime sur sa manière de conduire la guerre. Même au sein de l'armée, pointe une certaine discorde conséquemment au processus de démocratisation. Les premières désertions sont signalées. Le FPR avait ainsi remporté un certain succès mais les FAR avaient cependant montré qu'elles étaient capables de résister et de riposter. Cependant, et pour la première fois, une partie du pays a été occupé et reste aux mains des rebelles même s'ils n'ont pas réussi à conquérir la ville de Byumba. A partir de maintenant, le FPR se trouve seulement à 60 kilomètres de la capitale »¹⁴.

Chez le président Habyarimana, l'inquiétude gagne du terrain et l'urgence de se préparer à une guerre de plus grande envergure se précise. Comme il n'y a plus de doute sur les intentions réelles des rebelles tutsi, Habyarimana décide alors d'intensifier l'achat d'armes pour sécuriser le territoire et protéger les populations menacées.

Dès le 2 avril 1992, les FAR obtiennent un hélicoptère Gazelle SA 342 livré avec des lance-roquettes de la société Eurocopter. Plus tard, deux autres hélicoptères du même type leur sont livrés. La France va, dans la foulée, livrer, via la société Thomson-CSF, un équipement constitué de plusieurs centaines d'émetteurs-récepteurs et des postes téléphoniques numériques de haute sécurité. La France n'est pas le seul pays fournisseur d'armes au Rwanda durant cette période. L'Afrique du Sud, l'Égypte et Israël ont participé avec une certaine frénésie à la vente du matériel de guerre aux belligérants rwandais. Certaines entreprises comme DYL-Invest ou MIL-TEC Corporation Limited ont fourni du matériel militaire aux FAR. La MTC, basée en Grande-Bretagne, a fourni des munitions à crédit en mars 1993 au gouvernement rwandais pour un montant de

945 000 dollars. La particularité dans ces contrats d'armement est que certains fournisseurs livraient en même temps au gouvernement et aux rebelles du FPR/APR.

A ce moment-là, « l'objectif des FAR était simple : défendre le territoire, coûte que coûte. Pratiquement, cela signifiait aligner un maximum d'unités le long de la frontière avec l'Ouganda avec la consigne de ne pas céder un pouce de terrain. Cette stratégie s'imposait par la densité très grande de la population dans les provinces septentrionales qui, par-dessus le marché sont aussi les plus fertiles. Comme il n'y eut jamais assez de forces disponibles pour établir un écran continu et étanche, des points d'appui furent installés sur les collines, qui, par les feux et par des obstacles, devaient empêcher les infiltrations par les vallées. En raison de ce déploiement massif, il n'y avait presque pas de réserve. Celle-ci se limitait la plupart du temps à des éléments du bataillon Para, du bataillon de reconnaissance et du bataillon de la garde présidentielle, tous stationnés à Kigali. En raison de cette tactique (qui était plus ou moins imposée par les caractéristiques du pays), les FAR ne prirent jamais l'initiative et durent toujours subir puis réagir »¹⁵.

Il est clair que l'armée et la police rwandaises n'arrivaient plus à faire face à la pression militaire des rebelles ni à contrer la terreur qu'ils imposaient à tout le pays. Les autorités de Kigali se tournent alors à nouveau vers la France. Dans un environnement international insensible au sort du petit et pauvre Rwanda, la France de Mitterrand se croit le devoir impérieux de réagir. Dans un télégramme diplomatique du 15 avril 1992 classé « confidentiel défense » et adressé à l'ambassadeur de France au Rwanda, le directeur des Affaires africaines au Quai d'Orsay, Paul Dijoud, affirme : « Soucieuse que la démocratisation engagée soit menée à bien, la France entend donc poursuivre son

effort pour aider le Rwanda. Après avoir répondu favorablement à la demande de cession de munitions qui lui a été adressée, elle est disposée à nommer un adjoint à notre attaché de défense à Kigali dont les conseils permettraient de renforcer l'appui que la France apporte à l'armée rwandaise et à accroître, par le recours à certains matériels, la capacité opérationnelle de cette dernière ».

Monsieur Dijoud souligne surtout deux points importants :

« - Vous ferez valoir au président [Habyarimana] que cet engagement supplémentaire de la France ne peut toutefois se concevoir que dans le cadre d'une poursuite de l'évolution démocratique du Rwanda. Il implique que nous soyons particulièrement vigilants en ce qui concerne les droits de l'Homme et l'éventuelle utilisation du territoire rwandais par le Palipehutu¹⁶.

- Le nouvel effort de la France s'accompagnera de pressions sur l'Ouganda, et le président Museveni en particulier, pour qu'il joue un rôle plus positif dans la recherche de la paix ».

Si la France apporte donc son appui à l'armée rwandaise, elle ne délivre pour autant aucun blanc-seing aux auteurs d'exactions et autres violations des droits humains. Sa préoccupation essentielle est surtout d'endiguer le terrorisme, qui gagne progressivement tout le pays. Il faut préciser que les autorités rwandaises ont plusieurs fois attiré l'attention des responsables français sur les actes terroristes perpétrés contre les civils non armés. Lors d'un voyage effectué au Rwanda du 8 au 12 mai 1992 par le ministre délégué chargé de la coopération et du développement, Marcel Debarge, accompagné du général Jean Varret, chef de la coopération militaire, il est largement question de la « lutte contre le terrorisme ».

- 1 Ruzibiza, Abdul, Joshua, *Rwanda, L'histoire secrète*, Paris, Panama, 2005, pp. 107-108.
- 2 Paul Kagame a tenu des propos confus sur sa disparition et différents témoignages ont confirmé qu'il serait l'auteur ou l'instigateur de son exécution au début des combats.
- 3 Cf. Rapport de l'OUA sur le génocide au Rwanda, 29 mai 2000, chapitre 11.
- 4 Cf. La Déclaration d'Addis Abeba du 11 juillet 1990 soulignait la « marginalisation » du continent par le reste du monde. Face à cette situation, les chefs d'État se sont engagés à « faciliter le processus de transformation et d'intégration socioéconomique » dans les pays africains, notamment en : réaffirmant leur détermination à « oeuvrer conjointement en vue du règlement rapide de tous les conflits que connaît notre continent » ; en considérant que « la démocratie et le développement doivent aller de pair et se renforcer mutuellement [et qu'] il est nécessaire de promouvoir la participation de nos populations au processus de développement et de gestion de leurs pays » ; et enfin en assurant être « déterminés à redoubler d'efforts pour nous attaquer aux causes profondes du problème des réfugiés ».
- 5 Cf. Rapport de l'OUA sur le génocide au Rwanda, 29 mai 2000, chapitre 11, pp. 4-7.
- 6 Cf. *La Libre Belgique* du 25 octobre 1990.
- 7 Cf. Lieutenant-colonel BEM R. Anthiérens, « La guerre oubliée » in *Contact* n°104, janvier 1996, Institut Royal Supérieur de Défense (Belgique).
- 8 Cf. Général Tauzin, Didier, *Rwanda : je demande justice pour la France et ses soldats*, Paris, Jacob-Duvernet, 2011, pp54-56
- 9 Cf. Péan, Pierre, *Noires fureurs, blancs menteurs*, Paris, Mille et une nuits, 2005, p.99.
- 10 Témoignage de Paul Kagame dans le documentaire pro-tutsi « Tuez les tous ».
- 11 Cf. Péan, Pierre, *Op. Cit.* pp.100-101.
- 12 Cf. Ruzibiza, *Rwanda, l'histoire secrète*, Éditions du Panama, 2005, p.143.
- 13 Cf. Ruzibiza, Abdul, déposition devant le TPIR, 23 septembre 2004, ICTR 98-41-T.
- 14 Nous recourons constamment à la description que fait cet officier pour montrer comment quelques personnes ont pu exercer, dans cette période difficile, leur métier avec beaucoup d'impartialité. Nous avons recherché d'autres sources qui confirment ou infirment ses analyses. Dans la plupart des cas, la majorité des sources fiables corroborent ses analyses.
- 15 Cf. Lieutenant-colonel BEM R. Anthiérens, *Op. Cit.*
- 16 Le PALIPEHUTU (Parti pour la Libération du Peuple Hutu) est un groupe armé rebelle existant depuis les années 1970 au Burundi et qui dit combattre la « domination tutsi ».

3. La France dans la lutte antiterroriste

Depuis le début de la guerre déclenchée en 1990 par les rebelles tutsi, le Rwanda peine à retrouver la paix et la stabilité. Dans le Nord du pays, l'autorité de l'État est mise à rude épreuve du fait de l'occupation et de l'implantation progressives des forces rebelles qui repoussent les populations civiles vers le Sud. Au fil du temps, les populations désertent cette région sous l'avancée et la pression constantes du FPR/APR. Dans le reste du pays, des actes criminels, peu courants auparavant au Rwanda, font leur apparition et tendent à se multiplier. Les édifices publics, les taxis et certains lieux de stationnement deviennent la cible de poseurs de bombes et d'attentats terroristes.

La multiplication de ces attentats crée une véritable psychose dans tout le pays d'autant que nul ne sait exactement qui est à l'origine de cette terreur. Les partis d'opposition soupçonnent le régime du président Habyarimana et celui-ci soupçonne, à son tour, l'opposition d'être derrière ces actes criminels. Dans ce climat de suspicion et de défiance généralisées, les attentats ciblés se poursuivent.

Le 12 février 1992, une mine antipersonnel explose à Biryogo. Le 18 février, une autre explosion survient dans une station-service à Gatsata dans la ville de Kigali. Le lendemain, 19 février, les Rwandais assistent à l'explosion d'un camion piégé à la station FINA près de la gare routière de Kigali. Le 9 mars 1992, un taxi minibus Toyota explose à nouveau à la gare routière de Kigali alors qu'il vient de stationner pour laisser

descendre des passagers. Le 13 mai, un attentat à la grenade se produit au marché de Gisenyi et fait plusieurs blessés. Le 4 juillet, ce sont les responsables d'une entreprise chinoise de travaux publics qui écrivent au ministre des Travaux publics et de l'énergie pour l'informer d'une disparition d'explosifs sur un de leurs chantiers situé sur la route de Gitarama. Il s'agit de 640kg de dynamite et 4 000 unités de détonateurs. Le vol aurait eu lieu le 30 juin 1992 dans la commune de Gaseke et les Chinois soupçonnent cinq gardiens de nuit qui ont tous disparu après les faits. Le 9 juillet, une fillette marche malencontreusement sur une mine antipersonnel dans le camp de Kacyru ; c'est l'explosion. Elle se retrouve avec une jambe arrachée et les témoins oculaires disparaissent aussitôt. Des passants préviennent les autorités préfectorales de Kigali mais lorsque les gendarmes arrivent sur place, tout est déjà nettoyé et les traces de l'accident ont été effacées.

Le 12 juillet 1992, jour de la signature du cessez-le-feu entre le gouvernement et les rebelles, Kagame et ses hommes lancent une attaque à partir de la frontière ougandaise. Le bilan est lourd. Plusieurs centaines de morts, de blessés et de déplacés viennent allonger la liste des victimes de cette guerre de conquête. Cette attaque vient s'ajouter à d'autres du même type qui endeuillent régulièrement le Rwanda.

Face à cette situation, une coordination entre les services de renseignement zaïrois et rwandais est créée dans l'espoir d'anticiper les incursions des troupes rebelles à partir des zones frontalières extérieures. En outre, chaque semaine, le ministre rwandais de la Défense, James Gasana, s'applique à adresser des rapports sur la sécurité extérieure du pays au Premier ministre, Dismas Nsengiyaremye, issu du MDR, un parti d'opposition à Habyarimana.

Dans un rapport daté du 11 septembre 1992, le ministre rwandais de la Défense écrit : « plusieurs indices et informations indiquent que les Inkotanyi [Ndlr : rebelles tutsi] ne sont pas prêts à arrêter la guerre, au contraire, ils s'y préparent d'arrache-pied, l'objectif étant de marcher sur Kigali. (...) Le 24 août 1992, plusieurs militaires à bord de camions et beaucoup d'autres marchant à pieds ont été vus se dirigeant vers la frontière rwando-ougandaise. Ils étaient à bord de camions de la NRA [Ndlr : national resistance army, armée ougandaise] et de deux camions Mercedes-Benz de Kajeguhakwa Valens. Le lieutenant-colonel Kyakabale, homme de confiance du président Museveni, correspondant du FPR et chef des opérations de la 7e division de la NRA déployée face au Nord de notre pays, suivait cette colonne. Il est à noter que c'est par l'intermédiaire de cet officier que les armes d'appui de la NRA sont prêtées et les munitions données gratuitement au FPR. Deux officiers supérieurs égyptiens, un Américain et un Ougandais ont été arrêtés ces derniers jours à l'aéroport d'Orlando-Floride aux États-Unis, au moment où ils s'apprêtaient à embarquer pour l'Ouganda de façon illicite avec une cargaison d'armes (missiles anti-tank et lance missile) d'une valeur de 18 millions de dollars US. Le capitaine ougandais arrêté dans le coup est Bisangwa Innocent, adjoint du secrétaire particulier de Museveni et beau-frère de feu major Bayingana du FPR ».

En plus de l'Ouganda, le Burundi aide également Paul Kagame à recruter des soldats tutsi pour intégrer la rébellion. Le même rapport souligne : « Malgré l'intention déclarée des plus hautes autorités burundaises et rwandaises d'instaurer un climat d'entente et de confiance entre les deux pays, il est regrettable de constater que le Burundi reste la plaque tournante de recrutement des combattants qui vont grossir les rangs de nos agresseurs

Inkotanyi. Dans son fax No 451/C2 du 13 août 1992, notre ambassade à Bujumbura a confirmé ces recrutements qui sont facilités par la perspective de la future fusion du FPR avec les FAR [Forces Armées Rwandaises]. L'ambassade a alors cité 13 Rwandais résidant au Burundi recrutés par le FPR ainsi que 23 militaires burundais¹ envoyés au Front en Ouganda pour appuyer le FPR ».

Dans un autre rapport du 1er octobre 1992, le ministre de la Défense fait à nouveau parvenir au Premier ministre les informations suivantes : « Malgré que les négociations de paix entre le gouvernement rwandais et le FPR arrivaient dans leur 3ème round, le FPR ne s'est jamais départi de son intention initiale de prendre le pouvoir à Kigali par les armes. En témoignent plusieurs indices :

-Alors que le 3ème round des négociations se poursuivait tant bien que mal à Arusha du 7 au 18 septembre 1992, le commandement militaire du FPR a ordonné à toutes ses unités de renforcer leurs positions, d'intensifier les entraînements de jour comme de nuit, d'intensifier les activités de reconnaissance des positions des Forces Armées Rwandaises dans leurs secteurs opérationnels et de s'apprêter sérieusement pour un imminent redéclenchement des hostilités sous prétexte que le MRND [parti du président Habyarimana] empêche les négociateurs rwandais à Arusha d'accepter toutes les revendications du FPR. Nous tenons cette information d'une source généralement sûre.

-De la même source, nous apprenons que parallèlement, le FPR a ordonné à ses complices à l'intérieur du pays de poursuivre et intensifier les actes de terrorisme, de sabotage et de vol en tout genre. Les attaques à mains armées de commerçant et de particulier se multiplient. Les attentats font des victimes civiles de plus en plus nombreuses, de tous âges de tous sexes et

de toutes ethnies... En particulier, le sabotage devait viser le transport des élèves et étudiants à la rentrée mais les mesures de sécurité ne leur ont pas permis d'accomplir leurs forfaits comme prévu. Néanmoins, le transport reste la cible privilégiée des terroristes à la solde du FPR ».

Il faut dire que les actions des rebelles n'engendrent aucune réprobation dans la presse occidentale. Celle-ci est apparemment acquise à l'idée qu'un régime de parti unique, même converti au multipartisme, n'a que des défauts, ne peut être que suspect et tenu pour unique responsable de ses propres malheurs. Nombreux sont les journalistes qui croient que les inquiétudes des autorités rwandaises au sujet des attentats terroristes relèvent soit de la paranoïa soit de l'exagération. Pourtant, cela est loin d'être le cas. Au bout de quelques mois, les services de sécurités rwandais perdent le contrôle de la situation et les responsables de renseignement se trouvent démunis devant l'amplification de la délinquance et du terrorisme.

Les autorités rwandaises se tournent alors à nouveau vers Paris pour solliciter l'expertise et le soutien de la France dans la lutte contre le terrorisme. Devant la gravité de la situation, la réaction des autorités françaises ne se fait pas attendre. Sur proposition de la Mission d'Assistance Militaire française présente à Kigali, le général Jean Varret, chef de la Mission Militaire Française de Coopération fait à nouveau le voyage vers Kigali. Il propose, au Président et au Premier ministre rwandais, de mettre en place une section de recherches, formée et instruite par la coopération française sous la responsabilité du lieutenant-colonel Robardey conseiller technique du chef d'état-major de la gendarmerie, déjà sur place. Pour la formation initiale et l'instruction technique des futurs officiers de police judiciaires rwandais, il lui adjoint quatre sous-officiers de gendarmerie, OPJ

confirmés provenant des Sections de Recherches de France. Ils seront chargés de former les enquêteurs rwandais à l'exercice d'une police judiciaire respectueuse des règles édictées par le Code de Procédure Pénale et respectueuse des Droits de l'Homme. La lutte contre toutes les formes de délinquance sera abordée. Ces quatre enquêteurs de qualité rejoignent immédiatement le Rwanda et se mettent au travail, sans doute loin d'imaginer l'ampleur de la tâche à accomplir sur le terrain.

Dès leur arrivée, ils prennent contact avec le chef d'état-major de la gendarmerie, le colonel Augustin Ndindiliyimana, qui les reçoit et leur décrit brièvement la situation. Il leur fait des recommandations et adresse par la suite une note à son ministre de la Défense. Dans cette note, le général rwandais souligne : « Actuellement, les 4 coopérants venus de France et le lieutenant-colonel Robardey ont leur bureau dans le Centre de recherches criminelles et de documentation (CRCDD). Bien que le cadre de travail entre les coopérants français et le centre de recherches criminelles et de documentation n'a pas été bien défini par un texte, j'ai tenu à leur préciser les actions que nous attendons d'eux. Il s'agit de :

- la formation de l'unité de recherche à mettre en place ;
- la participation à la formation des gendarmes qui travaillent actuellement au centre de recherches criminelles et de documentation ;
- la mise sur pied des services du centre de recherches criminelles de laboratoire de police criminelle, une sous-section des stupéfiants ;
- l'informatisation du centre de recherche criminelles et de documentation ;
- la constitution d'une documentation à la disposition du centre de recherches criminelles ».

La lutte contre le terrorisme n'apparaît d'abord pas dans ces directives. Ce sera, un peu plus tard le choix du lieutenant-colonel Robardey de proposer à la hiérarchie rwandaise d'utiliser les enquêtes sur les attentats comme exercice d'application de la théorie nouvellement apportée aux jeunes OPJ. Il est évident que les Français doivent concrètement faire beaucoup de choses en très peu de temps s'ils veulent endiguer la terreur dans le pays, objectif pour lequel ils ont été sollicités². Mais avant de commencer à travailler, la Coopération française souhaite donner un signal fort de rupture avec les mauvaises habitudes du passé. Au début de l'année 1992, l'unité de police judiciaire existant à Kigali depuis la lointaine époque de la coopération allemande continue de traîner, à tort ou à raison, une réputation épouvantable de lieu de torture et d'exécutions sommaires. Comme il n'est donc pas possible de construire quelque chose de sain sur de telles bases, les exigences françaises pour mener à bien cette coopération seront fortes :

- Changement de nom de cette unité ;
- Mutation de la totalité des personnels rwandais en place, officiers, sous-officiers ou gendarmes, tous plus ou moins responsables de l'image déplorable de leur unité ;
- Choix par les coopérants français des personnels qui y seront affectés, y compris de l'officier commandant cette unité ;
- Élaboration et conduite des programmes d'instruction ; choix des enquêtes à conduire en application de l'instruction sur les crimes réels perpétrés dans le pays, ceci en accord avec le Parquet de Kigali ;
- Réforme du fichier central existant jusque-là sous forme de fiches cartonnées à la discrétion du commandant de l'unité qui décidait seul, en fonction des directives ésotériques reçues du pouvoir politique, qui devait être arrêté, sans que les motifs en

soient rendus publics. L'informatisation de ce fichier devra désormais permettre le contrôle du contenu par les magistrats (parquet de Kigali) qui veilleront à ce qu'il n'y figure que des mandats de justice ainsi que son utilisation transparente par tous les OPJ de la Gendarmerie.

Le choix des personnels rwandais se fera sans opposition aucune de la hiérarchie. Tous les « anciens » sont appelés à d'autres fonctions et remplacés par de jeunes OPJ, nouvellement formés ex-nihilo par les instructeurs français de l'EGENA (Ecole nationale de la gendarmerie) de Ruhengeri. Ils recevront leur formation technique complémentaire au « Centre de Recherche Criminelle et de Documentation », nom de la nouvelle structure.

Le choix de cette appellation, source de débats, résulte en réalité d'un compromis entre les Français et les Belges : les Français souhaitaient l'appeler « Section de Recherches » à l'instar de ce qui existe en France. Mais le vocable « section » est peu usité par les Rwandais qui, héritiers des Belges, parlent davantage de « peloton » ; l'aspect Documentation leur paraissait essentiel de même que la notion d'unité centrale puisque unique dans le pays. L'appellation retenue fut donc assez conforme aux desiderata des Rwandais, les Français s'estimant satisfaits de ce que toutes leurs autres propositions aient été retenues, en particulier celle portant sur le chef de cette unité. C'est en effet le major Muhirwa, qui était non seulement originaire du Nduga mais avait la réputation d'être libéral, qui fut désigné à la tête de la nouvelle structure. Il avait néanmoins été accepté par le chef d'état-major de la Gendarmerie. C'était là une preuve de grande disponibilité et de bonne volonté affichée.

Assez vite, le lieutenant-colonel Robardey fera le choix parmi les enquêtes qu'offre alors la criminalité rwandaise et s'orientera notamment vers celles susceptibles de servir de

terrain d'application aux techniques d'enquêtes inculquées aux jeunes OPJ. Ce choix portera sur trois domaines :

- Des enquêtes portant sur les seuls témoignages sans accès à la scène de crime ;
- Des enquêtes portant sur les seuls indices matériels relevés sur la scène de crime ;
- Des enquêtes sur la rumeur.

Les premières enquêtes visaient les allégations de crimes contre l'humanité commis par le FPR en zone nord occupée qui, depuis plus d'un an, ne cessait de s'étendre. Les secondes traitaient des très nombreux attentats constatés depuis la fin 1991. Les troisièmes évoquaient l'affaire Janvier Afrika qui alimentait les conversations – et les rapports des ONG pris au pied de la lettre par les média occidentaux sans autre forme de vérification ni de recoupement de l'information.

S'agissant des enquêtes sur les actes de terrorisme, les premiers éléments rassemblés sur le terrain montrent que le matériel utilisé pour commettre des attentats est composé de : mines antichars de type M3 (lot 1960/LAR.1.7) et un autre type portant la mention TM 57 du lot 55-6-71. Les enquêteurs découvrent également les mines antipersonnel de type M 409 du lot BMP 1-20 (la marque BMP Belgium Military Product). Une partie de ce matériel, notamment les mines antichars de type M3 et les mines antipersonnel, est fabriquée par les Poudreries réunies de Belgique, une importante entreprise de fabrication d'armes et de munitions à Bruxelles. Les lots portant la mention 1960/LAR (Libyan Arab Republic) étaient initialement destinés à la NRA, alors soutenue par la Libye dans sa guerre contre le régime et les forces loyalistes de Milton Obote (guerre du bush). Ce lot avait été par la suite détourné des stocks de l'armée ougandaise au profit des terroristes du Rwanda.

Dans un rapport préliminaire classé confidentiel-défense du 29 septembre 1992 et intitulé : « activités terroristes au Rwanda en 1992 », on peut lire : « Le travail récemment effectué par la section de recherche et d'investigation (SRI) de la gendarmerie nationale, créée au cours de l'été 1992 par quatre officiers de police judiciaire de la gendarmerie française détachés à cet effet et dix officiers de police judiciaire rwandais, permet d'avancer des hypothèses quelques peu étayées sur l'origine de la vague d'attentats qui a secoué le Rwanda de décembre 1991 à mai 1992. En effet, aux mois d'août et de septembre 1992, trois poses de mines, dont deux explosent et une a été relevée, ont permis de confirmer, dans le Sud du pays, certains éléments d'enquête :

-Alpha : La mine relevée en septembre 1992 est du même type et de même fabrication que celles qui ont été relevées au début de l'année à Kigali, dans le Bugesera et dans la région de Butare. Elle est identique, également, à celles qui auraient été découvertes sur des passeurs à la frontière tanzanienne ou, qui ont été saisies à la frontière zaïroise dans la région de Bukavu. Dans tous les cas, les passeurs étaient apparentés au FPR [la rébellion tutsi] ». Ce rapport, qui est signé du colonel Cussac, attaché de défense à Kigali, a été adressé, pour information, au ministère français de la Défense.

Les enquêteurs, notamment français, sont en effet surpris de constater que, contrairement à ce qu'ils croyaient, les mines et les attentats qui sèment la terreur dans la population rwandaise depuis près de deux ans ne sont ni l'œuvre des milices hutu ni même celle des membres du gouvernement ou du camp présidentiel. Les actes de terrorisme sont en réalité commis par les militants de la rébellion tutsi qui disposent d'une base logistique dans les pays voisins du Rwanda et principalement dans la région Est du Zaïre (actuelle République Démocratique

du Congo).

Par exemple, lorsque les enquêteurs cherchent à identifier les auteurs des attentats du 16 août et du 8 septembre 1992 dans la région de Cyangugu (ville située au Sud-Ouest du pays), proche de la frontière zaïroise, ils découvrent que des infrastructures pro-FPR sont installées des deux côtés de la frontière c'est-à-dire dans la zone de Bukavu (Est du Zaïre) et à Cyangugu (côté Rwanda). Ils se rendent compte que le poste frontière sert en réalité de point de passage de nouvelles recrues provenant du Rwanda qui cherchent à rallier l'Ouganda pour y recevoir une formation paramilitaire et revenir alimenter le front de guerre qui se prépare sur le territoire rwandais. Les enquêteurs découvrent également qu'en plus de la circulation des combattants du FPR/APR, d'intenses mouvements de fonds transitent sur cette frontière, de part et d'autre de laquelle des commerçants pro-FPR facilitent la collecte de fonds à allouer à la rébellion. Ce sont aussi ces commerçants qui introduisent discrètement au Rwanda des mines qui seront utilisées dans divers attentats. Quelques faits le prouvent et peuvent être soulignés ici.

En décembre 1991, quatre personnes sont interpellées au Zaïre alors qu'elles s'apprêtent à franchir la frontière rwandaise. Au cours des contrôles, les douaniers zaïrois saisissent quatre mines antichars dans les bagages de ces personnes. Pour étouffer l'affaire, les commerçants, qui parrainent l'action des passeurs, versent des pots-de-vin aux autorités pénitentiaires et obtiennent la libération immédiate des suspects. Parmi les commerçants ayant corrompu les gardiens de prison de Bukavu se trouve le plus important soutien du FPR dans la région, monsieur Rufuguruta Joël alias Kasongo, propriétaire de l'hôtel Tanganika et réfugié tutsi au Congo-Zaïre de nationalité burundaise. C'est dans cet hôtel, d'après les informations recueillies par les

enquêteurs, que les nombreuses recrues pro-FPR vont séjourner avant de repartir pour le Nord. C'est également dans cet hôtel que certains blessés de guerre, soignés préalablement dans les hôpitaux de la région, viennent souvent passer leur séjour de convalescence ou de rééducation. Pour être tout à fait complet sur ce personnage, il faut préciser que le 16 septembre 1992, il est arrêté avec son ami Nsengiyumva Nicolas par la Brigade spéciale de recherche et de surveillance (BSRS) zaïroise. Les policiers zaïrois retrouvent chez lui divers types d'armement servant à l'instruction des soldats, dont quatre fusils ainsi que des munitions dans un entrepôt situé à Kadutu (Bukavu). Une perquisition faite quelques minutes après au domicile d'un de ses proches, monsieur Innocent Gakwaya, lui aussi commerçant à Bukavu, permet aux policiers de saisir 10 fusils d'assauts AK et 47 kalachnikov ainsi que des mines antipersonnel. Les agents de la BSRS trouvent également chez lui une importante somme d'argent liquide en dollars. Pris en flagrant délit, Gakwaya négocie sa libération sous caution au prix fort. Il accepte de payer sans sourciller plusieurs milliards zaïrois et une amende de 1 200 dollars américains.

Il faut souligner qu'en plus de l'hôtel Tanganika, les militants aisés pro-FPR fréquentent régulièrement deux autres hôtels de Bukavu : Métropole et Orchid's. Les enquêteurs notent également que le recrutement des combattants du FPR/APR est très important dans les plateaux d'Uvira (Est du Congo-Zaïre) où, soulignent-ils, « la population serait assez opposée aux familles tutsi qui envoient leurs enfants dans les rangs du FPR ».

La mobilisation de la communauté tutsi de l'Est du Congo en faveur des rebelles du Rwanda a longtemps été dissimulée pour donner à cette rébellion une image médiatique convenable. C'est-à-dire qu'elle devait apparaître comme non

communautariste, non ethnique et résolument pluraliste. La réalité sera toute autre. Un bateau dénommé « Alléluya » a aussi été identifié comme servant de moyen de transport pour les recrues du FPR jusqu'à Goma. Son propriétaire, Dieudonné Kanyabutembo est, pendant cette période, l'un des plus importants soutiens de la rébellion à Bukavu. Un autre élément témoigne du haut degré d'organisation de la rébellion, c'est le recrutement, dans la même zone, d'un mercenaire belge comme préparateur dans une pharmacie dénommée « Pharmakina », lequel était en réalité chargé de fabriquer de la fausse monnaie pour le compte des rebelles.

Nous avons interrogé Michel Robardey, qui était à l'époque chargé des investigations sur le terrorisme au Rwanda. Nous avons voulu comprendre la méthode de travail employée dans la conduite des investigations alors que les soupçons se portaient indifféremment sur tous les camps.

Il raconte : « J'étais resté très marqué par ce que j'avais pu observer dans le Bugesera au printemps 92. Depuis le début de la guerre nous ne cessions de répéter à nos interlocuteurs rwandais qu'il n'était pas admissible de s'en prendre aux populations civiles et que si cela devait se produire, nous plierions bagage immédiatement et les laisserions se débrouiller avec le FPR. Puis nous avons entendu parler de Kibilira et des Bagogwe [ndlr : communauté du nord-ouest apparentée aux Tutsi, victime de massacres surtout au début de l'année 1991] en fin 90, début 91.

A cette époque, nos moyens avaient été repliés à Kigali et nous ne pouvions rien vérifier sur le terrain : était-ce des intox du FPR comme on voulait nous le faire croire ou la réalité ? Lorsque les massacres ont démarré dans le Bugesera, j'ai décidé d'y aller pour voir. Je ne supportais pas de rester dans l'incertitude. J'y suis allé et si j'ai constaté que les assassins n'étaient en rien des

militaires comme certains le prétendaient, j'ai constaté aussi que la réaction des autorités était nulle et frisait la complicité. Par ailleurs, on me disait que ces massacres étaient une réponse de la population aux attaques du FPR, les attentats par les mines ayant fait de nombreuses victimes dans la région. Un schéma semblait s'imposer : provocation par attentats, réactions de la population, laisser-faire des autorités : de là à penser que ceux qui laissaient faire étaient les auteurs des attentats, il n'y avait qu'un pas. Lorsque je lance les enquêtes sur les attentats, je pars donc de cette complicité passive qui me donne l'impression que le gouvernement serait peut-être à la base de ces actes criminels car au moment où ces actes se déroulent sur le territoire rwandais, il n'y a pas de raison apparente de commencer à soupçonner des personnes extérieures au Rwanda.

Dans tous les cas, la seule façon de savoir ce qui se passe c'est d'enquêter. J'ai donc exigé des moyens et de la latitude pour conduire, avec l'équipe d'officiers de police judiciaire, des investigations approfondies. Les autorités rwandaises n'ont opposé aucune entrave aux enquêteurs qui décideront de conduire leurs recherches dans trois directions : la nature des mines utilisées, les attentats proprement dits et les crimes contre l'Humanité commis dans les zones sous contrôle des rebelles. En poursuivant les enquêtes dans ces trois directions, nous avions à ce moment-là la prétention d'explorer, sans restriction, tous les camps mis en cause ou suspectés. Pourquoi devons-nous d'ailleurs nous limiter à un camp si l'objectif était de savoir qui étaient les auteurs ou les instigateurs des attentats ? »³.

Si le travail des enquêteurs est facilité dans la zone gouvernementale, ce n'est pas tout à fait le cas dans les zones sous contrôle des rebelles. Ceux-ci sont complètement rétifs à toutes recherches d'informations concernant leurs activités,

qu'elles soient officielles ou clandestines. Les enquêteurs avouent qu'il était en réalité impossible d'accéder à ces zones pour y conduire des investigations. Néanmoins, le CRCD a pu mettre en place une équipe mobile quotidienne de trois agents en civil à l'hôtel Méridien.

Là, les agents ont pu observer que les représentants du FPR appartenant au GOMN (Groupe d'Observateurs Militaires Neutres institué par l'ONU) se déplaçaient souvent soit dans des véhicules attribués au Groupe soit dans ceux appartenant à leurs sympathisants qui venaient régulièrement les prendre à l'hôtel. Ne pouvant effectuer de filatures efficaces car il ne disposaient pas de véhicules adaptés à cet effet⁴, ils ont cependant noté que les appels téléphoniques passés depuis l'hôtel Méridien étaient, pour l'essentiel, destinés à des personnes résidant proche de la frontière zaïroise ou à l'Est du Zaïre. Ce qui montre bien que les rebelles avaient des contacts étroits avec leur base arrière dans cette zone. Il apparaît également que ces contacts fréquents étaient particulièrement ciblés à la fois à Cyangugu, zone des attentats, et Bukavu, zone d'arrestation des parrains.

Sur le plan technique et opérationnel, les enquêteurs ont identifié le mode opératoire des poseurs de bombes ainsi que le matériel régulièrement utilisé. Michel Robardey détaille ainsi l'emploi des engins explosifs : « Nous pouvons dire que tous les attentats, ou du moins la majeure partie, sont liés entre eux. Une étude du matériel employé, de son origine et de sa mise en œuvre confirme cette hypothèse. Par exemple les attentats commis à l'aide d'un explosif muni d'un allumeur MUV2. Nous avons vu ce type d'attentats dans toutes les zones touchées sauf au Bugesera, à Kigali, Rusumo, Gisenyi, Butare, Gitarama et Cyangugu. En outre, chaque fois que nous avons pu trouver l'allumeur à traction MUV2 avec ses marquages visibles, nous

avons constaté que tous portaient les inscriptions suivantes, gravées : MBY-2 583 69. Exemples : le 7 avril 1992, un allumeur MUV2 découvert intact à Butare, le 19 mars 1992 lors de l'explosion d'un véhicule tanzanien à Kibungo, le même jour dans l'explosion d'un véhicule à la gare routière de Kigali, le 25 avril 1992, lors de l'explosion d'un véhicule à la gare routière de Kigali, le 2 juin 1992, au moment de l'explosion de Pétrorwanda à Kigali, le 31 décembre 1992, l'explosion d'une voiture piégée à l'hôtel Ibis à Butare, le 31 mars 1993, l'explosion constatée au bar Gloria à Gitarama, le 19 avril 1993, l'explosion d'un véhicule au marché de Butare, le 22 avril 1993, l'explosion devant la poste centrale de Kigali et le 3 mai 1993, l'explosion d'une voiture piégée au marché de Gisenyi. Dans les attentats antichars M3, nous faisons le même constat que dans les attentats précédents. Les mines retrouvées étaient toutes du même type et de la même origine »⁵.

Au terme de ces investigations, et aussi paradoxal que cela paraisse, les autorités rwandaises ne font pas preuve d'une volonté de sanctionner ni même de dénoncer les auteurs de ces actes terroristes. Prisonniers de leurs querelles intestines, des calculs politiques et de leur désir de ménager les rebelles dans les négociations, les dirigeants rwandais restent relativement apathiques devant toutes ces découvertes. Au final, la responsabilité des rebelles dans toutes ces affaires de terrorisme n'est pas mise à nue et n'est pas non plus véritablement exploitée par les dirigeants rwandais.

Ainsi, lorsque la mission des Français s'achève, les partis d'opposition restent, pour certains, convaincus que les actes terroristes perpétrés au Rwanda entre 1991 et 1993 sont l'apanage du régime Habyarimana. Cette version des faits leur paraît sans doute des plus plausible puisque certains attentats

sont commis dans des régions où l'on dénombre beaucoup de Tutsi même s'ils touchent en réalité toutes les communautés. Nul ne peut imaginer à ce moment-là que ces attentats soient conçus par des proches de la rébellion, non seulement dans l'objectif particulièrement cynique d'attiser la haine entre Hutu et Tutsi, mais aussi pour discréditer davantage le régime d'Habyarimana et justifier ensuite les offensives du FPR déclenchées en violation des accords de cessez-le feu ou des accords de paix.

Dans un communiqué publié par les responsables de trois principaux partis politiques de l'opposition, il est écrit : « De source bien informée, nous apprenons que les quatre sous-officiers français qui se trouvaient au Rwanda pour épauler le Centre de recherche criminel et de documentation (CRCD) vont regagner définitivement leur mère patrie. Auparavant, il n'était que question de leur départ en congé pour revenir après les fêtes du nouvel an. Qui a décidé de leur renvoi ? Et pourtant leur travail était fort apprécié par l'équipe du CRCD et par les sous-officiers qu'ils formaient. Que de mines, que de grenades ils ont aidé à désamorcer ! Que de malfaiteurs ont été identifiés grâce à leur ingéniosité ! Les Français s'en iraient avec dans leur bagages tous les renseignements rassemblés pendant leur séjour au pays des Mille problèmes. Ils privent ainsi le pays d'une mine d'informations sur les poseurs de bombes et autres malfaiteurs identifiés. Les auraient-ils laissés que ces documents auraient peut-être subi un autre sort que dans ce régime qui s'est illustré dans la destruction des documents le compromettant.

En même temps que le renvoi des Français, nous apprenons aussi que les sous-officiers rwandais formés par eux sont dispersés dans diverses unités du pays. Que peut cacher cette opération, si ce n'est la volonté délibérée de démanteler la brigade antiterroriste dont le travail commençait à porter ses

fruits ? Est-ce le fait du hasard si simultanément, nous observons la recrudescence du banditisme, du terrorisme et des assassinats qui n'épargnent même pas ceux dont la mission est de prêcher l'amour ? Il se multiplie des attentats et des assassinats à caractère politique, dans lesquels sont passés maîtresses les milices du MRND et de la CDR. Trop nombreux pour protéger un seul homme, les GP (gardes présidentiels) sont payés pour entraîner ces milices et les encadrer dans leurs besognes ».

Ce communiqué a été signé par Faustin Twagiramungu, président du Mouvement démocratique républicain (MDR), Théoneste Gafaranga, vice-président du parti social-démocrate (PSD) et Justin Mugenzi, président du parti libéral (PL).

La position de ces dirigeants entièrement absorbés par leur haine du régime en place illustre la pertinence de la stratégie définie par les commanditaires des attentats.

Selon Michel Robardey, d'après les investigations menées, « il ressort que les attentats font partie d'une opération militaire ayant plusieurs objectifs. D'abord, des objectifs d'ordre général comportant : la déstabilisation du pays en mettant en cause le président et son entourage comme commanditaires de ces attentats et en discréditant le gouvernement multipartiste pour son incapacité à enrayer cette vague de terrorisme. Ensuite des objectifs plus précis comme à Rusumo et Kigali où des attaques contre les transports de carburant venant de Tanzanie ont été lancées ; si cet objectif avait été atteint, c'est une artère vitale pour le Rwanda qui aurait été coupée. Dans le Bugesera, les agressions contre les militaires du camp de Gako avaient pour but de provoquer des troubles et une répression à caractère ethniques. Mentionnons aussi que ces attentats sont souvent commis dans les zones où il y a une proportion importante de Tutsi. Comme ces attentats sont aveugles et touchent

indifféremment les deux ethnies, ils attisent la haine entre les individus, provoquent des combats intérieurs et favorisent ainsi la fuite des jeunes qui vont s'enrôler dans le FPR ou favorisent aussi une offensive de l'APR comme par exemple celle du 8 février 1993 »⁶.

Qui sont alors les commanditaires de ces actes criminels ? Michel Robardey conclut : « Outre les aveux, revendications ou origines des gens interpellés, des éléments de preuve mettent en cause de façon formelle le Front Patriotique Rwandais comme étant le commanditaire de ces attentats ».

Nous avons compris à travers cette enquête portant sur les actions terroristes commises au Rwanda au début des années 90 que les officiers de police judiciaire français et leurs collègues rwandais avaient mis, sans le savoir, la main sur un important réseau de la rébellion tutsi basé à l'Est du Congo-Zaïre qui allait prospérer dans le temps. Ce réseau, qui finançait déjà l'insécurité et participait activement à la déstabilisation du Rwanda, est celui qui contribuera quelques années après à la chute du maréchal Mobutu et, plus tard, à la déstabilisation de l'Est du Congo-Zaïre. Cette nébuleuse qui apparaîtra plus tard sous la dénomination de « rebelles rwandophones », ou « banyamulenge » à l'Est du Congo-Zaïre, soutenus par Paul Kagame⁷, trouve ses origines dans le terrorisme des années 90 au Rwanda.

En somme, la détestation dont font l'objet les militaires français de la part des rebelles tutsi et de Paul Kagame trouve en partie son origine dans ces enquêtes anti-terroristes qui ont donné l'occasion aux Français de voir sur le terrain ce qu'ils n'auraient pas dû voir et qui allait nécessairement à l'encontre des idées reçues et véhiculées dans les médias sur cette rébellion.

1 Certains d'entre eux, appartenant au bataillon para commando burundais avaient été formés par la Coopération Militaire française.

2 Ils vont s'atteler à la formation des officiers de police judiciaire et la France va détacher auprès du ministère rwandais de la Justice une conseillère juridique en la personne de madame Odette-Luce Bouvier. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la coopération juridique et judiciaire entre la France et le Rwanda mise en place dès novembre 1991 à la suite de la démocratisation du régime. L'action conduite par madame Bouvier s'articule autour de trois axes : la formation des magistrats, le processus des réformes des institutions judiciaires et pénitentiaires (particulièrement les conditions de détention).

3 Témoignage de Michel Robardey à l'auteur le 8 mars 2013.

4 Il a été noté que les officiers de police judiciaire se plaignaient régulièrement du manque de moyens matériels. Pour conduire des enquêtes efficaces, ils avaient besoin de se déplacer à différents endroits pour vérifier leurs renseignements. De plus, le Rwanda manquait cruellement d'un système central de renseignement pour faciliter des recoupements et le travail des enquêteurs.

5 Témoignage accordé à l'auteur.

6 Témoignage accordé à l'auteur.

7 Cf. Onana, Charles, *Europe, crimes et censure au Congo*, Paris, Duboiris, 2012, 320p.

4. Les appels inaudibles de la France

Dès le début du mois de janvier 1993, les négociations entre le gouvernement rwandais et la rébellion sont relancées. Les deux parties se rencontrent en Tanzanie du 24 novembre 1992 au 9 janvier 1993 pour discuter du partage du pouvoir. Les négociations sont âpres mais courtoises. Compte tenu de la fatigue accumulée pendant les discussions, chaque camp décide de prendre du recul pendant deux semaines avant de revenir à la table des négociations le 25 janvier 1993.

Pour un petit moment, chacun veut croire à l'apaisement et espère que la voie diplomatique reprendra le dessus.

L'ambassadeur de France au Rwanda, Georges Martres, parvenu à l'âge de la retraite, est plus que jamais sollicité par le président rwandais avec qui il a noué des relations de confiance. Monsieur Martres a joué un rôle important dans la coopération militaire entre la France et le Rwanda, si bien que le président Habyarimana craint, dans ce contexte de tension extrême, de voir arriver un autre diplomate moins au fait du dossier rwandais et de ses subtilités. Il espère donc que l'ambassadeur Georges Martres, qui est un interlocuteur fiable et avisé, restera encore en poste pour un moment, du moins le temps de la crise.

Le 18 janvier 1993, le président François Mitterrand écrit au président Habyarimana pour l'encourager à poursuivre le dialogue avec l'opposition et le rassure quant au maintien pour une durée de trois mois encore de monsieur Martres à son poste à Kigali. Dans cette lettre, le président Mitterrand fait état d'une

autre préoccupation très importante : le sort des déplacés de guerre à l'intérieur du territoire rwandais.

Il s'en est ouvert directement depuis le 15 janvier au président américain, George Bush : « Votre pays est, comme la France, soucieux de voir préservée la stabilité au Rwanda. A l'invitation des deux parties, il participe en tant qu'observateur aux négociations qui se déroulent à Arusha entre les représentants du gouvernement rwandais et une délégation de la rébellion armée, le Front Patriotique Rwandais.

Ces négociations doivent conduire à la tenue, à échéance rapprochée, d'élections libres au Rwanda. Il est essentiel qu'elles permettent aussi le retour rapide des personnes déplacées sur les terres dont elles ont été chassées par les combats. Aujourd'hui 350 000 personnes vivent dans des conditions dramatiques. Souffrant de sous-alimentation et de carences alimentaires, surtout les jeunes enfants, elles doivent faire face au manque d'hygiène, à la promiscuité et au désœuvrement inhérents à de tels regroupements de personnes.

A côté de l'extrême gravité de la situation des intéressés, je tiens à souligner les risques que représentent ces déplacés de guerre en matière de sécurité dans un pays surpeuplé, soumis à d'extrêmes tensions politiques et à un taux croissant de délinquance. L'aide qu'apportent la Croix rouge, le Programme alimentaire mondial, la Communauté européenne, ainsi que d'autres donateurs ou organisations non-gouvernementales, est aujourd'hui insuffisante pour répondre aux besoins alimentaires de ces personnes et leur redonner un minimum de dignité.

Face à cette situation dramatique, un effort supplémentaire doit être fait. La France, pour sa part, a décidé de consacrer, cette année, 10 millions de francs pour aider les déplacés de guerre au Rwanda. Je formule le vœu que d'autres pays, dont le vôtre qui a

toujours marqué son intérêt pour le Rwanda, puissent s'associer également à cet effort humanitaire ».

Devant la gravité de la situation et cherchant à inciter ses homologues européens à se mobiliser pour le Rwanda et notamment les déplacés de guerre, le président Mitterrand écrit successivement au chancelier allemand, Helmut Kohl, au président de la Confédération Suisse, Adolf Ogi, au vice-Premier ministre belge Willy Claes, et au Premier ministre canadien Brian Mulroney. Si François Mitterrand adresse toutes ces lettres, c'est parce qu'il espère que chacun va assumer ses responsabilités dans le drame que connaît déjà le Rwanda et qui risque de prendre d'autres proportions si aucun effort n'est fait pour éviter la catastrophe.

Étrangement, malgré l'urgence des besoins et en dépit de la dégradation de la situation sécuritaire dans tout le pays, les pays occidentaux ne bougent pas. Dans le même temps, à l'initiative des rebelles tutsi, la campagne contre la présence militaire française au Rwanda s'amplifie.

Ainsi, la France commence à apparaître comme le seul pays européen et occidental mobilisé pour la défense non pas des populations en danger, mais du régime rwandais et plus exactement du président Habyarimana.

Cette situation est une aubaine pour la rébellion qui en profite pour dénoncer l'ingérence de la France dans les affaires rwandaises. Cette campagne vise en réalité à pousser la France à quitter le pays pour que les rebelles accentuent leur pression militaire sur Kigali et ne rencontrent pas d'obstacle dans leur entreprise de renverser le régime en place. Ils n'ont d'ailleurs pas cessé de mener des offensives dans les environs de Kigali, provoquant ainsi un énorme traumatisme chez les populations et davantage de déplacés de guerre.

Depuis le 11 janvier 1993, une initiative conjointe des ambassadeurs occidentaux a été conduite auprès du président Habyarimana l'incitant à poursuivre les négociations même si ses adversaires semblent rester sourds à ses demandes. Celui-ci rappelle toutefois aux diplomates occidentaux qu'il y a près de 700 000 Rwandais déplacés du fait des attaques rebelles, un chiffre sans doute plus proche de la réalité que les 300 000 officiellement comptabilisés par le CICR (Comité International de la Croix Rouge). Le chef de l'État rwandais fait également remarquer que les rebelles ont rompu unilatéralement le cessez-le-feu le 5 janvier alors que leurs représentants étaient assis à la même table de négociations que les membres du gouvernement. Il ne comprend pas qu'on lui demande de faire sans cesse plus de concessions alors que les rebelles poursuivent leur escalade militaire dans le silence et l'indifférence totale. Il fait aussi remarquer que le Groupe d'Observateurs Militaires Neutres (GOMN) mis en place depuis le 12 juillet 1992 ne joue pas complètement son rôle puisque les rebelles continuent de recevoir des armes et toute leur logistique de Kampala. Les diplomates reconnaissent devant le président qu'il faut réagir face aux incursions des rebelles mais n'entreprennent aucune démarche officielle en ce sens. Au final, malgré les efforts consentis par le président Habyarimana durant les négociations de paix, toutes les critiques se concentrent uniquement sur lui.

A la reprise des négociations le 25 janvier 1993, la France est invitée en qualité d'observateur. Dès le début des pourparlers, les rebelles bloquent les discussions. Ils déclarent être victimes de provocations de la part de l'armée rwandaise et exigent le départ des troupes françaises du Rwanda. Le lendemain, des affrontements à caractère politique et ethnique ont lieu dans le Nord-Ouest du pays. Les Hutu du clan présidentiel et les Tutsi

proches de la rébellion veulent en découdre. Les premiers accusent les seconds de soutenir les rebelles dans leur projet de déstabilisation et les seconds se disent victimes d'exactions de la part des partisans du chef de l'État.

Le 2 février 1993, les miliciens hutu s'en prennent violemment à leurs compatriotes tutsi et aux Hutu du Sud qu'ils soupçonnent de soutenir la rébellion dans la région de Gisenyi (ville située à la frontière entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo). Ce sont généralement ces Hutu du Sud, pour l'essentiel opposés au régime Habyarimana, qu'on désignera un peu plus tard sous le vocable de « Hutu modérés ». On dénombre plus d'une centaine de morts au cours de cette attaque de miliciens et près de deux mille Tutsi et Hutu déplacés.

Dans la nuit du 7 au 8 février 1993, les rebelles lancent une offensive militaire d'une rare violence au Nord, en particulier à Ruhengeri et Ngarama où ils tirent sans discernement sur les populations civiles et sur les militaires rwandais.

Peu avant cette offensive armée, les rebelles ont reçu d'importants renforts en hommes et en munitions de Kampala. Une impressionnante logistique a été mise à leur disposition par les autorités ougandaises. Lorsque la question est posée aux observateurs britanniques qui participent aux négociations de paix sur cet appui militaire, ils contestent toute aide de Kampala aux rebelles tutsi et affirment plutôt que les attaques de l'APR/FPR sont une réponse adressée aux extrémistes hutu de la mouvance présidentielle.

Les autorités françaises comprennent à travers ces réponses que les Britanniques ont déjà choisi leur camp et peut-être aussi les méthodes de gestion de la crise. Ils savent bien en effet que Kampala est, depuis le début, le principal point d'attache des rebelles tutsi. L'aide militaire américaine comme d'ailleurs le

soutien des instructeurs britanniques passent régulièrement par l'Ouganda. Autrement dit, c'est l'Ouganda qui sous-traite et qui gère la guerre des rebelles Tutsi contre le régime hutu d'Habyarimana. Les Britanniques et les Américains le savent mais ne souhaitent pas que cette information pourtant capitale se diffuse largement. A la différence de la France qui affiche ouvertement son appui aux autorités rwandaises, les Anglo-saxons eux, se montrent discrets dans leur soutien aux rebelles tutsi. Mieux, en en confiant la sous-traitance aux Ougandais, ils se sont mis à l'abri d'éventuelles accusations de la part d'ONG ou des médias.

Il n'en demeure pas moins que les preuves de l'appui logistique ougandais aux rebelles ne manquent pas. Par exemple, plusieurs camions immatriculés en Ouganda traversent régulièrement la frontière rwandaise pour appuyer l'offensive des rebelles. De plus, des soldats ougandais participant à l'attaque aux côtés des rebelles tutsi, ont été arrêtés et interrogés par la gendarmerie rwandaise. Ils ont présenté leurs pièces d'identité ougandaises et d'autres éléments compromettants aux enquêteurs. Face à ces éléments, il devient incontestable que la guerre des rebelles tutsi ne se résume pas à une affaire de réfugiés ni à une affaire humanitaire mais est en réalité une véritable conquête du pouvoir par les armes, avec l'aide militaire de l'Ouganda et de certaines puissances occidentales aux premiers rangs desquels se trouvent les États-Unis et la Grande-Bretagne. Nous reviendrons plus en détail sur cet aspect dans les derniers chapitres de cet ouvrage.

Bien que les autorités françaises connaissent depuis longtemps le rôle joué par l'Ouganda aux côtés de la rébellion tutsi, François Mitterrand n'abandonne pas la voie diplomatique. Il dépêche à Kampala son conseiller Bruno Delaye et le chargé

des Affaires africaines au Quai d'Orsay, Jean-Marc Rochereau de la Sablière. Le chef de l'État français leur a demandé de rencontrer le président Museveni qui souffle le chaud et le froid dans le dossier rwandais. La France veut tester sa bonne foi et envisager avec lui, dans la mesure du possible, une solution pacifique.

Le 13 février, les deux émissaires français sont reçus par le président ougandais Yoweri Museveni. Au cours d'une discussion de plus de trois heures, Museveni tente de distraire ses interlocuteurs en multipliant les digressions, commençant par disserter sur sa politique de non-alignement. Il prétend ensuite être opposé à toutes formes d'ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain. Il se targue même de n'avoir jamais appelé de forces internationales ni étrangères pour régler les problèmes dans son pays. Une allusion à peine voilée au Rwanda qui appelle la France à son secours.

Toutes ces « leçons » de Museveni sont difficiles à entendre pour ses interlocuteurs français qui savent pertinemment qu'il est le « petit soldat » de Washington et le serviteur zélé des intérêts américains et israéliens dans la région. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il soutient les rebelles tutsi dans leur guerre de conquête au Rwanda.

Il faut rappeler qu'au moment où Mitterrand parle à la Baule de la démocratisation des régimes africains, les Américains soutiennent qu'il ne faut pas autoriser le multipartisme en Ouganda car, disent-ils, cela favoriserait les clivages ethniques. Pourquoi le multipartisme serait-il acceptable ailleurs et pas en Ouganda alors que les clivages ethniques existent tout autant dans d'autres pays africains ? N'est-ce pas là plutôt l'assurance de conserver leur homme de main au pouvoir ?

Pendant toute cette période, Museveni ne cesse de répéter

que le multipartisme est un « concept occidental » et les dirigeants américains n'y trouveront rien à redire. Étrangement, le même Museveni, qui ne juge pas le multipartisme indispensable à son propre pays, va quand même l'exiger avec une certaine agressivité pour son voisin Habyarimana.

Après son introduction sur le non-alignement, la non-ingérence et autres civilités, il entre finalement dans le vif du sujet et déclare qu'il faut comprendre que les « rebelles sont tous jeunes », qu'ils manquent d'expérience et de maturité politiques mais que le président Habyarimana, qui est plus âgé, devrait, selon les « traditions africaines », trouver les meilleures solutions au problème des réfugiés tutsi vivant en Ouganda. Il souligne que dans un entretien qu'il a eu avec Habyarimana en 1989, il l'aurait mis en garde contre ce problème.

Bruno Delaye reprend la parole pour souligner les progrès accomplis pendant les négociations de paix : l'instauration du multipartisme avec le soutien de la France et du président Mitterrand, la mise en place d'une nouvelle constitution et d'un gouvernement dirigé par l'opposition, l'obtention d'un accord sur l'établissement d'une période de transition, la décision du président Habyarimana de sanctionner les bourgmestres impliqués dans les massacres survenus dans le Nord, la condamnation de ces massacres par la France, etc.

Le conseiller de l'Élysée met aussi en relief le fait que tout incident pouvait trouver une solution dans le cadre des négociations en cours et que la rupture du cessez-le-feu n'avait rien de spontané. L'offensive du 8 février encore moins. Il ajoute que les informations montrant la préparation des rebelles dans le déclenchement des hostilités prouvent leur manque de sincérité lors des négociations et que leur chef, Paul Kagame, a toujours parlé de poursuivre sa route vers Kigali. Bruno Delaye conclut

que, dans ces conditions, la France, attachée à la stabilité dans cette région, souhaite : le cessez-le-feu immédiat (même si d'autres informations font état d'une nouvelle offensive rebelle), éviter toute extension du conflit en dehors du Rwanda par le contrôle de la frontière avec l'Ouganda, la reprise des négociations de paix d'Arusha brutalement interrompues.

Museveni se gratte la tête en écoutant Bruno Delaye. C'est un geste habituel chez lui quand il est en difficulté. Il proteste d'abord vivement contre les accusations portées contre son pays de soutenir les rebelles tutsi. Il souligne ensuite le peu d'estime qu'il a pour le président rwandais, Juvénal Habyarimana, et l'accuse d'être responsable de tout ce qui se passe au Rwanda. Il en profite aussi pour faire remarquer à monsieur Delaye que les rebelles affirment que les soldats français participent directement aux combats.

Sur ce point précis, Museveni sait qu'il n'a pas tout à fait raison. La situation de la France est certes délicate, voire inconfortable du point de vue militaire mais elle n'a rien à voir avec celle des Ougandais qui participent, eux, directement à la guerre contre le président Habyarimana.

Dans son rapport de mission daté du 15 février 1993, Bruno Delaye, conscient que la France, sous la pression des rebelles, risque à tout moment de franchir la ligne rouge, note : « Nous sommes aux limites de la stratégie indirecte d'appui aux forces armées rwandaises. Leur degré de motivation est trop inégal (en raison des divergences entre Hutu du Nord et Hutu du Sud) pour envisager avec sérénité une stabilisation du rapport de forces militaires. Au cas où le front serait enfoncé, nous n'aurions plus d'autres choix que d'évacuer Kigali. (La mission officielle de nos compagnies d'infanterie est de protéger les expatriés), à moins de devenir cobelligérants ». Il ajoute : « Notre isolement

sur ce dossier au plan international (Belges, Anglais et Américains n'aiment pas Habyarimana) doit nous conduire vers un effort diplomatique encore plus offensif pour recueillir les appuis diplomatiques nécessaires à la mise en œuvre des résultats – théoriques – obtenus par cette mission à Kigali et Kampala ».

En réalité, la France a trois problèmes sérieux. Premièrement, au Rwanda, la France est face à une situation de guerre où les rebelles tutsi, appuyés par l'Ouganda, la Grande-Bretagne et les États-Unis, sont sur le point de remporter une victoire militaire sur le terrain. Tous les officiers français ou européens présents à Kigali confirment cette réalité. Comment empêcher cette victoire sans s'impliquer davantage, vu que les Hutu sont englués dans leurs divisions régionales et leurs querelles politiques et historiques ? De plus, au moment où cette pression s'accroît, on peut constater que les questions géopolitiques ne sont pas la priorité des Hutu. Ils ne semblent pas conscients des conséquences que cette conquête anglo-américaine pourrait avoir sur la stabilité générale de leur pays et sur leur vie quotidienne. La plupart des acteurs de l'opposition non armée (majoritairement Hutu) restent enfermés dans leurs calculs personnels de positionnement dans le gouvernement ou face à Habyarimana. Ce qui est bien résumé par Bruno Delaye en ces termes : « Le président Habyarimana et le Premier ministre sont sur des lignes différentes, reflétant le clivage entre Hutu du Nord et Hutu du Sud, ce qui donne schématiquement : pour le président : résistance sans concession politique (mieux vaut mourir que d'être soumis aux Tutsi). Pour le Premier ministre : négociation avec le FPR, pour à terme chasser du pouvoir le président Habyarimana ».

Deuxièmement, sur le plan intérieur, le président Mitterrand vient de perdre la majorité à l'Assemblée nationale ; la France

s'apprête donc à vivre une période de cohabitation au cours de laquelle le chef de l'Etat ne pourra plus prendre librement toutes les décisions sur ce dossier. Il faut ajouter à cela, les problèmes de santé du président Mitterrand qui est atteint d'un cancer et dont on sait qu'il vit ses dernières années. Les Américains le savent aussi et c'est bien à ce moment précis qu'ils choisissent d'accentuer la tension entre la France et les rebelles et surtout entre ces derniers et le président Habyarimana. Même si le président Mitterrand suit de près le dossier rwandais, il lutte déjà bel et bien contre la mort, espérant sans doute la retarder. L'essentiel de son énergie est donc absorbé par la guerre contre le cancer et non par la bataille Hutu/Tutsi qui se joue à 8 000 km de lui, comme certains l'ont souvent prétendu.

Troisièmement, sur le plan diplomatique, la France est presque seule parmi ses principaux alliés occidentaux à vouloir la paix et une solution négociée. Ses partenaires européens et nord-américains souhaitent pour certains, sans l'avouer publiquement, la victoire militaire des rebelles tutsi. On l'observe dès le 18 février 1993 quand les États-Unis et l'Allemagne commencent à rapatrier leurs ressortissants et principalement les familles de leurs agents en poste à Kigali. Savent-ils que la situation va bientôt devenir intenable ? C'est très probable !

Les alliés de la France notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne et dans une moindre mesure la Belgique ne montrent pas vraiment d'enthousiasme pour la solution diplomatique. Ils misent sur la victoire militaire des rebelles tutsi qu'ils savent proche mais continuent de donner l'impression d'appuyer les efforts de paix. En réalité, la paix ne les intéresse que modérément et tous les observateurs notent leur grande retenue pendant les pourparlers. Ni les États-Unis, ni la Grande-Bretagne

n'adressent la moindre critique aux rebelles concernant toutes les attaques et les massacres qu'ils commettent contre les civils rwandais pendant les négociations. La rupture régulière du cessez-le-feu par l'APR/FPR ne fait l'objet d'aucun débat non plus au Conseil de sécurité. La Belgique se maintient, pour sa part, dans une sorte de flou artistique, refusant manifestement de contrarier les États-Unis et la Grande-Bretagne, si c'est là le prix à payer pour maintenir la paix et la stabilité au Rwanda.

Il devient alors évident que la « communauté internationale », ou une partie de celle-ci, par son silence et son laissez-faire, accentue l'isolement diplomatique de la France et encourage, au moins tacitement, la guerre contre le régime en place au Rwanda. Le lieutenant-colonel belge Anthierens donne un éclairage sur l'attitude des États-Unis, de la Belgique, de l'Allemagne et de la France pendant toute cette période délicate.

S'agissant des États-Unis : « Les Américains, qui n'avaient pas de militaires au Rwanda, tentèrent dans la mesure du possible de jouer les conciliateurs mais ils ne pouvaient dissimuler leur sympathie pour le FPR. Le seul militaire américain que l'on pouvait voir à Kigali étaient un lieutenant-colonel du Pentagone qui ne faisait apparemment rien d'autre que de faire des navettes entre Washington, Kigali et Kampala, mais qui passait en fait la grande partie de son temps au quartier-général du FPR »¹.

La Belgique quant à elle n'est pas plus claire dans ses relations avec la rébellion et le régime rwandais : « Depuis l'indépendance, dit le lieutenant-colonel belge, la Belgique a toujours eu une coopération avec le Rwanda. Consistant en moyenne en une vingtaine d'officiers et de sous-officiers, cette coopération fut maintenue jusqu'au moment de l'évacuation massive en avril 1994. Il est pour le moins étonnant qu'un pays

qui fournit des troupes pour une force neutre – celle de l'ONU – se livre en même temps à une coopération militaire avec un des deux belligérants. Difficile à comprendre, et probablement pas tout-à-fait étranger aux fortes réactions d'hostilité envers les Belges »².

Du côté de l'Allemagne, le lieutenant-colonel Anthierens rappelle : « l'Allemagne avait six coopérants militaires au Rwanda. Ils s'occupèrent principalement de l'appui à l'unique compagnie de génie des Forces Armées Rwandaises. Ils conservaient en général un "profil bas" et évitaient autant que possible de prendre une position politique. L'Allemagne accorda bien un appui financier important au régime Habyarimana mais le fit d'une manière discrète ».

Il est très intéressant de suivre ce que dit le même officier belge du rôle de la France durant cette période : « L'attitude de la France ne fut, elle, nullement ambiguë, ce qui lui valut beaucoup de critiques également. Depuis le début, à l'instar de la Belgique, la France a envoyé des troupes, mais celles-ci sont restées jusqu'à leur relève par l'ONU. En ce qui concerne l'appui français, il faut en distinguer trois sortes. Ils avaient tout d'abord, comme les Belges, une trentaine de coopérants qui travaillaient dans différents projets de façon plus ou moins permanente et qui restèrent jusqu'à la débâcle. Quelques-uns d'entre eux furent assassinés dans leur maison, probablement par les sympathisants FPR. En second lieu, il y avait le DAMI (Détachement d'Assistance Militaire à l'Instruction) : un nombre variable de petits groupes d'officiers et de sous-officiers, répartis dans les unités rwandaises, sur le front, pour l'entraînement, mais qui, en fait, étaient impliqués directement dans les opérations. Leur nombre peut être estimé à quelques centaines de personnes. Il y avait enfin le "détachement Noroît" : une à deux compagnies

lourdes d'infanterie (selon la situation) qui, théoriquement n'était là que pour la sécurité des "expatriés" mais qui en réalité, prenait en charge toutes sortes d'activités de garde et de patrouille. Leur présence fut très appréciée par les étrangers pendant toute cette période. Tant DAMI que Noroît ont quitté le Rwanda après l'arrivée de la Mission des Nations Unies au Rwanda. A noter que la France ne se cachait pas de fournir armement, véhicules et munitions au Rwanda »³.

A lire cet officier belge, il apparaît que le soutien de la France au régime d'Habyarimana est indéniable et non dissimulé. Tel n'est pas le cas en ce qui concerne les États-Unis et, dans une certaine mesure, la Belgique, dans leur relation avec les rebelles. Soulignons que personne à cette période ne parle d'un quelconque génocide en préparation. Nous allons revenir sur cet aspect crucial dans un chapitre ultérieur.

Comme on peut le constater, les marges de manœuvre de la France se réduisent considérablement. Comment la France peut-elle aller plus loin dans son soutien au régime en place sans apparaître, notamment dans la propagande du FPR/APR, comme un pays colonialiste, impérialiste et se voir attribuer d'autres qualificatifs déshonorants ? Les rebelles, de leur côté, bien encadrés par les Américains et les Anglais, vont s'employer à attaquer la France dans ce sens, si bien qu'elle se retrouve dans une position inconfortable sur le plan médiatique et sur le plan géopolitique.

Le chef d'état-major du président Mitterrand, le général Quesnot, et le chargé de mission à l'Élysée, Dominique Pin, expriment clairement les options qui restent ouvertes pour Paris dans leur note du 19 février 1993 : « La situation militaire reste très préoccupante. Le président Habyarimana a appelé ce matin. Il estime que l'engagement ougandais aux côtés du FPR est tel,

informations recoupées par ailleurs, que les forces rwandaises ne pourront pas tenir longtemps sur les lignes actuelles à proximité de Kigali. Il fait état de nombreuses exécutions de civils et craint que les massacres s'amplifient. Des témoignages dignes de foi confirment ces propos. Suite à votre demande et à vos indications, les mesures suivantes peuvent être envisagées :

1-L'évacuation des ressortissants dans les prochains jours si le FPR maintient son intention de s'emparer de la ville, le retrait de Noroit. Le pouvoir du président Habyarimana ne survivrait pas à ce départ et des règlements de compte ethniques sanglants s'ensuivraient. C'est l'échec de notre présence et de notre politique au Rwanda. Notre crédibilité sur le continent en souffrirait.

2-L'envoi immédiat d'au moins deux compagnies à Kigali dans le but de protéger effectivement nos ressortissants et tous les expatriés en cas d'arrivée brutale des troupes rebelles dans la capitale mais aussi d'adresser un signal clair au FPR afin de freiner ses appétits. Cette action, sans résoudre les problèmes de fond, permettrait de gagner du temps.

3-L'envoi d'un contingent plus important interdisant de fait la prise de Kigali par le FPR et rendant les unités rwandaises disponibles pour rétablir leurs positions au moins sur la ligne de cessez-le-feu antérieure. Cette dernière option nécessite à la fois une demande rwandaise précisant que le pays est victime d'une agression extérieure et la consultation des présidents Houphouët-Boigny, Abdou Diouf et Bongo. Elle aurait l'avantage de montrer notre détermination à ce que la crise rwandaise soit résolue par la seule voie politique. Cependant, elle serait le signal d'une implication quasi directe. Les options 2 ou 3 devraient être accompagnées d'explications sur notre position : défense des ressortissants et des autres expatriés, protection de la capitale

afin de limiter les massacres inter-ethniques, opposition à une solution autre que négociée. Dans l'immédiat, nous sommes partisans de la solution 2 qui, en cas d'échec, pourrait constituer une structure d'accueil de la solution 3. Ces deux solutions, accompagnées chacune d'une action diplomatique intense permettraient, au moment opportun, de se retirer dans des conditions plus dignes ».

Le secrétaire général à l'Élysée, Hubert Védrine, après consultation du président Mitterrand, confirme la deuxième option. Le général Quesnot adresse aussitôt une note au ministre de la Défense pour renforcer la présence militaire française au Rwanda. Alors qu'il permettait de faire apparaître le véritable rapport de force sur le terrain, l'appui de la France va devenir l'objet de polémiques et de débats ésotériques, y compris au sein du gouvernement et de la classe politique française. Les critiques ne porteront plus sur les faits et la compréhension des enjeux mais sur l'histoire coloniale de la France et son soutien à la « dictature » d'Habyarimana.

Ce hors sujet, fortement alimenté par des groupes de pression favorables à la politique extérieure américaine en Afrique, marque incontestablement le début du parti pris protutsi dans la crise rwandaise.

1 Cf. Lieutenant-colonel BEM R. Anthierens, « La guerre oubliée » in *Contact* (Revue de l'Institut Royal Supérieur de Défense), No 104, janvier 1996.

2 Ibid.

3 Ibid.

5. La naissance du parti pris pro-rebelles

Alors que la situation militaire est défavorable au président Habyarimana, une « commission internationale d'enquête » diligentée par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) publie un rapport sur « les violations des droits de l'Homme au Rwanda depuis le 1er octobre 1990 ». Ce rapport va complètement modifier l'image de l'intervention militaire française au Rwanda. Commandité et rédigé par des personnes qui se dévoileront comme des sympathisants ou des soutiens de la rébellion tutsi¹, il met gravement en cause le régime du président Habyarimana au sujet des violations des droits humains et de la guerre qui traumatisent le Rwanda. Pour la première fois, depuis le début du conflit, cette commission emploie le terme de « génocide » pour parler des crimes commis contre les populations tutsi du Rwanda et se montre particulièrement discrète quand il s'agit des crimes commis contre les Hutu.

Ceci est le point de départ d'une propagande institutionnelle de grande envergure au profit de la rébellion tutsi – à ne pas confondre avec les civils tutsi non armés – et qui sera diffusée sur le territoire français avec des dégâts considérables. Il faut rappeler que les incursions des rebelles sur le territoire rwandais à partir de l'Ouganda et les multiples actes de terrorisme qu'ils ont commis dans le pays ont créé une véritable psychose chez les populations rwandaises (Tutsi et Hutu confondus).

Il est également incontestable que des milices hutu créées par les caciques du pouvoir rwandais ont perpétré des actes de

violence et des massacres de populations civiles tant parmi les Hutu du Sud que chez les Tutsi pro-FPR.

Les forces armées rwandaises ont, elles aussi commis des exactions qui obligeront le gouvernement à prendre des sanctions contre les responsables de ces actes. Mais, à ce stade, pourquoi les crimes commis par les miliciens hutu et les exactions de certains éléments des forces armées rwandaises devraient être qualifiés de « génocide » et non ceux des rebelles tutsi visant essentiellement les Hutu proches du président Habyarimana ? Le mensonge dans le dossier rwandais se construira ainsi et s'internationalisera sur la base du rapport de commission internationale d'enquête.

Ce mensonge et surtout sa construction sont déjà à l'œuvre au cours de l'enquête proprement dite. C'est la FIDH elle-même qui nous en fait la meilleure démonstration. Dans une lettre du 16 janvier 1993 adressée au président Habyarimana et signée par tous les membres de la commission internationale d'enquête, les auteurs affirment : « Au terme d'une semaine de travail, la commission a entendu de nombreux témoignages soumis par des personnes qui appartiennent à toutes les composantes de la société rwandaise et de l'État rwandais. La commission poursuivra son travail jusqu'à son terme en maintenant cette ligne de conduite, gage de l'impartialité de ses conclusions. Elle tient toutefois à vous saisir dès à présent des préoccupations suivantes : deux membres de la commission, à leur retour d'une mission effectuée en commune de Kayove, le mardi 12 janvier, accompagnés d'un interprète, ont été arrêtés vers 19h00 au lieu dit Kanama par des individus qui avaient établi un barrage en travers de la piste. Ils se sont présentés comme faisant partie des Interahamwe, la milice du MRND, dont vous assumez par ailleurs la présidence. Ils étaient armés de machettes. Ils ont

procédé à la vérification des identités. S'étant rendu compte à cette occasion que notre interprète appartient à l'ethnie tutsi, ils lui ont demandé de sortir de la voiture pour laisser celle-ci poursuivre son chemin sans lui. Les délégués de la commission ont refusé. Après quinze minutes de discussion, ils ont finalement pu poursuivre leur route avec l'interprète. L'un des deux délégués comprend suffisamment le kinyarwanda pour avoir saisi que l'intention première des Interahamwe était de tuer l'interprète ».

Arrêtons-nous simplement sur les signataires de la lettre et le procédé de la FIDH. Au moins trois membres sur les dix qui composent la commission d'enquête sont pro-tutsi ou affichent une certaine sympathie pour ce groupe de la population rwandaise². Aucun membre de cette même commission n'est pro-Habyarimana. Il y a donc de fait à la base un problème d'équité et d'impartialité. La deuxième difficulté a justement trait à la prétendue « impartialité » que met en avant cette fameuse commission. Celle-ci admet avoir recruté un interprète tutsi dans ses rangs alors qu'elle mène une enquête concernant des violations des droits de l'Homme perpétrées à la fois contre des Tutsi et des Hutu et commises également par des Tutsi et des Hutu. Dans ce contexte, se reposer sur un interprète tutsi constitue-t-il réellement « un gage d'impartialité » ? Peut-on présumer que ledit interprète sera complètement au-dessus de tout soupçon concernant son groupe d'appartenance ?

On constate un autre biais, et non des moindres, s'agissant de la méthode d'investigation mise en œuvre ; la commission avertit en effet le lecteur dans l'introduction du rapport : « Pendant les journées de fouille, la commission était accompagnée d'un militaire qui avait été désigné par le ministre de la Défense. Pour une visite au bourgmestre de Kanzenze,

plusieurs membres de la commission ont été accompagnés d'un gendarme, qui n'a pas participé à l'entretien. Tous les membres de la commission ont passé une journée dans la zone contrôlée par le Front Patriotique Rwandais (FPR). Cette visite a été facilitée par des officiers du Groupe d'Observateurs Militaires Neutres (GOMN). Depuis leur départ de la ville de Kigali jusqu'à leur retour, les membres de la commission ont été accompagnés par des officiers et soldats du FPR, qui étaient présents pour presque tous les entretiens avec les civils qui habitent dans cette zone »³.

Comme on peut le constater, les gendarmes envoyés par le gouvernement n'assistent pas aux entretiens mais les soldats et les officiers de la rébellion tutsi eux, sont présents dans « presque tous les entretiens ». Quel crédit peut-on accorder à une enquête si déséquilibrée où les victimes des rebelles sont obligées de témoigner en présence de leurs bourreaux armés ? Il est étonnant que les autorités rwandaises, stigmatisées par les médias et la communauté internationale, laissent plus de liberté aux membres de la commission pour enquêter que ne le font les rebelles tutsi qui se disent « victimes » de la dictature d'Habyarimana. Bien que leur omniprésence lors des auditions soit particulièrement incongrue dans le cadre d'une enquête qui se veut impartiale et indépendante, les membres de la FIDH s'en sont apparemment accommodés.

Par « clairvoyance » ou par voyance, certains des membres de la commission internationale d'enquête ont adhéré très tôt et sans la moindre hésitation à l'idée que la milice Hutu (Interahamwe) manifestait déjà, devant les délégués de la FIDH, machette à la main, l'intention de commettre un « génocide ». Voilà comment l'acte de naissance du discours sur le « génocide tutsi » a été signé avant même que n'éclatent les événements

tragiques de 1994 au Rwanda.

Peu avant la sortie du fameux rapport, les services secrets français apprennent que la commission internationale d'enquête s'apprête à parler d'un « génocide tutsi ». D'ailleurs, une note de la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) datée du 18 février 1993 souligne à cet égard : « Si aucune preuve tangible n'a, à ce jour, été recueillie sur une "purification ethnique" et l'implication du pouvoir concernant cette dernière, le rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme sur le Rwanda, qui sera rendu public le 22 février, semble faire exception »⁴.

Nonobstant ces observations, les auteurs du rapport confirmeront l'existence d'une « purification ethnique » au Rwanda c'est-à-dire d'un « génocide » contre les Tutsi. Les médias s'en feront l'écho mais l'examen de la réalité restera, somme toute secondaire, voire inexistant sur certains aspects pourtant essentiels.

Au cœur de cette campagne partisane en gestation, on trouve surtout le rôle déterminant et la mise en scène magistrale du président de l'association Survie-France, Jean Carbonare. Militant de la rébellion tutsi et surtout membre de la « commission d'enquête internationale » sur les violations des droits de l'Homme au Rwanda, Jean Carbonare est décidé à provoquer un électrochoc dans l'opinion française et il va bien s'y prendre pour y parvenir. La fameuse commission a obtenu la possibilité de faire tourner un reportage au Rwanda pour la chaîne de télévision publique Antenne 2 (aujourd'hui France 2). Elle a aussi réussi à faire inviter Jean Carbonare au journal de 20h où il va jouer une des meilleures pièces de théâtre de sa vie devant des millions de téléspectateurs français. C'est ce jour-là que la propagande de la rébellion s'est incrustée dans l'opinion

publique française. Le 28 janvier 1993, Jean Carbonare est face au très apprécié présentateur de la chaîne : Bruno Masure.

Visage fermé, l'air grave, Jean Carbonare parle aux téléspectateurs français du Rwanda comme d'un pays gouverné par l'équivalent d'Adolf Hitler, pays où il n'a passé que quatorze jours mais dont il est revenu « traumatisé » à tout jamais. Cependant, le président de Survie n'est pas sur le plateau du 20h pour déplorer la crise qui ronge le Rwanda depuis 1990 ou pour s'inquiéter des exactions ou des crimes commis aussi bien par les rebelles tutsi que par les miliciens hutu ; il a déjà choisi son camp : celui des rebelles tutsi.

En une phrase chargée comme un fusil d'assaut, il mitraille : « On a parlé d'affrontement ethnique mais en réalité, il s'agit plus que d'affrontement ethnique. C'est une politique organisée que nous avons pu vérifier malheureusement. (...) On a parlé de purification ethnique, de génocide, de crime contre l'Humanité, dans le pré-rapport que notre commission a établi. Nous insistons beaucoup sur ces mots ». Le président de Survie-France s'installe dans son rôle et « crédibilise » son propos, d'autant plus qu'il est français : « Ce qui nous a frappé c'est l'implication du pouvoir. Tous les membres de la mission étaient convaincus du niveau très élevé du pouvoir où il y a une responsabilité très grande. Ce que je voudrais ajouter aussi c'est que notre pays qui supporte militairement et financièrement ce système a une responsabilité. Nous étions huit nationalités représentées dans cette commission, j'étais le représentant le plus inconfortable parce que je mesurais que notre pays peut, s'il le veut peser sur cette situation ».

Pour parfaire l'indignation qui monte chez le téléspectateur non averti, Jean Carbonare prend des exemples mais toujours d'un seul côté : « Toutes les femmes de la minorité tutsi voient leur mari, leurs frères, leur père tués. Elles sont ensuite comme

des bêtes, abandonnées, violées (...) et j'insiste, nous sommes responsables, vous aussi monsieur Masure, vous pouvez faire quelque chose, vous devez faire quelque chose ».

Mais les victimes des attaques de la rébellion tutsi ne méritent-elles pas l'intérêt des Français ? Pas un mot sur elles, pas une seule allusion. Jean Carbonare vient de livrer à la télévision française une version partisane et erronée des crimes qui se commettent au Rwanda. Après avoir arraché la compassion du présentateur, il étouffe un sanglot. La solennité de son appel à l'antenne avec la mise en scène de son indignation pour susciter l'émoi chez les Français, participe au jeu manipulateur de certaines organisations des droits de l'Homme dont Survie⁵.

En faisant croire qu'il est indigné en tant que Français du soutien de la France au régime d'Habyarimana, il sous-entend, avec les mots « génocide, crimes contre l'humanité », que la France participe à l'horreur et appuie les « nazis » qui sont au pouvoir à Kigali. Avec toute leur puissance évocatoire, ces mots ne peuvent laisser les Français indifférents. Néanmoins, le silence autour des massacres de la rébellion tutsi et l'absence de toute « émotion » pour les victimes d'attentats terroristes ou de l'invasion de 1990 ou encore des déplacés de guerre laisse dubitatif tout observateur sérieux.

Sur cet aspect du rapport, la carence des auteurs est-elle volontaire ou accidentelle ? Une analyse critique a été réalisée conjointement par le Premier ministre Dismas Nsengiyaremye, qui appartient à un parti d'opposition et par le président Habyarimana. Dans un document de sept pages, signé des deux hommes et intitulé : « déclaration du gouvernement rwandais relative au rapport final de la commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'Homme au Rwanda

depuis le 1er octobre 1990 », le président et le chef de gouvernement soulignent les faiblesses de l'enquête : « En effet, le dit rapport donne l'impression que les violations des droits de l'Homme au Rwanda ont été commises en dehors du contexte de la guerre. Il ne fait que glisser sur les violations des droits de l'Homme commises par le FPR en utilisant des formulations au conditionnel et en affirmant que les crimes commis par le FPR seraient le fait de "bandes irrégulières", car le FPR serait constitué d'unités bien "disciplinées et entraînées". En outre, la commission a omis de faire les vérifications auprès des personnes incriminées par son enquête. Enfin, le rapport de la commission donne l'impression que les violations des droits de l'Homme au Rwanda sont dirigées contre une ethnie. (...) Quant aux violations des droits commises par le FPR, la Commission Internationale d'Enquête ne pouvait pas faire toute la lumière sur la question. En effet, elle n'a passé que deux heures de temps dans la zone contrôlée par le FPR et a interrogé peu de témoins. Les témoignages ont par ailleurs été recueillis en présence des officiers du FPR ».

Quant à ce qui se passait dans les zones gouvernementales, le président Habyarimana lui-même et son Premier ministre reconnaissent toutefois leur responsabilité dans différents points soulevés par la commission : « Concernant les massacres et les atteintes diverses aux personnes et aux biens, le gouvernement reconnaît et regrette que de telles violations des droits de l'Homme aient eu lieu à Kibilira, dans la région Nord-Ouest du Rwanda pour le cas des Bagogwe, au Bugesera et partout ailleurs dans le pays où ont éclaté des troubles à caractère ethnique et/ou politique. Ces sinistres événements s'expliquent non seulement par le climat de psychose de la guerre, mais également par l'intolérance entre adhérents de certains partis politiques. Il

convient par conséquent de souligner que le gouvernement rwandais n'a jamais eu l'intention d'exterminer une quelconque ethnie. Cependant, la responsabilité du gouvernement rwandais se situe au niveau de la défaillance dont certaines autorités ont fait montre en n'assurant pas convenablement la sécurité des personnes et de leurs biens. Le gouvernement a reconnu cette responsabilité et s'est engagé à prendre des mesures appropriées à l'encontre de toutes les autorités qui ont failli à leur devoir d'assurer la sécurité de la population. Néanmoins, il convient de préciser que les éléments contenus dans le rapport de la Commission internationale d'enquête ne suffisent pas pour établir la responsabilité pénale des autorités citées comme responsables de ces violations des droits de l'Homme ».

En examinant rigoureusement les faits, il est indéniable que ce rapport est entaché de partialité. Lorsque l'on observe également tous les efforts entrepris jusque-là par la France auprès d'Habyarimana pour obtenir le cessez-le-feu, l'arrêt des hostilités, la poursuite des pourparlers avec les rebelles, la démocratisation du régime, la mise en place d'un gouvernement dirigé par l'opposition non armée, etc., on peut douter que ce soit là les méthodes les plus efficaces pour soutenir des « nazis » qui préparaient une « purification ethnique » au Rwanda. Si elle avait encouragé la répression, la torture et la radicalisation du régime contre les Tutsi, la France aurait au moins mérité les accusations de Jean Carbonare et ses témoignages sélectifs.

Mais au vu de ce qu'a été la diplomatie française depuis 1990 dans ce pays et en regardant de près en quoi a consisté réellement la présence militaire française au Rwanda, il semble incontestable que le fondateur de Survie-France a livré une version erronée de la situation prévalant sur le terrain.

Les médias et autres organisations non-gouvernementales

n'ont pas pris la peine d'examiner point par point les déclarations de Jean Carbonare. Ses propos, bien que partiels, ont été admis sans réserve, pendant que populations rwandaises (Hutu et Tutsi confondus) vivaient une situation chaque jour plus complexe et plus difficile à mesure que le cessez-le-feu était rompu et que les rebelles reprenaient les hostilités.

Au-delà des dénégations de l'association Survie-France sur son rôle partisan et celui de Jean Carbonare dans le dossier rwandais, nous nous sommes régulièrement posé la question de savoir si cet homme était un militant sincère, aveuglé par sa compassion pour les Tutsi, ou bien un intermédiaire peu scrupuleux ? L'écrivain et enquêteur Pierre Péan, au terme de son enquête, considère que Jean Carbonare « a plus fait pour la prise de pouvoir de Kagame que le général James Kabarebe, son plus proche collaborateur »⁶. L'association Survie s'en était indignée au point de qualifier les propos de Péan de « fables calomnieuses sur Jean Carbonare ». La défense acharnée du fondateur de Survie par ses militants est compréhensible mais elle ne peut pas gommer les faits.

Nous avons, pour notre part, obtenu la lettre de remerciements et de partenariat qui avait été chaleureusement adressée à Jean Carbonare par la rébellion tutsi et en particulier par le président de la République du Rwanda en personne, Pasteur Bizimungu, le 22 août 1994. Elle lève toute ambiguïté sur les relations entre Jean Carbonare et la rébellion dirigée par Paul Kagame : « Monsieur et cher ami, je voudrais profiter de votre expérience et des relations que vous avez tissées au cours de votre long passage en Afrique, pour vous demander de nous accompagner dans les moments particulièrement difficiles que nous traversons. Les propositions de coopération que vous pouvez nous suggérer seront accueillies très attentivement, et

nous les attendrons le plus rapidement possible. Ces missions seront conduites dans le cadre de notre gouvernement, et dans l'esprit de la politique que nous avons définie. Veuillez agréer Monsieur et cher ami, l'expression de ma très haute considération ». (voir annexe 2)

Le ton et la nature de cette lettre en disent long sur les rapports de proximité qui lient le président fondateur de Survie-France aux dirigeants de la rébellion tutsi, et ce depuis longtemps. Qui peut donc nier que le parti pris de Jean Carbonare lors de la publication du rapport de la commission indépendante d'enquête faisait écho à une alliance occulte avec la rébellion dont l'objectif ultime sera de renverser Habyarimana ? A ce titre, les positions de l'association Survie-France contre la politique française au Rwanda et sa défense acharnée des victimes tutsi au détriment des victimes françaises de l'attentat sont-elles innocentes et éloignées des positions de Paul Kagame et de Jean Carbonare ?

Des chercheurs indépendants devraient consacrer un peu de temps à creuser dans cette direction, ils y trouveraient certainement beaucoup de choses très intéressantes entre Survie et le régime tutsi du Rwanda actuel. En effet, toutes les prises de position de cette association françafricaine sur les événements du Rwanda et sa défense systématique des rebelles tutsi et des seules victimes tutsi prend racine dans ce « partenariat », ou coopération historique de Jean Carbonare avec la rébellion ougando-rwandaise.

C'est avec l'association Survie-France que s'est développée, depuis le début des années 90, cette forme imaginative et novatrice de la Françafrique où l'on sympathise, milite et pactise avec les mouvements rebelles africains pro-américains. On retrouvera Survie dans la défense de la rébellion ivoirienne

d'Alassane Ouattara (pro-américain), défense en partie basée sur des insultes contre le président Gbagbo, semblables à celles proférées contre Habyarimana⁷. On les retrouve également aux côtés des rebelles (pro-américains) du Darfour et du Sud-Soudan. Le pseudo-combat contre la Françafrique de Survie-France se fait en apparence au nom de pauvres Africains opprimés, mais en réalité dans le cadre d'intérêts géostratégiques et mercantiles aussi peu honorables que l'étaient ceux de la colonisation. Leur militantisme, en ce sens, est une escroquerie aux bons sentiments.

Revenons aux faits. Depuis le début de la guerre en 1990, personne n'a entendu parler de « purification ethnique » initiée par le régime Habyarimana. Certes, le régime souffre de corruption et de bien d'autres maux. Certains, par exemple, dans l'entourage du président, ont toujours confondu les affaires de l'État rwandais et leurs affaires personnelles. D'autres ont cru que le Rwanda s'arrêtait à la région natale du président de la République ou encore que tous les biens du Rwanda appartenaient uniquement à leur clan. Cette vision étriquée et clanique du pouvoir a causé du tort à l'ensemble des Hutu du Nord sous le règne d'Habyarimana, même si ce système convenait bien à certains Hutu proches de la famille présidentielle et à certains Tutsi qui bénéficiaient d'innombrables privilèges au sein du pouvoir hutu. Les uns et les autres l'ont servi et n'en ont tiré que des avantages, parfois considérables. Lorsqu'on affirme de façon péremptoire et indiscutable que Habyarimana préparait un génocide contre les Tutsi, il paraît cependant pertinent d'apporter quelques précisions sur la situation de Tutsi influents du régime Habyarimana.

Parmi ceux qui ont travaillé avec le chef de l'Etat rwandais, il faut citer : Valens Kajeguhakwa, homme d'affaires et financier

qui contrôlait le pétrole rwandais via sa société ERP (Entreprise Rwandaise de Pétrole) et principal actionnaire la banque (BACAR) dont il était également le président du conseil d'administration ; il y a ensuite un nombre important de ministres dont Andre Katarwa Ministre des transports et des télécommunications, directeur général d'ELECTROGAZ, Francois Habiyakare, ministre de la Fonction publique, Antoine Ntashamaje, ministre des relations institutionnelles et président du conseil d'État, Constante Cyubahiro, ministre de l'Enseignement supérieur et Ambroise Mulindangabo, ministre du Plan. On trouve également des fonctionnaires haut placés à l'instar de François Nshunguyinka, préfet de Gisenyi pendant plus de 10 ans et Augustin Maharangari, contrôleur du commerce extérieur et un nombre important de commerçants très influents comme Silas Majyambere, président de la chambre de commerce et de l'industrie du Rwanda, Asnapor Rwigira (tabac), Antoine Sebera (construction), Sisi Evariste (imprimerie), etc.

De tous ces Tutsi proches ou au cœur du pouvoir, aucun n'a affirmé avoir entendu ou vu un quelconque plan de « purification ethnique » ni avant 1990, ni même entre 1990 et 1993. Il est d'ailleurs très curieux que ni le gouvernement de l'opposition qui abritait en son sein des membres proches de la rébellion, ni les diplomates occidentaux présents à Kigali, ni les membres de la MINUAR au demeurant bien informés, ne se soient aperçus, même confusément, qu'une « purification ethnique » était en cours de préparation avant que n'intervienne cette commission d'enquête internationale.

De tous les documents consultés par nos soins dans les archives de l'ONU, ceux du ministère français de la Défense, ceux du Département d'État américain et ceux du Tribunal Pénal International, pas un seul rapport ou compte-rendu détaillé ne fait

état d'une quelconque « purification ethnique » en préparation ou en cours au Rwanda durant cette période.

D'ailleurs, les représentants de la rébellion tutsi n'en ont jamais fait état depuis le début des négociations de paix à Arusha. Il est surprenant qu'ils soient venus s'asseoir autour d'une table pour négocier le partage du pouvoir avec un régime qui concoctait déjà un projet diabolique d'extermination des Tutsi. Si les dirigeants du FPR ont accepté de discuter avec le régime Habyarimana tout en sachant que ce régime était sur le point d'exterminer les Tutsi, alors il se sont montrés d'un extrême cynisme et se sont rendus complices d'un projet criminel. Il est évident que si un tel projet était vraiment en préparation, les rebelles du FPR/APR se seraient empressés de brandir cette information pour que le monde entier sache, dès ce moment, ce que préparait Habyarimana. Eux qui cherchaient de multiples prétextes pour relancer la guerre, n'auraient pas laissé échapper un tel argument pour déclencher une énorme campagne internationale et justifier une guerre totale contre Habyarimana.

Qui peut croire qu'un projet de « génocide » dans le petit Rwanda a pu échapper à la vigilance de tous les meilleurs agents des services de renseignement occidentaux et aux diplomates chevronnés qui étaient présents à Kigali entre 1990 et 1994 ? Qui peut imaginer que le président Habyarimana, qui gouvernait désormais avec l'opposition dont plusieurs membres étaient proches de la rébellion, a pu dissimuler un projet de « génocide » sans que, ni les traîtres de son propre camp, ni ses opposants associés à la gestion des affaires de l'État ne s'en aperçoivent ?

Nous allons revenir plus tard sur les preuves avancées de cette « purification ethnique » pour comprendre les contradictions de cette affaire et mettre en évidence sa

construction devant le TPIR.

A l'époque, malgré la campagne mensongère déclenchée par la commission d'enquête internationale, à Paris on reste préoccupé par la guerre qui ne cesse de progresser et par le risque d'instabilité à l'échelle régionale. Isolée et suspectée, la France doit faire face, seule, au danger que les rebelles tutsi et les miliciens hutu font peser sur le Rwanda.

Le général Quesnot et Dominique Pin rédigent une note le 23 février 1993 au président Mitterrand : « Le Front Patriotique Rwandais (FPR), avec l'aide du président ougandais Museveni, est sur le point d'obtenir une victoire politico-militaire au Rwanda. Un cessez-le-feu a été accepté officiellement tant par le gouvernement rwandais que par le FPR mais sur le terrain, les combats continuent. La victoire de l'ethnie tutsi qui dirige le FPR amènerait sans aucun doute un sursaut ethnique hutu dont les conséquences pourraient être dramatiques. Déjà, dans les zones occupées par les rebelles, de nombreuses exécutions de civils auraient été commises. Le Rwanda compte aujourd'hui près de 600 000 personnes déplacées à cause des combats. Cependant, face à la détermination et à la puissance du FPR, soutenu par l'Ouganda, notre stratégie d'appui aux forces armées rwandaises n'apparaît plus suffisante. Cette situation nous place devant des choix difficiles.

Dans le domaine militaire : quatre types d'action sont envisageables.

-Partir : après l'évacuation de nos ressortissants et le retrait de nos troupes, le président Habyarimana ne devrait pas pouvoir rester à la tête de l'État. Notre départ serait interprété comme l'échec de notre politique au Rwanda. On pourrait assister à la constitution d'un axe Tutsi Kampala-Kigali-Bujumbura.

-Maintenir le dispositif au niveau actuel et attendre : cela

permettrait de retarder l'évacuation de nos ressortissants sous réserve que le FPR ne décide pas de pénétrer militairement dans Kigali. C'est un choix qui maintient une certaine ambiguïté sur notre détermination, ambiguïté qui peut paraître temporairement souhaitable.

-Intervenir fortement en soutien à l'armée rwandaise : il s'agit de renverser le rapport de forces en accentuant notre aide à l'armée rwandaise par un apport logistique puissant et une implication de conseillers et d'artillerie à hauteur de notre détermination. Nous serions présents et actifs dans les zones d'opérations, mais nous ne participerions pas directement aux combats.

-Intervenir fortement et directement avec nos forces : ce choix techniquement possible, ne peut être envisagé que si nous avons des preuves irréfutables d'une intervention militaire ougandaise directe, ce qui n'est pas le cas actuellement ».

A la différence du général Quesnot et de Dominique Pin, qui souhaitent maintenir l'armée française au front malgré l'avancée des rebelles, le ministre de la Défense, Pierre Joxe, veut plutôt arrêter les frais. Il ne croit plus, ni au sursaut, ni à la résurrection d'une armée rwandaise affaiblie et moribonde et est lucide sur l'inévitable défaite militaire du président Habyarimana.

Dans sa note du 26 février 1993 au président Mitterrand, il dit : « Je reste préoccupé par notre position au Rwanda et par le rôle dans lequel nos 690 militaires peuvent se trouver entraînés, car l'armée rwandaise, de fait, ne se bat plus guère. Il y a en ce moment 900 000 réfugiés dormant pratiquement en plein air entre les lignes du FPR et Kigali. Leur seule présence est un facteur de trouble sérieux, et, bientôt, de situations incontrôlables. Je vois mal le FPR renoncer à une victoire si proche et qui n'appelle sans doute même pas une offensive

générale de sa part. Je ne vois pas non plus comment faire revenir Museveni à de meilleurs sentiments car nous n'avons pas sur lui de moyens de pressions importants.

Quant à Habyarimana, l'envoi de deux compagnies supplémentaires, après beaucoup d'autres démonstrations de soutien, fait qu'il se sent à présent l'un des dirigeants africains les mieux protégés de la France. Ce n'est pas la meilleure façon de l'amener à faire les concessions nécessaires. Or, il est, par son intransigeance politique, et par son incapacité à mobiliser sa propre armée, largement responsable du fiasco actuel. Si le FPR reprend son avance, nos soldats peuvent, au bout de quelques heures, se retrouver face aux rebelles. Le seul moyen de pression un peu fort qui nous reste, l'intervention directe étant exclue, me semble l'éventualité de notre désengagement : présentée à Habyarimana comme une menace, elle peut l'amener à assouplir ses positions ; présentée à Museveni et au FPR comme une réponse possible à leurs propres concessions, elle pourrait les faire renoncer à une victoire militaire au profit de la seule victoire politique ».

La constatation que fait le ministre français de la Défense est juste mais ses observations concernant les concessions d'Habyarimana et de Museveni puis du FPR sont plus discutables. Son analyse se fonde en effet uniquement sur le rapport de force sur le terrain. Il est clair que pour renverser cette situation sur le plan militaire, il n'y a que deux possibilités : soit un affrontement direct entre l'armée française et les rebelles tutsi, soit un appui militaire français plus important à l'armée rwandaise et surtout, supérieur aux capacités des rebelles afin qu'ils ne puissent accéder au pouvoir par les armes. Si d'aventure la France décidait de choisir cette option, elle courrait alors le risque d'être sévèrement critiquée dans tout le continent

africain et par tous les « anticolonialistes ». De plus, elle outrepasserait son propre mandat de coopération militaire et s'écarterait de sa position officielle qui est la « protection de ses ressortissants » au Rwanda. D'un point de vue diplomatique et médiatique, l'option militaire présente aussi beaucoup de difficultés pour la France.

Néanmoins, le ministre français de la Défense n'a pas suffisamment pris en compte la bataille géopolitique dans laquelle son pays se trouve dorénavant impliqué. Son analyse semble minorer l'offensive anglo-américaine dans la région qui explique la qualité de l'armement des rebelles et justifie l'agressivité dont ils font preuve pour aboutir à leur unique objectif : prendre le pouvoir par la force.

D'ailleurs, Pierre Joxe considère lui-même la victoire politico-militaire du FPR/APR comme inéluctable. Il semble balayer d'un revers de main tous les efforts faits, jusque-là, par la France, pour empêcher l'embrasement militaire général et pondérer les ambitions du FPR/APR qui reste, somme toute, un mouvement totalitaire peu soucieux des aspirations démocratiques du peuple rwandais dans son ensemble.

Le retrait de l'armée française qu'envisage à ce stade le ministre de la Défense est donc la signature d'un échec de la politique française au Rwanda.

Enfin, il faut noter que si Habyarimana avait déjà fait beaucoup de concessions, le FPR/APR n'en avait fait aucune, Museveni et Kagame n'attendant qu'une seule chose : le départ de l'armée française pour se débarrasser d'Habyarimana et de ses proches et prendre le pouvoir par les armes. A la différence de monsieur Joxe, la position du général Quesnot pour obtenir la paix semble, à ce moment-là, plus ambitieuse puisqu'elle prévoit de modifier le rapport de forces sur le terrain militaire pour

contraindre un groupe déterminé à faire la guerre à envisager sérieusement une issue politique au conflit.

Ceux qui ne vont cesser de présenter la France comme le soutien inconditionnel du régime rwandais ignorent manifestement qu'au sein même du gouvernement français, les positions ne sont ni univoques ni unanimes. Nous allons y revenir à propos de « l'opération Turquoise ».

Ces divergences internes à la France, accentuées avec la cohabitation à partir de 1994, ne seront pas tout à fait sans lien avec le fait que la guerre du Rwanda, telle qu'elle se profile, n'est plus à proprement parler un conflit entre Habyarimana et la rébellion ; elle recouvre une bataille secrète entre la France et les Anglo-américains. En effet, si les rebelles tutsi renversent le président hutu Juvénal Habyarimana, c'est l'influence de la France qui va reculer en Afrique francophone au profit de celle des Anglo-américains, d'autant que ces derniers ne souhaitent pas s'arrêter au Rwanda. Ils cherchent à conquérir les minerais du Congo et le pétrole du Golfe de Guinée.

Pour s'en convaincre, il suffit de se remettre en mémoire les déclarations de George Moose, sous-secrétaire d'État américain, qui déclare devant le Sénat en 1993 : « Nous devons assurer notre accès aux immenses ressources naturelles de l'Afrique, un continent qui renferme 78% des réserves mondiales de chrome, 89% de platine et 59% de cobalt ». Deux ans après, c'est le secrétaire d'État au commerce Ron Brown qui précise les enjeux de cette bataille pour s'accaparer les ressources du continent africain. Le ton est sans équivoque : « Les Américains vont tenir la dragée haute aux partenaires traditionnels de l'Afrique, à commencer par la France. Nous ne laisserons plus l'Afrique aux Européens ». Citons aussi le rapport au titre particulièrement explicite : « African Oil : a priority for US national security and

african development » (« Le pétrole africain : une priorité pour la sécurité nationale américaine et le développement de l'Afrique »), publié en mai 2001.

Dans ce contexte, le Rwanda constitue donc pour les États-Unis une excellente porte d'entrée dans cette région très convoitée qu'est l'Afrique Centrale. Face à cette situation, la France doit continuer à lutter, non seulement pour préserver le processus de démocratisation qu'elle a encouragé au Rwanda, mais aussi pour veiller au maintien de la paix et de la stabilité dans la région ainsi qu'à son influence sur le plan international. C'est la ligne politique que défendra François Mitterrand malgré les critiques et l'isolement de son pays. Certains ont essayé de minimiser ou de relativiser la dimension géopolitique du dossier rwandais mais il constitue bien l'épicentre de la politique étrangère de Washington au cours de cette période en Afrique⁸.

Il faut dire aussi que la mauvaise foi de certains chercheurs, fascinés ou obsédés par le discours sur le « génocide », les empêchera de regarder la crise du Rwanda dans toute sa complexité et son historicité. Beaucoup se contenteront de la version imposée sur le génocide pour ne pas voir la réalité ou avoir à critiquer la realpolitik américaine.

Le 24 février 1993, après la tenue d'un Conseil des ministres restreint à Paris, il est décidé que la bataille diplomatique doit se poursuivre. La France reprend l'initiative en envoyant à nouveau le ministre de la Coopération, Marcel Debarge, en mission au Rwanda et en Ouganda. Les autorités françaises adressent aussi une lettre au secrétaire général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali, pour demander la présence d'observateurs internationaux le long de la frontière avec l'Ouganda. Du 27 février au 1er mars 1993, Marcel Debarge effectue son déplacement et rencontre successivement le chef de l'État rwandais, le Premier ministre et

d'autres membres du gouvernement. Il découvre, lors de sa visite, que les rebelles continuent leur progression sur le terrain et qu'ils ne sont plus qu'à 25 kilomètres de la capitale rwandaise. Il se rend également compte que l'armée hutu d'Habyarimana est tellement minée par les divisions qu'elle n'a pas la motivation suffisante pour combattre énergiquement et collectivement contre les rebelles. Il constate enfin que les rebelles poussent les populations civiles à la fuite pour mieux asphyxier la ville de Kigali.

Près d'un million de personnes déplacées et désemparées se trouvent donc aux portes de la capitale. Obligé de visiter un de ces camps de déplacés, le ministre français mesure alors l'étendue du désastre qui s'annonce dans le pays. Kigali est devenu le dernier bastion de la résistance aux rebelles du fait de la présence militaire française dans la ville.

Lors de ce voyage, monsieur Debarge découvre surtout un président Habyarimana fatigué et complètement dépassé par la situation. Il n'y a plus de communication franche entre lui et son Premier ministre mais tous les politiques s'accommodent bien de la présence militaire française qui rassure autant les Hutu du pouvoir que ceux de l'opposition. Ces derniers sont avant tout occupés à se préparer en vue de l'éventuel départ du pouvoir d'Habyarimana et ne s'interrogent que modérément sur le type de régime qui lui succédera.

Les Hutu de l'opposition, tactiquement liés au FPR/APR, croient naïvement qu'ils finiront, pour le moins, par devenir une troisième force politique entre Habyarimana et la rébellion, voire qu'ils formeront l'essentiel du nouveau régime. Leur appréciation des véritables enjeux est, à ce moment-là, très restrictive. Ils sont loin de comprendre que les rebelles n'ont pas investi dans la guerre, les massacres, la terreur, et l'occupation

d'une partie du territoire rwandais depuis trois ans, pour au final se contenter de laisser les « Hutu modérés » gouverner.

Tout le problème de la France en cette période cruciale est qu'elle a défendu des acteurs politiques rwandais prisonniers de leurs querelles régionales et de leurs dissensions internes, ce qui se révélera un handicap sérieux pour tout ce qui va se produire par la suite. Hutu du pouvoir et Hutu de l'opposition ne facilitent pas du tout la tâche aux Français qui les assistent pendant cette période délicate ; les efforts diplomatiques et militaires entrepris par Paris risquent finalement d'être réduits à néant s'ils persistent dans leur conflit régional et dans leurs contentieux politiques historiques.

Conscient du danger, Marcel Debarge en appelle au bon sens de tous et tente de mettre les uns et les autres face à leurs responsabilités. Il recommande un front uni contre la rébellion car, souligne-t-il, si cette dernière venait à l'emporter, elle installera « un régime totalitaire » au Rwanda⁹. L'opposition ne semble pas en mesure de le comprendre... Du côté de la rébellion, c'est tout le contraire. La ligne dure du chef militaire, Paul Kagame, l'emporte sur toute autre position au sein du mouvement. Il n'accepte ni dissension ni opposition quant à l'application de son agenda politico-militaire.

Déterminé à ne pas abandonner le volet de la diplomatie, le ministre français se rend immédiatement en Ouganda où il rencontre pendant deux heures le président Museveni. Celui-ci ne cache pas son hostilité envers le président Habyarimana et envers la présence militaire française à Kigali. Il promet néanmoins, au cours de cet échange, de dissuader les rebelles de continuer les combats. Il affirme soutenir la reprise du dialogue entre le gouvernement rwandais et les rebelles. En vérité, le président ougandais n'a que faire des négociations et de la

diplomatie. Sa seule préoccupation est que les rebelles prennent le pouvoir au Rwanda. Sachant qu'ils sont prêts du but, pourquoi donc s'encombrer de discussions sur la paix, le cessez-le-feu et le partage du pouvoir ?

A son retour à Paris, Marcel Debarge fait un compte rendu de sa mission lors d'un Conseil des ministres restreint le 3 mars 1993. Choqué par l'immobilisme et l'indifférence de la communauté internationale devant l'attitude de Museveni qui soutient les rebelles, la guerre et la déstabilisation du Rwanda, le président Mitterrand s'exclame, excédé : « Il faut passer la main à l'ONU. C'est incroyable, un pays agresse un autre et on ne bouge pas ! ».

L'atmosphère est particulièrement lourde lors de ce conseil. Mitterrand, très malade, veut en finir avec cette situation qui risque d'entraîner tout le pays dans une spirale de violence infernale. Il suggère : « Il faut nous dégager, mais en passant par les Nations Unies. Nous ne devons pas nous retirer comme cela. C'est au Quai d'Orsay d'assurer très vite le relais. Est-ce possible ? Il faut faire la soudure, retarder l'avancée des Ougandais. Il y a urgence d'obtenir une décision de Boutros Ghali. Nos soldats peuvent se transformer en soldats des Nations Unies, mais pas eux seuls. Il faut agir très rapidement, en deux ou trois jours »¹⁰.

Le chef de l'État français lutte contre le temps pour retarder les échéances : celles de sa maladie et du désastre au Rwanda.

1 Cf. Péan, Pierre, *Noires fureurs blancs menteurs*, Paris, Mille et une nuits, 2005.

2 Jean Carbonare a été président de Survie-France de 1988 à 1994 et conseiller politique de Pasteur Bizimungu et de Paul Kagame après la prise de pouvoir du FPR/APR ; Eric Gillet, avocat au barreau de Bruxelles, a régulièrement ignoré les crimes du FPR pour n'évoquer et s'appesantir que sur les crimes imputables au régime Habyarimana ; Alison Desforges a été expert du Procureur au TPIR et a introduit de faux documents pour y faire accuser les Hutu.

3 Cf. Rapport de la Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'Homme au Rwanda depuis le 1er octobre 1990, 7-21 janvier 1993, p.11

4 Document d'analyse de la DGSE No 18149/N disponible dans les archives de l'Élysée sur le dossier Rwanda.

5 Pour ceux qui souhaitent lire le parcours trouble de ce sinistre personnage, il peuvent se référer utilement au livre de Pierre Péan « Noires fureurs, blancs menteurs ».

6 Cf. Péan, Pierre, *Op. Cit.*, p.133.

7 Cf. Onana, Charles, *Côte d'Ivoire : le coup d'État*, Paris, Dubois, 2011, 416p.

8 Même le rapport de la mission parlementaire française a évité d'examiner sérieusement ce volet en se contentant de dire simplement qu'il y a pas eu de complot américain dans les Grands Lacs. Il est certains que cette position du rapport parlementaire est le fruit d'un savant compromis politique entre parlementaires de sensibilités diverses sur le rapport entre Paris et Washington.

9 Vingt ans après avoir développé cette analyse, les faits ont donné raison au ministre français. Tous les Hutu et certains Tutsi qui avaient suivi les rebelles ont déchanté. Les uns ont quitté le Rwanda, d'autres ont été, soit emprisonnés soit assassinés.

10 Notes du Secrétaire général à la présidence, monsieur Hubert Védrine.

6. La France au milieu des dissensions

Au début du mois de janvier 1993, les positions côté rebelles et dans le camp présidentiel restent figées. Comme les premiers rompent régulièrement le cessez-le-feu, le président Habyarimana n'accorde plus de crédit au discours de ses adversaires et le dialogue devient difficile. Néanmoins, les négociations reprennent le 25 janvier en Tanzanie.

A la fin des pourparlers, un premier bilan est fait au président rwandais par le ministre de la Défense, James Gasana, chef de la délégation gouvernementale. Dans un rapport confidentiel du 15 février 1993, celui-ci affirme : « Pour le FPR, la satisfaction de ses inquiétudes en matière de sécurité constituait un préalable à la poursuite des négociations. Le facilitateur et les observateurs, de leur côté, ont qualifié de préoccupante cette situation d'insécurité qui porte atteinte aux droits de l'Homme. La délégation du gouvernement, par souci de flexibilité et de voir démarrer les négociations sur l'intégration des combattants du FPR au sein de l'armée rwandaise, a accepté de discuter de ces questions bien qu'elles ne figuraient pas initialement à l'ordre du jour. Les demandes du FPR au titre des garanties pour qu'à l'avenir les violences ne se répètent plus sont les suivantes : 1. la révocation de tous les préfets des régions où des massacres ont eu lieu, la révocation des bourgmestres et sous-préfets des mêmes régions, 2. la mise en application immédiate des mesures recommandées par la commission nationale d'évaluation et d'assainissement de l'administration

centrale, 3. le transfert de la gendarmerie du ministère de la Défense aux services du Premier ministre, 4. le retrait des troupes françaises, 5. l'assainissement des services des Parquets par le Premier ministre, 6. l'appel à l'assistance extérieure pour renforcer les services judiciaires, 7. le démantèlement des escadrons de la mort, 8. la mise en place d'une commission d'observateurs externes ayant pour mission la vérification de la mise en application des mesures proposées par le FPR ».

Il est important de souligner que l'une des divergences fondamentales entre les rebelles et le président Habyarimana porte sur le retrait de l'armée française. Faire du retrait de l'armée française une condition non négociable dans les discussions de paix montre clairement que le FPR considère cette présence comme le principal obstacle à sa logique de guerre et à sa stratégie de prendre le pouvoir par les armes.

James Gasana mène, dans son rapport, une analyse claire sur l'avenir des négociations de paix et fait des recommandations à son gouvernement. Il propose notamment que les Rwandais sortent de leurs querelles intestines qui handicapent à la fois les relations harmonieuses qui devraient exister entre le président et son gouvernement mais aussi entre le Rwanda et ses principaux soutiens parmi lesquels la France.

Il s'interroge enfin sur la crédibilité des accords de paix dans le contexte de provocations permanentes de la part du FPR : « Alors que les deux parties sont avancées dans les négociations en vue de la signature de l'accord de paix, l'esprit de réconciliation manque encore. La preuve en est ces attaques meurtrières que vient de déclencher le FPR ainsi que les atrocités infligées aux populations civiles innocentes. Comment concilier la signature prochaine de l'accord de paix avec ces attaques du FPR ? Comment avoir confiance dans le FPR qui viole l'accord

de cessez-le-feu au moment où il prêche le respect des résultats acquis lors des précédents rounds de négociations de paix ? Comment ne pas penser que le FPR veut cacher derrière les négociations son plan de faire des avancées progressives en vue d'arriver à Kigali pour prendre le pouvoir par la force ?

Cette réflexion faite vis-à-vis du FPR devrait aussi être faite vis-à-vis du gouvernement rwandais. Comment en effet le FPR, composé essentiellement de Tutsi, peut-il espérer faire rentrer ces derniers pour vivre en sécurité au Rwanda lorsque le petit paysan tutsi, sur la colline, est pourchassé ou tué parce qu'un protocole d'accord négocié à Arusha n'a pas donné satisfaction ? Du côté du gouvernement, nous devons avoir le courage de faire une critique objective de certains comportements, que ce soit au niveau des incohérences et de la mésentente au sein du gouvernement, que ce soit au niveau de la violation des droits de l'Homme ».

Selon James Gasana, « compte tenu des considérations et observations ci-dessus, la délégation du gouvernement aux négociations d'Arusha recommande ce qui suit :

-Eviter d'étaler à l'extérieur les incohérences et les divergences au sein du gouvernement car le FPR les exploite à son compte et s'y appuie pour dicter ses exigences. La seule façon de couper cet appui que nous donnons peut-être inconsciemment au FPR est de chercher une solution concertée au sein du gouvernement et ne défendre que celle-là.

-Le bon développement des contacts entre le président de la République et le Premier ministre tel que concrétisé par leurs récentes déclarations concertées devrait être suivi de démarches pour que ce climat d'entente se reflète dans les milieux politiques et au sein de la population pour les questions engageant l'avenir du pays ».

Ces sages suggestions de James Gasana ne seront jamais sérieusement prises en considération à un moment où les dirigeants politiques rwandais semblent bien plus préoccupés par leurs ambitions personnelles, leurs querelles régionales et le souci d'évincer Juvénal Habyarimana du pouvoir que par l'avenir de leur pays.

Le 10 juin 1993, le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération, Boniface Ngulinzira, écrit au président Habyarimana pour lui rendre compte du bilan des négociations. Le FPR, constitué essentiellement de Tutsi, veut prendre quasiment tout le contrôle de l'armée : « Une autre question – la plus importante dans les négociations sur l'armée – qui a fait l'objet de discussions et qui fait encore l'objet de consultations au plus haut niveau par les soins du facilitateur, porte sur les proportions. En date du 31 mai 1993, le facilitateur a donné une proposition de proportions accordant aux deux parties, respectivement une fourchette de 35 à 40% et de 60 à 65%. Les deux parties reprennent les négociations sur cette question le 11 juin 1993. La visite du Premier ministre tanzanien au Rwanda en date du 7 juin 1993 a permis d'amener les deux parties à rentrer dans la fourchette proposée par le facilitateur et à dégager un accord sur le rapport 40-60% pour l'armée comme pour la gendarmerie ».

Le FPR exige les mêmes pourcentages dans les services de renseignement et de sécurité de l'État : « Le FPR demande cependant que les modalités de sa participation aux services de sûreté de l'État soient exprimées en termes de proportions, ou alors, que cette participation puisse apparaître clairement à travers une structure des services de sûreté de l'État, élargie et décidée à Arusha. Pour sa part, la délégation du gouvernement fait observer qu'après avoir accepté le principe de l'évaluation et

de l'assainissement des services de renseignement intérieur et extérieur par le Gouvernement de Transition à Base Elargie et d'ouvrir ces services aux éléments du FPR, elle ne peut pas accepter l'idée de décider à Arusha d'une structure élargie de ces services, alors que cet exercice concerne l'organisation des services de l'État qui est la compétence du Premier ministre qui, selon l'article 18 du Protocole d'accord du 30 octobre 1992, "fixe les attributions et les compétences des ministres et secrétaires d'État et détermine la nature et la compétence des services placés sous leur autorité" ».

La teneur des négociations politiques montre que le FPR est de plus en plus envahissant et cherche à pousser le régime d'Habyarimana vers la sortie. Il faut dire que le chef de l'État rwandais est, pendant ces négociations, politiquement désavantagé. C'est à lui que l'on demande toutes sortes de concessions et strictement aucune à ses adversaires. En réalité, les négociations sont menées par un gouvernement qui est certes issu de l'opposition non armée mais dont certains membres sont très proches de la rébellion.

Le chef de l'État rwandais ne peut que constater que ses doléances sont pratiquement absentes dans les discussions mais que les positions des rebelles sont, elles, constamment retenues et validées. En clair, ses intérêts comme ceux d'une partie de la population ne sont pas défendus, ce qui l'amène à penser que le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères travaillent étroitement avec les rebelles. Ainsi, dans une note du 14 janvier 1993 que le chargé de mission à l'Élysée, monsieur Dominique Pin, adresse à François Mitterrand, il rapporte que Juvénal Habyarimana « a l'impression d'avoir été floué et que l'on prépare son éviction ».

Cette situation crée une grande tension entre le président

Habyarimana et plusieurs membres du gouvernement dont le Premier ministre en personne, Dismas Nsengiyaremye. Ce dernier adresse d'ailleurs une lettre très virulente, datée du 6 juin 1993, au chef de l'État rwandais dans laquelle il le critique ouvertement et lui reproche de refuser « de signer les accords de paix d'Arusha » et de vouloir « entraîner la démission du gouvernement actuel, mettre en place un gouvernement belliciste » à sa dévotion et « provoquer la reprise des hostilités ». Le ton employé dans cette lettre montre clairement que les rapports entre le président Habyarimana et son Premier ministre sont exécrables. Une partie de l'opposition rwandaise et surtout quelques Hutu du Sud, mobilisés contre le chef de l'État, ont cru naïvement que le changement allait s'opérer en leur faveur et qu'ils allaient maîtriser ou grandement influencer le cours des événements.

Au sein du parti MDR, parti du Premier ministre Dismas Nsengiyaremye, les leaders se déchirent donc pour le poste de Premier ministre et même celui de (futur) président de la République. Faustin Twagiramungu, proche du FPR, multiplie les intrigues pour prendre la place de son camarade Dismas Nsengiyaremye mais aussi celle du président Habyarimana. Il entre même en opposition frontale avec son principal rival Dismas Nsengiyaremye¹.

Les rebelles peuvent se réjouir. Ils ont besoin de la coopération de tous ces Hutu anti-Habyarimana dans leur projet de déstabilisation du régime mais pas de leur présence à la tête du pays. Les « Hutu modérés » ou pro-FPR auront l'occasion de l'apprendre, à leurs dépens, plus tard. En fait, les opposants hutu à Habyarimana, malgré la légitimité et le bien-fondé de leurs critiques envers le régime, n'avaient pas encore compris que le « partage du pouvoir » qui se négociait en leur présence et même

avec leur appui s'opérerait finalement entre les mains de la seule rébellion tutsi et en particulier au profit de son aile la plus dure représentée par Paul Kagame. Ceux qui décelaient quelques signaux ou indices prémonitoires d'une dictature FPR croyaient tout de même qu'ils pourraient modifier l'agenda des rebelles ou que la communauté internationale se chargerait de tempérer les velléités dominatrices et dictatoriales de ses protégés. Ils commirent là une grave erreur d'analyse.

Face à la position conquérante des rebelles tutsi, le pouvoir du président rwandais s'amenuise et le poids de l'opposition non armée diminue. L'on s'achemine progressivement vers la solution souhaitée par Paul Kagame : la guerre.

Et la France se retrouvera bien impuissante à empêcher que les événements prennent cette tournure. Sa politique au Rwanda n'a jamais été aussi délicate qu'en cette année 1993 où les rebelles sont extrêmement déterminés à renverser le président Juvénal Habyarimana. Non seulement ils disposent déjà d'un bataillon de six cents hommes armés, stationnés au parlement rwandais, auquel il faut ajouter des centaines d'infiltrés à l'intérieur de la capitale, mais ils exercent aussi une forte pression militaire aux portes de Kigali. Ils parfont en quelque sorte un « plan tenailles » autour de Kigali pour étrangler le régime rwandais de manière à ce que celui-ci ne trouve aucun échappatoire à la guerre qu'ils préparent depuis longtemps.

Pour consolider leur position sur le terrain, les rebelles se disent disposés à poursuivre les négociations avec le gouvernement rwandais et signent même avec lui un protocole d'accord sur le partage du pouvoir. En agissant ainsi, ils masquent leur objectif final et dissimulent également leur particularisme ethnique exacerbé en feignant, devant les caméras, de s'ouvrir aux Hutu. Pendant les pourparlers de paix,

les rebelles tutsi choisissent de mettre en avant un Hutu, le colonel Alexis Kanyarengwe², qui a été nommé président du Front Patriotique Rwandais, la branche politique de la rébellion armée dirigée par Paul Kagame. Il est souvent accompagné par les Tutsi proches de Kagame tels Patrick Mazimpaka ou Tito Rutaremara qui détiennent le vrai pouvoir au sein du mouvement politique. Le rôle d'Alexis Kanyarengwe à la tête du FPR est purement symbolique, utilitaire et médiatique. C'est la caution hutu qui gomme le caractère ethno-fasciste du FPR. Quant à l'opposition non armée, elle est aussi représentée par des Hutu du Sud, à travers le premier ministre Dismas Nsengiyaremye.

Dans ces conditions, on peut dire que toutes les discussions politiques se déroulent en réalité entre les Hutu de l'opposition armée et non armée et les Hutu du camp présidentiel. Bizarrement, ce surprenant schéma n'a manifestement pas interpellé la majorité des observateurs ou des négociateurs dans un conflit politico-militaire où le problème des réfugiés tutsi avait été présenté comme étant la base du conflit.

En réalité, même si tous les négociateurs, comme les facilitateurs et les observateurs, savent pertinemment que Paul Kagame prend toutes les décisions tant sur le plan politique que militaire, ils semblent s'accommoder de cette stratégie du chef des rebelles qui lui permet de faire croire à la communauté internationale que son mouvement est ouvert aux Hutu et aucunement discriminatoire. Kagame a aussi besoin de ces alliés objectifs que sont les Hutu opposés à Habyarimana pour parvenir à ses fins car ils sont pour lui autant de relais au sein du pouvoir politique et militaire. Peu importe, au final, qu'ils soient du Nord ou du Sud, tant que les Hutu, avec leurs dissensions, servent les intérêts de la rébellion, et quitte à les nommer, virtuellement ou provisoirement, à des fonctions importantes.

Tous ces Hutu vont donc servir volontairement ou opportunément non pas le Rwanda mais la rébellion. Ils ne se rendront compte que trop tard de la duperie, lorsqu'ils seront contraints à l'exil après avoir rendu de bons et loyaux services au FPR/APR.

Pendant les pourparlers de Dar-Es-Salaam, les rebelles et la délégation gouvernementale finissent donc par s'entendre sur quelques principes : effectivité d'un cessez-le-feu, arrêt des hostilités et protection des déplacés de guerre. Sur la pression de Paul Kagame, les deux parties signent surtout un document confidentiel exigeant le départ des troupes françaises du Rwanda. Ce document dit précisément :

« En application de l'article II.6 de l'accord de cessez-le-feu de N'Sele tel qu'amendé à Arusha le 12 juillet 1992, le gouvernement rwandais et le front patriotique rwandais se sont mis d'accord sur le calendrier suivant de retrait des troupes françaises et sur d'autres principes de la manière ci-après :

- Les troupes françaises présentes au Rwanda depuis le 9 février 1993 devront se retirer du pays à partir du 17 mars 1993 dans un délai de 8 jours.

- Le reste des troupes françaises présentes au Rwanda avant le 9 février 1993 (deux compagnies) devront être cantonnées à Kigali à partir du 17 mars 1993 jusqu'à leur remplacement par une force internationale neutre convenue de commun accord entre les deux parties.

- Le FPR sera préalablement informé de toute intervention à caractère humanitaire devant être effectuée par cette force sur le front ou dans la zone occupée par le FPR.

- Le présent calendrier sera porté officiellement à la connaissance du gouvernement français au moyen d'une lettre qui lui sera adressée par le gouvernement rwandais et dont le

FPR sera informé avant la reprise des négociations ; ceci constitue une condition préalable à cette reprise.

- Les parties se sont convenues que le gouvernement rwandais prendra contact avec les pays susceptibles de fournir la force internationale appelée à remplacer les troupes françaises dont il est question au point 2. ci-dessus. Ces pays feront l'objet d'un commun accord entre les deux parties. Fait à Dar-Es-Salaam en cinq originaux le 7 mars 1993. »

Comme on peut le remarquer, ce document sert exclusivement les intérêts de la rébellion, pressée de voir l'armée française quitter le pays afin d'accélérer la chute d'Habyarimana. Comme la présence française est le seul facteur susceptible d'empêcher les rebelles de s'emparer du pouvoir par les armes, ils se sont employés patiemment et remarquablement à obtenir son départ, notamment en convaincant leurs « alliés » hutu de la nécessité d'un tel retrait

Face à cette nouvelle situation, la France est plutôt divisée. Il y a ceux qui, à l'instar du général Quesnot ou de Bruno Delaye, conseiller à la présidence de la République, estiment qu'il faut tenir et imposer le respect de la présence française à Kigali et ceux qui, comme le sénateur socialiste Guy Penne, pensent, au contraire, qu'il est grand temps de faire machine arrière. Il est évident que le document confidentiel cité ci-dessus est un dilemme pour Paris.

Dans sa note du 9 mars 1993 au président Mitterrand, Bruno Delaye est très explicite : « Le dispositif de l'accord entre le gouvernement rwandais et le FPR n'offre pas de garanties sérieuses en ce qui concerne le contrôle du retrait du FPR (les observateurs de l'OUA ne valent rien) et ne prévoit pas la mise en place d'une force d'interposition entre les deux armées, comme nous l'aurions souhaité. Néanmoins, à partir du moment

où le gouvernement rwandais accepte ces dispositions, il est difficile pour nous de ne pas nous y ranger ».

Au regard de la position adoptée par les rebelles, cet accord est à la fois suicidaire pour le gouvernement et pour le régime Habyarimana. Il ouvre, de fait, la voie du pouvoir à la rébellion qui dispose d'une puissance de feu largement supérieure aux forces armées rwandaises. La position de la France devient intenable. Peut-elle à la fois empêcher la guerre et freiner l'offensive des rebelles, appuyés par la coalition anglo-américaine, tout en sauvant le processus démocratique et son image au Rwanda ? Au vu de la réalité, cette mission est quasiment impossible. Il faut ajouter à cela un autre paramètre : la cohabitation politique entre le président socialiste François Mitterrand et le nouveau Premier ministre libéral Edouard Balladur, qui ne va pas simplifier les choses. Dans cette nouvelle configuration, la politique étrangère de la France sera aussi tributaire des enjeux de politique intérieure.

En effet, pendant que les Rwandais s'embourbent dans leur conflit interne, les Français, eux, changent de majorité à l'Assemblée nationale. La droite a obtenu 472 sièges sur les 577 que compte l'assemblée lors du scrutin des 21 et 28 mars 1993. Le 29 mars 1993, le président Mitterrand, contraint de se séparer de Pierre Bérégovoy en poste à Matignon depuis avril 1992, nomme Edouard Balladur Premier ministre.

Le nouveau chef du gouvernement n'est pas venu pour appliquer la politique des socialistes mais plutôt celle des libéraux. Il n'est donc pas anormal qu'il ait quelques divergences avec François Mitterrand sur le traitement de la crise du Rwanda. De plus, monsieur Balladur a lui aussi des ambitions présidentielles et ces arrières-pensées politiques vont avoir quelques répercussions sur sa gestion de la crise rwandaise. Il

apparaît probable qu'il se montrera plus prudent et ne prendra pas les mêmes risques que le président Mitterrand en fin de mandat.

Avant la nomination de monsieur Balladur, la crise rwandaise était déjà dans une phase critique, notamment à cause de l'intransigeance idéologique des rebelles, de la myopie de l'opposition gouvernementale rwandaise et de l'absence d'imagination et de la mauvaise gestion du camp présidentiel. Les intérêts des uns et des autres étant à proprement parler inconciliables, le rapport partisan de la prétendue Commission d'enquête indépendante a contribué à dégrader un climat déjà bien délétère. En effet, la campagne médiatique organisée autour de ce rapport déjà très partisan, n'a fait qu'amplifier encore les critiques contre le régime d'Habyarimana.

Les premières conséquences ne tardent pas. Peu après la publication dudit rapport, la Belgique rappelle son ambassadeur en poste à Kigali pour consultation et annonce qu'elle va reconsidérer sa coopération avec le Rwanda. La presse belge exulte. Si elle dénonce « la responsabilité du président rwandais » dans les massacres de civils et s'interroge sur la présence militaire française à Kigali, elle se garde bien d'exprimer la moindre critique ou la moindre interrogation quant aux attaques répétées des rebelles contre les populations civiles du Rwanda. Pas d'indignation non plus au sujet de la situation des déplacés et des blessés de guerre créée par la rébellion. Certains observateurs commencent à réaliser que le seul but de ce rapport a été d'accentuer les récriminations contre Juvénal Habyarimana mais aussi contre la France. Cet objectif sera manifestement atteint.

Lorsque le débat sur le Rwanda s'ouvre le 10 mars 1993 au Conseil de sécurité de l'ONU, l'OUA exprime des inquiétudes

sur la politique de la France au Rwanda. A cette occasion, Paris dépose un projet de résolution demandant le déploiement d'une force de contrôle le long de la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda. Ce projet soulève immédiatement l'opposition des Africains et de la Grande-Bretagne. L'onde de choc du rapport sur les violations des droits de l'Homme se propage jusque dans les couloirs de l'ONU. Si les critiques fusent sur la présence militaire française à Kigali, il n'y a quasiment aucune question sur l'action militaire des rebelles, ni sur le rôle de leurs principaux soutiens. Il est pourtant évident que mener une guerre pendant trois ans contre un État nécessite un soutien logistique et financier conséquent.

La question est donc simple : qui arme les rebelles et dans quel but ? Pourquoi ce conflit se prolonge-t-il et pourquoi, malgré les efforts déployés ici et là, a-t-on l'impression que la situation devient inextricable ? Personne ne s'aventure à poser ces questions élémentaires qui permettraient d'avoir une vision claire des vrais enjeux de ce conflit. La seule préoccupation imminente est donc celle de l'intervention française au Rwanda. Même les dirigeants africains, généralement conciliants avec la France, commencent à hésiter. Analystes et journalistes sont comme obsédés par le régime Habyarimana et le soutien qu'il reçoit de la France, et semblent complètement oublier qu'il existe un autre belligérant. Toute compréhension des intérêts réels des acteurs impliqués devient dès lors impossible.

Dans cette même journée du 10 mars, un conseil des ministres restreint est organisé à l'Élysée. François Mitterrand, interpellé par les accusations d'exactions contre l'armée gouvernementale rwandaise, demande que soit convoqué au Quai d'Orsay l'ambassadeur du Rwanda pour avoir une explication sur ce fameux rapport de la FIDH. Il veut manifestement

s'assurer que ceux qu'il soutient ne versent pas dans l'arbitraire et l'horreur comme les médias et le rapport de la commission d'enquête semblent le soutenir.

L'ambassadeur du Rwanda à Paris, Jean-Marie Vianey Ndagijimana, se rend effectivement au Quai d'Orsay et y explique que si certaines observations portées contre le gouvernement sont fondées, il ne peut en aucun cas être tenu pour seul responsable des violations des droits de l'Homme au Rwanda. Il souligne notamment l'absence d'enquête sur les violations des droits humains dont se seraient rendus coupables les rebelles dans les zones placées sous leur contrôle.

Deux jours après cette rencontre, le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 812 qui décide de l'envoi d'une force d'observation du cessez-le-feu au Rwanda. La résolution n'exige cependant pas le départ des troupes françaises de Kigali, ce qui provoque des manifestations de joie auprès des populations qui soutiennent le chef de l'État rwandais car pour elles, l'armée française est devenue la seule garantie de sécurité à Kigali. A Paris, l'inquiétude persiste malgré tout. Lors d'un nouveau conseil des ministres restreint le 17 mars, François Mitterrand décide du retrait d'une compagnie de parachutistes du Rwanda. Le général Quesnot suggère de maintenir ou de renforcer, malgré le retrait, l'assistance militaire française au président Habyarimana. François Mitterrand s'y oppose et souligne qu'il ne faut pas que certains tirent prétexte de cette assistance pour soutenir une quelconque « mauvaise foi de la France ». Le 20 mars 1993, une compagnie de parachutistes français quitte effectivement le Rwanda. Il reste finalement moins de quatre cents soldats français sur place.

Au cours du conseil des ministres restreint du 24 mars, le président Mitterrand décide à nouveau du retrait d'une autre

compagnie de parachutistes français. A cette occasion, l'amiral Lanxade rappelle qu'il est très important, avant le départ des troupes françaises, de positionner des observateurs neutres en surveillance le long de la frontière rwando-ougandaise. Il affirme que « la seule menace de cette mise en place d'observateurs a fait que Museveni a retiré des unités ougandaises du Rwanda ». Le lendemain, les autorités françaises transmettent au Conseil de sécurité des documents prouvant l'implication directe de l'Ouganda dans la guerre au Rwanda.

Pendant ce temps, les rebelles se réorganisent sur le plan militaire. Ils gagnent du temps à travers les négociations politiques interminables et violent systématiquement tous les accords qu'ils signent avec le gouvernement rwandais. L'escalade de la violence semble inévitable.

Le 1er avril, le nouveau gouvernement français dirigé par Edouard Balladur est déjà en place. Un conseil des ministres restreint est prévu le lendemain. Dans la réunion préparatoire interministérielle qui se tient au Quai d'Orsay et présidée par le Secrétaire général de la présidence de la République, Hubert Védrine, le dossier du Rwanda est à nouveau ouvert.

Sur le plan militaire, les participants constatent : que les rebelles tutsi ne respectent pas le retrait envisagé de leurs troupes des lignes conquises depuis leur attaque du 7 et 8 février ; qu'ils continuent d'être approvisionnés en armes et en munitions depuis l'Ouganda et qu'ils s'apprêtent à reprendre immédiatement les hostilités ; que le groupe des observateurs africains placés sur la zone tampon n'est pas efficace puisque les rebelles reçoivent toujours l'appui logistique de l'Ouganda ; qu'en dehors de la combativité de quelques unités, la plupart des soldats de l'armée rwandaise sont démotivés et incapables de résister à une nouvelle offensive rebelle.

Toutes les analyses montrent aussi, à ce moment-là, que la coalition des forces politiques qui soutiennent le président Habyarimana est en train de voler en éclats. Le président a lui-même abandonné la direction de son parti (MRND) et tandis que ses concessions apparaissent comme inacceptables aux yeux des plus radicaux, elles sont jugées comme toujours insuffisantes par les rebelles et leurs partisans. Ainsi, Habyarimana a bien accepté d'intégrer des rebelles à hauteur de 25% dans l'armée nationale rwandaise mais ces derniers veulent constituer 45% des effectifs totaux. Le constat général est que les partenaires occidentaux de la France, principalement les Britanniques et les Américains, comme d'ailleurs les Africains, ne veulent pas s'impliquer davantage pour sauver la paix et la démocratie au Rwanda.

Dès l'installation du nouveau gouvernement à Paris, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'entretient avec son homologue britannique, Douglas Hurd, à propos de la dégradation de la situation militaire sur le terrain. Il espère obtenir un franc soutien des Britanniques pour empêcher le désastre. Le 2 avril 1993, lors d'un conseil des ministres restreint, le nouveau Premier ministre, Edouard Balladur, propose de renforcer le dispositif militaire français en envoyant 1 000 hommes supplémentaires à Kigali. Le président Mitterrand, quant à lui, rappelle que la situation devient complexe et que toute action conduite par la France risque désormais d'être mal interprétée, d'autant qu'un accord entre le gouvernement et les rebelles exige déjà son départ du Rwanda.

En outre, l'accord de coopération militaire liant la France au Rwanda stipule que Paris ne peut intervenir qu'en cas d'agression extérieure mais pas en cas de conflit tribal. Or, souligne Mitterrand, « ici, c'est mélangé car il y a aussi le problème Hutu-Tutsi ». Certes, ceux qui mènent les attaques

contre le Rwanda appartiennent bien à une armée étrangère (Ouganda) mais ils sont en même temps une composante de la population rwandaise (Tutsi). Mitterrand accepte néanmoins de renforcer les troupes stationnées à Kigali.

Un communiqué du Quai d'Orsay est aussitôt diffusé : « Devant l'urgence de la situation, la France entreprend des démarches auprès du secrétaire général de l'ONU et des pays les plus impliqués dans la recherche d'une solution pacifique, pour attirer leur attention sur les risques de violence au Rwanda. Elle en appelle aux parties, notamment au FPR, dont la position à Arusha est intransigeante, pour qu'elles témoignent de leur volonté d'arriver à une solution négociée de la crise ».

Les rebelles n'apprécient pas cette initiative et maintiennent leurs positions sur le terrain. Ils critiquent sévèrement la présence militaire française au Rwanda et plongent à nouveau les négociations de paix dans l'impasse. Ils multiplient notamment les obstacles pour empêcher le déploiement des observateurs de l'ONU sur la fameuse frontière rwando-ougandaise. Finalement, Museveni accepte le principe d'un déploiement d'observateurs mais continue de nier tout soutien militaire aux rebelles. Sur le terrain, chacun note que l'arrivée des observateurs inquiète à la fois l'Ouganda et les rebelles tutsi. Pourquoi les rebelles et le président Museveni se comportent-ils de la sorte s'ils n'ont rien à craindre ?

De son côté, l'ONU lance un appel aux donateurs pour récolter près de 78 millions de dollars devant servir à protéger les 900 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire rwandais à cause de la guerre. La descente aux enfers se précise et il est clair que la France ne pourra pas, seule, sauver la paix de plus en plus menacée au Rwanda.

1 Dans un document daté du 1er septembre 1993 et adressé à l'IDC, le 1er vice-président du MDR, Dismas Nsengiyaremye accuse Faustin Twagiramungu en ces termes : « Le 16 juillet 1993, le gouvernement dirigé par le Dr Dismas Nsengiyaremye fut renversé suite à une alliance contre-nature entre Faustin Twagiramungu (président du MDR) et le président de la République. Cette manœuvre aboutit à la mise en place d'un gouvernement de transition dirigé par Agathe Uwilingiyimana, gouvernement sans aucun appui populaire mais à la dévotion du président de la République. Comme il s'agissait d'une action de haute trahison envers le parti, le bureau politique du MDR décida de la suspension de Twagiramungu... ».

2 Alexis Kanyarengwe est un Hutu du Nord, qui a joué un rôle clef dans le coup d'État de 1973 contre le président Kayibanda (Hutu du Sud) par lequel Habyarimana arrive au pouvoir. Il devient alors le numéro 2 du régime mais, suite à des dissensions entre les deux hommes, Kanyarengwe tente de renverser Habyarimana. Le coup échoue et il se réfugie pour une décennie en Tanzanie avant de rejoindre, dès 1990, les rangs du FPR en Ouganda.

7. Le rôle ambigu de la Libye

Dès la première attaque des rebelles tutsi en octobre 1990, le soutien de l'Ouganda leur est complètement acquis et demeurera visible sur le terrain jusqu'à la fin de la guerre. Un autre soutien plus discret et moins logique en apparence apparaît au fil du temps : celui de la Libye.

Dans sa note du 16 octobre 1990 au chef de l'État français, Jean-Christophe Mitterrand signale que des membres des services spéciaux libyens ont été vus avec les rebelles tutsi et qu'ils font « partie d'un corps très organisé et "dur" ». Cette information est également confirmée par les services secrets français et notamment la DGSE. Mais quel lien y a-t-il entre les rebelles tutsi soutenus par Washington et la Libye du colonel Kadhafi et que font les services spéciaux libyens aux côtés des rebelles alors que le colonel Kadhafi semble également entretenir des relations cordiales avec le président Habyarimana ?

Au fur et à mesure que se profile la déstabilisation du Rwanda, les choses deviennent de plus en plus complexes, en particulier pour des raisons géopolitiques. Le lien entre la Libye et les rebelles tutsi tient d'abord au fait que Museveni et le colonel Kadhafi entretiennent aussi de très bonnes relations mais surtout, au fait que le guide libyen a un problème avec la France qui agit désormais aux côtés du chef de l'État rwandais, Juvenal Habyarimana.

Pour bien comprendre l'origine de ce contentieux, il faut remonter quelques années en arrière. En 1983, plusieurs unités

des forces armées libyennes franchissent la frontière tchadienne (dans le Nord du pays), appuyant des rebelles tchadiens dans le dessein de renverser le président en exercice au Tchad, Hissène Habré. Ni les États-Unis, ni la France n'apprécient alors cette initiative, qui décide le président Mitterrand à envoyer des troupes françaises au Tchad à travers l'Opération Manta (1983-1984) pour empêcher cette action de déstabilisation. Moins de deux mois après, la France et les États-Unis décident de fournir une aide militaire (armes et munitions) au président Habré pour faire face à la menace libyenne. Le front se stabilise et le régime libyen n'atteint pas son objectif.

La Libye réitère son initiative agressive en 1986 et franchit le 16e parallèle qui avait été établi comme une zone de non-agression. Une nouvelle fois, la France vient à la rescousse du régime tchadien en envoyant des troupes sur place : c'est l'Opération Epervier. Au mois d'août 1987, les soldats d'Hissène Habré et quelques éléments des services de renseignement tchadiens, appuyés par les Français de la DGSE, les Américains de la CIA et les Israéliens du MOSSAD, s'emparent de la base aérienne de Ouadi Doum, occupée par 5 000 soldats de la Jamahiriya Arabe Libyenne.

Hissène Habré reprend une partie de son territoire et inflige le 5 septembre 1987, cette fois sans l'aide des Occidentaux, une cuisante défaite aux troupes libyennes. Près de 1 000 soldats libyens sont tués et environ 300 sont capturés par les Tchadiens. Pour le colonel Kadhafi, c'est un affront impardonnable ! Il ne supporte pas cet échec ni l'humiliation infligée à ses soldats mais l'acharnement des Tchadiens à défendre leur territoire le contraint à accepter finalement un cessez-le-feu avec le Tchad en mars 1988. Cet épisode, qui a profondément choqué le colonel Kadhafi, fait naître sa volonté de vengeance envers la France.

C'est ainsi qu'il va voir dans la rébellion tutsi l'instrument et le moyen de faire payer à la France son soutien militaire au Tchad.

Dans un premier temps, les informations restent assez imprécises sur le type de soutien que la Libye apporte aux rebelles tutsi. Mais, à mesure que les attaques rebelles se multiplient sur le territoire rwandais, des informations s'accumulent et se vérifient, montrant que des armes libyennes ou à destination de la Libye sont bien utilisées par les hommes de Paul Kagame.

C'est d'abord le président Habyarimana qui, dans un entretien avec l'ambassadeur de France le 16 octobre 1990, fait état d'informations reçues de ses propres services de renseignement sur la présence de trois avions libyens à l'aéroport de Kampala et qui transporteraient des armes et des munitions à destination de la rébellion. Alors que les supputations sur l'implication libyenne se précisent, le colonel Kadhafi est accueilli le 23 octobre à Kampala par Yoweri Museveni. Le président Habyarimana s'en inquiète et évoque à nouveau le sujet avec l'ambassadeur de France Georges Martres dans leur rencontre du 25 octobre. Il constate que le guide libyen est venu avec plusieurs avions cargos qui sont stationnés à l'aéroport d'Entebe. « Quel sens donnez-vous à cette visite du colonel Kadhafi et à tous ces avions libyens à Kampala ? », demande le chef de l'État rwandais à l'ambassadeur de France. Ce dernier lui répond que la France suit tout cela avec beaucoup d'attention mais que s'il apparaissait que la Libye devait s'impliquer davantage dans le conflit rwandais, la France pourrait réévaluer son engagement en fonction de ce nouveau paramètre.

A Tripoli, le colonel Kadhafi évite de s'exprimer sur la crise rwandaise mais les médias libyens rapportent régulièrement des informations sur la situation qui prévaut sur le terrain.

Officiellement, la Libye ne veut pas apparaître comme un adversaire du Rwanda car le président Habyarimana n'a jamais exprimé la moindre hostilité à l'encontre du guide libyen. D'ailleurs, le président rwandais a été accueilli à Tripoli en août 1991 lors de l'inauguration officielle de la grande rivière artificielle, au terme d'un chantier lancé par le colonel Kadhafi.

En outre, à la demande du colonel Kadhafi, Habyarimana est intervenu personnellement auprès des présidents zaïrois Mobutu et kenyan Moï pour faciliter les négociations sur la libération des soldats libyens emprisonnés au Tchad pendant la guerre tchadolibyenne décrite plus haut. Le colonel Kadhafi avait également demandé au président rwandais d'intervenir en sa faveur auprès des autorités françaises dans l'affaire du DC10 d'UTA.

Pour rappel, il s'agit d'un attentat qui avait été commis contre l'avion de la compagnie UTA, de type 772, le 17 mars 1989 au dessus du désert du Ténéré (Niger) alors qu'il était à destination de Paris Charles de Gaulle. Kadhafi avait été à l'époque accusé dans cet attentat même si, en réalité, il n'en était pas le responsable¹. Habyarimana entretenait donc de bonnes relations avec le colonel libyen et le chef de la sécurité présidentielle rwandaise, le colonel Elie Sagatwa, se rendait régulièrement à Tripoli.

Mais sur l'échiquier politique et diplomatique, il semble que le guide libyen menait un double ou triple jeu, en affichant certes des relations tout à fait cordiales et normalisées avec le régime rwandais, mais en conduisant parallèlement des actions secrètes contre ce même régime via la fourniture d'armes et de munitions aux rebelles tutsi qui cherchaient à renverser Habyarimana depuis l'Ouganda.

Apparemment, la Libye a commencé à soutenir très tôt la rébellion tutsi via l'Ouganda, avant même l'attaque de 1990.

C'est l'ambassadeur de Belgique à Ottawa (Canada) qui le révèle aux autorités de Bruxelles dans un rapport très détaillé du 16 juillet 1987, trois ans avant l'attaque de l'APR/FPR contre le régime d'Habyarimana.

« Sous toute réserve et pour votre information, dit le diplomate belge, je vous transmets ci-après les renseignements reçus ce jour par ma collaboratrice et dont j'ai fait part à notre attaché militaire à Washington. Un visiteur canadien anglophone, d'aspect inquiétant, disant s'appeler captain Sheldon Zack, est venu de sa propre initiative annoncer qu'il était chargé par le président ougandais personnellement, de recruter 300 mercenaires canadiens et américains expérimentés pour entraîner les contingents tutsi en vue d'une invasion du Rwanda. L'intéressé prétend devoir retourner dans trois mois environ en Ouganda pour faire un premier rapport sur le recrutement. Zack motive ces révélations à l'ambassade de Belgique à Ottawa par le fait qu'après avoir accepté cette mission, il aurait appris les intentions des "envahisseurs musulmans Tutsi" de tuer non seulement les chrétiens hutu mais aussi les citoyens belges au Rwanda car les Tutsi considèrent que le gouvernement belge a aidé les Hutu à les renverser. Ils manifesteraient une volonté décidée de massacrer nos concitoyens ».

D'après Sheldon Zack, cité par l'ambassadeur belge, le colonel Kadhafi et le chef de l'État ougandais, Yoweri Museveni, seraient les parrains de cette opération dans la perspective de créer un vaste État islamique réunissant l'Ouganda, le Rwanda, et le Burundi. Un avion C-130 ou Antonov aurait quitté Tripoli en février ou mars 1986, volant à très basse altitude au-dessus de la Libye et du Soudan, pour finalement atterrir en Ouganda et y déposer des armes. Zack aurait participé au déchargement des armes contenues dans cet avion. Il y aurait eu précisément : 10

énormes caisses de matériel dont 5 portant des inscriptions en arabe. Ces caisses auraient contenu des fusils AK47, des RPG, des grenades, des Kalachnikov, etc. L'avion aurait ensuite décollé en suivant le même plan de vol pour le retour à Tripoli. Toutes ces armes auraient été stockées dans un souterrain de Kampala en attendant la date d'invasion.

L'ambassadeur belge dira : « Ces informations me paraissent mériter d'être relayées dans le contexte de la radicalisation anticléricale d'inspiration libyenne existant actuellement au Burundi tout en émettant de sérieuses réserves pour les motifs suivants : les imprécisions quant aux dates exactes de la livraison d'armes ».

La seule véritable raison pour laquelle la Libye s'est engagée aux côtés des Américains pour appuyer la rébellion tutsi, tient au fait qu'elle était farouchement opposée à la France et entendait participer à son affaiblissement géopolitique en Afrique Centrale. En revanche, particulièrement choqué par l'attentat du 6 avril dans lequel le président Habyarimana trouvera la mort, le colonel Kadhafi mettra alors un terme à son soutien pro-tutsi.

1 Cf. Péan, Pierre, *Manipulations africaines. Qui sont les vrais coupables de l'attentat du vol UTA 772 ?*, Paris, Plon, 2001, 290p.

8. La guerre et le chaos se préparent

La campagne médiatique internationale qui se déclenche autour de la guerre et des massacres contre les populations civiles au Rwanda en avril 1994, ignore quasiment les réalités internes qui prévalent avant cette tragédie. Tout ce qui précède les massacres du Rwanda a été largement occulté pour se focaliser uniquement sur le « génocide », plus « vendable » sur le plan politique et médiatique. Certains ont ainsi délibérément écarté tous les efforts réalisés au niveau européen et même à l'ONU pour éviter la guerre et les massacres.

En effet, la reconnaissance de ces efforts met en difficulté le discours officiel sur le « génocide » et le prétendu héroïsme des rebelles pour y mettre un terme. Rappelons que le discours officiel vise avant tout à dissimuler ce que fut réellement le comportement de la rébellion tutsi au moment crucial des négociations de paix : attaques répétées contre les civils, multiples attentats terroristes, assassinats ciblés de responsables politiques rwandais... Tout cela ne doit pas faire l'objet d'investigations ni de procédures judiciaires. En martelant le discours sur le génocide, certains s'évertuent encore aujourd'hui à dissimuler le comportement de la rébellion tutsi pour amplifier et exagérer les manquements du régime Habyarimana, que l'on s'apprêtait d'ailleurs à sacrifier.

Une chose est au moins certaine, le basculement tragique de l'histoire politique du Rwanda ne peut se comprendre sans évoquer, même brièvement, la crispation politique entre les

rebelles tutsi et les Hutu proches d'Habyarimana ainsi que l'obstination de cette même rébellion à poursuivre la guerre qu'elle avait déclenchée et entretenue depuis 1990. S'attelant entièrement à sa victoire militaire sur le régime Habyarimana, la rébellion tutsi a décidé de rompre avec le processus de paix tout en feignant croire aux négociations d'Arusha. Ce double jeu des rebelles a renforcé la position de ceux, parmi les Hutu, qui doutaient, depuis le début, de la bonne foi de cette rébellion dirigée par Paul Kagame. L'intransigeance des deux camps a ainsi barré définitivement la route aux partisans de la paix. C'était précisément là ce que recherchaient les rebelles tutsi qui s'apprêtaient à prendre tout le pouvoir au Rwanda par la force.

La période qui précède l'apocalypse au Rwanda est donc indispensable à la juste analyse des faits ; elle comprend notamment les appels à la retenue lancés par la France et certains responsables politiques belges ainsi que par le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali. Elle met en évidence la surdité d'une partie de la « communauté internationale » face aux mises en garde des acteurs belges et français sur l'intransigeance de la rébellion.

Tout ce qui pouvait conduire à éviter la guerre et les massacres a été largement ignoré par une partie de cette même « communauté internationale » qui avait déjà décidé de réserver la victoire militaire au FPR/APR. Pour éviter que ce véritable objectif n'apparaisse au grand jour, un consensus sera par la suite organisé autour du discours sur le « génocide tutsi » afin d'éviter que chercheurs et enquêteurs ne se préoccupent des crimes commis par toutes les parties et par tous les belligérants.

Or, en examinant l'évolution de la situation politique interne, les efforts diplomatiques et les avertissements des Européens, la situation militaire et humanitaire, l'action de l'ONU et des pays

africains, on peut aisément comprendre pourquoi des groupes d'intérêt se déploient aujourd'hui encore avec rage pour défendre la version officielle du « génocide tutsi ». On peut aussi saisir pourquoi il existe aujourd'hui en Europe une profonde réticence à accepter le débat contradictoire sur les événements du Rwanda.

Pourtant, ce débat demeure nécessaire à la manifestation de la vérité.

Les rebelles poursuivent la guerre et des Hutu se radicalisent

Depuis le début de la guerre en 1990, des pressions de toutes sortes sont exercées sur Habyarimana. La France, l'Europe, l'ONU et même les États-Unis n'ont cessé de le pousser à faire des concessions aux rebelles tutsi. Il a ouvert le pays au multipartisme, il a accepté de négocier avec les rebelles et même de partager le pouvoir avec eux. Néanmoins, les appels incessants du président rwandais à arrêter la guerre et les offensives militaires n'ont jamais été, ni entendus, ni acceptés par tous ceux qui voulaient le renverser. Les mêmes pressions n'ont, évidemment, jamais été exercées sur la rébellion tutsi, du fait très probablement qu'elle était soutenue par les États-Unis, la Grande-Bretagne et par Israël. Face à ces trois puissances, qui allait prendre le risque de tempérer les rebelles dans leur ascension et dans leurs exactions ? Seules quelques petites voix sans grand écho vont s'élever en Europe.

Efforts diplomatiques et mises en garde

Il n'est pas plus objectif de prétendre aujourd'hui que le monde a été surpris par le génocide en 1994 que d'affirmer qu'il

était évident que le président Habyarimana préparait un « génocide ». Que se passe-t-il donc au Rwanda et en Europe dès le mois de janvier 1993 ?

Le 25 janvier précisément, la Coopération politique européenne diffuse un communiqué en ces termes : « la Communauté des États membres se félicite de ce que, conformément aux dispositions pertinentes de l'accord de cessez-le-feu d'Arusha du 12 juillet 1992, le gouvernement rwandais et le Front Patriotique Rwandais aient conclu un protocole d'accord sur le partage du pouvoir pendant la période de transition. Ils estiment que cette étape importante dans les négociations politiques devrait conduire rapidement, dans l'intérêt du peuple rwandais et de toute la sous-région mais aussi d'une coopération internationale fructueuse, au rétablissement de la paix et de la sécurité ainsi qu'au retour des déplacés de guerre sur les terres dont ils ont été chassés. Le progrès ainsi réalisé devra également ouvrir la voie vers la réconciliation du peuple rwandais, l'organisation dans un délai rapproché d'élections libres et le renforcement de la démocratie au Rwanda ».

La fin de ce communiqué est très intéressante car elle montre clairement que ce beau programme est, soit un hymne d'encouragement, sans conviction, à la paix, soit une posture de diplomates peu enclins à parler des sujets qui fâchent. En effet, le premier point important concerne « les déplacés de guerre » majoritairement Hutu dont on s'abstient de dire qu'ils sont la résultante des attaques des rebelles tutsi et qu'il est difficile pour ces populations de revenir sur leurs terres déjà occupées par les troupes de l'APR/FPR ou les réfugiés tutsi rentrés dans leur sillage.

Le second point est que la réconciliation du peuple rwandais ne peut figurer à l'ordre du jour tant que les rebelles continuent

de commettre des atrocités dans la partie nord du pays et que la « communauté internationale » ferme les yeux sur ce que vit la majorité silencieuse durant les offensives militaires de l'APR/FPR.

Les meurtres de Tutsi à l'intérieur du Rwanda par des milices hutu contribuent certes à alimenter la tension entre Rwandais, mais servent aussi de prétextes à la rébellion pour continuer la guerre. Une spirale infernale étant ainsi enclenchée, il est difficile de croire à un quelconque apaisement. Tant que les rebelles continuent à terroriser les populations, les milices hutu poursuivent, de leurs côté, des actions de vengeance et propagent la haine contre les civils tutsi dans les collines. L'absence de critiques contre les rebelles fait progressivement office de blanc-seing envers tout comportement criminel, qu'il soit le fait des rebelles tutsi ou des milices hutu. Lorsque le 8 février 1993, les rebelles rompent le cessez-le-feu et lancent une nouvelle offensive militaire à Ruhengeri (au nord du pays) – attaque qui surprend d'ailleurs les autorités rwandaises en pleine négociation avec le FPR/APR à Arusha –, les Hutu se disent qu'il n'y a plus de raison de faire confiance au processus de paix.

Au lieu de rappeler les rebelles à l'ordre suite à cette violation du cessez-le-feu, la « communauté internationale » se mure dans le silence et la rébellion prend de nouveau l'avantage sur le plan militaire. Plus de 100 000 personnes sont tuées et près de 500 000 autres, déplacées, errent et cherchent à rejoindre la capitale. On compte également 50 000 prisonniers ou otages de guerre aux mains de la rébellion. En dépit de ce lourd bilan, le silence persiste sur l'action et les atrocités du FPR/APR.

Certaines personnalités en Europe tentent bien de dénoncer la démarche belliqueuse et antidémocratique des rebelles tutsi. Ainsi, le père blanc¹ Frans Van Hoof s'interroge dans un article

du journal « Demain le Monde » du 22 février 1993 : « La population devient de plus en plus inquiète face à l'avancée des troupes de ce grand inconnu qu'est le FPR. Que veut-il exactement ? Est-ce qu'il aspire réellement à un système démocratique ? Ou risque-t-on de remplacer un système dictatorial par un autre ? Car en fin de compte l'opposition interne ne semble plus trop influencer le jeu politique du moment, il ne reste que deux principaux groupes d'acteurs : les durs du régime et les durs du FPR ».

Dans sa lettre du 3 mai 1993, le conseiller politique belge de l'Internationale Démocrate Chrétienne (IDC), Alain de Brouwer, lance un appel de détresse à l'Institut international Konrad Adenauer en Allemagne et s'inquiète à la fois de la prolifération des groupes d'auto-défense au Rwanda mais aussi de l'attitude du FPR/APR : « Ce qui est inacceptable, c'est sa méthodologie militaire de conquête du pouvoir et c'est aussi son machiavélisme qui lui permet de signer sans problème tout ce qu'il sait théorique et donc inapplicable. (...) La Konrad Adenauer Stiftung qui a une bonne connaissance du Rwanda peut-elle influencer la CDU et au-delà le gouvernement allemand, afin de favoriser une coopération politique européenne dans le sens des démarches conjointes des États membres au conseil de sécurité en faveur d'une aide maximum immédiate des Nations Unies ? Il y a urgence non seulement par la perte de contrôle du gouvernement face à la multiplication des groupes d'auto-défense, mais aussi parce que la famine s'annonce brutale faute de retour de la population dans les zones tampon ! ».

Une autre personnalité belge très influente et respectée sort de sa réserve pour parler du danger qui guette le Rwanda. Il s'agit de Jean-Paul Harroy, dernier gouverneur du Rwanda-Urundi sous l'ère coloniale belge, qui a connu les dirigeants

politiques rwandais avant et après l'indépendance. Devant le risque d'un affrontement violent au Rwanda, monsieur Harroy écrit au ministre belge des Affaires étrangères, Willy Claes, pour l'alerter sur les conditions de vie des déplacés de guerre et la dégradation de la situation politique et sécuritaire dans tout le pays. La réponse du ministre Claes du 5 janvier lui semble inadaptée à la gravité de la situation. Jean-Paul Harroy décide alors de s'adresser directement au roi Beaudoin, via son chef de cabinet honoraire, monsieur André Molitor, auquel il présente un document explicatif.

Ce document au titre révélateur « L'affreux avenir que les rebelles préparent à la paysannerie rwandaise », semble largement prémonitoire de ce que s'apprête à vivre le Rwanda : « Commencent ici les considérations qui justifient principalement que la présente note soit écrite pour souligner combien ces Tutsi revanchards auxquels se sont joints quelques Hutu opportunistes utilisés pour le "Window dressing", n'ont jamais renoncé à leur volonté et espoir de reprendre un jour au Rwanda la totalité du pouvoir politique. Ils n'ont jamais cessé de proclamer sur un modèle plus souvent haineux leur revendication : les faits de 1962, œuvre des Belges, les ont injustement privés de leurs droits ancestraux légitimes. Et bien que n'étant plus qu'une poignée des descendants de l'aristocratie féodale d'antan, ils se reconnaissent un droit imprescriptible de recourir à tous les moyens, dont la force et le terrorisme, pour reconquérir au plus vite ces privilèges séculaires ».

La conclusion de monsieur Harroy est sans concession : « Dans le contexte particulier de la présente note, qui se résume : les rebelles, dont la victoire totale est probable avant longtemps et à l'honnêteté desquels on ne peut faire AUCUNE confiance, étant venus, haineux, avec l'intention de se venger cruellement

de leur longue attente, je ne vois rien d'étonnant à ce que l'on retrouve dans leur comportement, avec comme paroxysme les drames récents jetant un nouveau million de réfugiés, presque tous Hutu, sur les routes, toute la férocité et le recours systématique au terrorisme des commandos de l'UNAR de 1961 et des Inkotanyi de Rwabugiri du siècle précédent. L'actuel (mars 1993) reprise des soi-disantes négociations de paix ne peut que conduire à de nouveaux abandons, jusqu'à ce que le monde (dont la Belgique) impuissant à rien empêcher, un dernier coup de force consacre la prise totale du pouvoir par les rebelles.

A Kigali, ce sera l'élimination, souvent physique, de tous ceux qui, notamment avec nous, ont fait le "bon" Rwanda des décennies septante et quatre-vingt, et leur remplacement par les créatures FPR incapables de prendre leur relève. Et sur les collines, parallèlement, on remplacera, sans attendre (élimination souvent aussi physique) les "bons" bourgmestres et leurs "bons" conseillers communaux, pour leur substituer quelques Inkotanyi "méritants", purs et durs (Cf. l'exemple du Burundi de 1962, après le déplorable assassinat de Rwagasore, où furent chassés ou tués tous les excellents cadres que les Belges avaient formés et mis en place. A l'appui des nouveaux bourgmestres, bien sûr, quelques porteurs de Kalashnikovs).

Dans sa condamnation du régime Habyarimana, le FPR clamait qu'il venait "libérer" la paysannerie d'un joug abhorré et que partout sur les collines, ses troupes seraient accueillies avec enthousiasme. A cet égard, il se prépare une amère déconvenue. On verra vite, hélas, s'affronter dans un heurt inégal les lances des paysans (ne leur suggère-t-on pas déjà de se procurer des armes à feu ?) et les mitraillettes de leurs "nouveaux maîtres". Rares sont, malheureusement, ceux qui, parmi les amis de la démocratie et de la population du pays, croient vraiment à ce

sombre avenir et qui manifestent quelque intention d'agir pour les protéger contre ce qui les attend. Beaucoup, même parmi les Belges, espèrent encore, ou font semblant d'espérer que ces rebelles, dont les négociateurs savent être si polis, si bien intentionnés, si crédibles, vont quand même participer loyalement à l'établissement d'une paix juste et heureuse. D'où, hélas, des instances, jadis amies, qui se distancient de la juste cause Habyarimana.

Ce phénomène est encore accentué par l'obligation qui a été faite, même par la Belgique, de mettre le doigt dans l'engrenage du multipartisme. C'est ainsi qu'à Bujumbura, le 1er mars 1993, le président du MDR (Mouvement Démocratique Rwandais), parti comptant des ministres dans l'actuel gouvernement de Kigali, osait déclarer à la presse "l'entrée pacifique du FPR à Kigali est préférable au maintien au pouvoir du président Habyarimana".

Quant aux Belges, on entend de plus en plus souvent ceux qui feignent de ne plus voir dans le nœud de vipères rwandais autre chose que les crimes de lèse-droits de l'Homme dont on pourrait imputer la responsabilité au président Habyarimana. Avec pour effet que nombre d'entre eux font désormais chorus avec les Rwandais – ceux dont c'est l'intérêt – qui clament que le départ de l'actuel président est l'incontournable préalable à un retour à la paix. Alors que tous oublient ou veulent ignorer que le désastre ci-dessus décrit ne manquera pas d'accompagner une prise totale du pouvoir par le FPR, hélas déjà en si bonne voie, et que le départ du général ne fera qu'accélérer.

On peut donc raisonnablement craindre que dans le camp de l'Occident, le vent tourne en faveur d'un désengagement général, à peine freiné, au Rwanda. Tout d'abord, que va faire la France ? "Si les Français n'étaient pas là, les rebelles seraient aujourd'hui

à Kigali". Que va faire la Belgique qui, malheureusement a accepté de traiter d'égal à égal avec le FPR lequel, en droit, n'a jamais été autre chose qu'une association de malfaiteurs ? Personnellement, je ne suis pas du tout rassuré par la phrase se voulant rassurante du ministre Claes : "je puis vous assurer que la politique de la Belgique au Rwanda n'a d'autre but que de soutenir les efforts du gouvernement rwandais pour arrêter la guerre et instaurer la démocratie dans la réconciliation nationale et le respect des droits de l'Homme". Et ne me rassure pas davantage la résolution 812 du Conseil de Sécurité (12 mars 1993) qui "prie instamment les deux parties de respecter strictement les règles du droit international humanitaire".

La conclusion de la présente note est donc : pour sauver la démocratie du Rwanda profond, il aurait fallu casser les reins au FPR dès les premières attaques de celui-ci en 1990. Aujourd'hui, il est trop tard. Même l'ONU vient de reconnaître l'existence du Front Patriotique Rwandais. La catastrophe, alias la prise totale du pouvoir au Rwanda par les rebelles, n'est plus qu'une question de semaines ou de mois. La Belgique qui n'a pas pu (voulu ?) empêcher ce désastre devrait, selon moi, au moins se préparer tout de suite à ce que devra être sa position pendant et après celui-ci.

J'ai proposé au ministre de créer, dès maintenant un groupe de travail (j'offrais d'y participer) qui, dans le secret, réfléchirait à l'après catastrophe. Et, notamment à la question : "allons-nous continuer à donner beaucoup plus d'un milliard par an à ces envahisseurs qui n'ont jamais caché leur haine à notre égard ?" La lettre du 5 janvier dernier du ministre Claes n'a pas répondu à ma proposition ».

Cette analyse du dernier gouverneur belge résume la colère d'un homme, particulièrement au fait des réalités rwandaises, et

qui voit l'horreur arriver dans l'indifférence générale, ou pire, avec complaisance à l'égard d'une rébellion qui ne cesse pourtant de faire la démonstration de son jusqu'au-boutisme meurtrier.

Multiplication des groupes d'auto-défense et radicalisation des Hutu

Ceux qui veulent écarter toute responsabilité des Hutu dans les événements de 1994 se trompent lourdement et ne peuvent ni le démontrer ni le prouver. D'abord, il y a beaucoup de clivages chez les Hutu qui ne peuvent être considérés comme un groupe homogène, monolithique et unitaire. C'est d'ailleurs ce qui les diffère fondamentalement des rebelles tutsi qui n'acceptent ni pluralisme ni contradiction réelle en leur sein², du moins dans la période qui précède l'hécatombe d'avril 1994. Notons que nous faisons clairement la différence entre les populations civiles tutsi du Rwanda qui ont toujours vécu pacifiquement sous le régime Habyarimana et les rebelles tutsi venus d'Ouganda, du Congo, du Burundi et même de Tanzanie, pour semer le chaos au Rwanda³. Ces rebelles affichaient d'ailleurs un profond mépris pour les Tutsi vivant au Rwanda qu'ils considéraient comme des traîtres et des « collaborateurs d'un régime dictatorial ». Ils ne leur accordaient pas plus de valeur qu'aux Hutu.

Il faut revenir un peu en arrière dans l'histoire politique du Rwanda pour comprendre le profond antagonisme entre Hutu du Sud et Hutu du Nord. Le président de la première République, Grégoire Kayibanda (Hutu du Sud) fut renversé par son ministre de la Défense, Juvénal Habyarimana (Hutu du Nord), à la suite d'un coup d'État militaire le 5 juillet 1973. Ce changement brutal de régime s'est accompagné d'une redistribution des privilèges

liés au pouvoir en faveur des Hutu du Nord. A ce partage inégalitaire entre le Nord et le Sud vont s'ajouter des rivalités personnelles parmi les Hutu du Nord, dont certains vont rejoindre la rébellion Tutsi, et parmi les Hutu du Sud formant l'opposition non armée, qui espèrent profiter de la prise de pouvoir du FPR pour revenir sur le devant de la scène politique. Cette défiance réciproque va accentuer la dégradation du climat politique général et de la situation sécuritaire.

C'est ainsi que des milices vont se former à partir des jeunes militants du parti au pouvoir (MRND) pour rivaliser avec la jeunesse des autres partis politiques. On a beaucoup parlé des milices hutu ou Interahamwe donnant ainsi l'impression que tous les Hutu y étaient associés pour combattre les Tutsi mais ce schéma basique ne correspond pas à la complexité de la réalité sur le terrain. Si ces milices sont bien nées des dissensions et des rivalités décrites ci-dessus, elles ne relèvent pas d'un plan concerté entre Hutu. Dans ces milices, on trouve, outre des militants politiques, de véritables délinquants.

Pour l'ancien ministre de la Défense rwandais, James Gasana, qui a travaillé sur ces groupes violents, « l'adhésion aux Interahamwe était pour les malfaiteurs une façon de trouver une protection politique contre des poursuites judiciaires et pour des jeunes chômeurs une façon de subvenir à leurs besoins de survie sous la protection de dignitaires riches. C'est ainsi que les mêmes personnes pouvaient adhérer à la fois à plusieurs organisations rivales, voire radicalement opposées, en changeant tout simplement de couleurs de partis lors des émeutes, des manifestations ou de meetings populaires »⁴.

Le paradoxe est que ces Interahamwe seront encadrés par un Tutsi, Robert Kajuga, dont il sera affirmé qu'il était un infiltré de la rébellion⁵. Le danger qui guette donc le Rwanda en cette année

1993 est très palpable.

James Gasana souligne : « C'est dès fin octobre 1993 qu'on peut parler d'une mobilisation ethnique au niveau des camps politiques bipolarisés. Les signaux d'un acheminement vers des affrontements ethniques sont déjà là et se multiplient. (...) Alors que depuis l'attaque de février 1993, l'antagonisme était entre les partis anti-FPR et pro-FPR, la tension devient de plus en plus ethnique. Le retrait des troupes françaises et l'installation des combattants du FPR à Kigali font accélérer la bipolarisation ethnique et l'instabilité. En décembre, des hauts officiers des FAR écrivent une lettre au commandant de la MINUAR pour l'informer des plans d'éliminations politiques élaborés par les extrémistes. Depuis janvier 1994, les Nations Unies et les puissances représentées à Kigali avaient déjà l'information sur le risque d'une grande tragédie humaine »⁶.

Démobilisation à l'ONU et des États africains

Dans leur note du 1er avril 1993 au président Mitterrand, le général Quesnot et Bruno Delaye rappellent que « la motivation de l'armée rwandaise, à l'exception de quelques unités, est basse et ne la met guère en mesure de résister avec succès à une nouvelle offensive du FPR ».

Ils soulignent que « les négociations d'Arusha qui portent sur la composition de la future armée rwandaise sont bloquées. Le FPR exige 45% des effectifs, le gouvernement rwandais ne veut pas aller au-delà de 25%, proportion qui risque déjà de poser de gros problèmes pour la faire accepter aux Hutu de l'armée rwandaise ». Leur analyse sur l'action des États africains n'est pas très optimiste : « Le groupe d'observateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), chargé de superviser

la zone tampon ne fait aucun travail utile ».

Du côté des Nations Unies, la situation n'est pas brillante non plus : « Pour le moment, malgré la mission Quai d'Orsay-Défense dépêchée auprès du secrétaire général des Nations Unies la semaine dernière, nous n'avons rien obtenu de concret, hormis, grâce au président Diouf, une vingtaine de Sénégalais en renfort des observateurs de l'OUA et l'envoi d'un militaire des Nations Unies à Kigali pour "étudier la question". Malgré le vote de la résolution 812 du Conseil de Sécurité, aucun de nos partenaires occidentaux ou africains n'est réellement motivé sur ce dossier. Le risque est donc sérieux de nous retrouver d'ici à quelques jours face à une nouvelle offensive du FPR ».

Il est incontestable que la rébellion tutsi profite du désintérêt et/ou de la crainte des chefs d'État africains mais surtout de l'immobilisme des pays occidentaux pour accentuer la pression et renforcer son avantage militaire. Dans le même temps, la situation humanitaire continue de se dégrader dans tout le pays.

La situation militaire et humanitaire se dégrade

Sur le plan militaire, les rebelles de l'APR/FPR maintiennent leur avantage psychologique et tactique sur les forces gouvernementales. Ils entretiennent également l'instabilité sur l'ensemble du territoire, poussant les populations à fuir leurs terres et à se déplacer constamment. Les services de renseignement militaires français et les représentants des missions diplomatiques européennes présents à Kigali sont parfaitement au courant de cette situation mais le poids des États-Unis derrière les rebelles va conduire les pays occidentaux et les Nations Unies à garder le silence face à toutes les violations du cessez-le-feu de l'APR/FPR.

Une note de la direction du renseignement militaire français du 4 avril 1993 rédigée par le colonel Thorette décrit le patent déséquilibre des forces : « Tout en repliant, à partir du 15 mars, l'essentiel de ses forces sur les lignes qu'il occupait avant le déclenchement des combats, le FPR s'est partiellement maintenu dans la zone démilitarisée, plus particulièrement dans les secteurs de Kinigi, Nkumba, Tumba, Rugame et Ngarama. Il reste susceptible de s'infiltrer sur Gisenyi, par le Zaïre. Certains de ses éléments laissés sur place ou revenus après le 24 mars, se sont réorganisés et ont entrepris de recruter des volontaires et de les former. Parallèlement, il a poursuivi, au nord de la zone tampon, l'aménagement de ses positions et s'est peut-être renforcé par l'appoint d'armes lourdes. Il continue vraisemblablement d'opérer des mouvements en Ouganda et à partir de l'Ouganda, mais connaît quelques problèmes logistiques. Face aux forces rebelles, l'armée gouvernementale, qui reste ébranlée par les revers subis voici un mois, s'en remet au groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN) pour faire appliquer sur le terrain les décisions de Dar-es-Salaam ».

Sur la base de ces observations, l'état-major français a déjà envisagé le type d'action qu'il faudrait conduire sur le terrain. Dans une note du 3 avril 1993 classée confidentiel défense, le général de brigade aérienne écrit : « En acceptant de négocier à Arusha, le Front Patriotique Rwandais (FPR), en dépit d'un retrait partiel, a habilement rétabli à son profit le rapport des forces sur le terrain. En exigeant beaucoup plus que ses interlocuteurs ne pouvaient céder, il les conduit au refus. Fort de ce dernier, de l'immobilisme de l'OUA et de l'ONU, de l'inefficacité des observateurs du GOMN et des dissensions entre le président et le Premier ministre, il choisit délibérément une stratégie de rupture et se met en position d'attaquer au moindre

prétexte. Il existe donc, dès maintenant, une fenêtre de vulnérabilité des FAR tant que la communauté internationale n'aura pas déployé les moyens susceptibles de contribuer au rétablissement de la sécurité. Dans ces conditions, il apparaît nécessaire d'améliorer notre aide indirecte aux FAR, tout en prévoyant de renforcer notre dispositif actuel si la situation l'exigeait ».

L'Ouganda arme les rebelles, l'ONU en a la preuve mais s'impose le silence

Le rapport de la commission d'enquête indépendante, dirigée par Ingvar Carlsson, ancien Premier ministre suédois, chargée d'évaluer l'action de l'ONU lors des événements du Rwanda⁷ contient un chapitre intitulé « impasse politique et détérioration des conditions de sécurité ». Ce chapitre aurait donc dû contenir des éléments précis sur le rôle et l'action des milices hutu contre les civils tutsi ainsi que sur les attaques terroristes des rebelles tutsi contre les civils et l'appui militaire inconditionnel que leur apporte l'Ouganda. Or, seules les discussions diplomatiques sur les caches d'armes des Hutu et les appels téléphoniques entre Habyarimana et le secrétaire général de l'ONU y sont rapportés.

En outre, si l'ONU semble disposer de câbles et de notes confidentielles attestant que les actes de violence à caractère ethnique sont alors largement dirigés contre les Tutsi, cette partie du rapport ne contient aucune information ni aucun détail sur le massacre des populations civiles par les rebelles tutsi, ni sur l'armement des rebelles par l'Ouganda. Manifestement, la commission d'enquête indépendante considère que la dégradation des conditions de sécurité n'a produit de victimes

que Tutsi et n'est imputable qu'aux Hutu.

Au vue de cette partialité flagrante, nous avons décidé d'apporter ici des informations et des preuves, qui, paradoxalement, sont également disponibles dans les archives de l'ONU. Nous avons effectivement retrouvé une série de câbles, de notes confidentielles et de rapports onusiens qui attestent non seulement de l'appui militaire direct de l'Ouganda aux rebelles mais aussi du recrutement et de la formation des membres de la rébellion en Ouganda.

Il y a d'abord une note, essentielle, de renseignement en date du 21 janvier 1994 émanant du lieutenant Nees de la MINUAR : « Des rumeurs circulent à Kigali selon lesquels le FPR est déjà arrivé dans la ville avec 3 000 hommes, y compris les 600 officiellement installés au CND. Au nord, se trouve également 15 000 soldats du FPR attendant le signal pour faire un coup d'État à partir de Kigali. Cela explique leur patience et leur attitude passive devant la mise en place d'un gouvernement. S'ils parvenaient au pouvoir par un coup d'État, ils expliqueraient au monde extérieur que le pays était dans le chaos et que sans leur intervention, il aurait sombré de nouveau dans la guerre civile ». Plusieurs éléments contenus dans cette note se sont révélés exacts.

Le 31 janvier 1994, le colonel zimbabwéen de la MONUOR (Mission d'Observation de l'ONU en Ouganda et au Rwanda), Ben Matiwaza, envoie un câble codé au général Dallaire lui indiquant qu'une de leurs patrouilles a arrêté un camion ougandais de couleur verte et immatriculé UW0477 qui traversait la frontière ougandaise pour se rendre au Rwanda. Il y avait dans ce camion 64 personnes âgées de 18 à 30 ans. La majorité d'entre eux parlaient le français et ont affirmé qu'ils étaient des étudiants de l'école militaire de Mbarara et qu'ils se rendaient en

vacances au Rwanda (sic !) à l'invitation du FPR. Il rappelle que la MONUOR a observé entre le 9 novembre et le 31 décembre 1993, 105 convois traversant la frontière rwando-ougandaise transportant des armes, de la nourriture et de l'essence.

Le colonel Matiwaza se charge également de vérifier ces déclarations auprès des militaires de l'armée ougandaise. Il adresse alors un nouveau câble codé le 7 février au général Dallaire lui disant que plusieurs sources de la NRA, l'armée gouvernementale ougandaise, confirment qu'il y aura prochainement une reprise des hostilités entre le FPR/APR et les forces gouvernementales rwandaises. Son informateur, dit-il, est un proche des soldats qui ont déjà traversé la frontière. Dans ce contexte, le général ghanéen de la MINUAR, Anyidiho, se voit dans l'obligation de se rendre en Ouganda du 11 au 15 février pour demander la coopération des autorités ougandaises avec la MONUOR pour éviter la surenchère dans l'appui aux rebelles.

Les ambassadeurs de France, des États-Unis, de Grande-Bretagne et du Rwanda seront informés à cette occasion de la situation. Les choses se précisent davantage à travers un document secret de l'ONU qui fournit un inventaire détaillé de l'aide militaire ougandaise au FPR/APR. Cette information, qualifiée de « très sensible » par l'officier de la MONUOR basé à Kabale en Ouganda qui l'a recueillie, est communiquée par fax au général Dallaire le 1er mars 1994. Le rapport précise que l'inventaire des armes et des munitions délivrées au FPR/APR comprend des obusiers de 122mm, des mortiers de 82mm et 60mm, des véhicules lance-roquettes BM-21...

Le même officier de la MONUOR renvoie le lendemain, 2 mars, au capitaine belge Claeys, chargé du renseignement à la MINUAR, une liste d'armes de la NRA acquises en 1992 et cédées au FPR/APR. Elle confirme bien que les mortiers de 82

mm et autres répertoriés par la MINUAR et disponibles dans le stock du FPR/APR figurent dans l'équipement de l'armée ougandaise.

Qui peut donc croire, au vu de tous ces éléments, que l'attentat du 6 avril et la guerre qui se sont produits furent une surprise pour l'ONU et certaines grandes puissances ?

1 Cf. Les Pères blancs, ou Missionnaires d'Afrique, ont été fondés en 1868 par Monseigneur Lavigerie, archevêque d'Alger.

2 Au départ, Fred Rwigema, le chef historique de l'APR/FPR semblait avoir des divergences avec Kagame sur la poursuite de la guerre. Il a été assassiné dès le début des combats en 1990 par des éléments de l'APR ainsi que ses successeurs Buyenyezi et Bayigana. A la suite de ces assassinats, tous se sont mis au service de Kagame et de la ligne la plus violente et la plus radicale du mouvement. Ce n'est que des années après la prise de pouvoir des rebelles tutsi que des contestations et des dissensions vont apparaître au sein du FPR/APR. Ces positions se sont toujours soldées par l'exil ou l'assassinat pur et simple.

3 Il est très curieux que ceux qui soutiennent aveuglément le discours sur le « génocide tutsi » qu'aurait préparé Habyarimana ne se demandent jamais pourquoi entre 1973 et 1990, sous le parti unique, et alors qu'il était encensé par la communauté internationale, il n'a pas cherché à éliminer tous les Tutsi du Rwanda.

4 Témoignage accordé à l'auteur.

5 Lors de son audition devant le TPIR à Arusha, le garde du corps personnel de Paul Kagame, monsieur Aloys Ruyenzi, dira que Robert Kajuga était un infiltré chez les Interahamwe. L'infiltration des agents du FPR en vue de commettre des actes incitant à la haine inter-rwandaise ou même à des assassinats et autres crimes contre l'Humanité a été confirmée dans plusieurs procès du TPIR.

6 Cf. Gasana, James, « La violence politique au Rwanda 1991-1993 », p20.

7 Cf. Rapport S/1999/1257, p.13.

9. L'attentat, les grandes puissances et l'ONU

Dans nos ouvrages précédents, nous avons longuement décrit dans quel contexte l'attentat du 6 avril 1994 contre le Falcon 50 s'est produit¹. Nous apportons ici de nouveaux éléments qui montrent explicitement ce qu'en savent et disent des responsables américains, français, belges et les représentants de l'ONU. Par ailleurs, d'autres complicités expliqueraient les multiples pressions qui entourent toute enquête concernant cet attentat tant au sein du TPIR que devant la justice française. Manifestement, beaucoup d'efforts sont faits pour en absoudre les auteurs.

Quant au rôle et à l'implication de Paul Kagame et de ses hommes, notre propos ne saurait vaciller sous prétexte de pseudo-rebondissements ou de multiples interférences dans la procédure judiciaire des juges français Marc Trévidic et Nathalie Poux. Nous savons que plusieurs initiatives secrètes sont en cours à différents niveaux pour blanchir les rebelles tutsi et obtenir soit un non-lieu en leur faveur, soit un abandon de procédure dans ce dossier. En d'autres termes, le régime rwandais et ses soutiens internationaux essayent de neutraliser toute démarche qui conduirait inéluctablement à la mise en cause de Paul Kagame et de ses proches.

Ceux-ci ont déjà déployé une véritable machine de guerre pour empêcher la prise en compte de cet acte terroriste dans les procès du TPIR. Ils se sont ensuite employés à évincer le procureur Carla del Ponte de son poste parce qu'elle avait

rassemblé des preuves sur les crimes contre l'Humanité commis par les rebelles tutsi.

Kagame et ses soutiens sont déjà parvenus à empêcher, au sein de l'Union Européenne et de l'ONU, toute possibilité de sanctions contre le Rwanda pour les crimes et le pillage des richesses à l'Est du Congo². Ils sont en passe d'obtenir le même résultat dans le dossier judiciaire de l'attentat en France.

Face à cette situation révoltante d'impunité et sur la base de tous les éléments que nous avons rassemblés depuis plus d'une dizaine d'années, nous avons décidé de produire de nouveaux éléments démontrant que Paul Kagame et la rébellion qu'il dirigeait sont les principaux responsables de l'attentat qui a déclenché l'apocalypse au Rwanda, n'en déplaise à leurs soutiens ou à leurs sympathisants. L'APR/FPR a bénéficié, dans son entreprise criminelle, de la complaisance de certains casques bleus de la MINUAR et de curieuses providences. Nous allons à nouveau le démontrer ici.

Pour le moment, nous nous attachons à détailler ce que les pays impliqués dans le dossier du Rwanda, à savoir les États-Unis, la France et la Belgique, savent depuis pratiquement vingt ans ; nous apporterons des informations jusque-là inédites sur les positions de ces trois pays qui ont initié des commissions nationales d'enquête ou déclassifié certaines de leurs archives. Nous exposerons aussi les positions des représentants de l'ONU sur l'attentat, même si certains tentent de les minimiser du seul fait qu'elles vont à l'encontre de la version officielle.

Déclarations et observations des responsables américains

Le document le plus intéressant qu'il nous a été donné de consulter sur cet attentat est le premier rapport journalier de la

CIA daté du 7 avril 1994. Sur ses quatre pages pratiquement intégralement censurées, restent deux lignes et deux phrases lapidaires sur l'attentat : « Les présidents rwandais, Habyarimana et burundais, Ntaryamira ont été tués la nuit dernière quand on a ouvert le feu sur leur avion alors qu'il atterrissait à Kigali ».

Qui peut croire que ce sont là les seules données dont dispose alors la plus importante agence de renseignement du monde ? Qui peut concevoir qu'aux États-Unis, pays qui suit le dossier du Rwanda de très près et qui soutient les rebelles tutsi, on n'en sache pas plus sur cet attentat ?

Peu après la rédaction de ce rapport, Prudence Bushnell, la sous-secrétaire d'État chargée des Affaires africaines, adresse ce message à son collègue George Moose : « Un accident d'avion près de Kigali a apparemment entraîné la mort des présidents du Rwanda et du Burundi. Il n'y a pas de rapports confirmant que l'avion aurait été abattu par des inconnus. Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Rwanda va organiser une réunion entre les militaires et les diplomates occidentaux à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à 9 heures demain matin pour discuter de la transition. Selon des rapports en provenance de Kigali, les militaires rwandais ont déclaré que l'avion privé du président Juvénal Habyarimana a été abattu au moment de l'atterrissage à l'aéroport de Kigali aux environs de 21h, heure locale ».

Dans un télégramme diplomatique que l'ambassadeur des États-Unis au Zaïre envoie au Secrétaire d'État aux Affaires africaines à Washington et qui sera transmis au Vatican, il affirme que le président « Mobutu a lancé une obscure accusation sur le fait que l'attentat contre l'avion qui a tué les deux présidents fait partie d'un complot visant à déstabiliser la région. Il en appelle à une enquête internationale. Il a envoyé son conseiller chargé de

la sécurité, Ngbanda, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie pour délivrer des messages à propos de cette crise ».

Le ton employé témoigne déjà de l'agacement des Américains à l'égard de l'analyse de leur ancien allié Mobutu, qui n'a pas, à ce moment-là, la réputation d'être un dirigeant mal informé. Cette réaction s'explique sans doute par le fait que les Américains préféreraient que la vérité sur cet attentat n'éclate pas au grand jour.

Et pour cause ! Selon Wayne Madsen, ancien agent de la *National Security Agency* (NSA), les services secrets américains, l'implication des rebelles tutsi dans cet attentat ne fait alors aucun doute. Dans son témoignage au colloque que nous avons organisé en 2005, à Paris, sur l'attentat, il explique : « Après d'innombrables heures passées à analyser des documents officiels qui m'ont été fournis en vertu du *US Freedom of Information Act*, après plusieurs entrevues personnelles avec des responsables gouvernementaux et non gouvernementaux, allant de l'ex-Secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, aux enquêteurs de l'ONU qui ont mené des investigations sur l'attaque aérienne au Rwanda et qui ont abouti aux mêmes conclusions que moi, je suis convaincu que le Front Patriotique Rwandais dirigé par Paul Kagame est responsable de l'attentat contre l'avion présidentiel, et que cet acte de terrorisme international flagrant a directement conduit à l'implosion du pays (...). Je ne crois pas que les États-Unis soient directement responsables de l'attaque ; néanmoins, l'appui politique et militaire écrasant offert au FPR et à Kagame dès 1990 et la livraison par les États-Unis, via l'Ouganda, d'armes sophistiquées, ainsi qu'une formation pour leur utilisation par les États-Unis au FPR avant le 6 avril 1994, donnent à penser que certains membres des services de renseignement militaire

américain ont joué un rôle direct en aidant et en prêtant assistance au FPR dans la planification de l'attentat terroriste contre le Falcon 50 rwandais le 6 avril 1994. L'attaque a été ourdie par le FPR sous la direction de Paul Kagame, avec l'appui du gouvernement de l'Ouganda. (...) D'anciens télégrammes classés secrets du Département d'État américain, que j'ai reçus à ma demande en vertu du *Freedom of Information Act*, révèlent que l'ancien establishment chargé de la politique étrangère était divisé sur l'attentat du 6 avril. L'ambassade des États-Unis au Burundi a gardé un esprit étonnamment ouvert sur ces théories concernant l'attaque par missile et privilégiant la responsabilité du FPR »³. A la lecture de ce témoignage, l'embarras des États-Unis devient beaucoup plus compréhensible...

Suite au silence persistant de Washington sur cet attentat, la congressiste américaine Cynthia McKinney, envoyée spéciale de Bill Clinton dans la région des Grands Lacs, organise en 2001 une table ronde à ce sujet. Elle y invite des analystes de la CIA et certains experts américains, qui démontrent formellement l'implication de Kagame dans l'attaque contre le Falcon 50. Cette initiative, peu appréciée à Washington, ne suscitera aucune réaction dans les milieux politique et médiatique. Jusqu'à ce jour, le sujet de l'attentat du 6 avril au Rwanda demeure d'ailleurs officiellement tabou à Washington.

Observations et révélations des responsables français

Si les États-Unis se murent dans le silence au sujet de l'attentat, la réaction est différente à Paris. Dès le lendemain de l'attaque contre le Falcon 50, le conseiller à l'Élysée Bruno Delaye prépare une note au président Mitterrand : « Hier soir, l'avion du président rwandais, Juvénal Habyarimana, qui avait à

son bord également le président du Burundi Cyprien Ntaryiramina, s'est écrasé à Kigali dans les environs de l'aéroport. L'avion qui revenait de Dar Es Salaam, où s'était tenue une réunion des chefs d'État de la région consacrée précisément au Burundi, a dans son approche finale essuyé des tirs de roquettes ou de missiles. Les deux présidents sont morts ainsi que tous les passagers (une dizaine) dont le chef d'état-major rwandais et deux ministres burundais. Les trois membres de l'équipage – tous Français – ont également été tués. L'attentat est attribué au Front Patriotique Rwandais ».

Le 25 avril 1994, soit plus de deux semaines après l'attentat, le quai d'Orsay rédige un rapport circonstancié de cinq pages, à ce jour peu connu, dans lequel il décrit ce qui s'est passé et analyse les perspectives qui s'offrent à ce pays : « L'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana et qui est la cause immédiate des événements que connaît aujourd'hui le Rwanda est probablement l'œuvre du FPR. L'avenir de ce pays et de la sous-région dépend de l'équilibre qui s'instaurera, sur la base duquel devra être négocié un accord politique.

La destruction de l'avion du président Habyarimana, le 6 avril dernier, a été selon toutes probabilité provoquée par un attentat. Trois témoignages directs (directeur de cabinet et fille du chef de l'État, commandant de la garde présidentielle de Kanombe) font état de tirs. Ces témoignages sont corroborés par d'autres, qui ne sont pas toujours issus de milieux favorables au président Habyarimana. Aucun élément matériel ne permet à l'heure actuelle de déterminer la responsabilité de cet attentat. Le FPR nie en être l'auteur et l'attribue à des éléments hostiles aux accords d'Arusha, notamment à la garde présidentielle.

Certes, aucune hypothèse ne peut être définitivement écartée. La thèse d'une responsabilité de proches du président

Habyarimana est cependant d'une très grande fragilité. Elle repose sur le fait que les tirs provenaient de Kanombe où se trouve le camp de la garde présidentielle. Mais rien ne prouve qu'ils venaient de l'intérieur de ce camp.

Le désarroi des autorités rwandaises au lendemain de l'attentat et leurs premières décisions (désignation d'un chef de l'État et d'un gouvernement intérimaires, appel au dialogue avec le FPR) ne cadrent pas avec l'idée d'un coup monté par elles. Enfin, la mort dans un même attentat du président de la République, du chef de la sécurité et du chef d'état-major de l'armée, a affaibli gravement l'armée rwandaise, qui aurait pu trouver le moyen de saboter les accords à un moindre coût pour elle.

La responsabilité du FPR, sans être prouvée, est beaucoup plus vraisemblable. Les indices matériels sont peu nombreux : rumeurs persistantes selon lesquelles le Front disposait à Kigali de missiles SAM, départ pour Mulindi de la quasi-totalité des responsables du FPR dans les jours précédents l'attentat. Surtout, il semble bien que le FPR ait pris conscience au cours de ces derniers mois du fait que la transition prévue à Arusha ne débouchait pas pour lui sur une prise du pouvoir (...). La mort du président et des principaux responsables de l'armée et de la sécurité, en déclenchant le cycle des représailles meurtrières par une partie de la garde présidentielle à l'encontre de l'opposition et des Tutsi, a donné un prétexte à l'intervention militaire du FPR ».

Alors même que les milieux hostiles au président Habyarimana ne croient pas à la responsabilité des Hutu dans l'attentat, ces premières hypothèses ne semblent pas émouvoir la « communauté internationale », encore moins conduire à l'ouverture d'une enquête internationale.

Déclarations et positions des représentants de l'ONU

Après l'attentat, au bureau des Nations Unies à Kigali, c'est la stupeur. Bizarrement, le commandant des casques bleus de l'ONU, le général canadien Roméo Dallaire, reste introuvable. Son patron, Jacques Roger Booh Booh raconte : « Je n'ai pas pu contacter Dallaire à son poste téléphonique fixe. Je ne sais pas où il se trouvait ce soir-là. Dépourvu d'informations précises, je ne pouvais agir de façon efficace. C'était pourtant au général Dallaire, supposé avoir des éléments sur le terrain, de me contacter (...). Il n'en a rien été (...). L'officier de l'ONU avait disparu. Était-il occupé ou en difficultés, voire en promenade ? Je ne saurais le dire »⁴.

Le général Dallaire a-t-il vu ou entendu quelque chose ce soir du 6 avril ? Il ne s'est jamais clairement expliqué à ce sujet. Dallaire s'est en réalité contenté d'évoquer systématiquement dans son livre un « écrasement d'avion », alors que tous ses collaborateurs et même les soldats de la MINUAR présents à l'aéroport, parlent aussitôt d'un attentat commis par des tirs de deux missiles. Alors que deux chefs d'État viennent d'être assassinés dans une zone qui est placée sous son commandement, Dallaire cherche plutôt à pousser le Premier ministre de l'opposition à la tête du Rwanda, passant outre ses attributions de commandant de la Force comme le note avec pertinence son patron. Enfin, Dallaire n'est manifestement aucunement intéressé à savoir qui a perpétré l'attentat et fait preuve dans ses rapports avec les belligérants d'une partialité manifeste.

Systématiquement soupçonneux à l'égard de la garde présidentielle, il entretient des rapports plus que cordiaux avec les rebelles⁵ et ne cache pas sa grande admiration pour le « génie militaire »⁶ qu'est, à son avis, Paul Kagame. Est-ce là l'objet de

sa mission ? Le colonel Luc Marchal, commandant des Casques bleus belges et proche collaborateur du général Dallaire, a une appréciation bien différente de la situation.

Intervenant au colloque de 2005 sur l'attentat, Luc Marchal juge improbable que les Hutu aient pris l'initiative de tuer « leur président » : « Le 6 avril 1994, peu de temps après que l'avion présidentiel a été abattu, je me suis retrouvé en compagnie du général Roméo Dallaire à l'état-major des FAR. Un comité de crise, composé d'officiers supérieurs de l'armée et de la gendarmerie s'y était constitué afin d'analyser la situation et de prendre les mesures d'urgence qui s'imposaient suite à la disparition du chef de l'État ainsi que du chef d'état-major de l'armée. A aucun moment je n'ai éprouvé le sentiment que je me trouvais face à des gens qui avaient organisé un coup d'État. Malgré le temps qui passe, le souvenir que je garde de ces moments historiques reste très précis dans ma mémoire. Je sais que je me suis retrouvé en face d'hommes profondément désespérés par ce qui venait de se produire (...). J'ai la ferme conviction que si des organisateurs de l'attentat s'étaient trouvés autour de la table, cette réunion se serait déroulée de manière tout à fait différente. Et qui plus est, je doute que dans pareille éventualité la MINUAR ait été invitée à y participer »⁷.

Si au lendemain des événements, Luc Marchal avait encore des contacts réguliers avec Roméo Dallaire, devenu un héros national au Canada⁸, une distance s'est vite installée entre les deux hommes. Tandis que Dallaire est internationalement célébré malgré son parti pris flagrant durant les événements et les nombreuses critiques de son supérieur hiérarchique⁹, Marchal est harcelé lui, parce qu'il pose des questions et se montre soucieux d'établir la vérité sur les auteurs de l'attentat. Sa critique de la version officielle provoque d'autant plus de gêne qu'il était sur le

terrain en 1994 et qu'il a été directement témoin de certains faits étranges. Ses positions sont donc extrêmement dérangeantes pour les idéologues des événements du Rwanda.

Néanmoins, Luc Marchal n'est pas seul du côté des Nations Unies à fortement soupçonner les rebelles d'être impliqués dans l'attentat du 6 avril. Un officier de renseignement de la MINUAR, Amadou Deme, affirme clairement que c'est le « FPR qui a monté le coup pour prendre le pouvoir »¹⁰.

Dans son ouvrage publié en 2011, il revient sur cette nuit du 6 avril et exprime un grand scepticisme quant aux soupçons portés envers la garde présidentielle : « soudain j'entendis un grand bruit suivi immédiatement par un terrible second qui secoua la fenêtre en verre (...) Je laissai couler les choses pendant un instant puis je sortis pour aller au bar-restaurant. (...) je pensai qu'aller aux nouvelles était ce qu'il y avait de mieux à faire. (...) Des civils et des gardes présidentiels, parmi lesquels des officiers des FAR, étaient rassemblés là ; et aucun d'entre eux n'avait la moindre idée de ce qui s'était passé et certains me posaient la question et puis, c'étaient des tergiversations. (...) Alors, les nouvelles commencèrent à tomber lentement et nous apprîmes tous que l'avion présidentiel avait été abattu. (...) A la suite de cet instant, des changements d'attitude de la part des éléments des FAR commencèrent à se faire sentir car leur surprise était au comble. Leur très grande nervosité avait quelque chose d'évident, de normal et de compréhensible. Cela était renforcé par le fait que tout s'était passé la nuit. Donc le facteur psychologique existait en plus de la proximité de la zone non sécurisée qu'on craignait d'être déjà infiltrée par les éléments du FPR. En réalité, on a rapporté à plusieurs reprises que le FPR se déplaçait facilement dans cette zone. (...) Alors, je commençai à entendre de brefs coups de feu, coup par coup, qui étaient

totallement différents des coups instinctifs qui pourraient probablement provenir de fusils. Ceux-là étaient vraisemblablement des coups ciblés et ils venaient de la vallée derrière le CND [ndlr : Conseil National de Développement, ancien parlement rwandais, lieu de cantonnement du FPR à Kigali]. Ce qui confirma par la suite les renseignements selon lesquels une partie du FPR au CND aurait quitté ses positions et aurait commencé à nettoyer les alentours. La garde présidentielle n'avait rien à voir avec cela en ce moment »¹¹.

La Belgique au cœur du soupçon

Le soir même de l'attentat contre le Falcon 50, la Belgique sera le premier pays vers lequel les soupçons des Rwandais se porteront immédiatement. Il y a quatre raisons à cela : primo, la « sympathie » de certains soldats belges de la MINUAR envers les rebelles tutsi ; secundo, l'attitude de certains soldats belges de la MINUAR le jour de l'attentat ; tertio, la tentative d'atterrissage d'un avion C-130 belge à l'aéroport de Kigali pratiquement au même moment que le Falcon 50 et quatre, l'attitude des autorités belges envers Habyarimana. La juxtaposition de ces éléments a automatiquement conduit les partisans du président rwandais et même certains diplomates à porter leurs soupçons sur la Belgique. Voici les détails dont nous disposons sur ces différents points.

- « Sympathies » à la MINUAR pour les rebelles tutsi

Le parti pris de certains médias belges en faveur des rebelles tutsi a incontestablement influencé nombre de militaires du royaume avant leur départ pour le Rwanda. Leur chef, le colonel Luc Marchal, est parmi les très rares militaires belges à avoir

reconnu publiquement le poids de cette campagne médiatique dans sa mission : « A la mi-93, le Rwanda était loin de faire la une des médias en Belgique et de plus, ce que l'on pouvait y lire, voir et entendre, tenait plus des clichés et des idées toutes faites que d'une réelle information objective sur ce qui se passait au pays des milles collines. Je suis tout à fait conscient d'avoir été, à l'instar de beaucoup d'autres, conditionné par cet environnement médiatique stéréotypé et d'avoir partagé de façon quelque peu simpliste la vision qui prévalait à cette époque, à savoir : le FPR, mouvement représentant la minorité opprimée, se trouvait par définition du côté des "bons", tandis que les autres se trouvaient forcément dans la catégorie des "mauvais" »¹².

Autrement dit, la plupart des militaires belges envoyés au Rwanda, à l'exception des quelques officiers qui connaissaient déjà bien le pays, n'avaient pas une vision claire ni totalement neutre du problème Hutu-Tutsi. Il est vrai que dans les médias belges, les Hutu étaient globalement stigmatisés et les Tutsi considérés avec bienveillance. Cette appréciation discriminante reste perceptible dans le rapport sénatorial belge où certains députés, lors des auditions sur les événements du Rwanda, semblent uniquement se préoccuper du sort des victimes Tutsi au détriment des victimes Hutu et Twa.

Bien que certains élus insistent sur le fait que les Hutu ont créé un climat anti-Belge au Rwanda, cette vision presque schématique n'est pas partagée par l'ambassadeur belge à Kigali, Johan Swinnen. Ayant vécu les événements sur place, il essaye de tempérer et de nuancer les propos de certains membres de la commission sénatoriale en soulignant : « Je ne puis que confirmer que je suivais de manière très attentive, pour ne pas dire obsessionnelle, l'évolution du climat à l'égard de la Belgique. J'ai rédigé de nombreux rapports à ce sujet. J'insiste

sur le fait qu'il n'y avait pas de climat anti-Belge généralisé et qu'on a également émis des signaux positifs à l'égard de la Belgique. Toutefois, des sentiments anti-Belges étaient exprimés dans les milieux extrémistes et anti-pacifistes »¹³. Il ajoute : « le sentiment anti-Belge et l'opposition à la MINUAR ne se sont pas manifestés aussi clairement que vous le pensez »¹⁴.

Les positions sur le rôle et l'action de la Belgique dans la classe politique rwandaise étaient donc partagées. La difficulté à analyser objectivement cette réalité tient au fait qu'en Belgique, les Hutu sont restés des « pestiférés » et les Tutsi des « alliés » très appréciés. Les Rwandais ont ressenti cette différence de traitement et cela a probablement aussi joué sur la réputation des militaires belges présents à Kigali.

Ainsi, lorsque des soldats belges de la MINUAR ont été chargés, dans le cadre de l'opération *Clean Corridor*, d'escorter les rebelles (près de 600 hommes) de leur quartier général de Mulindi (Nord du Rwanda) au centre ville de Kigali afin qu'ils s'installent dans l'enceinte du CND, tel que l'avaient prévu les accords d'Arsuha, cela a été interprété, du côté des Hutu partisans du président rwandais, comme un soutien des militaires belges aux rebelles. Pourtant, cette mission relevait simplement des attributions de la MINUAR. Le colonel Luc Marchal, qui a préparé et exécuté cette délicate mission, a été profondément affecté par ce type d'interprétation¹⁵. C'est pour cette raison que, lorsqu'il a été question d'assurer la sécurité des rebelles au CND, Luc Marchal a estimé qu'il ne fallait pas associer les militaires belges à cette nouvelle mission pour ne pas renforcer la suspicion de collusion avec les rebelles. Mais le rapport de proximité entre les soldats belges et les rebelles ou le sentiment de favoritisme envers ces derniers avait déjà laissé des traces indélébiles dans l'opinion rwandaise.

- *L'inexplicable mission « touristique » des soldats belges*

Quelques heures avant l'attentat, un groupe de soldats belges de la MINUAR dirigé par le lieutenant Lotin prend la route pour se rendre au parc de l'Akagera situé à près de 200 km de l'aéroport de Kigali, lieu habituel de leur cantonnement. Le seul soldat belge survivant de cette expédition a confirmé cet itinéraire. Que vont-ils faire à un endroit si lointain ? Ont-ils reçu un ordre de mission de leurs supérieurs ? Y-a-t-il une urgence qui justifierait ce déplacement ? A ce jour, les réponses de tous les chefs hiérarchiques de ces militaires sont catégoriques. Personne ne leur a officiellement ordonné d'effectuer une mission au parc de l'Akagera. Or, il n'est normalement pas possible dans une armée professionnelle et organisée, en particulier chez les casques bleus de l'ONU, qu'un tel déplacement soit effectué sans qu'au moins un supérieur hiérarchique l'ait ordonné.

Lors de son audition devant la commission sénatoriale belge, le lieutenant-colonel de Loecker, patron de la force d'intervention rapide et responsable de la coordination des escortes, souligne : « Je ne suis pas au courant de cette escorte. Presque tous les jours, une escorte devait accompagner des personnes du FPR à Mulindi. Je n'ai pas donné l'ordre d'escorter les excursions touristiques »¹⁶. Cependant, dans le journal de marche de monsieur de Loecker figure des mentions qui suggèrent un autre itinéraire : « RV 0830 Kigali RPF/VIP-RV 0900 Mulindi RPF- RV 700 Virunga RPF (CND) ». Ces indications signifient qu'il aurait noté un départ de ses hommes à 8h30 et qu'ils se seraient rendus à Mulindi pour escorter les responsables du FPR pour les conduire vers les volcans de Virunga qui sont situés à l'opposé du parc l'Akagera.

Notons également que l'original du journal de marche du lieutenant-colonel de Loecker concernant cette journée du 6 avril

aurait mystérieusement disparu.

Le témoignage du colonel Luc Marchal sur cet épisode est le suivant : « j'ai appris que le lieutenant Lotin avait escorté, le 6 avril une délégation du FPR au parc de l'Akagera. Je l'ignorais. Si j'avais dû prendre moi-même la décision, j'aurais refusé car ce type d'opération ne faisait pas partie du protocole d'accord. Celui-ci ne nous demandait d'intervenir que pour assurer le travail et les contacts politiques des deux parties. De plus, nous n'avions aucune liaison radio avec l'escorte, ce qui était contraire à mes directives. Les escortes étaient accordées par le QG Force et nous en étions les prestataires. Moi, j'avais donné des directives de sécurité en interdisant par exemple les déplacements de nuit. Celui qui a autorisé l'escorte a transgressé les directives »¹⁷. Qui a donc donné l'ordre au lieutenant Lotin de partir au parc de l'Akagera en cette journée du 6 avril avec des éléments de la rébellion tutsi ? A partir du moment où aucun élément ne vient confirmer que cette mission était officiellement permise par leurs chefs hiérarchiques, de Loecker ou Luc Marchal, il y a bien lieu de penser qu'il s'agissait plutôt d'une mission clandestine ou non officielle impliquant des rebelles suspectés d'avoir participé à l'attentat.

Voici les précisions que nous a apportées le colonel Luc Marchal à ce sujet : « Il est clair que les conditions dans lesquelles cette mission a été programmée et exécutée sont tout à fait anormales et ne correspondent en rien aux procédures opérationnelles en vigueur. Concrètement, pour ce genre de mission, j'étais le seul habilité à donner le feu vert, vu son caractère particulier. Nous savons aujourd'hui que cette mission a été préparée directement entre le Lieutenant Lotin et Deus Kagiraneza qui dirigeait la délégation du FPR. J'ignore si dans le cadre de l'instruction du juge Damien Vandermeersch le sieur

Deus Kagiraneza a été interrogé, mais en tout cas lors de la Commission Rwanda, les commissaires se sont vite débarrassés du sujet en estimant qu'il s'agissait d'une "escapade touristique". Personnellement, je reste persuadé que cette mission bidon avait bel et bien quelque chose à voir avec l'attentat du soir, mais je n'ai aucune preuve de ce que j'avance. Le comble est que ce Deus Kagiraneza est réfugié en Belgique depuis des années et qu'il ne cesse de déguiser la vérité chaque fois qu'il s'exprime ».

Il apparaît clairement qu'aucun effort n'a été entrepris en Belgique, depuis vingt ans, pour dissiper tout doute raisonnable sur la réalité de cette mission du lieutenant Lotin. Il faut espérer que le juge Trévidic réussira à obtenir un éclairage de la Belgique sur ce point capital dans le déroulement de la journée du 6 avril.

Le seul témoin encore en vie de cet étrange voyage du 6 avril, Didier Lefebvre a été entendu le 15 janvier 1999 par un officier de police judiciaire belge. Il raconte : « En date du 6 avril 1994, nous avons été chargés d'une mission. Je me suis rendu en compagnie du lieutenant Lotin et de mes collègues, Dupont Christophe, Bassinne Bruno, Lhoir Stéphane et Debatty Alain au CND à Kigali. Je me trouvais dans la jeep du lieutenant Lotin et nous avons dû escorter une autre jeep dans laquelle se trouvaient 5 Rwandais à bord. Ces personnes étaient habillées en civil. Je ne sais plus la raison pour laquelle il fallait escorter ces personnes. Nous sommes partis de Kigali et nous nous sommes rendus vers le parc de l'Akagera. Nous sommes passés par l'hôtel de l'Akagera où nous nous sommes arrêtés un certain temps. Sans aucune certitude, il me semble que le lieutenant Lotin devait rencontrer quelqu'un qui ne s'est jamais présenté, du moins je ne m'en souviens plus. Nous avons ensuite poursuivi notre route. Je

me souviens effectivement que durant le trajet, nous avons rencontré un Belge qui s'occupait de placer des pièges pour les Tsé-Tsé. Nous avons traversé tout le parc Akagera et lorsque nous en sommes sortis, on devait se retrouver dans la pointe extrême Nord-Est du pays. A cet endroit, j'ai vu des cantonnements militaires. Je me rappelle avoir rejoint une route macadamisée. On ne s'est jamais arrêté. Lorsque nous sommes arrivés au bout de la route, on a fait demi-tour et nous sommes rentrés à Kigali avec les Rwandais qui nous avaient accompagnés. On les a reconduits jusqu'à l'intérieur du CND et on a rejoint notre cantonnement. Je n'ai pas eu l'opportunité de discuter avec les Rwandais. Ces personnes avaient l'air contentes mais je ne sais pas pourquoi. Par après, le lieutenant Lotin ne nous a pas fourni d'explications supplémentaires ».

Le Belge rencontré pendant ce voyage s'appelle Roger B. Il a lui aussi été entendu par la police belge et a déclaré qu'il s'occupait effectivement des relevés « de pièges expérimentaux pour les glossines (Tsé-Tsé) ; qu'il avait bien vu deux jeeps et qu'elles ont pris la direction du Nord ». En effet, ce convoi était composé de deux jeeps dans lesquelles se trouvaient pour l'une deux soldats belges (Bassinne et Lhoir) et pour l'autre trois soldats belges également (Dupont, Lefebvre et Lotin). Le caporal Bassinne a écrit ce jour-là, vers 4h00 du matin, une lettre à son épouse pour lui dire : « aujourd'hui, vers 7h00, nous partons à 100kms du côté des volcans... Il est 4h00 du matin, il me reste 1h00 à monter la garde ».

En toute logique, à la fin de sa garde effectuée toute la nuit, ce soldat aurait dû rentrer se reposer. Qu'y avait-il de si urgent à faire du côté des volcans situés au Nord-Ouest du Rwanda près de la frontière du Congo-Zaïre et de l'Ouganda, pour que la mission de ce soldat soit ainsi prolongée ? Nous avons vu plus

haut qu'il ne s'agissait pas d'une urgence officielle puisqu'aucun chef de la MINUAR ne l'avait ordonnée. Autre fait particulièrement troublant, le parc de l'Akagera est à l'opposé des volcans. A-t-on donné à ce soldat une fausse indication pour masquer l'objet de cette mission non officielle ? Le voyage vers les volcans était-il initialement bien prévu mais aurait-il subi une modification de dernière minute ?

En tout état de cause, l'absence d'éclaircissement sur cette mission énigmatique laisse planer la suspicion sur la véritable action du peloton Lotin aux côtés du FPR durant cette journée du 6 avril 1994. D'autres zones d'ombre entourent ce voyage. Par exemple, le véhicule conduit par le caporal Bassinne de marque Volkswagen « Iltis » et immatriculé 52054 a effectivement quitté Kigali à 7h00 du matin et est revenu à 19h00 après avoir parcouru 493km. Or, il est impossible selon les militaires que nous avons interrogés, de prendre la liberté de parcourir autant de kilomètres pour des raisons d'ordre touristique alors que la situation sécuritaire est extrêmement préoccupante dans l'ensemble du pays.

Autre bizarrerie, la feuille de route de ce véhicule pour cette journée du 6 avril mentionne uniquement dans son itinéraire : « Kigali-patrouille ». Cette formule laisse croire que le peloton Lotin était seulement en patrouille officielle dans la ville de Kigali. Pourquoi donc avoir noté sur la feuille de route que le lieutenant Lotin et ses hommes étaient en patrouille dans la ville de Kigali s'ils ont plutôt effectué un « voyage touristique » vers l'Akagera ?

Malgré ces nombreuses zones d'ombre, la Belgique n'a jamais jugé nécessaire de lever complètement le doute sur cet étrange voyage de ses casques bleus le 6 avril 1994, ni sur les véritables raisons de l'assassinat de ces soldats au Rwanda.

L'embarras ou le malaise de la classe politique belge semble sur ces deux points évident.

- Un étrange missile américain dans un entrepôt belge

Selon les services de renseignement belges, un missile américain aurait été destiné au FPR et stocké dans une base militaire belge en 1992. Dans un procès-verbal du 14 mars 1996 adressé au procureur du Roi et établi par un officier de police judiciaire à Bruxelles, on peut lire : « nous sommes entrés en contact ce jour avec un informateur qui nous a communiqué les renseignements suivants : “les missiles SOL-AIR qui ont servi à commettre l’attentat contre l’avion du président rwandais Habyarimana étaient entreposés au SHAPE [ndlr : Supreme Headquarters Allied Powers Europe, centre de commandement des forces militaires de l’OTAN en Europe] en Belgique et ont quitté les installations à bord d’un véhicule muni de plaque d’immatriculation du SHAPE. Suite aux recherches faites par le Capt-Cdt Pittellieon, il ressort des rapports de service de son unité que le 1 mai 1992 un service de son unité est intervenu à l’hôpital du SHAPE pour assurer dans un premier temps la sécurité des lieux suite à la découverte de containers dans lesquels se trouvaient des missiles SOL-AIR. Dans un second temps il a été fait appel à un officier de l’armée belge, le Cdt Van Can Karel, qui s’est chargé de la sécurisation des lieux en collaboration avec des services locaux. Les deux missiles portaient les caractéristiques suivantes :

LORAL aerospace corporation/LORAL aeromtronic/Fort Road/New Port Beach-CA-USA P2660. Ils étaient destinés à : WK3FQ2 Nato Maintenance and supply agency/Material Procurement Branch/L8302 Kapellen/Luxembourg. Il importe de faire remarquer que ce transfert de missiles sans escorte est une

procédure tout à fait inhabituelle ».

A ce jour, ce point n'a toujours pas été éclairci. La Belgique n'a pas levé le doute sur les raisons qui ont permis l'intrusion de missile américain dans un dépôt de l'OTAN, ni cherché à vérifier si ces missiles ont effectivement une relation avec l'attentat.

- Un avion C-130 belge cherche à atterrir

L'épisode du C-130 contribue fortement à alimenter la suspicion à l'égard des Belges. Le 6 avril, un avion militaire C-130 décolle de l'aéroport de Melsbroeck à 4h47 du matin et arrive au Caire (Égypte) pour une escale à 10h55. Il redécolle du Caire à 12h07 pour arriver normalement à Kigali vers 20h00, heure locale. L'équipage est composé de militaires belges dont le commandant de bord (Wildeman), le co-pilote (Fink) et le mécanicien navigant (Vercruysse).

A bord se trouvent quelques officiers belges de la MINUAR dont Christian Jules Dupuis, chargé des opérations et le capitaine Frank Claeys, chargé du renseignement à la MINUAR. L'avion du président Habyarimana étant attendu vers 20h15 à l'aéroport de Kigali, le C-130, qui arrive presque au même moment, ne reçoit pas l'autorisation d'atterrir. Rappelons que l'attentat se produit vers 20h20.

Cet appareil, qui se serait annoncé à la dernière minute, sans avoir envoyé aucun plan de vol à Kigali, survole donc le territoire rwandais sans se poser de 20h00 à 20h45. Autre aspect troublant : le C-130 belge est déjà équipé d'un Electronic counter measures (ou contre-mesures électroniques), c'est-à-dire d'un système antimissile destiné à protéger l'appareil en cas d'attaque aérienne. Pourquoi le C-130 belge est-il équipé d'un système antimissile au Rwanda en cette journée du 6 avril 1994 ? Les forces aériennes belges étaient-elles en possession

d'informations justifiant une telle mesure, que la MINUAR ou les officiers belges présents sur place ignoraient depuis leur arrivée dans ce pays ? Dans ce cas, qui disposait au Rwanda, parmi les forces présentes, de missiles susceptibles d'attaquer un avion militaire belge ? Les forces gouvernementales rwandaises, les rebelles tutsi ou la MINUAR elle-même ? Un tel matériel de guerre aurait-il pu être envoyé au Rwanda sans que personne n'en soit informé et sans que la MINUAR ou les services de renseignements occidentaux ne s'en aperçoivent ? Toutes ces questions demeurent à ce jour officiellement sans réponse.

Au cours de notre enquête, nous avons pu néanmoins réunir un certain nombre d'éléments d'information sur ce sujet. Ainsi, il apparaît qu'un message envoyé le 5 avril 1994 à 14h49, la veille de l'attentat, par EMG Cops au bataillon belge stationné au Rwanda indique : « 15WTPT craint une menace AA [Antiaérienne] sur les C-130 en mission en Afrique. Dès lors, le C-130 qui sera à Kigali du 6 au 22 avril sera équipé de moyens EMC. Ce matériel étant classifié, il vous est demandé de faire assurer la garde de cet avion ». Ce message est signé du commandant d'Avi de Troy. En outre, dès le 4 avril 1994, soit deux jours avant l'attentat aérien contre le Falcon 50, le lieutenant-colonel belge Joseph Dewez, chef du bataillon installé à Kigali, aurait reçu un message figurant dans le journal de marche du bataillon belge dont la formulation est la suivante : « On signale au lieutenant-colonel Dewez qu'il existe un danger de tir sur le C-130 (BE) ». Si le message du 5 avril est sourcé, celui du 4 repose plutôt sur le pronom indéfini « on » et ne comporte aucune référence d'heure ni d'origine.

Au cours de son audition devant la police belge le 26 juillet 1994, le lieutenant-colonel Joseph Dewez est sommé de s'expliquer sur l'origine et le sens de la mention du « danger de

tir sur le C-130 » à laquelle fait allusion le fameux message du 4 avril. Comme il cherchait à esquiver la question, elle lui a été posée à nouveau :

« – Vous recevez un message de l'EMPG Cops vous signalant qu'une menace antiaérienne pèse sur les C-130 en mission en Afrique. Avez-vous eu connaissance de ce message ? Lors des informations concernant l'attentat de l'avion du président, n'avez-vous pas fait le lien entre l'événement et ce message ?

– Lieutenant-colonel Dewez : « Oui, j'avais connaissance de ce message mais je n'avais aucune explication quant à la source de cette information. Ce n'est que par après que j'ai trouvé troublant ce message vu l'attentat contre l'avion du président rwandais. A l'époque, je n'avais pas très bien compris la portée de ce message car la menace antiaérienne qui aurait pu exister se trouvait sur l'aéroport même, sous contrôle du groupe de l'aéroport. Les munitions de ses armes avaient été retirées sous contrôle des observateurs ONU et entreposées dans un dépôt fermé. Nous n'étions pas au courant d'autres moyens antiaériens chez les FAR ».

Cette réponse appelle deux observations. Premièrement, malgré l'importance de cette information sur le plan sécuritaire, monsieur Dewez n'a visiblement pas poussé sa curiosité plus loin. Pourtant, la sécurité est non seulement son métier mais la raison principale de sa présence à l'aéroport de Kigali. De plus, il reconnaît que les principaux suspects qui, d'après lui, pourraient tirer sur un C-130 belge à Kigali sont à priori les FAR (Forces Armées Rwandaises) mais il admet dans le même temps que non seulement leurs armes sont placées sous le contrôle des observateurs de l'ONU mais qu'en plus il n'a pas connaissance « d'autres moyens antiaériens chez les FAR ».

En effet, une note restreinte intitulée « bataillon artillerie AA légère Kanombe » mentionnant dans le détail la liste des armes détenues par les FAR à l'aéroport se trouve bien entre les mains des officiers belges, et de fait du lieutenant-colonel Dewez. Il est donc étonnant, au vu de ces informations, qu'il s'abstienne de porter la moindre suspicion sur les rebelles tutsi. Ils avaient pourtant déjà tiré sur un avion belge comme nous le verrons dans un chapitre suivant.

Le véritable problème est que la déposition du lieutenant-colonel Dewez devant la police est très différente de son audition devant la commission d'enquête sénatoriale concernant les mêmes faits. Revenons sur cette audition :

– Mme Thijs : La question suivante porte sur le fax que vous avez reçu, selon lequel le C-130 aurait été menacé.

– Dewez : J'ai reçu un fax de Bruxelles me demandant d'accorder une protection spéciale au C-130 car il était équipé de matériel sophistiqué. Comme mes hommes étaient dispersés, j'ai répondu à Bruxelles que l'aéroport était déjà gardé par des gendarmes rwandais et qu'il y avait des patrouilles régulières de nos hommes toute la nuit. Si la force aérienne voulait absolument que l'on garde leur appareil, il suffisait que leurs hommes y logent au lieu d'aller à l'hôtel.

– Mme Thijs : Le fax stipulait-il clairement pourquoi l'avion devait être protégé ?

– Dewez : Je possède ce fax. L'avion devait être protégé à cause de son équipement électronique. Je n'ai pas reçu de message disant qu'il était menacé pendant le vol.

– Mahoux : N'avez vous donc pas reçu le message concernant une menace précise planant sur cet appareil ?

– Dewez : Non, il fallait assurer la garde au sol et je leur ai répondu que je ne voulais pas distraire deux hommes pour cela. »

Tout comme monsieur Dewez, le capitaine Franck Claeys, qui se trouvait à l'intérieur du C-130, ainsi que le commandant de Troy, auteur du message du 5 avril, vont se montrer incapables de faire des déclarations claires et cohérentes sur cette affaire.

Si la commission d'enquête du Sénat belge s'est employée à élucider différents aspects de la crise rwandaise, elle est restée très en retrait concernant l'attentat du 6 avril 1994, alors même que les autorités belges disposent des moyens nécessaires pour conduire des investigations approfondies sur ce dossier. Elles auraient dû d'autant plus s'y intéresser que leurs casques bleus étaient sur place et que dix d'entre eux ont été assassinés le 7 avril, le lendemain de l'attentat ; surtout, il a été clairement établi par les Rwandais que cet assassinat était directement lié à l'attentat.

Mis à part de nombreuses gesticulations médiatiques et un parti pris avéré de certains membres de la commission d'enquête, aucune démarche approfondie n'en est ressortie pour rechercher les auteurs de l'attentat, encore moins les assassins des soldats. Cette attitude est pour le moins étonnante.

Certes, l'auditorat militaire à travers monsieur Van Winsen qui s'est rendu au Rwanda pour enquêter sur l'assassinat des casques bleus et sur l'attentat, a bien tenté de pousser plus loin ses investigations. Néanmoins, mais il s'est vite heurté au refus catégorique de Paul Kagame et de son régime et jamais la Belgique n'a osé soulever la moindre protestation : « J'ai eu beaucoup de problèmes pendant mon enquête sur l'attentat contre l'avion. On me disait toujours que ce n'était pas mon affaire. Je n'étais pas d'accord car je voulais savoir précisément s'il y avait un lien de causalité entre la mort des Casques bleus belges et l'attentat. J'ai aussi demandé s'il y avait une enquête

sur l'attentat. En réalité, elle n'a jamais été ordonnée, ni par l'ancien ni par le nouveau gouvernement, ni par la MINUAR. Un colonel russe, dont le nom m'échappe, a bien initié une petite enquête à propos de l'assassinat des dix parachutistes belges mais s'agissant de l'attentat contre l'avion, il ne s'est rien passé. Quand j'étais sur place, j'ai eu des problèmes avec les gens qui sont aujourd'hui à la tête du pays. Je n'étais pas autorisé à voir l'épave. J'ai demandé à prélever des échantillons de l'avion sur l'emplacement de l'impact, pour savoir quel projectile était en cause, mais je ne les ai pas reçus (...) Il y a une chose dont je suis sûr, c'est que tout le monde était d'accord pour ne pas mener d'enquête. (...) Le général Dallaire n'a pas fait d'enquête. On me faisait tourner en rond ; je n'ai pas eu la permission de continuer mes recherches au Rwanda »¹⁸.

En définitive, les autorités belges semblent avoir préféré abandonner ce dossier, au moins pour le grand public, aux élucubrations de Colette Braeckman, une journaliste réputée pour sa grande proximité avec le nouveau régime de Kigali.

Cette réticence de la Belgique à faire la lumière sur des faits concernant directement ses ressortissants ne fait qu'alimenter le soupçon sur le rôle du peloton Lotin dans l'attentat. Nous avons d'ailleurs obtenu une note manuscrite confidentielle d'un haut responsable du service général de renseignements belge, le général-major Bastien. Cette note en date du 10 avril 1994 révèle : « Selon des informations qui m'ont été transmises le 09 avril 1994,

1. Il y a plus ou moins deux semaines (fin mars un peu après la visite du ministre Claes au Rwanda), des bruits circulaient dans certains milieux rwandais en Belgique selon lesquels : a. la Belgique envisageait un attentat contre le président Habyarimana ; b. cinq paras belges se préparant à se rendre au

Rwanda prochainement avaient déclaré à une personne rencontrée à Liège qu'ils avaient reçu comme instruction de tout faire pour abattre le président Habyarimana. N.B : Bien que ne l'ayant appris que ce 09 avril, j'ai tout lieu de croire que le fait que ces rumeurs circulaient fin mars est exact.

2. Le 7 avril au matin, un Rwandais habitant en Belgique et qui serait apparenté au président Habyarimana a déclaré : a. "que les rumeurs évoquées 15 jours plus tôt se vérifiaient ; b. que des preuves formelles de l'implication et même de l'instigation du gouvernement belge existaient, à savoir : les déclarations des 5 militaires à Liège (voir paragraphe 1b ci-dessus) ; le missile qui a abattu l'avion présidentiel a été tiré à partir du camp de Kanombe gardé par les militaires belges et que tout de suite après l'attentat, des casques bleus du Bangladesh ont arrêté 5 paras belges et les ont conduits à la prison où ils ont été assassinés.

3. Le Rwanda aurait l'intention de porter plainte contre la Belgique devant la cour internationale de justice de La Haye ».

Dans ce climat où rumeurs et investigations se côtoient, la presse commence à relayer les accusations contre des Casques bleus belges. Face à cette situation, Kofi Annan, alors chef des opérations de maintien de la paix à l'ONU, cherche à s'informer. Il envoie un fax le 14 avril à Kigali pour savoir ce qu'il en est. Le représentant du secrétaire général de l'ONU, Jacques Roger Booh Booh répond par fax dès le lendemain : quatre officiers belges présents à l'aéroport ont été interrogés ; tous ces témoins oculaires confirment que l'avion a bien été abattu par un missile. Aucun, cependant, n'est en mesure de dire qui a tiré sur l'avion. Les témoignages des médecins militaires Daniel Daubresse, Massimo Pasuch, Denise Van Deenen et du parachutiste Mathieu Gerlache obtenus précipitamment le 13 avril seront annexés au

fax de monsieur Booh Booh envoyé à l'ONU.

Au lieu de dissiper les doutes en répondant avec précision aux accusations des Rwandais sur le rôle supposé ou réel de leurs soldats dans l'attentat du 6 avril, les diplomates belges, qui éludent sans cesse le sujet, renforcent le soupçon. Evitant de répliquer sur le fond, ils cherchent plutôt à donner l'impression que les accusations des Rwandais sont ridicules et dénuées de tout fondement.

C'est ce qui ressort du rapport confidentiel daté du 8 avril 1994 que l'ambassadeur belge à l'ONU, monsieur Paul Noterdaeme, adresse au ministre des Affaires étrangères, Willy Claes : « Mon collègue français m'a aimablement informé du contenu d'un entretien qu'il a eu avec l'ambassadeur Jean-Damascène Bizimana, représentant permanent du Rwanda auprès de l'ONU et siégeant actuellement au Conseil de sécurité. L'ambassadeur Bizimana est un proche de feu le président Habyarimana. Pour Bizimana, les Belges sont impliqués dans l'attentat qui a coûté la vie aux présidents du Rwanda et du Burundi. Cette action s'inscrit dans la tradition belge d'ingérence dans les affaires intérieures du Rwanda en faveur des Tutsi. L'ambassadeur a fait état de rumeurs concernant une intervention militaire imminente de la Belgique sous couverture de pseudo-raisons humanitaires. Pour Bizimana, il vaut mieux que les Belges n'interviennent pas au Rwanda pour évacuer leurs ressortissants car ils y ont perdu tout crédit (...).

Mon collègue français a qualifié l'hypothèse de travail de son interlocuteur de non raisonnable. Comme membre du Conseil de sécurité, Bizimana risque évidemment de propager ce genre de commentaires peu amènes, qui contribueront à isoler davantage mon collègue rwandais dont le crédit diplomatique est assez bas à New York ».

Si les diplomates belges continuent d'affirmer que les accusations des Rwandais sont fantaisistes, ils s'abstiennent cependant de démontrer l'absence de lien entre leurs soldats et l'attentat. Ainsi, quand le juge français antiterroriste Jean-Louis Bruguière, en charge de l'enquête sur l'attentat, sollicite un document déposé, lors de son audition devant la commission du Sénat belge par l'ancien Premier ministre rwandais Faustin Twagiramungu, le Sénat ne juge d'abord pas nécessaire de lui répondre.

C'est après deux lettres de relance du juge d'instruction belge Vandermeersch et sur la forte insistance du juge Bruguière, que six mois plus tard, le président du Sénat belge, monsieur Armand de Decker, répond : « J'ai bien reçu votre courrier du 18 juin dernier, et je vous prie de bien vouloir excuser cette réponse tardive. Après examen du dossier, il apparaît que la demande des autorités judiciaires françaises porte sur un document transmis à titre confidentiel aux membres de la commission d'enquête par un témoin (...). Je ne dispose d'aucun élément indiquant que la commission aurait décidé ultérieurement de manière explicite ou implicite de lever l'obligation de secret ».

Précisons que ce document rédigé par l'ancien responsable des services de renseignement de Paul Kagame, Sixbert Musagamfura, portait les noms des membres du FPR directement impliqués dans l'attentat contre l'avion. L'intéressé nous a confirmé avoir effectivement remis cette note à Faustin Twagiramungu lorsqu'il était encore chef du gouvernement et que Paul Kagame occupait les postes de vice-président et de ministre de la Défense.

Comment expliquer que la Belgique, au lieu de contribuer à faire la lumière sur l'attentat, comme le Sénat belge en avait pris l'engagement en mettant en place un comité de suivi sur

l'attentat en 1997, s'oppose en 2003, à la délivrance d'un document susceptible de faire éclater la vérité ?

Comment expliquer dans le même temps que la Belgique mette tous les moyens en œuvre pour juger tout Hutu prétendument génocidaire, mais s'applique à ne pas aider la justice, quelle qu'elle soit, au sujet de l'attentat et de l'assassinat de ses propres soldats au Rwanda ?

- Forte tension à l'aéroport entre soldats belges et rwandais

L'attaque contre le Falcon 50 à Kigali marque un tournant pour les militaires rwandais dont le comportement va aussitôt changer. Pour eux, l'assassinat du président de la République est une sorte de déclaration de guerre. C'est à l'aéroport que se concentrent d'abord les crispations et les premières réactions des soldats de la garde présidentielle d'Habyarimana.

En consultant différents rapports militaires classés confidentiels, notamment ceux du bataillon belge basé à Kigali (KIBAT), on y trouve de nombreux détails sur la situation qui prévaut sur le terrain juste après l'attentat. Certains éléments notés ce soir-là restent, aujourd'hui encore, tout à fait significatifs.

Premièrement : les militaires belges qui se trouvent à l'aéroport confirment que « l'avion du président a été abattu par le tir d'un missile vers 20h30 ». Au même moment, un officier belge, le capitaine Vandriessche, répondant sous le nom de code Alpha 6, signale au poste de sécurité (PC Bn) qu'un de leurs éléments en poste d'observation dans la vieille tour de contrôle a observé un tir de missile à l'Est de l'aérodrome. Ce dernier précise que l'avion aurait émis un signal de détresse avant de disparaître complètement du champ visuel. Les pompiers de l'aéroport prennent immédiatement leur matériel et cherchent à

intervenir sur le lieu du crash. Le major Daubresse du bataillon belge qui se trouve à Kanombe signale qu'il a aperçu des tirs de balles traçantes et entendu des bruits d'armes lourdes dans les environs de l'aéroport.

Deuxièmement : dans un appartement privé où se trouvent des soldats du détachement médical de la MINUAR, le téléphone sonne. C'est l'épouse d'un pilote français du Falcon 50 qui veut avoir des nouvelles car elle a été informée par un militaire français que l'avion piloté par son mari a fait l'objet d'une attaque. Son correspondant à Kigali lui apprend que l'avion du président rwandais vient d'être abattu. La radio Motorola de la MINUAR annonce que des civils rwandais de la tour de contrôle confirment l'information.

A 22h, les mouvements de troupes des Forces Armées Rwandaises commencent à s'intensifier à l'aéroport. A 23h00, la radio rwandaise rend officielle la nouvelle de la mort du président. Les troupes de la sécurité rwandaise affluent vers l'aérodrome. Les soldats rwandais sont particulièrement nerveux et les premiers contacts avec les militaires belges de l'ONU présents à l'aéroport sont très tendus. Les Rwandais soupçonnent en effet un groupe de parachutistes belges d'être impliqué dans l'attaque contre l'avion du président.

Rapidement, cette rumeur se répand dans la capitale. L'ambassadeur du Rwanda au Zaïre, Etienne Sengegera, fait une déclaration dans la presse zaïroise, dans laquelle il confirme cette rumeur. Il réitère son propos lors d'une rencontre de travail avec l'ambassadeur de France à Kinshasa, Jacques Depaigne ; il précise que trois soldats belges de la MINUAR sont mêlés à l'attentat et qu'ils auraient été arrêtés par leurs collègues de la force onusienne. La colère et l'indignation s'emparent de tout le pays. L'histoire politique du Rwanda vient de basculer.

Quelques éléments de la garde présidentielle, très éprouvés, commencent à s'activer à l'aéroport. Ils installent des bus et des camions anti-incendie en travers de la piste d'atterrissage. A 6h10, la garde présidentielle encercle l'aérogare et le capitaine belge Vandriessche est obligé de retirer ses hommes pour éviter un affrontement avec les militaires rwandais.

Au même moment, suite à une information du capitaine Marchal, qui répond sous le nom de code de Charlie 6, le lieutenant-colonel belge Dewez, lui-même ayant comme nom de code Sierra 6, adresse un message radio codé informant qu'une rumeur se répand dans la ville : les Belges auraient abattu l'avion du président Habyarimana. Cette rumeur est mentionnée aussi bien dans les rapports des services secrets rwandais que dans ceux du renseignement militaire français et les câbles diplomatiques belges.

La tension ne cesse de monter entre les soldats belges et les éléments de la garde présidentielle. A ce stade, comment expliquer un tel désarroi et une telle colère chez les militaires rwandais les plus proches d'Habyarimana s'ils sont eux-mêmes les instigateurs de l'attentat ?

Pour la majorité des Rwandais, l'assassinat du président de la République n'est ni plus ni moins qu'un coup d'État devant permettre la prise du pouvoir par les rebelles tutsi du FPR/APR. Dans les faits, cet acte terroriste ouvre effectivement la voie à une guerre totale et aux affrontements inter-ethniques.

Un télégramme diplomatique de l'ambassadeur de France envoyé à Paris le 7 avril à 17h30 et intitulé « combat avec le FPR dans Kigali » annonce : « Environ 300 hommes du FPR sont sortis du parlement. Ils se déploient notamment autour de l'hôtel Méridien. Des combats les opposent aux Forces Rwandaises ». A Kigali, la descente aux enfers vient de commencer¹⁹.

- 19f. Onana, Charles, *Silence sur un attentat*, Paris, Duboiris, 2005, 118p.
- 2 Cf. Onana, Charles, *Europe, crimes et censure au Congo*, Paris, Duboiris, 2012, 320p.
- 3 Cf. *Silence sur un attentat*, Paris, Duboiris, 2005, 118p., pp.57-68.
- 4 Cf. Booh Booh, Jacques-Roger, *Le patron de Dallaire parle*, Paris, Duboiris, 2005, 207p.
- 5 Cf. Dallaire, Roméo, *J'ai serré la main du diable*, Québec, Libre Expression, 2003, 685p., pp. 413-414.
- 6 Cf. Dallaire, Roméo, *Op. Cit.*, p.632.
- 7 Cf. *Silence sur un attentat*, Paris, Duboiris, 2005, 118p., pp.32-33.
- 8 Dallaire est nommé sénateur par le Premier ministre le 25 mars 2005 et plusieurs universités américaines et canadiennes lui ont attribué des doctorats d'honneur.
- 9 Cf. Booh Booh, Jacques-Roger, *Op. Cit.*
- 10 Confidences d'Amadou Deme à l'auteur.
- 11 Cf. Deme, Amadou, *Rwanda 1994 et l'échec des Nations Unies*, décembre 2011, pp.121-125.
- 12 Cf. *Silence sur un attentat*, Paris, Duboiris, 2005, 118p., p.27.
- 13 Cf. Audition à huis clos de l'ambassadeur de Belgique au Rwanda, Johan Swinnen le mercredi 12 mars 1997 lors de la session ordinaire de la Commission spéciale Rwanda présidée par monsieur Swaelen.
- 14 Cf. audition de l'ambassadeur Johan Swinnen, *Op. Cit.*
- 15 Cf. Marchal, Luc, *Rwanda : la descente aux enfers*, Editions Labor, 2002, 335p., p.81.
- 16 Cf. Audition du lieutenant-colonel de réserve de Loecker devant la commission d'enquête du Sénat belge le jeudi 29 mai 1997.
- 17 Cf. Audition du colonel Luc Marchal devant la commission d'enquête sénatoriale belge sur les événements du Rwanda, 19 mars 1997.
- 18 Les troupes belges étaient surtout considérées par les Hutu comme étant pro-tutsi et sympathisantes des rebelles du FPR/APR.
- 19 Cf. Marchal Luc, *Op. Cit.*

10. Kagame et l'État rwandais perdent leurs procès

Le 6 mars 2002, nous recevions deux plaintes, l'une du président Kagame et l'autre de l'État rwandais, exigeant « le retrait du livre *Les secrets du génocide rwandais : enquête sur les mystères d'un président* » de la vente en librairie. En quoi méritions-nous cet honneur d'être attaqué à la fois par un État et par un chef d'État ?

Nous avons simplement publié, à la veille du huitième anniversaire de l'attentat du 6 avril 1994, une enquête pointant la responsabilité de l'ancien chef rebelle Paul Kagame et du commando qu'il dirigeait à l'époque, dans cet acte terroriste. Nous avons surtout mis en évidence les crimes qu'il a soit diligentés lui-même, soit fait exécuter par ses hommes contre les Hutu, les Tutsi, des Français, des Canadiens et des Espagnols. Sans nous préoccuper de l'origine ethnique, religieuse ou « raciale » des victimes, nous avons simplement observé que ces crimes, généralement peu évoqués et peu traités dans les médias et autres commissions d'enquête, faisaient apparaître la face cachée du chef rebelle rwandais. Celui que la majorité des médias célébraient et présentaient comme le héros qui a « stoppé le génocide » se révélait plutôt, à travers cette enquête, être un criminel de guerre arrivé au pouvoir après l'exécution de son prédécesseur et de témoins gênants des exactions commises par ses hommes. Ce livre avait démoli l'image médiatique que s'était habilement construite Paul Kagame depuis 1994.

Cet ouvrage n'était donc pas le bienvenu dans un univers médiatique où seules les victimes tutsi étaient déplorées et célébrées, et les abominables Hutu unanimement et à tout jamais condamnés. Nous essayions de montrer que la propagande médiatique orchestrée autour du « génocide tutsi » rendait pratiquement inaudible et invisible toutes les autres victimes de la tragédie rwandaise, les Hutus bien sûr, mais aussi les victimes françaises, burundaises, espagnoles et canadiennes.

L'attentat contre le Falcon 50 étant considéré comme le « déclencheur » des massacres et généralement attribué, sans aucune preuve, aux extrémistes hutu, notre livre ne pouvait que provoquer l'ire du nouveau président rwandais et nous conduire devant la 17ème chambre du tribunal de Grande Instance de Paris. Nous nous y sommes présentés sereinement, fort des milliers de documents probants et des témoignages clé sur lesquels reposaient nos investigations. Nous étions aussi conscient que c'était-là la première véritable occasion d'honorer des milliers de victimes innocentes qui jusqu'alors n'avaient intéressé personne, à commencer par celles de l'attentat du 6 avril.

Le procès qui allait s'ouvrir était déjà une petite victoire pour ces victimes et leurs familles puisque le silence imposé depuis 1994 sur cette affaire venait d'être rompu par celui qui jusqu'alors l'entretenait. Par ce « coup de sang », Paul Kagame allait définitivement briser un tabou, celui de l'attentat du 6 avril et des millions de victimes du FPR/APR au Rwanda et au Congo. Avant même l'ouverture du procès, le sujet avait envahi certains médias et forums de discussions. Dans le même temps, nous devenions la cible d'injures et d'une campagne de dénigrement sans précédent par les partisans du régime rwandais largement mobilisés pour l'occasion.

Ne nous laissant pas impressionner pour autant, nous pouvions déjà nous satisfaire d'avoir au moins réussi à mettre au centre du débat l'événement qui avait déclenché l'horreur dans tout le Rwanda. Les avocats du Tribunal Pénal International pour le Rwanda qui exigeaient, en vain, l'ouverture d'une enquête sur cet attentat, attendaient, eux aussi, l'issue du procès, curieux et impatients de savoir si Kagame allait être en mesure d'apporter la démonstration de son innocence. Les Rwandais, dans leur majorité, voulaient aussi entendre les arguments de Paul Kagame. En outre, une instruction étant déjà en cours en France suite à la plainte déposée en 1997 par les veuves de l'équipage français du Falcon 50, l'enjeu était évidemment de taille. Enfin, face aux moyens importants mis en face de nous et aux fortes attentes de tous ceux qui espéraient nous voir remporter cette partie en apparence si inégale, il faut reconnaître que la pression était forte.

3 juin 2002, fin du suspens. Le tribunal déclare simplement l'action de Kagame et de l'État rwandais nulle pour cause de prescription, puisque la procédure en diffamation a été engagée plus de trois mois après la publication de l'ouvrage incriminé... un délai qui reflétait sûrement une certaine hésitation de la part du rebelle devenu président à Kigali.

Le dictateur rwandais a néanmoins la rancune tenace et déteste les échecs, surtout lorsqu'il a déclenché lui-même les hostilités. Lors d'un conseil des ministres à Kigali où cette question est abordée, comme le rapporte un de ses ministres présent, Paul Kagame, qui habituellement maîtrise ses nerfs, laisse éclater sa colère en frappant violemment sur la table le verre d'eau qu'il tient en main. C'est son ambassadeur à Paris, Jacques Bihozagara, qui tente de l'apaiser en lui assurant qu'il va s'occuper personnellement du cas « Onana ». Ce sera, croit-il,

chose faite, avec une seconde plainte du chef de l'État et de l'État rwandais déposée le 14 août 2002, dès la parution de la réédition des *Secrets du génocide rwandais*.

Cette fois, le président rwandais s'adjoint les services d'un cabinet parisien réputé. Le bras de fer s'engageant pour de bon, notre avocat décide de renforcer notre stratégie de défense. Nous fournissons près de trois mille documents comme offres de preuve au juge, auxquels nous ajoutons une liste de témoins comprenant notamment le commandant des casques bleus belges de l'ONU, le colonel Luc Marchal. La présence dans notre procès de cet officier onusien qui était chargé du contrôle des armes et des munitions à Kigali, ne semblait pas être de bon augure pour le chef de guerre Paul Kagame...

Quelques jours avant l'audience, nous nous attendons donc à ce que Paul Kagame apporte enfin des preuves accablantes contre les Hutu ou les Français que lui et ses porte-voix ne cessent de mettre en cause dans l'attentat depuis 1994. Sachant que Paul Kagame a des alliés importants à Paris, et malgré notre préparation, notre avocat se pose beaucoup de questions sur la tournure que pourraient prendre les événements, d'autant que l'environnement médiatique ne nous est pas favorable. Bien des journalistes ont en effet, depuis longtemps, pris fait et cause pour Kagame et la rébellion tutsi.

Reporters Sans Frontières (RSF) nous a bien envoyé un émissaire pour une rencontre, mais l'organisation est plutôt alignée sur les positions de Kagame au sujet du « génocide » et l'entretien avec un responsable Afrique de RSF dans ses locaux parisiens s'apparentera plus à une évaluation psychologique de notre inquiétude face à Kagame, qu'à une démarche de soutien à un journaliste attaqué par un dictateur, criminel de guerre de surcroît.

Cependant, à notre grand dépit, la confrontation tant attendue n'aura pas lieu. Quarante-huit heures seulement avant l'ouverture du procès, un fax est adressé au président du tribunal et aux juges composant la 17ème chambre du TGI de Paris par l'avocat de Kagame, maître Xavier Flécheux, ainsi qu'à notre conseil. Il annonce : « Monsieur Kagame et l'État rwandais ont assigné les Editions Duboiris et monsieur Charles Onana, (...), en date du 14 août 2002, pour les voir condamner pour atteinte à la présomption d'innocence, au sens de l'article 9-1 du code civil, et pour diffamation publique envers un particulier, au sens des articles 29 alinéa 1 et 32, alinéa 1 de la loi du 2 juillet 1881 sur la presse, à raison de la publication par les Editions Duboiris d'un livre intitulé *“Les secrets du génocide rwandais-enquête sur les mystères d'un président”*, parue le 16 mai 2002.

Monsieur Paul Kagame et l'État rwandais entendent cependant, en application des articles 394, 395 alinéa 2, et 398 du nouveau code de procédure civile, se désister purement et simplement de l'instance actuellement pendante devant la 17ème chambre -1ère section du tribunal de Grande instance de Paris ».

Certes, nous venons à nouveau de gagner le combat, cette fois par abandon ; mais notre frustration est immense car Kagame vient de priver le public français d'une occasion exceptionnelle d'ouvrir un vrai débat sur l'attentat. La conclusion s'impose pour un magistrat qui connaît le dossier : « Monsieur Kagame s'est rendu compte qu'il allait vers le grand déballage et probablement pas vers son innocence »¹.

Le grand déballage n'ayant pas eu lieu, il est utile de revenir ici sur les raisons pour lesquelles notre enquête sur l'attentat du 6 avril avait, dès 2002, abouti à la mise en cause du chef de la rébellion tutsi et du commando qu'il dirigeait.

Nous nous étions d'abord rendu à Nairobi, au Kenya, pour y

rencontrer deux hauts fonctionnaires de l'ONU, bien conscient que si le Kenya était un pays idéal pour rechercher la vérité, il n'en constituait pas moins une zone dangereuse où des membres influents de la rébellion venaient d'être assassinés parce qu'ils en savaient trop². Les services de renseignement rwandais et les hommes de main de Kagame y étaient très actifs et très peu scrupuleux.

Face à notre premier interlocuteur, nous faisons donc preuve de la prudence nécessaire et lui présentons notre enquête comme « portant sur le rôle des grandes puissances dans les événements du Rwanda ». Immédiatement, le haut fonctionnaire de l'ONU demande : « vous voulez savoir ce que les États-Unis ont fait dans ce dossier ? », et face à notre réponse évasive, poursuit : « Avez-vous cherché à connaître le rôle du président Clinton dans ces événements ? C'est lui qui a tout orchestré, assène notre interlocuteur. C'est lui qui a donné cette liberté à Kagame de massacrer les Rwandais. Pour l'instant, les médias n'osent pas le dire mais c'est cela la réalité ».

Nous profitons de ce propos liminaire pour poser directement la question du responsable de l'attentat. Le fonctionnaire sourit nerveusement et se penche à nouveau en murmurant : « d'après vous qui en est le bénéficiaire ? Allons, réfléchissez, qui a remplacé Habyarimana ? » « Pasteur Bizimungu ! » répondons-nous prudemment ! « Mais non, il n'est rien celui-là, réplique-t-il dédaigneusement. Il ne compte pas Bizimungu ! Qui est le vice-président, celui qui prend réellement les décisions ? » « C'est Paul Kagame ! » lançons-nous précipitamment. « Voilà !, rétorque-t-il, vous avez-là la cause du drame rwandais ».

Puis le fonctionnaire nous fournit des informations précises sur le début des massacres et l'appui logistique reçu par les

rebelles à partir de l'Ouganda ainsi que sur l'appui des agents et mercenaires américains aux rebelles qu'il a observé à partir de Nairobi et de Kampala.

Ce libre entretien avec un haut représentant de l'ONU fut un déclic dans notre enquête. En quittant le Kenya, nous avons déjà suffisamment d'informations pour douter de la version officielle des événements de 1994 au Rwanda. Ce fonctionnaire était-il écœuré par tout ce qu'il savait et ce qu'il avait vu dans la région ? Avait-il éprouvé le besoin de se confier à une personne qui lui inspirait confiance ou semblait être réceptive à un discours différent du discours dominant ? Il était effectivement révolté par ce qu'il lisait dans la presse au sujet de la rébellion tutsi et semblait profondément marqué par le cynisme de la « communauté internationale » dans ce dossier.

Suite à ces échanges riches et fructueux, nous avons poursuivi notre enquête à Paris et aux États-Unis et avons obtenu de nombreux témoignages et documents sur cet attentat.

Une synthèse de nos investigations sur l'attentat

Il est difficile de résumer ici une enquête qui nous a pris plus d'une décennie et qui fait encore l'objet de polémiques et de procédures judiciaires en France et en Espagne. Si nous n'avons pas la prétention de détenir l'absolue vérité sur cette affaire, nous avons néanmoins fait beaucoup d'efforts pour nous en rapprocher. Il est à cet égard intéressant d'observer que dans un dossier criminel complexe comme celui-ci, certains s'entêtent à présenter diverses versions possibles, non pas pour les besoins d'une recherche rigoureuse et approfondie dans une perspective visant à examiner tous les aspects pertinents afin d'éliminer au fur et à mesure les fausses pistes, mais plutôt pour les multiplier

et entretenir la confusion dans les esprits. Après plusieurs années de recherches méticuleuses, de nombreux éléments tendent à prouver qu'une piste mérite d'être privilégiée : celle des rebelles tutsi de l'APR/FPR. Pourtant, c'est précisément l'exploration de cette piste qui rencontre toutes les entraves devant la justice internationale et française. Pourquoi ?

Rappelons que l'enquête du juge français antiterroriste Jean-Louis Bruguière avait abouti, en 2006, à l'émission de 9 mandats d'arrêt internationaux contre les proches du président Kagame, dont son chef d'état-major général, à défaut de pouvoir inculper Kagame lui-même, protégé par son immunité présidentielle. Les familles des victimes et de nombreux observateurs attendent encore des juges Marc Trévidic et Nathalie Poux, qui ont repris le dossier, qu'ils désignent, aux termes de leurs propres investigations, les coupables de l'attentat du 6 avril 1994 au Rwanda et qu'enfin une vérité judiciaire soit établie.

Si d'aventure les juges se permettaient de refermer ce dossier, soit sur un non-lieu, soit par une pirouette pour éviter de désigner les auteurs de l'attentat, ce serait à nouveau la preuve que si les rebelles tutsi sont bien derrière l'attentat, ils jouissent d'un niveau de protection trop élevé pour être formellement accusés et inquiétés.

Depuis vingt ans, certains veulent nous contraindre à accepter que cet acte s'est commis presque tout seul, ou par des forces mystérieuses, sans commanditaire et sans bénéficiaire. D'autres s'évertuent à maintenir l'idée de « thèses » qui s'affrontent pour donner l'impression au public mal informé, soit que les auteurs de l'attentat sont difficiles à identifier, soit qu'ils se trouvent du côté des Français et des Hutus, mais qu'on ne peut pas vraiment le prouver.

Dans le livre d'un universitaire belge intitulé *Rwanda : trois*

jours qui ont fait basculer l'histoire, quatre hypothèses ont été formulées sur les auteurs possibles de l'attentat. Il y a d'abord la piste des extrémistes hutu appuyés par des militaires français. Il y a ensuite la piste burundaise car le président du Burundi voyageant à bord du Falcon 50 aurait pu être, selon l'auteur, la personne visée. Il y a en outre la piste des officiers de gendarmerie (Hutu du Sud) proches de l'opposition non armée et hostiles au président Habyarimana qui auraient pris l'initiative de changer de régime. Il y a enfin la piste des rebelles tutsi qui auraient bénéficié de l'appui des casques bleus belges pour commettre l'attentat.

De toutes ces hypothèses, l'auteur en a retenu finalement deux : la première et la quatrième. Si l'hypothèse des extrémistes hutu lui paraît « vraisemblable », celle du FPR n'est, selon lui, pas à exclure. 20 ans après les faits, nous disposons de suffisamment d'éléments pour juger de la pertinence de chacune de ces hypothèses et écarter la moins crédible.

L'hypothèse des extrémistes Hutu appuyés par des soldats français a été pour la première fois soutenue par la journaliste belge Colette Braeckman qui en a fait son « scoop » à la une du quotidien bruxellois *Le Soir*³. Elle s'appuie essentiellement sur une lettre manuscrite datée du 29 mai 1994 d'un certain Thaddée qui prétend travailler pour la Coalition pour la Défense de la République (CDR), parti qualifié d'extrémiste hutu, dans laquelle ce Thaddée affirme que le Falcon 50 « aurait été abattu par deux militaires français du DAMI (Détachement de l'assistance militaire à l'instruction) au service des CDR ». Colette Braeckman cite notamment un Français dénommé Etienne pour justifier l'implication de la France dans l'attentat. Le problème est que son fameux Thaddé est totalement inconnu au Rwanda et qu'il n'est jamais apparu depuis 20 ans. A-t-il

seulement jamais existé ?

Quant à Etienne, il s'agit en réalité du pseudonyme d'un militaire du DAMI dont le vrai nom est Pascal Estrada. En enquêtant sur ce militaire français, nous découvrons qu'il a certes effectué plusieurs séjours au Rwanda – d'abord en 1991 durant cinq mois, ensuite en 1992 pour un bref séjour et enfin en 1993 où il y est resté environ un mois dans le cadre du DAMI – mais qu'en 1994 et plus précisément le 6 avril, il n'était plus au Rwanda. Ce jour-là, Etienne se trouvait au Burundi dans le cadre d'une mission du DAMI auprès de l'armée burundaise. Le fameux suspect français de Colette Braeckman n'en est donc pas un puisqu'il n'était pas sur les lieux du crime le jour de l'attaque. Ce que Braeckman ignore, c'est que, quoi qu'il en soit, Etienne ne sait pas se servir d'un missile. Il n'a jamais suivi de formation sur cette arme au sein de l'armée française.

Le prétendu scoop de Colette Braeckman sur l'attentat n'a jamais conduit à une audition d'Etienne, ni par l'auditorat militaire belge, ni par la commission sénatoriale belge. Il faut croire que les autorités belges, sachant plus ou moins ce qui s'est réellement passé, n'ont jamais pris au sérieux les hypothèses de la journaliste sur ce volet.

En fait, au lieu d'enquêter, c'est-à-dire de rechercher, de recouper et de vérifier ses informations, Colette Braeckman se contentera de reprendre, sans aucune précaution d'usage, les rumeurs qui circulent sur l'attentat dès lors où elles mettent en cause les Français ou les Hutu. A l'inverse, chaque fois qu'il s'agit des rebelles Tutsi, elle réfute systématiquement tout indice ou information susceptible de prouver leur implication dans l'attentat. Elle n'hésitera d'ailleurs pas à dénigrer tous ceux, témoins, experts, membres repentis de la rébellion tutsi ou juge, qui soupçonnent ou accusent les rebelles et particulièrement Paul

Kagame⁴. Madame Braeckman est devenue le chien de garde médiatique de Kagame et de la rébellion ! Elle s'est mise à fabriquer des coupables, à partir d'éléments fragmentaires et disparates, sans aucune preuve tangible.

Lors d'un débat télévisé où nous intervenons tous les deux, nous lui demandons pourquoi elle n'a pas donné plus de détails sur la prétendue culpabilité des Hutu et de l'armée française. Confuse et presque mal à l'aise, elle répond : « A l'époque, j'avais des informations qui étaient concordantes et qui mettaient en cause les extrémistes hutu. C'était la thèse qui prévalait au lendemain du génocide. Je n'ai pas changé d'avis mais je n'ai pas eu les moyens d'un tribunal pour continuer l'enquête. Je maintiens néanmoins que les éléments rassemblés par le juge Bruguière et qui mettent en cause le Front Patriotique Rwandais de Kagame ne sont pas convaincants et ne résistent pas à une analyse des faits »⁵. Quelle est cette étrange logique qui la conduit à reconnaître qu'elle n'a pas les moyens d'un tribunal tout en prétendant qu'elle est à même de réfuter les éléments réunis par un juge doté de tous les moyens d'investigation qu'elle n'a pas ?

A la différence de Colette Braeckman, le journaliste franco-américain Stephen Smith s'est donné la peine d'enquêter sur l'attentat et sur la responsabilité des Hutu « aidés par la France » dans ce crime. Il a remis cette hypothèse en cause au moment où elle semblait séduire un public encore sous le choc des massacres⁶. Même si elle sera reprise à différentes occasions par d'autres auteurs, cette version est fragile et facilement invalidée par une analyse rigoureuse.

Réexaminons donc cette piste des extrémistes hutu qui auraient été aidés par des militaires français pour commettre l'attentat contre le Falcon 50.

Tout d'abord, qui sont ceux que l'on désigne sous le vocable « d'extrémistes hutu » ? Ce sont globalement les membres de la CDR, un parti politique radical et minoritaire qui ne représentait aucune menace politique réelle ni pour Habyarimana, ni pour l'ensemble de l'opposition et qui avait obtenu le droit d'être représenté au parlement rwandais à travers un seul député sur soixante-dix. Relativement proche de certaines positions d'Habyarimana, il était qualifié « d'aile dure du président ».

Les autres personnes rangées parmi les extrémistes Hutu sont des membres de la belle-famille du président, et notamment ses beaux-frères Elie Sagatwa, chef d'état-major particulier du président et tout puissant patron de la garde présidentielle, Protais Zigiranyirazo dit « Z », éminence grise du président et ancien préfet et Séraphin Rwabukumba, patron de la Banque Nationale du Rwanda et argentier du régime. On trouve enfin aux côtés des frères de madame Habyarimana le colonel Bagosora, homme de l'ombre d'Elie Sagatwa et directeur de cabinet du ministre de la Défense nationale.

Ce petit clan familial dénommé « Akazu »⁷ avait en réalité beaucoup plus de pouvoir et d'influence sur les affaires de l'État que les représentants de la CDR dont le président Habyarimana restait le principal protecteur. C'est lui qui leur permettait d'avoir un minimum d'influence au sein des institutions rwandaises.

Dans un environnement politique de plus en plus concurrentiel du fait du multipartisme, leur pouvoir était somme toute réduit. Quel intérêt avaient-ils alors à éliminer Habyarimana qui restait, malgré tout, le seul garant de leur existence politique ? Signalons en outre qu'Elie Sagatwa, le poids lourd des « extrémistes hutu », est mort avec le président Habyarimana dans l'attentat. Si « l'Akazu » avait réellement pris l'initiative de commettre un tel attentat, alors on peut qualifier ce

petit clan de suicidaire !

En réalité, une fois Habyarimana et Elie Sagatwa éliminés, quelle personnalité d'envergure allait pouvoir protéger ces « extrémistes », garantir leurs intérêts et continuer d'assurer leur maintien au pouvoir ? Étaient-ils donc tous assez stupides pour entreprendre leur propre anéantissement et leur suicide politique et financier ?

Le second point qui disqualifie complètement cette hypothèse de la responsabilité des Hutu dans l'attentat a trait à la compétence technique des auteurs de l'attentat. La CDR était un parti politique et non un mouvement politico-militaire ou paramilitaire. Qui était donc capable dans ce parti politique de se servir d'armes comme des missiles SAM15 nécessitant un certain niveau de technicité pour abattre un avion ? Les défenseurs de cette version des faits n'ont jamais désigné le spécialiste en matière de missiles appartenant à « l'Akazu » qui aurait pu abattre le Falcon 50. Ajoutons, pour être tout à fait complet sur ce chapitre, que les miliciens Interahamwe qui se sont illustrés dans l'assassinat massif des Tutsi à la machette, étaient avant tout des délinquants drogués, violents et indisciplinés, pour le moins incapables de concocter à l'avance un plan d'attentat au missile contre un Falcon 50.

Examinons le troisième argument : admettons qu'une poignée d'« extrémistes hutu » ait voulu s'en prendre physiquement à Habyarimana ; de quelles complicités auraient-ils pu bénéficier dans l'armée, la gendarmerie, la police, la garde présidentielle et les services de renseignement qui étaient majoritairement en faveur du président ? De quels moyens matériels et opérationnels auraient-ils pu disposer pour accomplir un tel forfait quasiment au su et au vu des Forces Armées Rwandaises ? Comment auraient-ils pu, enfin, acheter et faire

entrer un missile au Rwanda sans être identifiés, soit par les services de sécurité rwandais, soit même par la MINUAR ? A ce jour, personne n'a apporté la moindre précision sur ce point.

Dernier élément, puisque la France appréciait et soutenait beaucoup Habyarimana, comment expliquer qu'elle serait restée passive devant l'initiative des « extrémistes hutu » préparant un attentat contre le président et aurait observé sans réagir les préparatifs de l'élimination de son allié dans la région et de l'équipage français ? Mieux, François Mitterrand, qui n'avait pas la réputation d'être un homme politique peu avisé, aurait laissé les « extrémistes hutu » tuer Habyarimana sans même envisager de lui trouver un remplaçant ?

Il est vraiment étonnant que ceux qui accusent souvent – et parfois à juste titre – la France d'ingérence dans les affaires intérieures des États africains semblent nous dire, dans cette affaire, qu'elle a participé à un attentat sans se soucier du bénéfice qu'elle était censée récolter de la mort du chef de l'État rwandais. Comment expliquer que François Mitterrand, que ses compatriotes avaient surnommé « Dieu » pour son habileté politique et son goût pour les manœuvres sophistiquées, se soit comporté, au Rwanda, comme un aventurier ou un amateur organisant un coup d'État sans même en prévoir les conséquences ni en tirer le moindre profit ? Qui peut croire à un tel scénario ?

Si Mitterrand avait réellement décidé de manœuvrer politiquement le 6 avril au Rwanda, aurait-il fait preuve d'un tel degré d'incompétence, de médiocrité et d'inefficacité ? Il ne semble pas, au final, qu'il y ait plus saugrenue que cette hypothèse d'un attentat commis par des extrémistes hutu appuyés par les militaires français. D'ailleurs, les services secrets français (DGSE) ont aussi examiné cette hypothèse.

En questionnant cette version, on s'aperçoit en effet très vite qu'elle manque non seulement cruellement de logique et de cohérence, mais surtout d'éléments de preuve.

Notre enquête sur ce volet peut donc tenir en quelques questions simples : quel intérêt les Hutu (proches du président Habyarimana) avaient-ils à abattre leur leader dans un attentat terroriste ? S'ils voulaient réellement le tuer, n'y avait-il pas d'autres moyens plus simples, moins risqués et plus discrets ? Quels avantages avaient-ils à tuer celui qui incarnait le plus leur avenir politique au Rwanda au point de ne désigner personne, dans leurs propres rangs, pour le remplacer ? Quelles compétences techniques avaient-ils dans l'usage des missiles et qui leur aurait alors procuré ces missiles ? Comment la France, proche d'Habyarimana, a-t-elle pu participer à un cet attentat alors que l'équipage était français ? Mitterrand a-t-il participé ou accepté qu'un tel acte soit posé sans prévoir une solution alternative, c'est-à-dire trouver un remplaçant à Habyarimana ? Si Habyarimana avait préparé un « génocide », comment est-il possible qu'il soit mort avant de l'exécuter lui-même ? Si l'attentat a bien été commis par les Hutu, pourquoi le TPIR ou le FPR n'ont-ils pas encouragé des investigations sur ce dossier alors qu'ils disposent de tous les moyens pour le faire, et ce depuis des années ? C'eut été pourtant la meilleure façon de prouver que ceux qui avaient abattu l'avion, avaient effectivement planifié le « génocide » ! Il faudrait répondre avec précision et documentation à toutes ces questions essentielles et ne pas se contenter d'affirmations et de déclarations péremptoires.

Rappelons ici toutes les difficultés constatées à conduire une enquête indépendante au niveau international alors qu'elle était demandée à la fois par les Hutu « génocidaires » et les Hutu

« modérés » et par des Français « complices ».

C'est d'abord en effet le Premier ministre rwandais du gouvernement intérimaire (celui qui était au pouvoir durant les massacres), Jean Kambanda, qui, dès 1994, plaide pour une commission d'enquête internationale sur l'attentat. Celui qui sera condamné par le TPIR pour « génocide et crimes contre l'humanité » a néanmoins été le premier à vouloir que l'on recherche les auteurs de l'attaque contre le Falcon 50 dans une lettre du 7 mai 1994, alors qu'il dirigeait le gouvernement intérimaire.

L'ancien gendarme de l'Élysée, Paul Barril, qui s'était rendu au Rwanda pendant les événements, avait lui aussi saisi les Nations Unies aux fins d'une enquête internationale sur l'attentat, notamment parce qu'il avait recueilli des éléments à la tour de contrôle de Kigali susceptibles d'aider d'éventuels enquêteurs. Refusant d'ouvrir une enquête « faute de budget », l'ONU le renvoie vers l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), laquelle se déclare également incompétente. Barril se retourne alors vers la justice française pour tenter de faire déposer une plainte au nom de madame Habyarimana mais la plainte sera refusée au motif que la veuve du président n'est pas française. Barril rencontre également de nombreux obstacles érigés sur son parcours par des dirigeants politiques français.

Ces demandes peuvent-elles, en toute logique, émaner de personnes qui ont quelque chose à se reprocher ? Depuis quand voit-on un coupable demander avec insistance que des investigations soient menées sur un acte qu'il a commis ? En ce sens, ces demandes contrastent avec la nervosité de Paul Kagame qui s'oppose à toute enquête sérieuse sur l'attentat. Quelle est donc la raison de son refus si ce sont les Hutu et les Français qui

sont les auteurs de cet acte terroriste ? Etrangement, à chaque fois qu'une enquête ou qu'un témoignage sur l'attentat pointe la rébellion tutsi qu'il dirigeait en 1994, il est pris d'une colère incontrôlée, se répand en menaces verbales et affiche une volonté d'assassinat mal contenue.

Au final, la somme des contradictions et surtout l'absence de preuves et de témoignages solides et concordants concernant la responsabilité des Hutu et des Français nous ont conduit à écarter définitivement cette piste.

Venons-en donc à la seconde hypothèse (qui pour nous n'en est plus une car nous avons accumulé suffisamment d'informations pour l'étayer), qui présume que ce sont les rebelles tutsi dirigés par Paul Kagame qui ont abattu le Falcon 50 le soir du 6 avril 1994, avec le soutien d'États étrangers. Notre enquête n'est certes pas une enquête judiciaire, mais nous attendons qu'une enquête internationale indépendante vienne la contredire. Or depuis dix ans, nous n'avons souffert d'aucune contradiction sérieuse à même de remettre en cause les différents éléments que nous avons versés à ce dossier.

Rappelons qu'au moment des faits, un conflit politique oppose les rebelles tutsi et leurs alliés hutu (dits modérés) au régime Habyarimana. Si les arguments pointant le camp présidentiel tombent les uns après les autres, toute enquête rigoureuse doit donc être dirigée, en priorité, vers les adversaires déclarés d'Habyarimana, c'est-à-dire les Hutu modérés et les rebelles tutsi. Les premiers sont regroupés à l'époque dans des partis d'opposition et mènent avant tout une lutte politique non armée ; ils ne disposent donc pas de moyens militaires ni d'infrastructures autonomes pour commettre un tel attentat à leur profit. En outre, les Hutu du Sud qui se trouvaient dans l'armée, la police et les autres services clés de l'État, étaient surveillés de

près par leurs collègues pro-Habyarimana. Tous les diplomates occidentaux sur place à l'époque connaissaient les réelles capacités d'organisation et d'action ainsi que les marges de manœuvre de ces opposants au régime. Cette piste ne mérite pas qu'on s'y attarde davantage. Reste donc celle des rebelles tutsi dirigés par Paul Kagame.

Dès lors où cette hypothèse est émise, les défenseurs de la version officielle du « génocide tutsi » entrent en furie, particulièrement en Occident. Certains journalistes et chercheurs accrédités auprès du régime rwandais deviennent hystériques. La machine s'emballe et les anathèmes sont jetés. Les accusations de « négationnisme » et de « révisionnisme » fusent. Les références à la Shoah se multiplient dans le but de dissuader tous ceux qui veulent travailler rigoureusement sur cette piste de persévérer. Ces artifices et ces manœuvres d'intimidation ne nous ayant jamais impressionné, les témoignages et les éléments désormais en notre possession nous autorisent à aller encore plus loin dans la démonstration.

Parmi les premières questions des enquêteurs de police judiciaire dans les affaires criminelles, se pose nécessairement celle de savoir « à qui profite le crime ». Dans le cas qui nous concerne, les premières observations montrent que la mort d'Habyarimana n'a profité ni aux extrémistes hutu, ni à la France, ni même aux « Hutu modérés » qui ont risqué leur vie pour sauver les Tutsi. L'assassinat d'Habyarimana a, en priorité, profité aux rebelles tutsi à qui il a permis de s'emparer de tout le pouvoir politique, militaire et économique, dans l'ensemble du pays et qui l'ont confisqué jusqu'à ce jour. Ils ont, au passage, assassiné et exilé leurs alliés « hutu modérés » d'hier et persécuté ou assassiné les Tutsi dissidents. Nous posons la question : cette constatation factuelle est-elle discutable ?

Autre observation : une fois l'attentat commis, le nouveau régime rwandais et ses sympathisants se sont mis à attaquer, dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, tout Hutu ou tout journaliste, tout chercheur, toute personnalité politique occidentale, qui tend à remettre en cause leur point de vue sur les massacres et la guerre de 1994 au Rwanda. A cet égard, beaucoup recourent au lexique de la Shoah ou de la Seconde Guerre mondiale en général comme « arme de dissuasion médiatique ». Ces observations sont facilement vérifiables.

Une dernière observation mérite toute l'attention. En dépit de leur acharnement contre la France et les Hutu extrémistes, Paul Kagame et ses soutiens occidentaux ne se sont pourtant jamais empressés de demander au TPIR d'examiner l'implication de leurs « coupables » dans l'attentat. Ce désintérêt sur le plan judiciaire tranche avec l'agressivité médiatique déployée à Paris et en Europe d'une façon générale pour accuser les Hutu et la France. Comment expliquer un tel paradoxe ? Cela est d'autant plus suspect que peu de temps après les faits, Kagame semblait vouloir mettre un point d'honneur à élucider les conditions de la mort de feu son ennemi le président Habyarimana.

Dans un livre d'entretien avec le journaliste François Misser⁸, le chef rebelle, devenu vice-président et ministre de la Défense du Rwanda après l'attentat, expliquait :

– « En tant que vice-président du Rwanda, pouvez-vous me dire franchement qui a abattu l'avion ?

– Non. Aussi longtemps qu'on n'a pas mené d'investigations. Il y a tant de versions : c'est le FPR, ce sont les Belges, ce sont les Français, ce sont les extrémistes du camp d'Habyarimana (...)

– Nous n'avons pas les moyens d'une telle enquête. Nous cherchons à nous doter de la capacité de le faire. En fait, nous

aimerions que l'ONU nous assiste dans cette tâche. Mais elle n'a rien fait à ce jour. Cela sera notre priorité.

– Donc, dès que possible, les autorités rwandaises vont entreprendre une enquête rwandaise sur l'attentat contre l'avion, c'est cela ?

– Aucun doute là-dessus ! Certainement ! »

Après seulement cinq années au pouvoir, le ton a changé. Kagame n'a pas sollicité l'expertise de l'ONU. Il n'a toujours pas saisi le TPIR qui est compétent sur ce dossier et qui juge les auteurs présumés du « génocide ». Il ne songe plus du tout à initier une enquête rwandaise sur le sujet. Pourquoi ? En réalité, des fuites ont commencé à émaner de son propre camp sur ce dossier et un véritable malaise s'est installé. C'est Jean-Pierre Mugabe, un ex-agent des services de renseignement militaires de la rébellion tutsi (DMI)⁹ qui parlera le premier en faisant des révélations sur l'implication de Paul Kagame dans l'attentat et sur les crimes de 1994 au Rwanda¹⁰.

D'autres membres de la rébellion tutsi, dont Abdul Ruzibiza ainsi que le garde du corps personnel de Kagame, Aloys Ruyenzi, nous ont confirmé le rôle de leur patron dans l'attentat du 6 avril contre le Falcon 50.

Nous avons à ce stade recueilli suffisamment d'indices concordants et d'éléments de preuves sur l'implication des rebelles et de Kagame dans cet attentat pour être affirmatif sur ce sujet. Nous les produirons tout au long de cet ouvrage car tous les éléments en notre possession montrent que la piste des rebelles tutsi reste la seule crédible, qui explique à la fois pourquoi Habyarimana a été assassiné et pourquoi de multiples obstructions surgissent chaque fois que les enquêtes portent sur le rôle, l'action et la responsabilité de Kagame, de ses hommes et de leurs soutiens dans cet acte terroriste.

- 1 Commentaire qui nous a été donné un an plus tard par un magistrat qui a suivi l'affaire.
- 2 Cf. « Celui qui savait », un film de Julien Elie, produit par Alter-ciné, 52min., 2001, Canada.
- 3 Cf. « L'avion rwandais abattu par deux Français ? » in *Le Soir* du 17 juin 1994.
- 4 Cf. Blog *Le carnet de Colette Braeckman*, « Rwanda : l'enquête de Bruguière suscite plus de questions que de réponses », 27 novembre 2006.
- 5 Cf. France 24, « Rwanda : la justice enfin ? », 22 décembre 2008.
- 6 Cf. Smith, Stephen, « Habyarimana, retour sur un attentat non élucidé » in *Libération* du 29 juillet 1994.
- 7 Le terme Akazu signifie en langue Kinyarwanda petite hutte. Il a été employé par les opposants dans le sens de maisonnée pour montrer l'emprise du clan familial sur les affaires de l'État.
- 8 Cf. Misser, François, *Vers un nouveau Rwanda, entretiens avec Paul Kagame*, Bruxelles, Luc Pire, 1995, pp. 80-81.
- 9 Directory of Military Intelligence.
- 10 Cf. Onana, Charles, *Les secrets de la justice internationale*, Paris, Duboiris, 2005, 480p.

11. Les révélations embarrassantes des enquêteurs du TPIR

Depuis le début des procès, le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) n'a jamais montré le moindre enthousiasme à rechercher les auteurs de l'attentat du 6 avril 1994 contre le Falcon 50. Si la justice internationale se montre réticente à enquêter sur ce crime, ce n'est ni par manque de moyens ou de personnel qualifié, ni même parce que l'attentat sortirait du cadre de compétence de cette juridiction comme certains l'ont prétendu¹.

Les réticences du TPIR à s'intéresser à cette affaire témoignent plutôt d'une absence totale d'impartialité dans la conduite des procès ; en effet, le refus de prendre en compte les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité commis en 1994 au Rwanda par les rebelles tutsi est la raison principale du rejet de toute investigation sur l'attentat. Ce tribunal international ne veut pas être confronté à cette éventualité car cela reviendrait à reconsidérer plusieurs jugements rendus ainsi que la version officielle des événements tragiques qui se sont déroulés dans ce pays, ainsi que le rôle joué par certaines puissances, notamment les États-Unis et dans une moindre mesure la Belgique, aux côtés des rebelles. C'est donc de la remise en cause du TPIR et de sa mission dont il est question ici.

Autrement dit, si l'attentat est reconnu comme l'événement déclencheur de la tragédie rwandaise² et qu'il est admis que ce sont les rebelles tutsi qui l'ont commis, ces derniers seraient

alors poursuivis et sommés d'expliquer pourquoi ils ont choisi de déclencher l'horreur au Rwanda en 1994 alors que les négociations de paix d'Arusha étaient en cours. La perspective des poursuites et la remise en cause de la version officielle du « génocide tutsi » ont toujours incommodé les principaux soutiens du FPR/APR que sont les États-Unis. Ceci explique parfaitement les obstructions et les vaines polémiques qui continuent d'entraver tout accès à la vérité sur l'attentat du 6 avril 1994, vingt ans après les faits.

Certes, la poursuite des criminels tutsi du FPR/APR n'exonère en rien les Hutu des crimes qu'ils ont commis, eux aussi, dans cette même période. Cela étant, en se penchant sur le rôle des rebelles tutsi dans l'attentat et sur les crimes qui s'en sont suivis, le TPIR serait contraint de revenir sur la version officielle des événements qui prévaut jusqu'à ce jour et d'établir logiquement les responsabilités de toutes les parties en conflit. C'est ce véritable séisme pour la justice internationale et pour le discours officiel sur le « génocide tutsi » que la « communauté internationale » s'évertue donc à empêcher.

Au lieu de s'atteler à la recherche impartiale des auteurs de l'attentat, les procureurs successifs du TPIR se bornent, depuis près de vingt ans, à répéter que cette question n'est pas de leur ressort et qu'elle n'est pas indispensable à la manifestation de la vérité. Ce qui est faux ! En effet, de quelle vérité s'agit-il ? Celle, prédéfinie, qui est politiquement et médiatiquement acceptable ou celle qui découle de l'examen minutieux et rigoureux des faits incriminés ? En évitant d'enquêter sur l'attentat du 6 avril, le TPIR et probablement aussi la « communauté internationale », cherchent, au fond, à conserver intacte la version répandue du « génocide tutsi » car elle est la justification de l'existence même de ce tribunal.

Si cette version ne correspond pas strictement à la réalité des faits, il n'y a plus d'alibi pour « juger » et condamner un seul groupe d'individus à priori. L'enjeu est désormais clair : si les rebelles tutsi sont responsables de l'attentat et qu'ils ont donc provoqué l'apocalypse en toute connaissance de cause, parce qu'elle allait leur permettre de justifier leur prise de pouvoir totale par les armes, alors la version officielle du génocide explose et son histoire, telle qu'elle est racontée depuis vingt ans, devient juridiquement indéfendable. De plus, de nombreux mémoires et travaux universitaires prétendument scientifiques seraient alors remis en cause et différents chercheurs et « experts » seraient totalement discrédités et disqualifiés. Le traumatisme intellectuel serait à la hauteur du mensonge « scientifique » entretenu depuis tant d'années. Accepter une analyse très stricte de la réalité soulève donc des enjeux politiques, financiers et scientifiques colossaux.

Pour écarter toute ambiguïté dans l'esprit de ceux qui nous lisent, nous réaffirmons que notre propos n'est pas ici de dire que les Tutsi n'ont pas été massivement tués en 1994 par des Hutu. La rigueur intellectuelle commande d'affirmer, documents et preuves à l'appui, que des Tutsi ont été tués par des Hutu au même titre que des Hutu ont été tués par des rebelles tutsi de 1990 à 1994, et ce dans des proportions monstrueuses.

La documentation est abondante à ce sujet aussi bien à l'ONU qu'auprès de diverses sources indépendantes. De fait, les uns et les autres sont à la fois et solidairement auteurs et victimes de crimes de guerres et de crimes contre l'Humanité. Absoudre, pour des raisons politiques ou géopolitiques, un groupe de ses responsabilités dans les événements de 1994 est injustifiable tant sur le plan scientifique que pénal. Ce qui semble une évidence n'en est pas moins un véritable défi lancé à la justice

internationale et précisément au TPIR qui échoue lamentablement, à la veille de sa fermeture, à favoriser la réconciliation des Rwandais comme le commandait sa mission lors de sa création.

Qui osera donc prendre la lourde responsabilité de remettre en cause le travail effectué jusqu'ici par ce tribunal, au risque de déshonorer cette institution et d'embarrasser au plus haut point ceux qui l'ont financée ? Révéler ses carences et son échec, témoignages et documents à l'appui, est un risque qu'aucun État occidental n'est aujourd'hui prêt à assumer...

Pourtant, les faits sont têtus et ils sont nombreux dans ce dossier : subornation de témoins, menaces, intimidation et harcèlement des accusés et de leurs avocats, corruption, falsification de preuves, mensonges, faux et usage de faux, torture, rien n'a été épargné à la défense au sein du TPIR. Nous avons relaté de façon précise et détaillée certains de ces faits dans notre livre « Les Secrets de la justice internationale »³.

S'il avait exécuté scrupuleusement son mandat, c'est-à-dire examiné rigoureusement à la fois les crimes commis par les rebelles tutsi et ceux commis par les Hutu du camp présidentiel, le TPIR aurait pu déterminer la responsabilité des uns et des autres, d'abord dans l'attentat, ensuite dans la guerre et enfin dans les massacres qui ont touché à la fois les Hutu, les Tutsi, les Français, les Belges, les Espagnols, les Canadiens, les Burundais et les Congolais. Or, aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est bien à cet examen minutieux et impartial que s'oppose, avec acharnement, le TPIR, depuis sa création. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons décliné toutes les demandes d'expertise des avocats du TPIR qui nous ont été adressées car nous ne voulions pas participer à cette mascarade judiciaire internationale.

Constatant que le TPIR avait décidé, d'emblée, de ne poursuivre que les Hutu, accusés de « génocide » par les médias et par « la communauté internationale » avant même la moindre investigation judiciaire, nous nous sommes efforcés de mener, jusqu'ici, des enquêtes indépendantes. Cette démarche nous a amené à contester le discours partisan, idéologique et dominant sur les événements tragiques du Rwanda, au risque de nous faire insulter et bannir des médias et des universités. C'était là le prix à payer pour respecter une certaine honnêteté intellectuelle, en refusant de cautionner des positions fantaisistes et malhonnêtes, au seul motif qu'elles étaient admises par la communauté internationale ou qu'elles seraient communément acceptées et qu'en cela, elles seraient « légitimes » et vraies.

Au vu de la gravité des faits et des accusations, nous estimons qu'une documentation solide et des preuves irréfutables sont indispensables avant toute condamnation. Considérer qu'il y a eu un « génocide tutsi » commis par les Hutu uniquement parce que ceux qui se réclament de cette version des faits estiment que c'est de notoriété publique, est insuffisant.

S'il n'y avait pas le moindre doute sur l'implication et la responsabilité des Hutu dans l'attentat, une enquête aurait été diligentée et les coupables auraient été condamnés. De plus, tous les procureurs et les juges s'y référeraient dans leurs procès pour démontrer la planification du « génocide tutsi » par les Hutu. Le « génocide », avec la notion de planification qui lui est consubstantielle, est donc indéniablement lié à l'attentat. Il est parfaitement illogique de débattre du génocide sans avoir clairement identifié ses instigateurs, c'est-à-dire les auteurs de l'attentat.

Le refus d'intégrer cet attentat dans les procès tient au fait que beaucoup, au sein du TPIR, ont l'intime conviction et

probablement aussi la preuve qu'il n'a pas été commis par les Hutu. L'artifice qui vise à éviter toute enquête pour défaut de compétence ou de pertinence est plutôt la manifestation d'un réel embarras. Aucun procureur n'a pu prouver que l'enquête sur cet attentat n'était pas de son ressort ni de la compétence du tribunal.

Pour avoir refusé de rechercher les auteurs de ce crime, les procès du TPIR sont restés, en définitive, sans grand intérêt puisque les Hutu ont été, dès le départ, présumés coupables et condamnés d'office sur la place publique. Depuis sa création, le TPIR consacre l'essentiel de son activité à entériner la doxa et non à exécuter son mandat. Nous allons y revenir plus tard s'agissant spécifiquement du « génocide ».

Commençons par l'attentat. Dès l'ouverture des procès, certains avocats ont soulevé la question de la nécessité d'une enquête sur ce crime. En effet, leurs clients (exclusivement Hutu) étant poursuivis pour « entente en vue de commettre un génocide » et l'attentat étant considéré, par les Nations Unies, comme l'événement déclencheur du « génocide », il fallait donc d'abord savoir qui avait perpétré cet attentat. Cette question semblait aussi, dès le départ, préoccuper les experts désignés par le procureur lui-même. C'est ainsi que le professeur belge Filip Reyntjens, appelé à témoigner comme expert de l'accusation dans le dossier de Georges Rutaganda, souligne : « C'était très important pour nous de déterminer qui a abattu l'avion du président Habyarimana ; ce fut l'étincelle qui a mis en route le brasier du génocide et qui a poussé le Rwanda dans l'impasse »⁴.

Un autre expert désigné par le procureur, André Guichaoua, affirme : « L'attentat contre l'avion présidentiel est certainement un acte décisif qui, à partir de ce moment-là, rendait certainement fatale la suite des événements »⁵. Le procureur en personne, madame Louise Arbour, affirme dans son acte

d'accusation contre le Hutu Georges Rutaganda : « Le 6 avril 1994, un avion transportant le président Juvénal Habyarimana du Rwanda et le président Cyprien Ntaryamira s'écrasait à l'aéroport de Kigali, tuant tous ses occupants. A la suite de la mort des deux présidents, des tueries généralisées, dont les dimensions étaient à la fois politiques et ethniques, ont commencé à Kigali et se sont étendues à d'autres parties du Rwanda »⁶.

Au vu de toutes ces déclarations, il apparaît qu'il n'y a aucun doute, pas même du côté de l'accusation, que l'identification des auteurs de l'attentat est incontournable dans la recherche de la vérité et dans l'établissement des responsabilités durant les procès qui s'ouvrent au TPIR.

Dès le 7 février 1997, maître Tiphaine Dickson, l'avocate de Georges Rutaganda, plaide devant la chambre première du TPIR pour qu'il soit ordonné au procureur de divulguer tous les éléments de preuve obtenus par ses services dans les enquêtes relatives à l'attentat. Tiphaine Dickson demande à titre subsidiaire qu'il soit ordonné au procureur d'entreprendre des enquêtes sur ledit attentat au cas où elle ne l'aurait pas encore fait.

La réponse du substitut du procureur est particulièrement lourde de sens : « Notre responsabilité n'est pas de mener une enquête sur l'écrasement de l'avion, ce n'est pas là notre tâche. Je vais donc, de manière catégorique, écarter cette question. Et je dirai surtout que nous n'avons pas à mener de telles enquêtes, nous n'avons pas non plus de rapport sur de telles enquêtes. Deuxièmement, ce n'est pas notre rôle, ce n'est pas notre mission de mener des enquêtes sur l'écrasement d'un avion transportant des présidents ou des vice-présidents. La question ne relève donc pas de notre compétence »⁷.

Si le ton employé est un peu brutal, il ne parvient pas à masquer la faiblesse des arguments avancés. Les deux dernières phrases prononcées par le substitut du procureur sont même assurément fausses. La mission du procureur est d'enquêter sur tous les crimes commis au Rwanda du 1er janvier au 31 décembre 1994 conformément à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. L'attentat contre l'avion est-il un crime ? Oui ! A-t-il été commis au Rwanda ? Oui ! A-t-il eu lieu en 1994 ? Oui ! Il fait donc nécessairement partie des compétences du procureur.

Tiphaine Dickson relève : « Le TPIR possède tous les pouvoirs juridictionnels et techniques pour entreprendre une enquête sérieuse sur cet acte de terrorisme aux conséquences cauchemardesques, dont les causes semblent étonnement susciter très peu d'intérêt auprès de cet organe issu du Conseil de Sécurité des Nations Unies »⁸.

Face aux réticences du procureur, les avocats ne se découragent pas. Une autre requête aux fins d'enquête sur l'attentat est déposée le 31 décembre 1998 par maître Jean Yaovi Degli dans le procès des militaires rwandais accusés de génocide⁹. Selon son initiateur, cette requête « ne donnera lieu à aucune réaction de la part du tribunal ni à la fixation d'aucune date d'audience ou de plaidoirie, ni à aucune décision »¹⁰.

Deux semaines plus tard, le 12 janvier 1999, Jean Degli dépose à nouveau une requête aux fins de complément d'enquête ainsi libellée : « Ordonner au procureur, à l'État rwandais, à la MINUAR dans son prolongement normal que sont les Nations Unies, à Interpol ainsi que que tout autre État, organisme ou sachant de procéder à une enquête exhaustive sur l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Habyarimana, qui a servi de détonateur aux massacres au Rwanda, de manière à faire toute

la lumière sur ce drame et à mettre le tribunal à même de juger de manière impartiale et équitable les personnes accusées devant lui. Dire que le résultat de cette enquête devra être déposé dans les plus brefs délais et avant l'examen au fond, en tous cas avant tout jugement ».

Il ajoute : « Cet attentat contre le président Habyarimana étant le nœud gordien du génocide rwandais, en tout cas à l'origine des massacres, toutes tentatives de juger les auteurs présumés de la planification et de l'exécution des dits massacres sans procéder au préalable à des investigations claires sur cet accident relèverait d'une logique judiciaire partielle, partielle et aboutirait inéluctablement à une injustice ».

Le 6 juillet 1999, le substitut du procureur, David Spencer, répond à cette requête : « En l'état et dans le cadre de l'affaire Gratién Kabiligi pendante devant la chambre de première instance II, la demande d'enquête sur l'accident de l'avion ne constitue pas un impératif dans la manifestation de la vérité des faits reprochés à l'accusé et ne saurait obliger le tribunal à prendre des mesures pour solliciter la coopération des États et entités juridiques internationales aux fins d'effectuer des enquêtes sur l'accident d'avion présidentiel le 6 avril 1994 ; enquête qui, selon la défense, permettraient de faire toute la lumière sur la planification et l'exécution des massacres survenus au Rwanda en 1994. (...) La prise en compte d'une telle demande aboutirait à hypothéquer le fond du procès »¹¹.

On notera que le procureur préfère régulièrement au terme d'« attentat » ceux d'« écrasement » ou d'« accident » d'avion, une précaution langagière qui tend déjà à masquer la nature criminelle de la mort de deux présidents et qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne au TPIR...

Pendant que les avocats de la défense s'acharnent à obtenir

une réponse judiciaire concernant une éventuelle enquête sur l'attentat contre le Falcon 50, une telle démarche a en réalité déjà été initiée. Elle vient justement d'être brutalement interrompue par le procureur canadien Louise Arbour en personne, d'où sa grande discrétion sur le sujet. C'est par l'intermédiaire du quotidien canadien *National Post* que l'affaire éclate. Dans son édition du 1er mars 2000, le journal révèle l'existence d'un rapport confidentiel des Nations Unies qui met en cause les rebelles tutsi dans l'attentat contre le Falcon 50¹².

Ce document émane de la section des enquêtes du TPIR qui collabore étroitement avec le procureur Louise Arbour. Le rapport est signé de Michaël Hourigan, avocat australien, qui a été chargé d'enquêter sur le génocide et sur l'attentat du 6 avril 1994 au sein du TPIR.

Dans son rapport, Michaël Hourigan note : « Bien entendu que le génocide a commencé le soir du 6 avril 1994 par l'attentat et la chute de l'avion présidentiel qui revenait d'Arusha. Le président Habyarimana, le président du Burundi et d'autres responsables furent tués. Les premiers soupçons s'étaient portés sur certains extrémistes parmi les membres de sa famille [[Habyarimana]. Aujourd'hui, nos enquêtes ont trouvé trois sources au sein de l'actuel régime tutsi qui déclarent avoir été membres d'un commando d'élite secret connu sous le nom de "Network" qui, aidé par un gouvernement étranger, a abattu l'avion présidentiel. Ils affirment que le général Paul Kagame était le responsable de l'opération et ils ont décrit de façon très précise le déroulement de l'opération en fournissant des noms, rangs et rôles respectifs de chaque soldat impliqué. Ils affirment également pouvoir produire les documents de l'opération. Cette information recoupe les dires d'extrémistes hutu selon lesquels c'est le FPR qui a abattu l'avion présidentiel. Deux de ces

sources étaient prêtes à coopérer avec les enquêteurs si leur sécurité était garantie. Les informations qu'ils ont fournies et les conditions qu'ils ont posées ont été discutées avec le procureur Louise Arbour qui, bien que d'un avis favorable au départ, a par la suite jugé que la question ne relevait pas du mandat du TPIR et ne ferait pas l'objet d'une enquête ».

L'affaire est donc entendue. Lorsque nous avons rencontré le procureur Louise Arbour en 2002 à Paris, alors qu'elle vantait, au cours d'une communication, les mérites de la Cour Pénale Internationale, nous lui avons demandé pourquoi elle avait empêché ses enquêteurs, monsieur Jim Lyons, un ancien policier du FBI, et Michaël Hourigan de continuer leur enquête sur l'attentat. Elle nous a répondu, embarrassée, que ce « dossier était confidentiel ».

Apprenant au travers du *National Post* qu'il existait un rapport confidentiel des enquêteurs du TPIR sur l'attentat, les avocats de la défense ont immédiatement écrit au procureur et au secrétaire général de l'ONU pour obtenir une copie de ce document. Le refus a été à nouveau catégorique. Pourtant, dès le 24 mars 2000, le conseiller chargé des affaires juridiques du secrétaire général de l'ONU, monsieur Hans Corell, avait adressé une lettre confidentielle à la présidente du TPIR, madame Navanethem Pillay pour lui dire que Koffi Annan avait décidé de transmettre le rapport de Michaël Hourigan au TPIR qui devait décider s'il était nécessaire de le communiquer aux avocats de la défense. (voir annexe 3)

En vérité, le rapport de monsieur Hourigan n'intéresse pas seulement les avocats. Il intéresse aussi la justice française. C'est ainsi que le juge anti-terroriste français, Jean-Louis Bruguière, écrit aussi au mois de juin 2000 à madame Pillay pour exiger la communication du rapport Hourigan. Madame Pillay refusant de

transmettre le rapport au juge français, celui-ci se résout donc à convoquer Michaël Hourigan lui-même. L'avocat se rendra effectivement à Paris en décembre pour témoigner dans la procédure ouverte en France sur l'attentat du 6 avril 1994.

Nous avons discuté à plusieurs reprises avec Michaël Hourigan. Alors qu'il était chargé d'enquêter sur l'attentat, ni l'ONU ni le TPIR n'ont mis à sa disposition les moyens nécessaires pour qu'il obtienne de bons résultats. A la tête d'une équipe d'enquêteurs composée d'une vingtaine de personnes, Michaël Hourigan travaillait avec un officier américain à la retraite particulièrement chevronné, Jim Lyons, ancien chef de la cellule anti-terroriste de New York. Leurs enquêtes, qui couvraient aussi bien le « génocide » que l'attentat, étaient supervisées par Alphonse Breau, de nationalité canadienne. Monsieur Breau coordonnait toutes les investigations au bureau du procureur Louise Arbour. A plusieurs reprises, Hourigan rend compte de son travail à Louise Arbour et à Alphonse Breau, ce qui confirme qu'à l'époque, l'attentat du 6 avril entraînait bien dans le champ d'investigation du TPIR.

Pendant un an, d'avril 1996 à février 1997, Michaël Hourigan et son équipe enquêtent et ils vont identifier trois sources au sein de la rébellion tutsi, membres du Net Work commando, qui se diront prêts à fournir des informations au TPIR sur l'attentat. Il faut souligner que l'équipe de Michaël Hourigan a également enquêté sur le rôle des Hutu, proches du président Habyarimana, car l'hypothèse d'une attaque des Hutu avait également été évoquée mais qu'elles s'est rapidement révélée infructueuse.

Par contre, après plusieurs déplacements à Kigali, les enquêteurs ont constaté que le haut commandement de la rébellion tutsi au pouvoir devenait menaçant au fur et à mesure

qu'ils progressaient dans leurs investigations et délaissaient la piste des Hutu. La tension est vite montée et le nombre d'assassinats de membres d'organisations humanitaires a augmenté, éventuels témoins gênants de ce qui se passait exactement au Rwanda.

Michaël Hourigan et son équipe vont très rapidement apprendre de bonne source que si leurs enquêtes allaient dans le sens non souhaité par les nouveaux dirigeants rwandais, ils pourraient devenir des cibles potentielles d'actes criminels. Ils vont donc immédiatement limiter leurs déplacements au Rwanda et éviter tout contact téléphonique avec leurs sources au sein de la rébellion.

Qu'ont découvert de si grave Michaël Hourigan et son équipe au Rwanda au point de risquer de mettre leur vie en danger ? Voici les informations clé contenues dans leur rapport : « des enquêteurs de l'équipe nationale du TPIR (Amadou Deme, Peter Ndistriansky, Matar Diop et Michaël Hourigan), ont été récemment en contact avec des sources (3 personnes de sexe masculin), à Kigali, Rwanda. Ces sources ont fourni des informations cruciales concernant l'attentat meurtrier à la roquette contre l'avion présidentiel rwandais vers 20h30 le 6 avril 1994.

Le "network" : les sources font savoir que les anciennes FPR, maintenant dénommées FGR, avaient en leur sein une cellule de soldats d'élite qui sont activés et désactivés de temps à autre pour conduire des opérations spéciales. Une de ces opérations, couronnée de succès, fut l'attentat à la roquette contre le président Habyarimana en 1994. Nous avons été avisés que la même cellule était en cours de réactivation pour conduire des assassinats à haut niveau contre des responsables majeurs du génocide qui vivent actuellement au Rwanda et autour de ces

pays. Nous avons également été informés qu'il y avait une réelle possibilité que la même cellule ait été responsable des meurtres récents d'une équipe de Médecins du Monde (3 personnes) à Ruhengeri en janvier 1997 et d'une équipe des Droits de l'homme de l'ONU (5 personnes) à Cyangugu. Toutefois, à l'heure actuelle, ce dernier élément de renseignement n'est pas corroboré.

Les membres du "network" : le réseau de renseignements travaillant à Kigali à la fin de l'année 1993 et au début de l'année 1994 était constitué des 10 personnes suivantes :

1. capitaine Charles Karamba (travaillant au quartier général du DNC, il s'agissait d'un Ougandais chargé des opérations de renseignement à Kigali)
2. capitaine Deo Sekamana (il s'agissait d'un Burundais, adjoint du responsable des opérations de renseignement à Kigali)
3. lieutenant John Kambanda (il s'agissait d'un Ougandais chargé de l'administration)
4. adjudant Roger Karomba (il s'agissait d'un Rwandais)
5. lieutenant Kitako Kadida (il s'agissait d'un Zaïrois)
6. lieutenant Francis Muheto (il s'agissait d'un Ougandais)
7. sergent Francis Mugabo (il s'agissait d'un Burundais)
8. sergent Claude Rafifi (il s'agissait d'un Rwandais)
9. sergent Faïda Jean-Damascène (il s'agissait d'un Rwandais)
10. sergent Sam Mwesigye (il s'agissait d'un Ougandais)

Selon les sources, il a été demandé à ce groupe de mettre en place un plan d'urgence afin d'éliminer le président Habyarimana le 15 mars 1994 ou vers cette date car les pourparlers d'Arusha ne progressaient pas autant qu'espéré et prévu. Leur mission consistait à établir 5 points de déploiement,

2 à Kigali et 3 autour du périmètre de l'aéroport dans les zones de Masaka, Kanombe et Gasogi. Cette mission a été communiquée lors de réunions ; il n'y a jamais eu de directives écrites spécifiques concernant la réalisation de cette tâche. Pour [le FPR], la chaîne de commandement était la suivante :

- le colonel Alexis Kanyarengwe (président des FPR et actuel ministre de l'Intérieur et Premier ministre adjoint)

- Paul Kagame (président du Haut conseil militaire et actuel vice-président du Rwanda)

- le colonel Steven Ndugute (président adjoint du haut commandement militaire et maintenant homme d'affaires retraité dans le domaine des transports)

- le colonel Nyamwasa Kayumba, environ 37 ans (chef du réseau de renseignement, supérieur hiérarchique direct du capitaine Charles Karamba, chargé des opérations de renseignement à Kigali) ».

Vivant sur le terrain une situation d'insécurité grandissante, Michaël Hourigan et ses enquêteurs envisagent donc de quitter le Rwanda avant qu'il ne leur arrive quelques « accidents » prémédités.

C'est ainsi que l'avocat australien décide de communiquer au procureur Louise Arbour l'ensemble des informations recueillies sur l'attentat. Pour éviter une interception de sa communication par le régime de Paul Kagame, il se rend en mars 1997 à l'ambassade des États-Unis à Kigali et demande à madame Arbour, qui se trouve à La Haye, de lui accorder un moment pour qu'il lui communique des informations à caractère confidentiel. Rendez-vous est donc pris avec Louise Arbour qui se dirige, elle aussi, vers l'ambassade américaine aux Pays-Bas afin de s'entretenir avec Michaël Hourigan sur une ligne téléphonique dite « sécurisée ». Quelle erreur !

Monsieur Hourigan, qui ne connaît pas encore bien le rôle joué par les États-Unis aux côtés des rebelles tutsi, croit bien faire en organisant sa rencontre téléphonique avec Louise Arbour dans les locaux de l'ambassade américaine. Il ne sait pas non plus que le Pentagone soutient Paul Kagame et l'avait déjà appuyé en 1990 dans sa guerre contre le régime Habyarimana. Très naturellement, il apprécie l'accueil chaleureux du personnel de l'ambassade, sans se douter que derrière le sourire courtois de certains agents de la sécurité américaine se cache un grand intérêt pour ses « révélations ».

Pendant leur conversation, le procureur du TPIR avoue que ces révélations sont de très haute importance et qu'elles confirment d'autres informations qu'elle a déjà, elle-même, recueillies à travers d'autres sources. Apparemment, les auteurs de l'attentat ne sont pas, y compris dans l'entendement de madame Arbour, du côté des Hutu. Elle propose donc à monsieur Hourigan de préparer l'exfiltration de ses informateurs vers un pays tiers afin qu'ils soient entendus par le TPIR. Une semaine plus tard, Michaël Hourigan se rend donc à La Haye pour remettre son rapport à Louise Arbour ; l'accueil ne sera pas exactement celui qu'il attendait !

Le procureur, entouré de son adjoint, Mohamed Othman et d'Alphonse Breaux, est très nerveuse et particulièrement tendue. L'air hautain et le visage fermé, elle s'en prend vivement à Michaël Hourigan et conteste le travail des enquêteurs et le sérieux de leurs sources. Elle leur reproche de s'être lancés dans cette enquête et rejette totalement son contenu qui met en cause Paul Kagame et les membres du haut commandement de la rébellion tutsi.

Monsieur Hourigan reste abasourdi, loin de comprendre les raisons de ce soudain revirement. Devant la virulence et

l'agressivité du procureur, Alphonse Breau souligne timidement que les enquêteurs ont conduit pendant un an des investigations rigoureuses et qu'il est difficile d'attaquer leur probité et leur professionnalisme.

Pour conforter son propos, monsieur Breau rappelle les risques pris par les enquêteurs au Rwanda et l'assassinat des humanitaires pendant cette période. Louise Arbour, gênée, affirme, sans conviction, que l'attentat contre le Falcon 50 ne peut être considéré comme un crime de guerre, un acte terroriste ou un crime contre l'Humanité et ne relève donc pas de sa compétence. Elle écarte aussi toute possibilité pour le TPIR de protéger les sources des enquêteurs sur cet attentat. Michaël Hourigan décide de mettre un terme au travail entamé.

Si aux Nations Unies le ton est bien différent et le rapport Hourigan considéré comme « explosif » et « hautement sensible », personne n'est pour autant prêt à l'encourager à poursuivre ses investigations ni à mettre les moyens nécessaires à sa disposition. Frustré, Michaël Hourigan démissionne de son poste de chef des enquêtes au TPIR. Les rebelles tutsi remportent ainsi une victoire décisive puisqu'ils ne risquent plus d'être poursuivis sur le dossier de l'attentat au sein du TPIR.

Quand Louise Arbour quitte le TPIR, le procureur Carla del Ponte prend sa succession. Officiellement, Carla del Ponte est restée sur la même ligne que Louise Arbour mais elle décide d'appuyer légalement les investigations de la justice française qui est saisie depuis 1997 par des veuves françaises des membres de l'équipage du Falcon 50. Carla del Ponte reste en réalité intriguée par cet attentat et nourrit de sérieux doutes quant à ses véritables auteurs. Elle ne ménage pas ses efforts pour aider la justice française dans toutes les auditions des Hutu incarcérés au TPIR (voir annexe 4).

A la différence de Louise Arbour, madame Carla Del Ponte n'a jamais été totalement hostile à la recherche de la vérité sur ce dossier. Elle ne pouvait pas ouvertement désavouer sa collègue mais ses convictions profondes semblaient tournées vers la recherche de la vérité. Sa position personnelle et son inflexion par rapport à la ligne officielle du TPIR sont notables lors de la conférence de presse du 13 novembre 2000 où elle déclare publiquement : « l'enquête sur l'attentat n'a pas été ouverte par nous car il y a une question de compétence. Le juge Bruguière a ouvert une enquête et a demandé notre coopération. Je travaille avec lui. Il va d'ailleurs revenir pour de nouvelles auditions d'accusés du TPIR. Ses résultats me permettront de décider si nous ouvrons une enquête ou pas. Je pense qu'au début de l'année prochaine, nous pourrons prendre une décision motivée et la rendre publique ».

Cette position n'a jamais été adoptée par un autre procureur du TPIR, ni avant, ni après Carla del Ponte et elle n'a pas réussi finalement à rendre publique sa décision. Il est d'ailleurs très probable qu'elle ait subi des pressions et elle sera même évincée de son poste car elle commençait à enquêter sur les crimes de guerre et crimes contre l'Humanité commis en 1994 par les rebelles tutsi. Nous allons revenir sur ses découvertes et ses confidences dans le dernier chapitre de cet ouvrage.

1. Cet argument, avancé par le premier procureur du TPIR, Louise Arbour, a été continuellement repris par tous les autres procureurs après elle.
2. Rappelons simplement que même la commission des droits de l'Homme de l'ONU affirme que l'attentat est à la base du drame rwandais : « L'attaque de l'avion survenue le 6 avril 1994 et qui a coûté la vie au président de la République rwandaise, Juvénal Habyarimana, au président de la République burundaise, Cyprien Ntamyira, plusieurs personnes de leur entourage, ainsi qu'à l'équipage, semble bien être la cause immédiate des événements douloureux et dramatiques que connaît actuellement ce pays. C'est probablement la raison pour laquelle la Commission des droits de l'Homme demande au rapporteur spécial de « rassembler tous les renseignements dignes de foi sur la situation des droits de l'homme dans le pays, y compris les causes profondes des atrocités récentes », in rapport S/1994/1157 du 13 octobre 1994.
- 3 Cf. Onana, Charles, *Les secrets de la justice internationale*, Paris, Duboiris, 2005, 480p.
- 4 Cf. Affaire procureur contre Georges Rutaganda ICTR-96-3-I, transcription de l'audience du 13 octobre 1997, p.17.
- 5 Cf. Affaire procureur contre Clément Kayishéma et Obed Ruzindana ICTR-95-I-T, transcription de l'audience du 15 novembre 1997, pp. 156-157.
- 6 Cf. ONU, Le procureur du Tribunal contre Georges Anderson Nderubumwe Rutaganda, affaire ICTR n°96-3-I, 13 février 1996.
- 7 Cf. Affaire procureur contre Georges Rutaganda, *Op. Cit.* Transcription de l'audience du 7 février 1997, pp.44-45.
- 8 Cf. Groupe d'experts internationaux, *Silence sur un attentat*, Paris, Editions Duboiris, 2005, pp.94-95.
- 9 Cf. Affaire procureur contre Gratien Kabiligi et Aloys Ntabakuze ICTR-98-34-I.
- 10 Cf. Groupe d'Experts internationaux, *Op.Cit.*, p.80.
- 11 Cf. Cf. Affaire procureur contre Gratien Kabiligi ICTR-97-34-1, Mémoire du procureur en réponse à la requête de la défense aux fins de complément d'enquête.
- 12 Cf. "Explosive leak on Rwanda genocide" in *National Post*, March 1, 2000.

12. Les missiles qui ont abattu l'avion

Dans son édition du 1er juin 2012, le quotidien français *Libération* titre à la une « Rwanda : de très étranges missiles français ». Ce titre incitatif est précédé de l'annonce : « Exclusif, un document de l'ONU révèle la présence, à la veille du génocide, de 15 Mistral au sein de l'armée rwandaise. Des armes interdites à la vente ». Selon le journal, il s'agit de « révélations » sur la présence de missiles français parmi les armes utilisées par les Forces Armées gouvernementales Rwandaises (FAR). L'ensemble des médias français reprend ces « révélations » sans la moindre contre-enquête¹.

Pourtant, tous ceux qui suivent le dossier de l'attentat depuis des années savent que le « scoop » de *Libération* est un faux grossier. Nous allons rapidement le démontrer avant d'apporter des détails sur les missiles qui ont effectivement détruit le Falcon 50 le 6 avril 1994.

Le « scoop » rédigé par une journaliste britannique, Linda Melvern, et commenté par la journaliste de *Libération*, Maria Malagardis, répond principalement à deux objectifs. Premièrement, faire croire que ce sont des missiles français qui auraient abattu l'avion du président Habyarimana. Deuxièmement, semer artificiellement le doute sur les auteurs présumés de l'attentat du 6 avril, non pas en produisant des éléments nouveaux, mais en essayant de disculper les rebelles tutsi du FPR/APR.

Dès le début de son article, la journaliste britannique

annonce ses intentions : « C'est une simple liste qui énumère des stocks d'armes, sans aucun commentaire. Depuis près de vingt ans, elle se trouvait dans les archives des Nations Unies, à New York. Aujourd'hui, soudain exhumé de l'oubli, ce document relance quelques questions troublantes sur le rôle de la France dans l'attentat qui a coûté la vie au président rwandais Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994 ». Puis de préciser : « Depuis vingt ans, ceux qui accusent le FPR assènent de manière répétée que l'armée rwandaise ne disposait pas de missiles avant le génocide et ne savait pas s'en servir. Contrairement aux rebelles du FPR. C'est cet argument qui risque d'être mis à mal par le document exhumé des archives de l'ONU »².

Sans vouloir faire offense à cette illustre journaliste qui a collaboré à l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, il est tout de même nécessaire de montrer, à travers cet exemple, comment le journalisme peut être facilement perverti par des professionnels dans le but de défendre des intérêts obscurs. En général, il est demandé aux étudiants en journalisme qui se lancent dans des enquêtes de vérifier systématiquement la crédibilité de leurs sources. Ils se doivent également de recouper leurs informations avant toute publication. Or la journaliste Linda Melvern et l'équipe de *Libération*, qui s'est empressée d'orchestrer le « scoop » sur les Mistral, n'ont manifestement pas pris la peine d'appliquer rigoureusement ces règles élémentaires dans une affaire aussi grave et délicate que celle des missiles qui ont détruit l'avion présidentiel au Rwanda.

Examinons d'abord la source du « scoop ». Pour l'auteur de l'article, « la présence de missiles Mistral dans l'arsenal de l'armée gouvernementale avait pourtant déjà été mentionnée. Mais jamais attestée de source officielle onusienne avant que soit lancé le massacre des Tutsi. Ce sont des observateurs militaires

de la MINUAR (...) qui ont compulsé la liste des stocks d'armes dans le cadre des inspections qu'ils effectuaient... ».

Divers observateurs du dossier rwandais ont jugé le procédé de Linda Melvern et Malagardis non conforme à la rigueur qui incombe au travail d'investigation. Pour l'écrivain et enquêteur Pierre Péan : « Ce faux scoop, signé par la journaliste Maria Malagardis, correspond en réalité à une énième manipulation de Kigali. Le prétendu dépôt de 15 Mistral chez les FAR a été signalé dès octobre 1994 par Alison Des Forges de Human Rights Watch, elle se basait alors sur une liste établie par Sean Moorhouse, un officier britannique de la MINUAR II, qui lui-même la détenait de seconde main. Contacté de plusieurs côtés, Moorhouse nie aujourd'hui avoir écrit que les FAR possédaient 15 Mistral. Dans un échange de courriels avec le professeur belge Filip Reyntjens, Moorhouse écrivait, l'an dernier, à propos de cette liste reprise par HWR : "Je n'ai pas rédigé la liste d'armes soupçonnées d'être en possession des FAR. Je l'ai héritée". Moorhouse ajoute qu'il n'accorde pas beaucoup de foi à la fiabilité de cette liste, qui s'inscrit dans le flot des rumeurs de l'époque. Il suggère même que les Mistral y ont été ajoutés plus tard. Filip Reyntjens n'a pas tardé à donner son commentaire du "scoop" de *Libération* : "Tout ceci n'est donc pas sérieux, et tout ce que Maria Malagardis a 'révélé' est sa propre légèreté dans le traitement d'un dossier qui mérite un peu plus de rigueur »³.

Avant et au moment de l'attentat, le contrôle des armes au Rwanda était du ressort du commandant des casques bleus belges de l'ONU, le colonel Luc Marchal. Pour vérifier et recouper efficacement cette information sur les missiles Mistral, il aurait donc suffi aux journalistes Linda Melvern et Maria Malagardis de contacter le colonel Luc Marchal afin que celui-ci leur donne

des informations ou des explications complémentaires, susceptibles d'infirmer ou de confirmer leur « scoop ».

Ni ces deux journalistes, ni aucun de ceux qui reprendront cette « information » en boucle à la radio ou la télévision, n'ont consulté Luc Marchal. Celui-ci dira dans une tribune : « Il nous paraît opportun de rappeler qu'au moment où la MINUAR débuta son déploiement, en novembre 1993, le Rwanda se considérait en guerre depuis octobre 1990. La situation découverte sur le terrain au début de la mission des Casques bleus résultait de l'état réel des moyens dont disposaient les FAR. Dès lors, si à cette époque les FAR ne pouvaient déployer sur l'aérodrome de Kigali que six tubes antiaériens (de fabrication chinoise), tout à fait obsolètes, c'est qu'elle ne disposait d'aucun autre système d'arme plus moderne à mettre en œuvre pour défendre leur espace aérien. Elles n'avaient, du reste, aucune raison de camoufler un de leurs éventuels moyens antiaériens, puisque la MINUAR, n'étant pas en mesure de garantir l'intégrité de l'espace aérien rwandais, avait marqué son accord au maintien des pièces d'artillerie antiaériennes sur l'aérodrome de Kigali (...). Dans ces conditions, si les FAR avaient possédé des missiles Mistral, les observateurs de la MINUAR n'auraient pas pu ne pas les découvrir étant donné que pareil système d'armes implique une chaîne logistique et une infrastructure d'entraînement spécifiques »⁴.

Une source peu crédible et une information approximative, non recoupée et non vérifiée, voilà en définitive à quoi se résume le « scoop » de *Libération* sur les missiles Mistral. Plus grave, même après avoir pris connaissance des protestations publiques des experts sur le sujet, les journalistes pris en flagrant délit d'amateurisme – ou de manipulation – n'auront jamais l'humilité (ou l'honnêteté) de reconnaître ou de corriger leur maladresse.

Dès lors, il est légitime de se poser la question suivante : s'agissait-il de mauvaise foi, d'incompétence, de malhonnêteté intellectuelle, ou d'un acte militant ?

Si l'objectif de Maria Malagardis et Linda Melvern était de démontrer que les Hutu sont responsables de l'attentat et qu'ils détenaient à cet effet des missiles Mistral livrés par la France, elles ont cruellement manqué d'informations et cela est regrettable. Elles auraient dû tenter de mener une enquête au sein des FAR et de l'armée française. Un tel travail aurait conduit à la découverte soit de messages diplomatiques indiquant les dates de livraison, soit de bons de commandes, d'ordres de virement ou de factures mentionnant les montants d'acquisition des missiles. Comme ces éléments sont inexistants, elles ont pris le risque d'inventer leurs « révélations ».

Une enquête plus poussée aurait néanmoins permis une découverte plus intéressante et moins connue à ce jour du grand public. Elle ne prouve pas que les Hutu avaient des missiles mais elle montre qu'ils avaient envisagé cette possibilité. L'état-major rwandais avait effectivement voulu, dans les années 80, équiper l'aéroport de Kigali d'un dispositif de sécurité plus performant. Une étude avait été commandée par le Rwanda à la Chine et à la Corée du Nord pour savoir si des missiles Sol-air étaient nécessaires. Les autorités belges étaient parfaitement informées de la démarche des forces armées rwandaises mais elles avaient proposé à l'armée rwandaise de se doter d'un autre type d'armement plus léger, notamment des canons antiaériens. C'est ainsi que l'idée d'acquérir des missiles fut abandonnée par les FAR.

En outre, en regardant la liste des armements acquis jusqu'en 1994 par le ministère rwandais de la Défense, on n'y trouve aucune affectation budgétaire ni aucune information

permettant d'affirmer que les FAR se sont dotées de missiles SA-16 ou Mistral. Ainsi s'achève la vie éphémère d'un « scoop » peu glorieux du journal *Libération* sur des hypothétiques missiles Mistral que la France n'a jamais livrés aux FAR.

Revenons plus sérieusement aux missiles qui ont effectivement abattu le Falcon 50. Après la chute de l'avion, la fièvre s'empare de Kigali. Plusieurs rapports des services de renseignements rwandais font état de messages captés à chaud à partir des émetteurs du FPR/APR. Au quartier général de la rébellion à Mulindi, un message du bataillon de l'APR basé au CND à Kigali tombe. Il annonce la mort du chef de l'État rwandais dans l'attentat. Les rebelles manifestent bruyamment leur joie. Autour de minuit, le général Kagame met tous ses soldats en position d'alerte maximale. Il informe les unités de la mort de son ennemi Juvénal Habyarimana et les exhorte à continuer la lutte. Le plan d'attaque de Kigali est sur le point de passer à sa phase finale. Plusieurs notes des services de renseignements rwandais signalent alors que l'attentat est signé par l'APR de Paul Kagame, aidé de l'Ouganda.

Depuis vingt ans, des pseudo chercheurs ou des experts à la solde de Kigali prétendent que les rebelles tutsi n'avaient pas de missiles. Nous allons prouver le contraire en nous appuyant sur différentes sources, y compris celles de la rébellion elle-même.

Pour comprendre le rôle de l'Ouganda dans cet attentat, il faut remonter à l'attaque des rebelles tutsi de 1990 et à l'arme du crime. A cette occasion, les rebelles ont fait usage de missiles pour abattre les aéronefs de l'armée rwandaise. Le premier avion abattu par les rebelles fut un Britten Islander BN2 dans la réserve de chasse du Mutara qui volait à basse altitude dans le cadre d'une mission de reconnaissance. Deux jours plus tard, un hélicoptère Gazelle a été abattu dans le parc de l'Akagera.

Dans une note du 22 mai 1991 de la mission d'assistance militaire de l'ambassade de France au Rwanda, il est écrit : « l'état-major de l'armée rwandaise est disposé à remettre à l'attaché de défense, un exemplaire d'arme de défense sol-air soviétique de type SA 16 récupéré sur les rebelles le 18 mai 1991 au cours d'un accrochage au parc de l'Akagera. Cette arme est neuve. Son origine pourrait être ougandaise. Diverses inscriptions, dont le détail est donné ci-après, seraient susceptibles d'en déterminer la provenance ».

Pour vérifier que le missile découvert sur le terrain est bien venu d'Ouganda, les militaires rwandais vont procéder à l'interrogatoire des prisonniers de guerre de la rébellion. Plusieurs prisonniers vont témoigner, dont un lieutenant de la NRA [ndlr : National Resistance Army, armée nationale ougandaise] détenu au camp militaire de Kigali depuis le 17 juillet 1991.

L'état-major rwandais autorise alors l'attaché de défense et un officier français du DAMI (Détachement d'Assistance Militaire et d'Instruction) à rendre visite aux prisonniers ougandais afin de veiller à ce qu'aucun militaire rwandais ne porte atteinte à leur intégrité physique. Les officiers français sont surtout intéressés par les témoignages des prisonniers ougandais sur l'origine des missiles trouvés sur le territoire rwandais. Les résultats des auditions sont finalement concluants. Ils seront immédiatement transmis à l'attaché militaire de l'ambassade de France à Kigali, le colonel Cussac.

Dans son télégramme du 10 août 1991 adressé au ministère de la Défense à Paris, le colonel Cussac souligne : « En ce qui concerne l'origine des missiles utilisés par le FPR, un seul prisonnier, Gasore John, qui faisait fonction de commandant de compagnie chez les Inkotanyi après avoir suivi une formation de

“cadet” au sein de la NRA, a déclaré connaître le SA 16. Le FPR en aurait possédé quelques-uns dès le 4 octobre après les avoir achetés en Europe à des trafiquants d’armes ».

Le missile SA 16 est un armement de défense antiaérienne mis au point pendant la guerre froide par l’URSS pour protéger son territoire. Ces missiles représentaient l’armement le plus fiable dans le système de défense antiaérien de l’URSS puis de la Russie. Plusieurs types de missiles ont donc été mis sur le marché après la chute de l’URSS et du mur de Berlin, notamment les missiles SA-7, à courte portée (3 à 4 km), dotés d’une grande mobilité (portables à dos d’homme) et d’un système de guidage infra rouge très efficace, les SA-14 Gremlin, les SA-16 Gimlet et les SA-18 Grouse plus performants que les SA-7.

Lorsque l’attaché militaire français et son collègue du DAMI achèvent de recueillir les informations sur les missiles SA-16 découverts sur le champ de bataille, ils demandent à l’ambassade de France à Kampala de vérifier que les numéros de série retrouvés sur ces armes figurent bien dans le stock de l’armement antiaérien ougandais. Sans surprise, les références du missile sont conformes aux missiles encore en stock dans l’armée ougandaise.

Une note du 30 janvier des services secrets français confirme à cet égard que les missiles utilisés par les rebelles tutsi dans les combats contre les forces gouvernementales rwandaises proviennent bien du stock ougandais. En septembre 1991, un avion zaïrois (Fokker 27) de la compagnie SCIBE qui effectuait un vol commercial entre Kigali et Beni au Zaïre est, à son tour, touché par le tir d’un missile SA-16 de la rébellion tutsi. Son moteur ayant pris feu, il sera dérouté sur Goma à l’Est du Zaïre. Plusieurs menaces du même type seront portées contre des

aéronefs étrangers notamment un DC-10 de la Sabena.

A cette période, les militaires français ne sont pas les seuls à savoir que les rebelles du FPR/APR utilisent des missiles. Les autorités belges, considérées comme favorables à Paul Kagame et aux rebelles tutsi, disposent elles aussi d'informations très précises sur l'approvisionnement en armes des rebelles de l'APR/FPR à partir de l'Ouganda, en particulier qu'ils disposent de missiles SA-7 et SA-16. La preuve est contenue dans un télex du 7 juillet 1992 que l'ambassadeur de Belgique à Kigali adresse le même jour à 11h32 au ministère des Affaires étrangères de son pays : « Etant donné l'appui fourni par la NRA au FPR, il est admis que l'armement antiaérien dont dispose le FPR est celui de la NRA.

- a) 23mm ZU-23 Laag : portée effective verticale : 2000 m ;
- b) 30mm OerLikon Laag : portée 3000 m ;
- c) SA-16 Low altitude surface-to-air missile system : portée effective : 6000 m
- d) SA-7 Low altitude surface-to-air missile system : portée max effective : 4000 m ».

Après cette description précise de l'armement détenu par le FPR/APR, l'auteur du télex donne son évaluation du rapport de force entre l'armée gouvernementale et les rebelles : « la démarche du FPR relève de l'intimidation. En effet, il faut savoir que les FAR disposent uniquement d'hélicoptères (type Écureuil) et d'avions légers (type Marchetti, Britten-Norman) et encore en nombre réduit. Donc prétendre qu'une confusion puisse être possible entre un appareil de ligne (type DC-10) exécutant son plan de vol normal avec un avion ou un hélicoptère exécutant une mission d'appui au sol dans une zone de combat délimitée relève d'une intention délibérée d'intoxication peu crédible car peu intelligente. Tenant compte de la localisation actuelle du

FPR, le couloir Kagitumba-Gabiro-Kigali à une altitude prudente, présente toutes les conditions requises de sécurité ».

En dépit de ces nombreux détails, certains en Belgique feront semblant, plus tard, de ne plus s'en souvenir.

Pourtant, le FPR, qui était déjà en train de tester et de préparer ses actions de déstabilisation du Rwanda, n'hésitera pas, le 8 janvier 1994, à s'en prendre à un avion C-130 belge à Kigali. Le colonel Luc Marchal qui commandait les casques bleus belge au Rwanda jusqu'au moment de l'attentat nous a raconté : « Le FPR n'a pas menacé de tirer, il a vraiment tiré à trois reprises sur le C-130 belge qui survolait à basse altitude le CND. Ceci a été rapporté par les observateurs présents au CND »⁵.

Le 9 janvier, Luc Marchal rédige un rapport à ce sujet : « Le 8 janvier, Kibat [ndlr : bataillon belge à Kigali] donnait une réception de nouvel-an destinée principalement à remercier les personnes ayant aidé le BN depuis son arrivée à Kigali. Diverses démonstrations (commando, hélicoptères) étaient organisées pour les invités. Une demande officielle via la MINUAR avait été au préalable introduite auprès des autorités rwandaises pour l'hélicoptère. D'initiative, le commandant de bord du C-130 actuellement basé à Kigali, le commandant Ari Win Schellings, a pris l'air et effectué une démonstration à basse altitude au-dessus de l'emplacement où se déroulait la réception. Il est passé ainsi à plusieurs reprises au-dessus ou à proximité du site du CND où se trouve le bataillon du FPR et ce faisant a déclenché, à trois reprises, le tir d'une arme AA du bataillon FPR, sans dommage pour l'avion. Je déplore bien entendu cet incident inutile qui aurait pu être évité avec un minimum de coordination. (...) J'ai rédigé une plainte officielle du commandant du secteur Kigali à l'égard du président du FPR étant donné qu'aucun acte hostile ne justifiait l'ouverture du feu. J'ai signalé au commandant de la

Force que j'informais mes autorités nationales de cet incident et lui ai demandé, si besoin en est, de signaler la chose aux autorités rwandaises ».

A la suite de ce tir des rebelles, le FPR/APR ne subit ni remontrances, ni franches protestations de la part des autorités belges ou de l'ONU. Par contre, il demande et obtient l'interdiction du survol de tout aéronef au-dessus de son lieu de cantonnement à Kigali (CND). Plus surprenant encore, le FPR exige la suppression d'une des deux pistes d'atterrissage des avions de l'aéroport et obtient de nouveau gain de cause. Personne ne se doute alors qu'il s'agit là de la mise en place de son plan d'attaque contre le Falcon 50.

Le colonel Tharcisse Renzaho, préfet de Kigali, très agacé par toutes ces concessions au FPR/APR entreprend d'écrire au général Dallaire pour lui demander s'il est normal que les rebelles du FPR/APR décident de l'utilisation de l'espace aérien rwandais en lieu et place des représentants de l'État.

Devant toutes ces concessions accordées à l'APR/FPR, on peut s'interroger sur ce qui justifie une telle indulgence de la part d'une force dite « neutre » à l'égard d'un des belligérant et une telle inégalité de traitement entre les deux parties en conflit.

Qu'y avait-il de si important au CND pour que les rebelles demandent la suppression d'une piste d'atterrissage à l'aéroport de Kigali ? Ce sont encore des militaires belges, en contact régulier avec le FPR, qui fournissent des indications précieuses. Dans le cadre des enquêtes conduites par l'auditorat militaire belge sur l'attentat, les officiers de police judiciaire décident de se rendre à l'école royale militaire pour auditionner des soldats belges de la MINUAR. Ils rencontrent le 22 avril 1996 le colonel Leroy qui fut le commandant du 1er régiment de parachutistes de novembre à mars 1994 au Rwanda. C'est lui qui était chargé,

pendant l'opération Clean Corridor, d'escorter les 600 hommes du FPR/APR qui quittaient Mulindi pour s'installer à Kigali au CND.

Bien que réputé pour sa sympathie envers les rebelles du FPR/APR, le colonel Leroy a avoué aux enquêteurs qu'il n'excluait pas que certains véhicules des rebelles, sous couvert de transporter de la nourriture ou du bois de chauffage, dissimulaient des armes non déclarées à la MINUAR. Il se souvient d'un accident qui s'est produit devant le CND au cours duquel un véhicule civil des éléments du FPR/APR s'est retourné, laissant apercevoir sa cargaison de munitions.

Un parachutiste belge, Boreux Jonny Christian, qui participait à cette escorte, a également avoué aux enquêteurs le 15 mars 1996 : « Lors du déchargement, nous avons constaté que le FPR était puissamment armé. Il avait des touries de nitroglycérine, des grenades, des missiles sol-air... ».

Un autre parachutiste belge de la MINUAR a confirmé ces constatations. Il s'agit de Dimitri Pauwels, adjoint du lieutenant Lotin, chargé des escortes des rebelles du FPR/APR au CND. Interrogé par les enquêteurs belges le 8 juillet 2002 à 13h30, il affirme : « Quelques jours avant l'attentat, je pense deux ou trois jours avant, j'ai effectué une escorte comme d'habitude entre le CND et Mulindi. Au retour de Mulindi, nous nous sommes retrouvés avec à peu près deux ou trois cents personnes de plus qui n'étaient pas prévues. Ils circulaient à bord de divers véhicules et sont rentrés au CND. Vu ce nombre, j'ai demandé du renfort pour l'escorte. Parmi ces personnes, il y avait des hommes en uniforme du FPR, d'autres étaient en civil et il y avait également des femmes. Ces hommes étaient porteurs d'armes de toutes sorte, dont certaines lourdes comme l'RPG-7, armes que j'avais pu remarquer lors des escortes précédentes.

Nous n'avons pas demandé d'explications quant à ce nombre de personnes imprévues car cela était du ressort de l'ONU, notre mission était juste d'assurer l'escorte ».

A la différence de ceux qui, en Belgique, écartent catégoriquement les rebelles tutsi de la liste des suspects, les soldats belges de la MINUAR, chargés de leur escorte, découvrent avec stupéfaction l'armement disponible au CND. Jamais cet arsenal ne fera l'objet d'un contrôle serré. Jamais la MINUAR ne s'autorisera à pénétrer au CND pour vérifier la véracité des déclarations de l'APR/FPR sur les armes en sa possession ! Pourtant, l'importance de l'armement des rebelles au CND et sur l'ensemble du territoire rwandais a été confirmée au lieutenant-colonel Anatole Nsegyumva des FAR par un sous-officier belge de la MINUAR, au mois de mars 1994 à Gisenyi, soit quelques semaines avant l'attentat. Ce dernier confie alors au colonel rwandais que si les rebelles veulent prendre Kigali, cela se fera en très peu de temps car ils sont surarmés. Il ajoute qu'il a participé au chargement de ces armes à Mulindi, leur quartier général, et que les rebelles disposent d'une « quantité d'armes qui dépasse la quantité requise pour assurer la stricte sécurité de leurs responsables politiques ».

Comme on peut le constater, les rebelles du FPR/APR ont pu s'armer puis dissimuler leurs armes aux services de contrôle de l'ONU qui exerçaient, en revanche, un contrôle très strict des armes détenues par les FAR. Certes, les accords de paix d'Arusha avaient autorisé la rébellion à s'installer au CND et donc à y introduire les armes nécessaires à assurer la sécurité de ses membres. Cela étant, cette disposition n'empêchait en rien l'ONU de multiplier ses contrôles au CND et en d'autres endroits où l'APR/FPR entreposait des armes de guerre. Ce rôle incombait normalement en partie à la MINUAR. Cependant, si le

général Dallaire, commandant des casques bleus de l'ONU, était fasciné par Kagame et la rébellion comme il le reconnaît lui-même⁶, si des membres de l'escorte appartenant à la MINUAR pouvaient observer les rebelles s'armer sans rien dire, si la complaisance de bien des membres et des représentants de l'ONU envers la rébellion était réelle, comme nous l'avons constaté à travers leurs témoignages, il est certain que le FPR/APR a eu largement le temps de s'équiper et d'installer ses missiles au CND, puis à proximité de l'aéroport pour commettre l'attentat.

Nous avons interrogé un membre de l'APR/FPR, Abdul Ruzibiza, qui était à Kampala en 1990 puis à Kigali au moment de l'attentat. Il raconte : « L'APR disposait déjà des missiles SA-7B dès sa création, je veux dire au 1er octobre 1990. Autour de 50 au total vers 1993. Elle disposait en plus des SA-16 que nous appelions communément "Igla" ou "SAM 16". Néanmoins, ces derniers n'ont jamais été utilisés dans nos opérations. Une seule raison explique ceci : nous (APR) n'avions pas de tireurs bien formés pour l'usage des SAM-16. Un seul sergent Frank Nziza avait suivi une formation sur l'usage de ce missile. Je me rappelle qu'en 1994, il avait été promu au grade de sous-lieutenant. Il était le seul spécialiste du SAM-16. Quand le major Paul Kagame a établi son état-major opérationnel à Rushaki et à Mulindi, nous sommes entre 1992 et 1993, un seul missile SAM-16 fut amené de l'Ouganda. La mission du sergent Frank Nziza était de protéger l'espace aérien des deux localités ci-dessus citées.

Trois autres missiles sont restés à Mbarara, précisément à Kamukuzi. L'APR avait son stock d'armements à cet endroit et on y trouvait les armes et munitions attendant l'acheminement vers les zones d'opérations, selon les besoins sur le terrain. Ici, je

veux parler des besoins en armes d'appui, des munitions, etc. On y trouvait aussi les denrées alimentaires surtout le maïs, le haricot, du sel de cuisine, "dry ration" (ration de combat) et d'autres produits tels le tabac, les médicaments, les tenues militaires, etc... Ce stock était très grand et était sous protection des militaires de l'APR, en tenue ougandaise.

Chaque fois que les armes et/ou munitions devaient être acheminées vers la zone sous contrôle de l'APR, alors les gardes (escorte) venaient juste de ceux qui protégeaient le stock que nous appelions "main store" pour signifier "stock central ou principal". Lors de l'acheminement des armes, les gardes devaient se munir des "movement orders" je veux dire "ordres de mission" délivrés par la police militaire ougandaise, pour éviter des dérangements en cours de route. Des fois, ces "ordres de mission" étaient gardés d'avance, signés en attendant le jour de départ. Une chose est à noter à ce niveau, l'APR était comme une autre partie de la NRA.

Des fois les armes quittaient Kampala à destination des zones sous contrôle du FPR, avec les camions de la NRA, et avec les ordres de mission montrant que ces armes étaient destinées au 21stBn (21ème Bataillon) sous commandement du lieutenant-colonel Anthony Kyakabale. Cette unité était postée le long de la frontière commune entre le Rwanda et l'Ouganda. De là, les armes entraient dans la zone FPR. Les armes très lourdes telles les 107mm LRM Katiusha, 122mm Howitzer, 76mm Gun, 37mm AA, 23mm AA, 14.5mm AA, étaient gardées dans le camp militaire de Mbarara. Je reviens sur les missiles. Les trois autres sont entrés au Rwanda (zone FPR), le 6 janvier 1994 par les mêmes voies que celles que je viens de citer »⁷.

Le rôle de l'Ouganda apparaît déjà clairement dans l'achat des missiles dans un rapport du ministère rwandais de la

Défense, bien avant 1994. Les services rwandais de renseignements extérieurs affirment au cours de cette période :

« Ces derniers jours, le FPR, par le biais de l'Ouganda, s'est surarmé de façon extraordinaire. D'après notre ambassade à Washington, qui cite en partie le *Washington Post* du 10 décembre 1991, et ses propres informateurs, les missiles TOW que se procurait frauduleusement Bisangwa Mbuguje Innocent aux USA devaient être utilisés sur les hélicoptères CHINOOK. L'Ouganda était en train d'en négocier l'achat auprès de McDonnell Douglas Corporation et en aurait déjà acquis 18 alors basés à Philadelphie dans l'État de Pennsylvanie.

Bien qu'achetés officiellement par l'Ouganda, ces hélicoptères appartiendraient en réalité au FPR qui disposerait déjà de 10 autres basés à Mbarara. Notre ambassade à Kampala devra mener des investigations dans ce domaine et nous fixer sur la puissance aérienne de la NRA/FPR (nombre et type d'appareils ainsi que le type d'armement) ».

Des éléments chargés du renseignement à l'ambassade du Rwanda à Kampala avaient obtenu diverses informations importantes sur le système d'acquisition des armes de la rébellion. Cette autre source nous a confirmé ce que disent déjà les représentants de la MINUAR, à savoir que les convois qui prétendaient transporter le bois de chauffage de Mulindi au CND étaient plutôt destinés à acheminer des armes en provenance d'Ouganda.

Les rebelles de l'APR/FPR s'approvisionnaient en réalité chez les fournisseurs officiels et officieux de l'armée ougandaise. Parmi les fournisseurs officiels se trouvaient notamment l'Afrique du Sud, l'ex-URSS (pour tout ce qui est défense anti-aérienne), la Corée ou la Chine. Les États-Unis étaient pour leur part sur le registre des fournisseurs clandestins. Le fait que les

rebelles ne possédaient pas le « certificat d'utilisation finale » (End User Certificate) nécessaire à l'achat d'armes de guerre, les obligeait donc à passer par l'armée ougandaise pour se procurer des missiles et d'autres armes ainsi que des munitions⁸. Ils se servaient en réalité dans les stocks de la 2e division de l'armée ougandaise.

C'est ainsi qu'il sera confirmé, lors de la commission rogatoire du 19 juin 2000 du juge Bruguière, par le parquet militaire de la Fédération de Russie, représenté par M. Alexandre Volevodz, que les deux lance-missiles retrouvés près de l'aéroport de Kigali après l'attentat du 6 avril 1994 sont bien d'origine soviétique. Ils ont été fabriqués en ex-URSS en 1987 et les numéros 9H 322-1-01 04-87 9M 313-1 04835 LOD COMP/9M5192 3555 406, (premier lanceur) et 9H 322-1-01 04-87 9M 313-104814 C LOD COMP/9M 5192 5945 107 (deuxième lanceur) que nous avons publiés en 2002 dans notre enquête⁹ sont exacts et correspondent bien à l'unité de fabrication et aux références du lot utilisé.

Les deux missiles qui ont abattu le Falcon 50 du chef de l'État rwandais appartiennent donc à un lot de quarante missiles SAM 16 commandés par l'Ouganda et livrés par l'ex-URSS dans le cadre d'un contrat inter-étatique. Plusieurs témoignages précis des collaborateurs de Kagame sur l'utilisation de ces missiles par le FPR/APR confirment ainsi son rôle dans l'attentat. Il apparaît en outre qu'un camion Mercedes ougandais aurait convoyé des missiles SA-16 jusqu'au quartier général à Mulindi, lesquels missiles ont été à leur tour escortés par les jeeps de la MINUAR jusqu'au CND. Ils seront dans la nuit mis à disposition des tireurs près de l'aéroport d'où ils seront utilisés le soir du 6 avril.

Par ailleurs, notre enquête nous a permis de recueillir de nouvelles informations qui viennent corroborer les faits

précédents au sujet de la responsabilité du FPR. Cette fois, il s'agit des craintes et des mises en garde des pilotes français qui ont péri dans cet attentat.

Généralement très bien informés de la situation et des manœuvres de la rébellion tutsi, ils savaient très précisément d'où viendrait le danger. C'est ainsi que le pilote du Falcon 50, Jean-Pierre Minaberry, adresse, à une proche amie française, dans un courrier du 27 février 1994, le message suivant : « Au Zaïre aussi, il y a des troubles à la frontière avec l'Ouganda. Devinez avec qui ? Avec nos chers Tutsi qui ont massacré un millier de Bantous et se distribuent leurs terres, histoire de remercier les gens qui avaient acceptés de les accueillir il y a 30 ans lors des troubles du Rwanda. Il existe aussi (j'ai appris ça hier avec les Zaïrois) une autre poudrière à Lubumbashi (capitale du diamant, or, etc.) où une communauté Tutsi, accueillie, elle aussi, veut dicter sa loi et imposer son administration..., bref, dominer et manger les Bantous. Au Burundi et au Rwanda, n'en parlons pas ».

Le lendemain, le 28 février, il envoie une autre lettre à un ancien officier français et pilote de l'armée de l'air, pour lui faire part de ses appréhensions : « Cher Bruno, avec le FPR au CND, c'est-à-dire à 1km de la TWR et avec le parti pris que tu connais de l'ONU alias MINUAR, nous sommes quasi certains qu'il y a des missiles, SAM 7 et autres qui nous menacent pour les vols du Mystère 50. Déjà, le FPR a décrété un cercle de 1km de diamètre autour du CND, altitude illimitée zone interdite. Ils ont empêché Air France de décoller en 28, l'aéroclub ne vole plus et le nord se fait rappeler à l'ordre chaque fois qu'il monte pour faire des sauts commandés. Le C-130 belge s'est fait tirer dessus. (...) Je m'adresse donc à toi. Te souviens-tu des missiles qu'ils avaient dans le Nord quand ils ont abattu l'Islander et l'hélico ? Donne-

moi les perfo de ces missiles, Cussac m'a parlé de SA-7 ? Mais dit qu'il n'y a jamais eu de SAM-16. Altitude de sécurité à adopter (à Kigali, il faut tenir compte des 5000 d'altitude topo). Portée ? Horizontal. De face au CND (comme en finale 28) est-on détectable ? Que peut-on faire pour ne pas se faire prendre ? Avec Jacquy, on étudie des départ et arrivées en basse altitude. DEC en 10 virage à droite dans la vallée, via le point 5 derrière REBERO, on est caché par la colline. Pour l'atterrissage, chemin inverse. On l'a fait samedi, avec le président : ils ont été surpris mais ont pris conscience qu'il y avait danger et que nous, nous n'étions pas tranquilles... ».

Cette lettre portant sur les aspects techniques de la sécurité aérienne montre clairement que les pilotes français n'ont aucun doute sur la présence de missiles du FPR/APR à proximité de l'aéroport et qu'ils jugent aussi fort possible que le FPR n'hésitera pas à abattre l'avion. Ils sont également convaincus que la MINUAR, ou du moins une partie de la MINUAR, est favorable aux rebelles Tutsi et qu'ils se croient, de ce fait, tout permis. Le co-pilote du Falcon 50, au Rwanda depuis 1989, a également en tête toutes les attaques des rebelles tutsi contre les aéronefs. Inquiet, il cherche, avec son collègue Jacquy Héraud, la meilleure solution pour éviter une attaque au moment du décollage et de l'atterrissage. La suggestion de voler à basse altitude témoigne du fait que les pilotes du Falcon 50 craignaient d'être touchés par un missile ennemi. La crainte de Jean-Pierre Minaberry de subir une attaque du FPR/APR s'est en outre accrue depuis l'installation officielle de la rébellion au CND (Kigali) le 28 décembre 1993.

Dans un premier temps, cet ancien officier français, qui a lui-même travaillé au Rwanda, et d'autres amis pilotes de Jean-Pierre Minaberry, n'ont pas pris très au sérieux ces inquiétudes

qu'ils croyaient sincèrement excessives. Consultés sur cette question, tous constatent qu'il serait très coûteux et techniquement compliqué d'équiper le Falcon 50 d'un dispositif antimissiles. Bruno suggère alors à son ami Minaberry par téléphone quelques mesures de précaution pour l'atterrissage et le décollage du Falcon 50. Il préconise d'être très vigilant au décollage, moment où l'appareil est très vulnérable et suggère, pour l'atterrissage, de procéder au « passage vertical » et à une « descente à moteurs réduits à fortes pente ». Il précise que l'idéal est de faire ces manœuvres quand les conditions météorologiques sont bonnes. Quant aux vols de nuit, ils sont effectivement plus risqués. Les pilotes doivent éteindre leurs phares et obtenir que les pistes soient également éteintes de façon à ce qu'elles ne s'allument que quelques secondes seulement avant le toucher des roues.

Outre que ces conditions sont particulièrement stressantes pour les pilotes, elles ne sont pas conformes aux règles édictées par l'aviation civile internationale.

Dès la fin de l'année 1993, le ministre de la Défense, Augustin Bizimungu, le ministre de l'Intérieur, Faustin Munyazesa, les services de renseignements rwandais et le président Habyarimana lui-même étaient tous préoccupés par l'imminence d'un assassinat sur la personne du chef de l'État. Des informations persistantes sur l'éventualité de l'élimination de Juvénal Habyarimana par l'APR/FPR s'accumulaient et se précisaient.

Le 1er avril 1994, soit trois jours seulement avant l'attentat, Jean-Pierre Minaberry adresse, sans le savoir, ce qui sera sa dernière lettre, à sa correspondante à Paris. Le ton de cette lettre n'est pas rassurant ; la précision avec laquelle Minaberry analyse le FPR est saisissante : « Madame E., Ce mois-ci, nous avons fait

quatre missions : rencontre entre présidents en Ouganda et en Tanzanie. Cela permettrait-il de débloquer la situation au Rwanda ? Mystère ! Le FPR est de plus en plus exigeant et ne veut rien céder. Les Hutu cèdent d'une façon suicidaire. Dernier exemple : ils ont cédé le ministère de la justice au FPR ; ainsi toutes les exactions de celui-ci passeront aux oubliettes ou seront mises sur le dos des Hutu ! Idem pour les exactions à venir. (...) La côte du président remonte tous les jours. C'est pour cela, sans doute, qu'il y a des tracts qui circulent pour demander son assassinat ». Ce qui est énoncé dans cette lettre se révélera d'une grande justesse des années après.

Le soir même de l'attentat, les pilotes du Falcon 50, voyant la nuit tomber sur Dar es-Salaam, commencent à redouter le pire. Ils font parvenir des messages angoissés au président Habyarimana, par l'intermédiaire du protocole, sur les risques d'un vol nocturne et diront clairement au conseiller juridique du président, Justin Munyemana, qu'ils n'ont pas l'intention de décoller après 18h car ils craignent une possible attaque de l'APR/FPR dans la nuit.

La réunion qui se tient ce jour-là est organisée par le président tanzanien, Ali Hassan Mwinyi et l'Ougandais Yoweri Museveni. Ce dernier, comme le confirmeront les témoins présents, somnole durant toute la rencontre et ne manifeste aucun intérêt pour le contenu des échanges. De temps à autre, quand il se réveille, il multiplie les digressions faisant ainsi traîner les débats. De fait, la réunion, qui devait s'achever en milieu d'après-midi, se prolonge de près de deux heures trente au-delà de l'heure prévue pour sa clôture officielle.

Soucieuses du danger et du risque d'attaque contre le Falcon 50 à la tombée de la nuit, les délégations rwandaises et burundaises se précipitent à l'aéroport pour quitter Dar-es-

Salaam. Lorsqu'Habyarimana et son homologue burundais, Ntaryamira, prennent place dans le Falcon 50, la tension est à son comble chez les pilotes.

A l'approche de l'atterrissage, vers 20h10, le copilote Jean-Pierre Minaberry annonce le nom de code du Falcon 50 « November, November, November ». Il est reçu par la tour de contrôle de Kigali, qui demande si le service de protocole, compte tenu du retard enregistré par le vol, doit se maintenir à l'aéroport pour l'accueil du chef de l'État burundais présent dans l'avion et qui doit repartir immédiatement sur Bujumbura. Le copilote Jean-Pierre Minaberry confirme la demande. Vers 20h15, le contact est coupé avec l'avion présidentiel alors que la sécurité burundaise cherche à se faire confirmer l'arrivée du président Ntaryamira à Kigali.

L'avion bi-turbo Beechcraft d'Air Burundi qui suit le Falcon 50 et à bord duquel se trouve monsieur Déo Ngendahayo, le chef de la sécurité présidentielle du chef de l'État burundais, s'approche à son tour de Kigali. Son pilote tente de joindre la tour de contrôle de Kigali pour savoir si le Falcon 50 est déjà arrivé. Pas de réponse. Le pilote burundais tente de joindre cette fois la tour de contrôle de Bujumbura ; on lui répond qu'il n'y a aucune nouvelle du Falcon 50. A 20h21, le pilote du Falcon 50, Jacquy Héraud, en phase d'atterrissage, annonce à la tour de contrôle qu'il amorce une approche à 120 nautiques. A 20h25, le contact est coupé avec l'avion présidentiel. La tour de contrôle de Kigali appelle « November, November », à neuf reprises, sans succès.

En fait, deux missiles du FPR/APR viennent de faire exploser, exactement tel que l'avait redouté Jean-Pierre Minaberry, l'appareil du président Habyarimana.

1 Seul un article du quotidien *Le Monde* avec l'AFP du 1er juin 2012 prend la petite précaution de signaler que « la présence de ces armes dans les stocks de l'armée rwandaise à la veille du génocide ne confirme ni ne contredit l'enquête en cours du juge Trévidic ».

2 Cf. *Libération* du 1er juin 2012, p.3.

3 Cf. Péan, Pierre, « Plusieurs experts démentent le scoop de Libération sur les missiles », *Marianne* 2 du 4 juin 2012.

4 Cf. Marchal, Luc, « Où sont passés ces missiles ? », in *Rencontres pour la paix*.

5 Témoignage accordé à l'auteur.

6 Cf. Dallaire, Roméo, *J'ai serré la main du diable*, Québec, Editions Libre Expression, 2004, 684p.

7 Témoignage accordé à l'auteur.

8 Il faut savoir que des armes transférées ou vendues légalement peuvent être facilement détournées en passant des mains de l'utilisateur final autorisé à celles d'utilisateurs non autorisés ou qu'elles peuvent être utilisées de manière illégale par l'utilisateur final autorisé. L'Ouganda a donc fourni des armes à une rébellion qui n'en avait pas le droit.

9 Cf. Onana, Charles, *Les secrets du génocide rwandais, enquête sur les mystères d'un président*, Paris, Duboiris, 2002.

13. Scientificité douteuse d'un rapport d'expert

Comme dans le « scoop » sur les missiles Mistral analysé au chapitre précédent, la propagande et le mensonge ont été une fois de plus relayés par la presse. Et c'est à nouveau le quotidien *Libération* et la journaliste – ou militante – Maria Malagardis qui ont été aux avant-postes de la campagne pro-Kagame dans l'Hexagone.

En titrant dans un élan de militantisme mal contenu, « mort d'Habyarimana : la piste Hutu renforcée »¹, le quotidien s'est en effet positionné sur la ligne de défense de Paul Kagame. S'affranchissant allègrement de toute distance avec les conclusions des avocats du régime de Kigali, la presse valide ainsi, sans la moindre enquête ni la moindre analyse, le rapport d'expert balistique et acoustique remis à monsieur Marc Trévidic, le juge en charge du dossier de l'attentat du 6 avril.

Nous avons, pour notre part, choisi de revenir sur ce dossier parce qu'il comporte de graves anomalies qu'ignore le grand public. Surtout, nous avons obtenu la confirmation que le juge s'abstient, malgré leurs demandes, d'interroger des témoins importants susceptibles de l'aider à faire toute la lumière sur l'attentat.

A défaut de pouvoir livrer leurs informations au juge Trévidic, certains de ces témoins ont choisi de s'exprimer ici pour la première fois. Leur démarche est motivée par leur volonté de consigner les éléments encore à leur disposition, avant que, peut-être, il ne leur soit plus permis de le faire. Il faut en

effet rappeler que le régime de Kagame n'a pas hésité à faire disparaître plusieurs témoins importants qui voulaient livrer des éléments de preuve à la justice au sujet de cet attentat. Nous reviendrons sur ce point au cours de ce chapitre.

En janvier 2012, le rapport balistique et acoustique demandé depuis avril 2010 par les deux juges français en charge de l'instruction sur l'attentat, Marc Trévidic et Nathalie Poux, et censé demeurer sous le sceau du secret de l'instruction, est rendu public et abondamment commenté par le régime de Paul Kagame et ses soutiens parisiens.

Ainsi, les avocats du régime rwandais annoncent triomphalement dans un communiqué : « Ce mardi 10 janvier, les juges d'instruction Nathalie Poux et Marc Trévidic, en charge de l'information judiciaire relative à l'attentat commis au Rwanda le 6 avril 1994 contre l'avion à bord duquel se trouvait le président Juvénal Habyarimana, ont communiqué aux avocats de l'ensemble des parties les conclusions d'un rapport d'expertise capital. Ces expertises visaient à déterminer les lieux possibles d'où les missiles ayant abattu l'avion présidentiel ont été tirés. Les conclusions des experts désignés par les magistrats invalident en totalité la thèse à laquelle a adhéré aveuglément, pendant près de 10 ans, le juge Jean-Louis Bruguière, précédemment chargé d'instruire ce dossier. En effet, l'hypothèse d'un tir provenant du camp de Kanombe, alors contrôlé par les extrémistes hutu de l'ancienne armée rwandaise et par leurs conseillers européens, est confirmée par l'expertise. La responsabilité du FPR dans cette attaque se trouve, par conséquent, écartée ».

Au cours d'une conférence presse organisée le lendemain 11 janvier à Paris, les mêmes avocats rendent un vibrant hommage au juge Trévidic qui, selon eux, « dans un premier temps avait

une vision négative du dossier et n'avait pas pris de distance par rapport à l'enquête menée par le juge Bruguière mais qui a accepté de remettre à zéro la totalité de l'enquête ».

La démarche des avocats du régime rwandais consiste ici à opposer le travail du juge Bruguière à celui de son successeur, dont l'approche serait, à leurs yeux, plus fiable. La justice française qui était aux ordres avec Bruguière est soudainement devenue indépendante avec le juge Trévidic qui aurait, présumant-ils, abandonné l'hypothèse d'une responsabilité du FPR/APR dans l'attentat.

Or, à ce stade de la procédure, il est encore prématuré d'affirmer, avant même que le juge n'ait officiellement rendu ses conclusions, que ce dernier a acquis la certitude, soit que le FPR/APR est innocent, soit que les Hutu sont forcément coupables. A moins que le discours des avocats ne se révèle être une précieuse indication sur l'orientation que le juge Trévidic entend désormais donner à ce dossier...

Sans entrer dans la polémique que l'on cherche à créer entre les deux juges antiterroristes français, nous allons uniquement nous atteler à démontrer les grandes lacunes du rapport d'expertise acoustique dont les conclusions ont été « célébrées » dans les médias. Nous essayerons aussi de mettre en lumière des éléments et des témoignages qui gagneraient à ne pas être négligés dans la « nouvelle enquête » du juge Trévidic car elles sont essentielles à la manifestation de la vérité.

Pendant que les avocats clament dans tout Paris l'innocence de Kagame et du FPR, le régime de Kigali applaudit et reprend le couplet selon lequel « le rapport clôture définitivement 17 ans de mensonges, 17 ans de manipulations, 17 ans de traumatismes, 17 ans de trahisons, 17 ans d'injustices... donc nous sommes contents »².

Plusieurs journaux évoquent alors le « rebondissement » dans le dossier de l'attentat ou le « document scientifique » qui remet en cause la thèse du juge Bruguière. D'autres, moins pondérés, évoquent une « expertise qui change tout » ou même « un rapport qui prouve que ce n'est pas Kagame et le FPR/APR qui ont abattu l'avion ».

Cette campagne nourrie autour d'un rapport d'expertise vise principalement à exonérer les rebelles tutsi de toute responsabilité dans l'attentat en affirmant que les tirs de missiles étaient nécessairement le fait des Hutu.

Seulement, le rapport n'en apporte aucune preuve formelle. Cette hypothèse largement reprise dans les médias français et fortement relayée par les avocats du dictateur rwandais n'a jamais été solidement documentée. Artificiellement entretenue depuis 1994, elle peine à prospérer faute de cohérence, de témoignages probants et d'éléments de preuve. Elle est même totalement rejetée et discréditée par les membres de l'APR/FPR eux-mêmes qui sont au fait du dossier.

En effet, pendant que Kagame et ses soutiens mènent leur campagne de propagande autour de ce rapport d'expertise, ils ont la désagréable surprise de devoir affronter la contradiction d'un ancien cadre du FPR et ex-directeur de cabinet de Paul Kagame. Il s'agit de Théogène Rudasingwa.

Dans un communiqué rendu public, celui-ci déclare : « Le 1er octobre 2011, j'ai communiqué au public une confession dans laquelle j'ai indiqué que Paul Kagame était responsable de la destruction le 6 avril 1994, de l'avion à bord duquel se trouvaient les présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda, Cyprien Ntaryamira du Burundi, ainsi que messieurs Déogratias Nsabimana, Elie Sagatwa, Thaddée Bagaragaza, Emmanuel Akingeneye, Bernard Ciza, Cyriaque Simbizi, Jacky Héraud,

Jean-Pierre Minaberry et Jean-Michel Perinne qui furent tous tués. J'ai indiqué que Paul Kagame en personne m'avait dit qu'il était responsable des tirs qui ont abattu l'avion.

J'ai dit que Paul Kagame devait répondre de son rôle dans ce crime terroriste qui est l'élément qui a déclenché le génocide de 1994 au Rwanda. J'ai également déclaré que moi-même, ainsi que d'autres témoins étions disposés, capables et prêts pour fournir des informations supplémentaires aux juridictions nationales et/ou internationales qui seraient intéressées pour contribuer à la vérité, à la justice, à la réconciliation et au processus de guérison au Rwanda.

Ni moi-même, ni aucun autre des nouveaux témoins capables et disposés n'avons pu rencontrer le juge Marc Trévidic, ou tout autre Tribunal international pour leur donner les vraies informations sur les événements relatifs aux tirs qui ont abattu l'avion.

Aujourd'hui, le 10 janvier 2012, le juge français Marc Trévidic chargé de l'enquête sur le crime terroriste de 1994, a rendu publiques les conclusions du rapport technique fournies par des experts en balistique. Le rapport affirme notamment que :

a) les experts penchent plus vers la version des faits selon laquelle le missile qui a abattu l'avion serait parti de plusieurs endroits et en particulier des environs de Kanombe à Kigali ;

b) les missiles étaient de fabrication russe et avaient été livrés par l'ancienne Union Soviétique ;

c) les avocats et les autres parties intéressées ont jusqu'à trois mois pour contester tout élément relatif au rapport.

A cet égard, je voudrais souligner ce qui suit :

Le fait que les missiles aient été tirés des environs de la zone de Kanombe ne signifie nullement que Kagame n'a pas commis le crime ;

Le fait que les missiles étaient d'origine soviétique constitue un élément technique essentiel pour déterminer le véritable coupable ;

Nous avons encore le temps (moi-même et les autres témoins intéressés et nouveaux) pour répondre intégralement au rapport technique et donner des témoignages crédibles au juge Marc Trévidic ou à toute autre juridiction internationale, pour démontrer avec précision que Kagame est l'auteur de ce crime terroriste ».

Stupéfaction à Kigali ! Rudasingwa, à travers son communiqué, met quelque peu à mal la campagne que viennent de déclencher Paul Kagame, ses avocats et leurs soutiens, à Paris. Le malaise sera néanmoins de courte durée puisque, contre toute attente, le juge en personne refusera la demande de contre-expertise émanant des parties civiles. Selon un magistrat français habitué au traitement de ce type de dossier, « il est très étonnant et très rare qu'un juge refuse une contre-expertise dans une affaire aussi délicate alors que la contre-expertise est généralement de mise dans tous les dossiers criminels nécessitant des recherches approfondies et pour lesquels la complexité et les contestations sont évidentes »³.

Théogène Rudasingwa n'est toutefois pas seul à mettre Kagame en cause et à vouloir fournir des preuves au juge Trévidic. D'autres membres de l'APR/FPR, et non des moindres, ont exprimé publiquement leur volonté d'être entendu par la justice française. C'est notamment le cas du général Faustin Kayumba Nyamwasa, membre fondateur de l'APR/FPR, ancien chef d'état-major de l'APR de 1994 à 2002 et ancien ambassadeur du Rwanda en Inde. Détenteur de nombreux dossiers secrets du régime Kagame et visé lui-même par deux mandats d'arrêt internationaux dans le dossier de l'attentat, il

prend la décision, après avoir échappé à une tentative d'assassinat en Afrique du Sud où il s'était réfugié, de parler à la presse.

Le 9 juillet 2013, il répond aux questions d'une journaliste :

« – Général Kayumba Nyamwasa, vous avez accusé le président Kagame d'être responsable de l'attaque qui a coûté la vie à Juvénal Habyarimana. De quel type de preuves disposez-vous ?

K.N. : J'étais en position de savoir qui est responsable de l'attaque. Je ne me cache pas. Le rapport sur l'attentat (ndlr : le rapport Bruguière) a été publié quand j'étais en Inde. Je n'ai pas fui et suis resté à mon poste. Et les Français, s'ils le souhaitent, auraient pu venir me parler. Et même maintenant, je suis toujours prêt à leur parler. Ce que je sais sera une affaire entre la justice et moi. Je suis prêt à leur apporter toutes les preuves dont je dispose. A l'époque, j'étais responsable des renseignements militaires. C'est impossible que je ne sois pas au courant de qui a mené l'attaque et de ce qui s'est passé.

– Mais étiez-vous vous-même impliqué dans cette attaque ?

K.N. : Cela, je vais en parler avec le juge. Mais quand j'ai dit ce que j'ai dit, c'est simplement parce que je savais qu'un jour, j'aurai la possibilité de dire toute la vérité.

– Donc vous êtes prêt à témoigner en France, par exemple ?

K.N. : Sans aucun doute, évidemment, oui. Je serai amené à le faire un jour.

– Même si vous êtes accusé d'y avoir participé ? Vous irez répondre à ces accusations ?

K.N. : Être accusé, ce n'est pas la même chose que d'être coupable. Je suis accusé, mais pas coupable. J'ai la conscience tranquille »⁴.

Une fois cette interview diffusée, le pouvoir rwandais

s'affole. L'ancien chef d'état-major de l'APR est une source d'angoisse dont Paul Kagame aimerait définitivement se débarrasser ; Kayumba échappe à une seconde tentative d'assassinat en Afrique du Sud⁵. Nous avons cherché à savoir si depuis cette seconde tentative d'assassinat et ses déclarations, il avait été approché par le juge Trévidic ou ses collaborateurs. Le général Kayumba nous a confirmé que, aussi étrange que cela paraisse, personne du cabinet du juge n'a cherché à entrer en contact avec lui. Il attend toujours.

A la suite du général Kayumba, un autre membre éminent de l'APR/FPR fait savoir sa volonté de s'exprimer sur l'attentat. Il s'agit du général Patrick Karegeya, membre fondateur de l'APR, qui a travaillé comme directeur-adjoint du contre-espionnage dans l'armée ougandaise avec Kagame avant de diriger les services de renseignement extérieurs du Rwanda pendant 10 ans, de 1994 à 2004.

Réfugié également en Afrique du Sud, c'est en juillet 2013 qu'il prend lui aussi la décision de répondre aux questions d'une journaliste. Ses déclarations vont dans le même sens que celles de l'ancien chef d'état-major de l'APR :

« – Vous accusez aujourd'hui le président Kagame d'être derrière l'attentat contre l'avion de Juvénal Habyarimana. Avez-vous des preuves de son implication ?

P.K. : Si nous n'en avons pas, nous ne dirions pas ça. Evidemment, nous en avons. Nous ne spéculons pas. Nous ne sommes pas comme ceux qui essaient d'enquêter, qui disent que le missile venait de Kanombe (ndlr : camp militaire des FAR, l'armée rwandaise de l'époque). Nous savons d'où les missiles sont partis, qui les a acheminés, qui a tiré. Nous ne spéculons pas. On parle de quelque chose que l'on connaît.

– Mais pourquoi ne les rendez-vous pas publiques ?

Pourquoi les garder pour vous ?

P.K. : Nous ne les gardons pas pour nous. Il n'y a pas eu d'enquête digne de ce nom. On ne veut pas livrer tout cela aux médias. Souvenez-vous que tout ceci aura des conséquences pour des gens. Les gens qui ont perdu leurs vies avaient une famille, des amis. Si je vous le dis, évidemment, vous allez le publier et ça ne va pas aider les victimes. Donc, on s'est toujours dit que ça devait se faire dans le cadre d'une enquête judiciaire, qu'on puisse dire dans ce cadre-là ce que l'on sait.

– Le juge Trévidic ne vous a jamais contacté ?

P.K. : Non, ces juges ne sont jamais venus vers nous. S'ils le font, nous leur dirons ce que nous savons. Mais on ne peut pas leur forcer la main. S'ils souhaitent nous entendre, ils viendront. Et puis n'oubliez pas que ce sont des Français et que les victimes sont rwandaises. Donc on estime aussi que ce serait mieux si des Rwandais faisaient aussi ce travail... Mais ça, évidemment, ça ne pourra se faire qu'après le départ de Kagame. Nous n'espérons pas qu'il y ait une enquête judiciaire rwandaise pour le moment. Les Français ont pris la liberté de le faire, mais aucun d'eux n'est venu nous voir.

– Est-ce que vous êtes impliqué dans cette attaque ?

P.K. : Non, mais ça ne veut pas dire que je ne sais pas ce qui s'est passé.

– Et vous n'occupiez pas un poste qui vous permettait d'empêcher cet attentat ?

P.K. : L'empêcher ? Non, je ne m'y serais pas opposé. Kagame l'a décidé. Et je n'aurais jamais pu dire : ne le faites pas. Il était sûr de sa décision. Mais savoir, ça, oui, on sait.

– Mais pourquoi abattre cet avion ?

P.K. : Kagame croit que tous les opposants doivent mourir... Et à cette époque, parce que c'était Habyarimana, c'était un

moyen de prendre le pouvoir. Habyarimana venait de signer un accord de partage du pouvoir, même s'il essayait de gagner du temps, ce n'était pas une raison pour le tuer. Il fallait suivre le processus et s'assurer qu'il aille jusqu'au bout. Beaucoup de gens disaient qu'il essayait de gagner du temps, je ne cherche pas à le défendre. Mais même s'il a commis des erreurs, il ne méritait pas de mourir »⁶.

Plusieurs mois après cette interview, Karegeya est retrouvé mort, étranglé dans sa chambre d'hôtel en Afrique du Sud. Que s'est-il donc passé ?

Selon l'ancien responsable des services secrets rwandais, Sixbert Musangamfura, « le colonel Patrick Karegeya a été attiré dans un guet-apens par un contact qui travaille pour les services de renseignement extérieurs rwandais (NISS, National Intelligence and security services), nommé Apollo Gafaranga Kirisizi. Il serait arrivé en Afrique du Sud en provenance de Dubaï le 27 décembre 2013. Il a demandé au colonel Karegeya de lui réserver une chambre à Michelangelo Towers Hotel (8 Maude Street Sandton, 2146 Johannesburg, South Africa). Ils étaient ensemble dans la chambre d'hôtel dans la soirée du 31 décembre 2013. Le corps sans vie du colonel a été retrouvé le 1er janvier 2014 dans l'après-midi avec des signes d'étranglement à l'aide de cordelettes et des essuie-mains. Des traces d'empoisonnement ont été décelées. Une tentative de défiguration, à l'aide d'un produit chimique non encore identifié, a aussi été décelée. La police sud-africaine a affirmé que la victime s'était débattue contre un certain nombre d'agresseurs qui l'ont neutralisée et qui ont pris la fuite après l'exécution en emportant ses téléphones portables et papiers. Les enquêteurs ont constaté par la suite que les portables ont fait du roaming à partir des réseaux gsm opérant au Rwanda. Les enquêteurs ont établi

les mouvements (pays, villes, quartiers, locaux, réseaux gsm, etc.) des portables jusqu'à la disparition des signaux après quelques jours. Les vidéos de surveillance ont confirmé les mouvements de M. Gafaranga durant son séjour à l'hôtel. Les enquêteurs ont déjà rassemblé pas mal d'éléments non encore révélés. Le suspect Apollo Gafaranga a été vu à Kigali le 3 janvier 2014 au UTC (Union Trade Center) shopping mall »⁷.

Malgré sa déclaration publique, le juge Trévidic n'a pas non plus chercher à auditionner Patrick Karegeya. Les parties civiles s'en étaient d'ailleurs vivement inquiétées, à juste titre puisque ce témoin très important n'aura désormais jamais plus la possibilité de témoigner devant une quelconque juridiction.

Ce qui ressort de cet assassinat et des autres tentatives d'assassinat, c'est que Paul Kagame semble déterminé à éliminer tous les témoins clé de l'APR/FPR qui sont en mesure de le confondre devant la justice. Remarquons qu'en 1998, il avait déjà fait assassiner son ministre de l'Intérieur, Seth Sendashonga, à Nairobi, alors que ce dernier s'apprêtait à rencontrer les enquêteurs du TPIR et à leur confier les informations en sa possession au sujet de l'attentat. La même année, Kagame avait fait assassiner un autre membre de l'APR, le major Théoneste Lizinde. Lui aussi était sur le point d'être interrogé par les enquêteurs du TPIR ; il aurait en effet, d'après le garde du corps de Kagame, participé à une réunion préparatoire à l'attentat.

Vu la grande proximité de Kagame avec tous ces témoins, le moins que l'on puisse dire est que sa réaction face à ces témoignages évoque plutôt celle d'un homme qui a des choses à se reprocher et qui craint certaines révélations. Il est de ce fait très étonnant que le juge Trévidic fasse montre de si peu de diligence pour auditionner des témoins du FPR/APR réputés avoir appartenu au premier cercle du chef rebelle lorsque se sont

produits l'attentat et les événements de 1994. Faut-il donc attendre que tous les témoins majeurs de l'APR/FPR soient réduits au silence pour s'entendre répondre qu'il n'y a ni preuves ni témoins ?

Peu de temps avant sa mort, Karegeya s'était étonné de constater que les éléments du dossier judiciaire étaient régulièrement transmis et relayés dans la presse par les réseaux de Kagame en France : « tout ce que fait votre juge se trouve dans les médias, même les noms des témoins qui peuvent ainsi être retournés par Kigali ou assassinés », avait-il fait remarquer.

Les membres du FPR/APR ne sont à ce titre pas les seuls à peiner à se faire entendre par la justice française ; d'autres témoins, cette fois du côté des FAR, sont eux aussi victimes du peu d'empressement du juge Trévidic à les entendre.

Ce dossier est malheureusement soumis, depuis vingt ans, à de graves distorsions et manœuvres dilatoires diverses chaque fois qu'une procédure s'achemine vers la mise en cause de la rébellion dirigée par Paul Kagame. Depuis le début et de façon systématique, se dressent des obstacles importants, des lenteurs inexplicables, et des oppositions dont l'unique but est de perturber le cours normal de la justice en suggérant, sans le prouver bien sûr, que les Hutu, mais aussi la France, sont responsables du « génocide tutsi » et même de l'attentat.

Si cette hypothèse est réellement la plus crédible, comment expliquer qu'aucun juge, ni au TPIR, ni à l'auditorat militaire de Bruxelles, n'ait mené l'enquête à son terme afin de conclure définitivement à l'implication des Hutu et des Français dans l'attentat ? Ouverte dès le début par la journaliste belge Colette Braeckman, cette piste mainte fois évoquée n'a jamais dépassé le stade d'une simple hypothèse et n'a jamais été confirmée par aucun analyste ni aucun enquêteur chevronné.

Soulever de temps à autres de prétendus « scoops » sur l'implication de la France ou des Hutu participe de la stratégie des autorités de Kigali qui cherchent à multiplier les fausses pistes pour mieux détourner l'attention de leur propre rôle dans cette affaire. Leurs avocats l'expriment d'ailleurs très bien en soutenant que le juge Trévidic avait d'abord une analyse « très négative » du dossier avant de faire évoluer sa position. En d'autres termes, quand l'enquête se porte du côté de la rébellion, elle est discréditée d'office et qualifiée de « négative » ; quand elle vise les Hutu et la France, alors l'appréciation devient « positive ».

Nous considérons plutôt qu'une bonne enquête est celle qui écarte d'abord les préjugés pour ne se fermer aucune piste, aucune hypothèse, aucune réflexion. A cet égard, la démarche du juge Trévidic commence à intriguer les personnes intéressées à faire éclater la vérité sur ce dossier. Ses hésitations ou ses réticences à interroger tous les acteurs, tant du côté des FAR que du côté de l'APR/FPR, ou même du côté de la MINUAR, afin de confirmer ou d'invalidier ses hypothèses, soulève bien des interrogations.

Présentée comme incontestable parce que « scientifique » et validée telle quelle par le juge Trévidic, l'expertise acoustique sur les tirs de missiles a fait l'objet d'une énorme publicité et de certaines extrapolations de la part des partisans de Kagame. Pour cette raison, nous avons décidé de la réexaminer avec le concours d'autres experts. Ceux-ci ont relevé de graves insuffisances dans ce rapport, y compris sur le plan scientifique, qui justifient qu'il soit confronté à d'autres analyses et soumis, le cas échéant, à une contre-expertise. Les experts que nous avons consultés y ont en effet relevé une série de contradictions et d'approximations et ont en outre souligné que la méthodologie

employée est largement sujette à caution. Les conclusions hâtives des avocats ou des militants parisiens du FPR/APR, tirées immédiatement après la publication de ce rapport, ne sont donc pas de nature à disculper Kagame comme ils veulent à tout prix le faire croire. L'état actuel de nos connaissances sur ce sujet nous autorise à affirmer, en l'absence de tout démenti sérieux, que ce rapport acoustique ne constitue en définitive qu'un élément non déterminant au sein d'un très vaste et volumineux dossier d'enquête.

Les quelques points sur lesquels nous allons insister mettent en effet en cause tantôt l'analyse des experts, tantôt leur méthodologie, et finalement la scientificité de leur rapport.

Le débat ayant déjà été mis sur la place publique par les avocats du régime de Paul Kagame, nous n'avons pas jugé indécent ni nuisible, d'y contribuer ici à travers un certain nombre de nouveaux éléments.

Les premières observations viennent de 26 prisonniers (tous Hutu) du TPIR, manifestement choqués de constater que l'expertise a été bâclée. Rappelons que se trouvent parmi eux des diplomates, des magistrats, des officiers supérieurs des ex-Forces Armées Rwandaises, d'anciens ministres, ayant tous bénéficié d'une solide formation et qui constituaient à l'époque l'élite du pays. Dans une lettre datée du 12 février 2012 adressée au juge Trévidic, ils déclarent : « Nous, détenus du TPIR, signataires de la présente, avons le plaisir de vous transmettre en annexe notre analyse critique du rapport d'expertise produit par le collègue d'experts sur l'attentat contre l'avion du président Habyarimana le 6 avril 1994 à Kigali. (...) »

1) Le collègue d'experts s'est laissé influencer par le gouvernement de Kigali dans le choix des témoins rencontrés sur le terrain et dans la détermination des positions probables des tirs

de missiles ;

2) Les déclarations des témoins rencontrés sur le terrain sont incohérentes et contredites par celles nettement plus crédibles des témoins que le collège d'experts n'a pas cherché à rencontrer ;

3) Contrairement à l'hypothèse retenue par le collège d'experts après avoir mis arbitrairement de côté certains éléments du dossier, nous nous fondons sur ces éléments écartés pour formuler l'hypothèse que l'impact du missile sur l'avion a eu lieu tout près de la colline de Runyonza ;

4) Nous pensons que le collège d'experts a proposé l'intervention tardive de l'expert en acoustique parce qu'il avait besoin d'une base technique pour écarter les témoins crédibles qui affirment que les tirs de missiles sont partis de Masaka⁸ ».

Au sujet de la démarche de l'expert acousticien, ils notent : « L'expert acousticien n'a pas été au Rwanda pour visiter les lieux. Il a mené ses expériences sur base d'une simulation effectuée en France, dans des conditions environnementales complètement différentes de celles de Masaka et Kanombe, aussi bien en 2011 qu'en avril 1994. Nous nous posons sérieusement des questions sur les motifs qui ont poussé le collège d'experts à vous suggérer si tardivement l'intervention de cet expert. La seule réponse plausible nous paraît être le poids disproportionné accordé à son expertise dans les conclusions du rapport final ».

Si certains conclurent au nécessaire parti-pris des prisonniers d'Arusha, du simple fait qu'ils sont Hutu ou qu'ils sont prisonniers, il est plus difficile de mettre en doute l'impartialité d'un expert français, l'amiral François Jourdier, qui conforte leurs conclusions. L'amiral François Jourdier, qui fut pendant cinq ans directeur du Centre d'essais de la Méditerranée où étaient effectués des essais de missiles à partir de l'île du Levant,

est l'un des meilleurs spécialistes français de la question des missiles.

Contacté par nos soins, il donne un avis purement technique sur le sujet : « La prestation de l'expert acousticien semble avoir été surtout la fourniture de la célérité du son, donnée qui est connue de tous et qui permet de connaître le temps au bout duquel le bruit d'une explosion est perçue à une position donnée. Notons qu'il y a eu quatre détonations, les deux départs de missiles qui sont très bruyants et ne sont pas un souffle mais une déflagration, et l'explosion des deux missiles, le premier par autodestruction, le second par impact sur l'avion. Il devait être difficile pour les témoins de déterminer quelles détonations ils percevaient, sauf évidemment s'ils se trouvaient à proximité immédiate du tir. Il faut bien entendu prendre en compte le départ du premier missile, celui qui a manqué l'avion et qui a précédé l'autre de quelques secondes pour déterminer les explosions pouvant être entendues. Cela ne semble pas avoir été fait par le rapport. L'expert acousticien affirme que Masaka était trop loin pour qu'un tir partant de là puisse être entendu à Kanombe. On peut quand même remarquer que deux témoins qui se trouvaient à 5km du point d'explosion de l'avion disent avoir entendu des détonations. Or, le son ne se propage pas de la même façon en terrain accidenté qu'en plaine dans la région de Vierzon, là où l'expert a procédé à la reconstitution ».

Et l'amiral Jourdier de conclure : « La conclusion est que ce n'est pas en s'intéressant aux tirs eux-mêmes qu'on peut déterminer l'endroit d'où ils ont eu lieu ».

Un officier français, Michel Robardey, qui était sur place au Rwanda et qui connaît bien le site que l'expert acousticien prétend être le point de départ des missiles, est encore plus sévère : « Après que les experts désignés par les magistrats

français se soient transportés à Kigali, ils se trouvèrent dans l'impossibilité de conclure quant à la localisation du lieu des tirs contre l'avion du président Habyarimana. De concert avec le juge Trévidic, il fut alors décidé de faire appel à un spécialiste en acoustique afin de les éclairer. Or, cet expert qui avait pour mission de déterminer les points les plus probables du tir des missiles ayant abattu l'avion du président Habyarimana ne s'est curieusement pas rendu sur place, au Rwanda. De plus, comme il n'a jamais entendu et encore moins mesuré un départ de SA-16, il a procédé "par similitude" avec d'autres missiles... à la Ferté Saint Aubain (!!!) en France, région dont le relief n'a rien à voir avec celui des collines de Masaka/Kanombe au Rwanda. Enfin, il a procédé par exploitation de divers témoignages, recueillis par d'autres que lui et qui, une fois rafraîchis, voire radicalement transformés par de nouvelles auditions prises dix-sept ans après les faits, ont constitué le socle de son expertise complémentaire à laquelle se sont ralliés les autres membres du collège des experts ».

En rappelant les témoignages de deux témoins oculaires de l'explosion, messieurs Jean-Luc Habyarimana, fils du président et Jacques Gashoke, un paysan tutsi qui a vu les missiles, le colonel Luc Marchal, commandant des casques bleus belges de la MINUAR renforce les analyses précédentes : « Les experts du juge Trévidic ont occulté le témoignage de M. Jean-Luc Habyarimana. Or c'est lui qui est le témoin central qui a suivi mieux que quiconque toute la scène. Même s'il ne pouvait pas voir le départ des missiles à partir du sol, sa position lui permettait de voir une grande partie de la trajectoire. Il a vu l'impact, l'explosion et la chute sans aucun obstacle. Etant proche de l'impact, il a bien pu voir la direction d'origine des missiles. Il indique la vallée de Masaka sans ambages ! Il n'a pas

vu les missiles venir de son arrière-droite, du sud vers le nord, mais de son avant-droite, du sud-est vers le nord-ouest. Les experts minimisent et déforment le témoignage de M. Jacques Gashoke, le second témoin oculaire proche du point d'impact. Bien que l'intéressé fût situé en contrebas de la voie menant à la villa communale, aucun obstacle ne pouvait l'empêcher de voir à 262m au-dessus de lui vers l'est. Il précise que les projectiles venaient de Masaka ».

Il aboutit à la même conclusion que l'amiral Jourdiér : « Quel que soit le sentiment avec lequel les experts du juge Trévidic ont désigné les positions de tir de Kanombe et ont privilégié les témoignages recueillis par le comité Mutsinzi⁹ dont la crédibilité est douteuse suite à leur manque de liberté et d'indépendance, le point de départ des missiles n'est pas un élément déterminant de l'enquête, les calculs et procédés utilisés pour déterminer le point d'impact sur la trajectoire n'étant pas absolus. En effet si l'avion avait été abattu loin des installations ou positions des FAR, en dehors de la portée des armes qui y seraient installées et en dehors de tout témoignage oculaire ou acoustique, la recherche du point de départ des missiles n'aurait pas lieu. La recherche porterait tout simplement sur le type d'arme utilisée (origine, détention et capacité de manipulation). C'est donc la présence du camp militaire de Kanombe qui favorise la spéculation alors que tous les éléments de l'enquête visent le FPR ».

Un autre expert acousticien contacté par nos soins et réputé pour avoir traité des dossiers du même type a étudié en détail le rapport acoustique. Son analyse technique est implacable : « Notre commentaire comporte deux parties distinctes. La première partie est formée de notes de lecture. Elle montre le très faible niveau scientifique du document. Dans la deuxième partie,

nous prenons un peu de recul et nous discutons des questions méthodologiques qui sont des questions de fond (...). L'absence de définitions claires ne serait pas si grave si l'auteur avait recouru systématiquement aux références, comme c'est l'usage. Il n'en a rien été. L'auteur n'a pas cru devoir fournir la moindre référence scientifique. Il estime probablement que son texte est irréfutable et qu'il nous est inutile de vérifier ses affirmations. Nous venons de voir que ce n'est pas le cas. Son texte manque de clarté et de rigueur. Il est même très suspect scientifiquement (...). En conclusion, on a affaire à un texte de bas niveau scientifique. Rien n'est correctement énoncé. On se demande parfois si l'auteur comprend ce qu'il écrit.

Le point principal porte sur les durées de trajet du son et du missile, mais le raisonnement de l'auteur est à peine esquissé, sans justifications sérieuses ni données vraiment avérées. A mes yeux ce rapport ne peut constituer une démonstration de quoi que ce soit. Il n'a pas de valeur probante, ni pour une thèse ni pour une autre ».

Si le juge Trévidic décide donc, malgré tout, d'appuyer sa conclusion sur ce rapport acoustique qui privilégie le camp Kanombe comme lieu de départ des missiles qui ont abattu le Falcon 50, il devra impérativement auditionner le général Dallaire, commandant de la MINUAR, qui a affirmé dans sa déposition devant le TPIR que la MINUAR avait des observateurs à Kanombe. Ceux-ci devraient donc pouvoir le confirmer.

Le juge devrait également interroger le colonel Luc Marchal, commandant des Casques bleus belges, qui était aussi en charge du contrôle des armes dans la ville de Kigali et qui pourra confirmer ou infirmer la présence de missiles dans le stock d'armement des FAR. Il devrait aussi auditionner tous les

observateurs de la MINUAR qui se trouvaient au camp Kanombe le soir du 6 avril et durant la semaine qui a précédé l'attentat.

Il faudra absolument savoir si ces observateurs ont remis un rapport circonstancié au général Dallaire sur les tirs de missiles ou sur l'intrusion de missiles à Kanombe. Le colonel Marchal, à défaut d'avoir reçu lui-même un tel rapport, aura peut-être été informé de son existence.

Enfin, le juge ne pourra pas non plus faire l'économie de l'audition du commandant du camp Kanombe si son enquête s'orientait vers la piste des Hutu et donc des FAR.

Or, depuis la publication du rapport acoustique en 2012, le juge n'a toujours pas envisagé d'auditionner le commandant du camp Kigali, le colonel Félicien Muberuka. Pourtant, ce dernier a spontanément écrit au juge Trévidic pour demander à être auditionné, mais le juge n'a jamais donné suite. A défaut d'être entendu par le juge, il a accepté de témoigner dans cet ouvrage dans l'espoir que son point de vue pourra contribuer à une action diligente de la justice.

Peut-être que cette fois, son témoignage intéressera la justice française : « Ce soir du mercredi 6 avril 1994, j'étais dans ma résidence de commandant du camp de Kanombe. Je regardais un match de la CAN à la télévision. Vers 20 heures 25, mes enfants qui jouaient encore au jardin sont venus me dire qu'ils venaient de voir quelque chose comme un avion incandescent dans le ciel venant de Masaka.

Après cela, j'entends une salve d'armes automatiques du côté de la résidence du Président de la République, non loin de chez moi, qui a duré une vingtaine de secondes. Comme nous possédions des informations selon lesquelles le FPR envisageait de tuer le Président de la République pour ensuite reprendre les hostilités qu'il préparait, j'ai pensé tout de suite que la guerre

reprenait.

Je me suis mis immédiatement en tenue de combat et j'ai rejoint mon poste de commandement (PC) au camp Kanombe.

Arrivé au PC, je constate qu'il n'y a aucun mouvement de troupes. Tout est calme. Je convoque les commandants des unités pour la réception des ordres. Pendant qu'ils rejoignent le PC, je fais un tour à l'intérieur du camp. Tout est normal.

Au retour, je fais une petite réunion avec les commandants des unités et on échange des informations sur la situation. Entre temps, d'aucuns disent qu'on vient d'attenter à l'avion du Président de la République. Je reçois aussi des coups de fil qui font état d'un éventuel attentat contre le Président.

Au cours de la réunion, je recommande de renforcer la défense du camp, chaque unité dans son secteur de défense. Je demande au bataillon Para Commando de renforcer la défense de l'aéroport international Grégoire Kayibanda. N'ayant pas été informé ni du départ ni du retour du Président, je ne pouvais pas m'imaginer cet attentat que certains évoquaient.

A la fin de la réunion, je désigne deux officiers, le Lieutenant Colonel médecin Baransaritse Laurent et le Major Ntabakuze Aloyis pour se rendre à la résidence du Président y vérifier ces rumeurs sur l'attentat.

Arrivés à la résidence, les deux officiers me confirment qu'il s'agit bel et bien de l'avion du Président qui a été abattu. Je téléphone au chef d'état-major, le général Nsabimana Déogratias pour l'en informer. C'est sa femme qui me reçoit au téléphone et quand je lui demande de me le passer, elle raccroche sans mot dire. Je ne savais pas non plus que le général faisait partie de la délégation présidentielle. C'est plus tard, quand j'ai vu sa carte de service ensanglantée et les restes de son corps, que j'ai compris la réaction de sa femme à mon appel.

Informé donc par le Major Ntabakuze qui a confirmé l'attentat, je me suis rendu à la résidence vers 23 heures, après m'être assuré des mesures de sécurité du camp et de ses environs. En tant que commandant de camp et étant l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé du camp Kanombe, il était logique et normal que je me rende à la résidence non seulement constater la catastrophe, mais aussi pour présenter les condoléances à la famille du Président éprouvée.

Là, j'ai brièvement dirigé l'action de ramassage des corps. J'y suis resté jusque vers minuit.

Après, j'ai tout de suite rejoint le PC où je suis resté toute la nuit jusqu'au matin, étant donné le climat tendu consécutif à l'assassinat du Président de la République et de son chef d'état-major ».

Après cette description de la situation générale, le colonel des FAR parle du contrôle des armes : « Je voudrais dire un mot sur le contrôle des armes et munitions par la MINUAR. Depuis la signature de l'accord de consignation des armes et munitions dans la ville de Kigali entre le chef d'état-major de l'armée rwandaise et la MINUAR en 1993, c'est cette dernière qui contrôlait les armes et munitions dans tout Kigali en collaboration avec les services logistiques rwandais conformément au dit accord. Concernant le camp Kanombe, le chef d'état-major avait concédé un local au camp où résidait en permanence le personnel de la MINUAR affecté au contrôle des armes et munitions au niveau du camp. Les armes et munitions des différentes unités étaient également contrôlées par l'équipe de la MINUAR résidant au camp qui possédait le double des clés des magasins, étant entendu que l'autre clé était gardée par le commandant d'unité. Aucune arme ni munition ne pouvait entrer ni sortir à l'insu de cette équipe.

Dans le rapport dit Mutsinzi élaboré par le gouvernement de Kigali sur l'attentat, un témoin du nom de Iyamuremye Emmanuel, un ancien sergent du bataillon para commando, aurait affirmé que je lui aurais donné des ordres d'empêcher les agents de la MINUAR chargé du contrôle des armes et munitions d'entrer au camp Kanombe.

Il oublie malheureusement que le commandant du camp ne pouvait jamais s'adresser à lui pour lui donner des ordres ou consignes, étant donné sa fonction et son rang. Le commandant de camp transmet ses ordres ou consignes suivant une chaîne de commandement. Il transmet donc ses ordres via les commandants des unités, par le capitaine de semaine ou, le cas échéant, par l'officier de garde. Un sergent de faction n'intervient nulle part dans cette chaîne de commandement. Il reste vrai que certaines dispositions avaient été prises en fonction de ces informations que nous recevions, mais dire que j'avais donné des consignes au sergent Iyamuremye d'empêcher la MINUAR d'entrer au camp Kanombe relève d'un mensonge honteux. Si tel avait été le cas, il y aurait eu une réaction de la part du commandement de la MINUAR qui aurait cherché à me rencontrer comme il en avait l'habitude en cas de problèmes, car la collaboration entre le camp et la MINUAR était sans faille ».

A propos du départ des missiles, le commandant du camp Kanombe précise : « Ma position sur le point de départ des missiles qui ont abattu l'avion du Président n'a pas changé depuis le 6 avril 1994. Les coups doivent être partis de la colline de Masaka. J'ai dit plus haut que j'ai été informé par mes enfants qui jouaient encore au jardin et qui ont vu un avion en feu venant de Masaka. Si les missiles avaient été tirés à partir du camp Kanombe ou de ses environs immédiats comme semblent l'affirmer les rapports Mutsinzi et Trévidic, j'aurais sans aucun

doute entendu et senti la forte détonation qu'ils auraient occasionnée, car ma résidence se trouvait au camp même. Je le dis parce que lorsqu'une grenade explosait au camp ou dans ses environs immédiats, puisque cela était devenu monnaie courante depuis la guerre, je l'entendais de ma résidence.

A plus forte raison, je ne pouvais pas ne pas entendre la détonation de deux missiles sol-air. Aussi, les ondes de détonation auraient provoqué la panique au camp peuplé de plus de deux mille âmes y compris les femmes et les enfants des militaires. Or, j'ai constaté que la situation était relativement calme à mon arrivée au PC.

Enfin, si les missiles étaient partis du camp, ils n'auraient pas atteint l'avion qui est venu tomber entre la piscine et la clôture de la résidence, car un avion en atterrissage est vu du camp après avoir dépassé la résidence du Président. Plus tard après l'attentat, deux lance-missiles Sam-16 de fabrication russe ont été trouvés à Masaka près d'une ferme d'État. Ceux qui veulent, à tout prix, fixer le départ des coups au camp Kanombe ou ses environs veulent accréditer l'hypothèse selon laquelle les officiers extrémistes auraient attenté à l'avion de leur Président ».

Un autre officier des FAR, le lieutenant Seyoboka, qui a recueilli plusieurs témoignages de ses collègues dès le 7 avril, y compris émanant des éléments de la garde présidentielle du président Habyarimana, a également écrit au juge Trévidic le 16 septembre 2010, c'est-à-dire bien avant la publication du rapport acoustique : « Monsieur le Juge, la présente a pour objet de solliciter une entrevue dans le dessein de contribuer à l'enquête dont vous êtes en charge. Le 06 avril 1994 vers 20h23, j'étais au Camp Colonel Mayuya, bien précisément au mess des officiers à titre d'officier et j'avais le grade de sous-lieutenant.

Le 07 avril 1994 je suis allé à la résidence privée du président de la République sise à Kanombe, pour rendre hommage à mon beau-père, le colonel Elie Sagatwa, décédé avec ce dernier, puisqu'il était son secrétaire particulier. A cet effet, j'ai mené une enquête à titre personnel, avec le souci d'éviter que les témoignages des différents acteurs ne soient contaminés par l'ouï-dire. Aujourd'hui, je profite de cette occasion où vous diligentez cette enquête pour y contribuer, sans la prétention que mon concours est la partie du puzzle qui vous manque ».

Sans nouvelle ni du juge ni de son équipe, il a lui aussi accepté de témoigner ici dans l'espoir qu'enfin les éléments qui sont à sa disposition soient officiellement versés au dossier.

Commençons par le témoignage que lui a fait, peu de temps après l'attentat, le lieutenant Nsabimana qui était de faction à l'aéroport au soir du 6 avril 1994 : « Quand nous nous sommes rendus à l'aéroport vers 15h30 tout était normal. Je n'ai remarqué aucun mouvement anormal qui aurait pu témoigner qu'ils se préparait quelque chose d'anormal. Vers 20h20, je me suis entretenu avec le major Thaddée Bagaragaza. Il m'avait appelé pour me signaler qu'il restait cinq minutes avant qu'ils atterrissent. Il m'a demandé d'appeler du renfort de véhicules car le VIP burundais était avec eux.

Vers 20h23, je perds le contact de l'avion ; il me semble que Bagaragaza a lâché le téléphone de façon précipitée et qu'un bruit de fond s'est installé. Je tente de prendre contact avec eux, en vain. Presque au même moment, un sergent-major qui est à côté de moi me signale que des balles traçantes se dirigent vers l'avion. Je demande au lieutenant Sebashyitsi qui était de faction chez le président d'entreprendre une riposte en direction de la provenance des tirs car l'avion est la cible des tirs. L'avion prend feu sous mes yeux.

Vers 20h30, deux caporaux postés à la tour de contrôle signalent que des militaires belges viennent de quitter les lieux à toute vitesse. Dans la précipitation, une jeep illitis de la MINUAR échoue dans un fossé à la sortie de l'aéroport.

20h40, un lieutenant belge se présente à l'aéroport et demande que l'avion belge atterrisse [ndlr : il s'agit du C-130 belge évoqué au chapitre 9]. Je refuse et déploie des bus d'Onatracom venus de Kanombe. Puis je donne l'ordre d'ouvrir le feu si l'avion tente d'atterrir. Je communique avec le major Mpiranya qui me demande de rester à l'aéroport jusqu'à ce que l'État-Major en décide autrement. Finalement, nous parviendrons à quitter l'aéroport à 7h00 du matin ».

Un autre témoignage recueilli par le lieutenant Jean-Claude Seyoboka a retenu toute notre attention. Il s'agit du récit du lieutenant Sebashyitsi, qui était de faction à la résidence du président le 07 avril 1994 : « Mon frère Nsabimana me demande de faire une contre-attaque vers la direction de la provenance des tirs qui partaient en direction de l'avion. J'ordonne l'ouverture de feu. "L'avion brûle mon lieutenant", me signale un caporal. Il me montre un trou du fusilier sur le lequel l'avion s'échoue. Il ajoute que les deux caporaux qui occupaient le trou ont eu juste le temps de s'écarter et que s'ils étaient restés une seconde de plus, ils auraient été enterrés vivants.

Sous nos yeux, les corps tombent dans le jardin comme des pierres. Constatant l'assassinat du président, j'ai ordonné que les lumières soient éteintes. Puis nous avons commencé la longue recherche des corps déchiquetés. D'abord, nous avons commencé à éteindre les corps qui brûlaient. Puis le major Ntabakuze est arrivé, suivi du major Grégoire de Saint Quint.

Vers 23h30, les belges sont arrivés à la résidence et je leur ai refusé l'accès ».

Le lieutenant Seyoboka nous a confié d'autres témoignages qu'il a recueillis les 6 et 7 avril 1994. Etant lui-même témoin privilégié de cet attentat, nous avons choisi de restituer ici ce qu'il a vécu : « Le 07 avril 1994, je suis allé chez le président. Il y avait une désorganisation totale. On essayait de rassembler les morceaux de corps éparpillés. C'est alors que j'ai pris la décision d'aller chercher le formol au camp Mayuya.

Quand je suis arrivé au camp, les colonels Mugemanyi et Kazenga étaient en discussion. Ils m'ont adressé leurs condoléances. J'ai dit au colonel Mugemanyi que je venais chercher le formol. Il ne savait pas s'il y en avait en quantité suffisante car une partie avait été utilisée pour les corps de Gatabazi et de son garde du corps. C'est alors qu'il a ordonné au sous-officier médical d'aller voir et de lui amener les bouteilles. Quand les bouteilles sont arrivées, le colonel Kazenga m'a dit : "mon fils je viens avec toi pour administrer le formol". Il est monté dans la jeep du colonel Sagatwa, et nous sommes descendus ensemble chez le président. Arrivés chez le président, Christine et Claire se portent volontaires pour nous aider à administrer le produit. A la fin, j'ai ramené le colonel Kazenga au camp ».

Au final, ce que nous constatons dans ce dossier, c'est que ceux à qui l'on veut attribuer la responsabilité de l'attentat cherchent, presque désespérément, à témoigner devant la justice mais que la justice, étonnamment, ne s'intéresse pas à ce qu'ils ont à dire. La justice ne s'intéresse pas non plus aux membres de l'APR/FPR qui détiennent des informations capitales susceptibles d'aider le juge à trouver la vérité. La prise en compte de tous ces témoignages serait pourtant de nature à éviter des polémiques inutiles et permettrait un gain de temps considérable.

La force d'inertie qui s'est installée depuis vingt ans dans le dossier de l'attentat n'est, en aucun cas, liée ni à l'absence de preuves ni à l'absence de témoins. Il s'agit d'un consensus politique et de personnalités diverses qui cherchent par tous les moyens, y compris légaux, à s'opposer à la mise en cause de l'APR/FPR et surtout de Paul Kagame. Il s'agit aussi d'une démarche visant à maintenir un mensonge au niveau international sur l'histoire du « génocide tutsi ».

Il est indéniable que la responsabilité judiciaire de Kagame et de l'APR/FPR va radicalement changer la lecture que l'on a, depuis, des événements du Rwanda. En cela, nous partageons l'analyse du procureur Carla del Ponte qui disait que, si c'est Kagame et ses hommes qui ont abattu l'avion, alors il faudra réécrire toute l'histoire.

1 Cf. *Libération* du 19 mars 2013.

2 Cf. *Radio France Internationale*, « Rwanda : les experts français ont localisé l'origine des tirs contre l'avion du président Habyarimana » du 10 janvier 2012.

3 Réflexions d'un magistrat expérimenté dans les affaires de terrorisme.

4 Interview réalisée en Afrique du Sud par Sonia Rolley et diffusée par *Radio France internationale*.

5 Selon un ancien membre des services de renseignement rwandais qui a assisté à une audience du procès des 6 suspects de la tentative d'assassinat du général Kayumba Nyamwasa le samedi le 25.01.2014, à Johannesburg (Magistrate Court, Main St, Johannesburg 2048, South Africa), le procureur a résumé le *modus operandi* du premier attentat et a rappelé que l'avocat des suspects est directement payé par le gouvernement rwandais. Il a précisé que le suspect numéro 1, M. Kanyandekwe était en contact avec un des responsables des services de renseignements rwandais, selon des recoupements téléphoniques. Le procureur a même précisé que M. Kanyandekwe a essayé de corrompre un inspecteur de police pour qu'il le laisse s'échapper de son lieu de détention.

6 Interview réalisée par Sonia Rolley et diffusée par *Radio France Internationale*.

7 Témoignage accordé à l'auteur.

8 La colline de Runyenza appartient à la même zone géographique que Masaka.

9 Nommée par le gouvernement rwandais en avril 2007, la commission Mutsinzi, formée de sept membres, était chargée d'enquêter sur l'attentat : sans surprise, elle exonère le FPR de toute responsabilité et accuse des « extrémistes hutu » d'avoir assassiné le président Habyarimana. Ses conclusions ont été contestées point par point : cf. *Analyse critique du rapport Mutsinzi*, sous la direction du Colonel Luc Marchal, Le Collectif de la Vérité, Bruxelles, 26/01/10.

quand l'avion a été abattu ou, d'après des sources non confirmées, par les militaires français qui, plus tard, protégeaient l'aéroport et avaient retiré le corps du pilote français de l'avion d'Habyarimana après le crash ». Cet extrait, sans totalement confirmer que la boîte noire est détenue par des militaires français, le suggère néanmoins fortement.

En 2004, nouveau coup de théâtre ! Le journal *Le Monde* qui a eu accès à certains éléments de l'enquête du juge Bruguière, croit pouvoir affirmer que la boîte noire se trouve aux Nations Unies et que l'organisation bloque l'enquête sur l'attentat.

A New York, la réaction est immédiate. Le secrétaire général des Nations Unies, monsieur Kofi Annan s'empresse de déclarer qu'il s'agit d'une « plaisanterie » et son porte-parole, monsieur Ecklard, qui ne manque pas d'humour, invite la presse et ironise sur les révélations du quotidien français. Il lance aux journalistes présents qu'effectivement, la boîte noire est cachée... « sous son pupitre » ! Deux jours plus tard, le revirement est total : les responsables de l'ONU avouent être en possession d'une boîte noire qui aurait été remise à l'organisation en 1994.

Toutefois, toujours selon le porte-parole de l'ONU, « il semble que les responsables de la sécurité aérienne de l'époque aient jugé que, vu l'apparence de la boîte noire, elle n'aurait pas de lien avec l'appareil d'Habyarimana ». Il précise que la boîte noire sera quand même envoyée « dès que possible à une autorité responsable pour que son contenu soit analysé ».

Après cet épisode quelque peu rocambolesque, nous comprenons donc que c'est bien du côté de l'ONU que se trouve la vérité. Dès lors, un certain nombre de questions se posent : pourquoi l'organisation a-t-elle attendu dix ans et les révélations d'un juge dans la presse pour confirmer être en possession d'une boîte noire venue du Rwanda ? Comment a-t-il été possible aux

responsables de la sécurité aérienne de l'ONU de conclure, sur la base de la simple « apparence » de l'enregistreur de vol, qu'il n'avait aucun lien avec le Falcon 50 du président Habyarimana ? Quel est alors dans ce cas l'intérêt pour l'ONU de concéder qu'elle est bien en possession d'une boîte noire, s'il est établi que cette boîte noire n'a « pas de lien avec l'appareil d'Habyarimana » ? Comment se fait-il que le rapport du Département d'État américain évoqué plus haut soulignait que la boîte noire avait très probablement été récupérée par des soldats français, alors qu'il existe à New York une boîte noire dont on est sûr qu'elle est venue du Rwanda en 1994 ?

Etant donné le niveau d'information très élevé des services secrets américains sur le dossier rwandais, et particulièrement sur l'attentat, ces insinuations nous apparaissent de plus en plus douteuses et probablement destinées à faire diversion. A ce stade, la piste onusienne devient pour nous prioritaire. Notre enquête va donc se concentrer sur le rôle et l'action de l'ONU autour de cette boîte noire.

Pour commencer, nous découvrons qu'un fax de trois pages en date du 28 mai 1994 a été envoyé par le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Jacques Roger Booh Booh, à Kofi Annan dans lequel il l'informe qu'une boîte noire a été retrouvée abandonnée à l'aéroport et qu'elle a été placée sous la protection du quartier général de la MINUAR. Plusieurs hauts responsables de l'ONU, précisément messieurs Beissel, Waldrum et Bjornsson, demandent au représentant spécial de remettre cette boîte noire à Roger Lambo, le chef de la sécurité aérienne de la MINUAR.

Roger Lambo, qui occupe cette fonction à la MINUAR d'avril à décembre 1994, entre donc en possession de l'appareil ; mais il décide d'en référer à l'unité de la sécurité aérienne de

14. L'histoire secrète de la boîte noire

La boîte noire du Falcon 50 est-elle inexistante, a-t-elle disparu, a-t-elle été dissimulée ou bien encore son contenu altéré ? Toutes ces hypothèses ont été formulées après l'attentat du 6 avril 1994 au Rwanda. Or, en cas de crash aérien, de nature accidentelle ou criminelle, les familles des victimes, les assurances comme les enquêteurs sont suspendus aux révélations de la boîte noire. Dans le cas du Rwanda, la boîte noire du Falcon 50, loin d'avoir permis d'éclaircir les conditions de l'attentat fait plutôt jusqu'à ce jour l'objet de multiples spéculations.

Comme le dossier de l'attentat lui-même, le dossier de cette pièce à conviction est devenu, au fil des années, un véritable feuilleton avec vrai et faux suspense, vrais et faux rebondissements. Une fois de plus, si c'étaient vraiment les Hutu, soutenus par la France, qui avaient commis l'attentat, il est certain que la boîte noire du Falcon 50 aurait déjà été retrouvée et son contenu révélé dans la presse internationale.

Que contient donc de si capital cette boîte noire et qui sont les personnes qu'elle mettrait à ce point en difficulté pour que les parties civiles aient été empêchées d'accéder au contenu de l'enregistreur de vol ?

Avant de livrer aux lecteurs les éléments très détaillés et précis auxquels notre enquête nous a permis d'avoir accès, revenons brièvement sur les différents épisodes qui ont émaillé l'histoire officielle de cette boîte noire.

Tout a commencé lorsque certains observateurs se sont mis à répandre l'idée que le Falcon 50 de Juvénal Habyarimana ne disposait pas de boîte noire, cherchant ainsi à clore définitivement le débat et sans doute aussi les recherches sur cette pièce essentielle. Surpris par ces déclarations qui nous paraissaient suspectes, nous avons interrogé en 1999 deux pilotes et un technicien de Falcon Service, une branche de la société Dassault qui fabrique ce type d'avions. Tous trois nous ont certifié que chaque appareil Falcon 50 est muni d'un enregistreur de conversations et de paramètres. Autrement dit, aucun appareil Falcon 50 et surtout pas celui qui a été abattu dont il faut rappeler qu'il avait appartenu au président François Mitterrand avant que ce dernier ne le cède au président Habyarimana, ne pouvait manquer d'un enregistreur de conversation (ou cockpit voice recorder, CVR).

Nous avons pu définitivement écarter cet argument fallacieux de l'absence de CVR dans l'avion présidentiel quand nous avons retrouvé le rapport technique émanant de la société Dassault elle-même et décrivant les travaux de révision réalisés sur ce même Falcon 50, au Bourget, entre le 4 et le 17 janvier 1993, soit un an avant l'attentat. Ce document atteste non seulement de la présence d'une boîte noire dans cet avion mais aussi des travaux effectués pour la remettre en parfait état de fonctionnement (remplacement notamment du micro du poste pilote). (voir annexe 5).

Ainsi assuré de l'existence d'un CVR opérationnel dans le Falcon présidentiel, nous avons donc cherché à savoir où se trouve la fameuse boîte noire depuis le 6 avril, qui la détient et quelles sont les informations, apparemment si sensibles, qu'elle contient. Très vite cependant, nous avons compris que le sujet était extrêmement délicat, vu la grande réticence de certains de

nos interlocuteurs à évoquer cette affaire.

Nous avons retrouvé les premiers indices de son itinéraire dans les archives du gouvernement intérimaire mises à notre disposition. Nous y avons en effet découvert une note verbale du ministère rwandais des Affaires étrangères datée du 15 avril 1994, soit deux semaines après l'attentat, qui dit :

« Trois suspects de ce même contingent belge [ndlr : les casques bleus de la MINUAR] ont été appréhendés au moment où un groupe de trois casques bleus de la MINUAR tentait de récupérer par force la boîte noire sur l'épave de l'avion ». La même note précise : « Les résultats et les analyses de la boîte noire seront versés dans l'enquête, mais en attendant cette expertise, il serait hasardeux de tirer une conclusion définitive sur les auteurs de l'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana ».

Rappelons qu'au moment de l'attentat, la sécurité de l'aéroport de Kigali est entièrement entre les mains des Casques bleus de l'ONU placés sous le commandement du général Dallaire. Cette version des faits donnée par le gouvernement intérimaire ne semble donc pas complètement illogique. Elle demeure toutefois pour le moins incomplète car ne fournit aucune information sur ce qu'il est ensuite advenu de cette boîte noire. En réalité, les soldats belges n'ont pas eu rapidement accès à l'épave de l'avion car celui-ci est tombé dans l'enceinte de la résidence du chef de l'État, un site qui était encore sous le contrôle de la garde présidentielle et des FAR.

Nous orientons néanmoins nos recherches du côté de la Belgique et découvrons que deux mois environ après l'attentat, l'auditeur militaire belge Van Winsen qui enquête sur ce dossier, semble également être sur la piste de la boîte noire. Dans le cadre de ses investigations, il obtient une lettre datée du 27 juin 1994

de monsieur Frank Durinckx, chef de service de sécurité du ministère belge des Communications et de l'infrastructure (département de la navigation aérienne) lui disant : « Je vous communique par la présente que le chef de cabinet du Vice-premier ministre Di Rupo a communiqué à l'administration de la navigation aérienne que les autorités françaises ne disposent pas de la boîte noire de l'avion présidentiel rwandais. (...) L'administration de la navigation aérienne continue d'autre part à insister auprès de l'OACI [ndlr : Organisation de l'Aviation Civile Internationale] afin qu'une enquête, à laquelle participerait la Belgique, soit menée ».

En consultant le rapport du Sénat belge, nous découvrons alors un témoignage du rapporteur spécial des Nations Unies, monsieur René Degni-Segui, dans lequel il fait part de ses difficultés à obtenir la boîte noire :

« Dès que j'ai pris mes fonctions, je me suis rendu à Genève. J'ai eu en audience l'ambassadeur de France parce que mon mandat spécifiait bien que je devais faire la lumière sur ce sujet. J'ai demandé si la France pouvait mettre à ma disposition la boîte noire de l'avion présidentiel. Il m'a dit : "j'ai compris, je vais en référer à mon gouvernement". Par la suite, il m'a indiqué que le gouvernement n'avait pas cette boîte noire. Je me suis alors rendu à Kigali, où j'ai rencontré l'état-major militaire.

Je leur ai demandé : "Est-ce que je peux avoir la boîte noire ?". Il y avait là quatre militaires, le chef d'état-major et d'autres. Vous savez ce qu'ils m'ont répondu ? Le chef d'état-major m'a dit : "la boîte noire se trouve chez les militaires". Je lui ai dit : "mais vous-même, vous êtes militaire". Et finalement il m'a dit : "on ne l'a pas, il faut voir avec la France". J'ai donc été renvoyé de l'un à l'autre, et finalement, il y a eu un certain Barril qui a prétendu avoir la boîte noire – vous avez dû suivre

cela dans les journaux – et j’ai demandé aux Nations Unies de mettre à ma disposition une commission d’enquête avec un expert balistique, en vue de faire mes recherches. En effet, entre-temps on a dit que l’OACI ne pouvait pas faire l’enquête parce que l’avion n’était pas un avion civil mais militaire. Et il fallait donc une commission d’enquête. Je l’ai demandée aux Nations Unies, et l’on m’a répondu qu’il n’y avait pas de budget pour cela. Le gouvernement rwandais m’avait demandé également de tout tenter pour faire la lumière à ce sujet. Et dans l’un de mes rapports, je rappelle justement, je tire la sonnette d’alarme avant qu’il ne soit trop tard. Je crains même qu’il ne soit trop tard maintenant. Si bien que, jusqu’ici, je n’ai pas accompli l’une de mes missions avant que l’on me dise de partir »¹.

Certes, le dossier se complique mais ce témoignage indique des pistes intéressantes, dont celle de l’ONU en particulier qui, de façon surprenante, prétend ne pas avoir de budget pour mener des investigations sur cette boîte noire. Sachant aussi que des éléments de l’armée française étaient encore présents au Rwanda le jour où s’est produit l’attentat, nous nous sommes demandé quelles pouvaient être les raisons qui justifieraient que les autorités françaises ne livrent pas la boîte noire aux enquêteurs de l’ONU, si véritablement elle était en leur possession. A la lumière de cette réflexion, cette hypothèse nous a alors paru assez peu crédible.

Pourtant, lorsque les autorités américaines décident, en 2000, de déclassifier leurs archives sur les événements du Rwanda, nous sommes de nouveau perplexes. Nous découvrons en effet dans un rapport confidentiel du Département d’État les indications suivantes :

« La boîte noire a probablement été récupérée par les officiels du gouvernement rwandais qui contrôlaient l’aéroport

New York, alors dirigée par monsieur Andy Seguin, pour savoir quelle est la conduite à tenir devant cet objet. Roger Lambo dira plus tard ne pas savoir ni d'où cette boîte noire est venue, ni comment elle est arrivée dans les locaux de la MINUAR à Kigali. Andy Seguin lui donne alors verbalement l'instruction de faire acheminer l'enregistreur de vol à New York. Monsieur Lambo envoie donc la boîte noire à monsieur Seguin par valise diplomatique via Nairobi.

A ce sujet, il faut rappeler un fait étrange : il n'a jamais été demandé à Lambo de rédiger le moindre rapport lorsqu'il a dû expédier l'enregistreur de vol aux États-Unis. Cette omission est tout à fait inhabituelle dans les procédures administratives de l'ONU où le moindre fait est consigné.

En décembre 1994, monsieur Lambo est à son tour nommé au poste de directeur de la sécurité aérienne à New York, succédant ainsi à monsieur Seguin, poste qu'il quittera pour l'OACI en juin 1996. Peu avant son départ pour l'OACI, il découvre, par hasard, dans un placard des locaux de la sécurité aérienne de l'ONU, une boîte noire fermée. Il informe aussitôt son successeur, Georgio Bindoni, de cette découverte.

Lorsque le juge Bruguière est saisi du dossier de l'attentat en 1997, il commence à chercher très activement où se trouve la boîte noire du Falcon 50. Son enquêteur en chef, le commandant Pierre Payebien, localisera monsieur Lambo auquel il adressera, courant 2001, par écrit, une demande de coopération à l'enquête conduite sur l'attentat par la justice française : « Etant en relation avec divers enquêteurs ayant travaillé pour le compte du TPIR, l'un d'eux m'a fait part que durant votre présence à Kigali, en 1994, vous auriez été chargé de transférer à Nairobi, un certain matériel, qui serait susceptible d'intéresser notre enquête ».

Lorsque Lambo communique cette lettre à sa hiérarchie, la

panique gagne certains responsables de l'ONU. Plusieurs réunions se tiennent pour savoir quelle est la meilleure attitude à adopter par rapport à la demande française. Les messages électroniques circulent entre les différents services pour préparer une réaction coordonnée au sujet de la boîte noire. On conseille alors à monsieur Lambo de s'en remettre à monsieur Medili, directeur de la division de la logistique et des affaires administratives du département des opérations de maintien de la paix (DOMP), qui va l'orienter sur la démarche à suivre. Il lui faut en effet avoir l'aval et les conseils de sa hiérarchie avant de répondre à l'enquêteur français.

Dans sa lettre confidentielle du 13 novembre 2001 à monsieur Medili, monsieur Lambo confirme donc avoir été approché par les autorités françaises au sujet de la boîte noire. Puis, il établit un bref rappel des faits : il souligne donc que depuis le début, il a pensé que cette boîte noire retrouvée à Kigali était probablement celle du Falcon 50 du président Habyarimana. Il souligne aussi que monsieur Seguin lui avait confirmé que la boîte noire était arrivée en bon état à New York et que des enquêtes avaient été diligentées pour savoir si elle appartenait ou non à l'avion présidentiel.

Il soutient également que, peu de temps après, on lui avait confirmé que, d'après certains détails relatifs à cette boîte noire (numéro de série, nom du constructeur, etc.), il avait été établi qu'elle n'était pas celle du Falcon 50. Monsieur Lambo confirme donc qu'il avait à l'époque considéré que le dossier de la « boîte noire » était clos, sans pour autant avoir entre les mains le rapport ayant permis d'aboutir à cette conclusion.

Quand Lambo est contacté par le commandant Payebien dans le cadre de l'enquête du juge Bruguière, il fait donc aussitôt le lien entre la boîte noire retrouvée en 1994 à Kigali et qu'il a

envoyée à New York, et celle qu'il a trouvée dans un placard de la sécurité aérienne à l'ONU en 1996. Il s'assure à ce moment-là que cette « seconde » boîte noire est toujours au même endroit et toujours en bon état.

D'où vient donc cette mystérieuse boîte noire qui se trouve dans les locaux de la sécurité aérienne depuis des années et que fait-elle là ? L'ONU serait-elle devenue un entrepôt de boîtes noires ? Comment se fait-il qu'il soit possible de découvrir inopinément une série de boîtes noires au siège de l'ONU à New York ?

Il n'est donc pas vraiment étonnant que l'intrusion soudaine du juge Bruguière dans ce dossier suscite une véritable levée de boucliers au siège des Nations Unies. Durant cette enquête, nous avons d'ailleurs découvert que dans les archives du bureau des affaires juridiques de l'ONU, des documents relatifs à la boîte noire ont mystérieusement disparu.

Devant la pression des enquêteurs français, les réponses à apporter au sujet de la boîte noire sont alors préparées de façon collégiale par un staff de très haut niveau au sein du département des affaires juridiques.

Dans un document officiel de deux pages qui vérifie, amende et valide le type de réponses que monsieur Lambo doit fournir au juge Bruguière, nous découvrons un point important. Le directeur du service des affaires juridiques de l'ONU, monsieur Bruce Rashkow, se demande si les autorités rwandaises (Paul Kagame et ses proches) sont informées des recherches menées par la justice française et, si tel n'est pas le cas, il incombe aux Nations Unies de les informer que la coopération de l'organisation a été requise dans cette affaire.

Monsieur Rashkow rappelle que la position de principe de l'ONU est qu'elle devrait coopérer avec la justice française dès

lors où il s'agit d'une enquête officielle menée par un État-membre. Cependant, il souligne que ce sujet précis de la boîte noire mérite d'être traité sous le sceau de la confidentialité, compte tenu du fait qu'il touche aux activités professionnelles de monsieur Lambo en tant fonctionnaire onusien. Il ajoute que des restrictions évidentes seront apportées dans le cadre de la collaboration de monsieur Lambo avec la justice française.

Non seulement ses réponses seront minutieusement préparées, revues et corrigées par les services juridiques de l'ONU mais la hiérarchie se réserve le droit d'examiner tous les courriers adressés à monsieur Lambo et toutes les demandes de la justice française. Il est recommandé à monsieur Lambo de répondre très précisément aux questions posées de manière à ce que les intérêts de l'ONU soient préservés durant tout le processus d'échanges avec le juge français (voir annexe 6).

A ce stade, quelques questions s'imposent : de quoi a-t-on peur à l'ONU si la boîte noire mystérieusement apparue dans les locaux de la MINUAR à Kigali et transportée à New York n'a rien à voir avec le Falcon 50 ? Pourquoi prendre tant de précautions si la « seconde » boîte noire découverte à New York en 1996 par monsieur Lambo n'est pas non plus celle du Falcon 50 ?

Une partie des explications se trouve dans la note récapitulative du 27 février 2002 de monsieur Peter Fogh, membre de la division administrative et logistique du DOMP à son collègue Adams.

Cette note nous apprend qu'ils semblerait finalement qu'il n'y ait pas eu deux boîtes noires différentes mais plutôt une seule et même boîte noire. Autrement dit, la boîte trouvée dans un placard en 1996 est bel et bien celle qui est venue de Kigali en 1994.

On apprend aussi que les fameuses recherches qui auraient permis d'attester que cette boîte noire n'appartenait pas au Falcon 50 se sont limitées à quelques appels téléphoniques infructueux de monsieur Seguin à Air France et au bureau de la sécurité aérienne américain (le NTSB : National Transportation Safety Board) et qu'au final, messieurs Medili et Waldrum ont pris la décision de ne pas poursuivre les investigations au motif que : premièrement le coût inhérent à l'ouverture d'une boîte noire et à l'analyse de son contenu est évalué à 25 000 dollars ; deuxièmement, qu'il n'y a, selon eux, aucun lien entre cette boîte noire et le Falcon 50.

Toutes ces tergiversations au sein de l'ONU au sujet de la boîte noire ont fini par exaspérer le juge Bruguière qui a décidé de faire publier un article dans le Monde accusant l'ONU d'entraver le travail de la justice dans l'enquête sur l'attentat. L'effet de cette publication est immédiat. Nouvelle vague de panique à l'ONU.

Pour prouver que l'organisation ne fait pas obstacle à l'enquête de la justice française, les hauts responsables onusiens se réunissent une fois de plus et tentent de trouver une position cohérente dans cette affaire. Il sera finalement décidé de procéder officiellement à l'examen de cette boîte noire.

A cet effet, le 12 mars 2004, le secrétaire général adjoint de l'ONU, Dilsep Nair, écrit à monsieur Taheb Chérif, secrétaire général de l'OACI, pour lui demander une assistance de toute urgence afin d'examiner la boîte noire qui se trouve dans les locaux de l'ONU. Il lui confirme vouloir confier cette tâche à l'agence indépendante américaine NTSB.

Le 15 mars 2004, Taheb Chérif donne son accord et annonce, pour le lendemain, l'arrivée à Washington de la délégation de l'OACI. (voir annexes 7, 8 et 9)

Pourquoi lancer une enquête si les fonctionnaires de l'ONU sont majoritairement convaincus que cette boîte noire n'appartient pas au Falcon 50 ? Pourquoi, alors que l'ONU avait répondu à René Degni-Ségui, le rapporteur spécial du secrétaire général sur les événements du Rwanda, qu'il n'y avait pas de budget pour enquêter, se résout-elle, dix ans après les faits, à financer une expertise de la boîte noire ? Sur quel critère le secrétaire général adjoint se fonde-t-il pour choisir une agence américaine, fut-elle indépendante, alors que les États-Unis sont impliqués dans le dossier du Rwanda ?

D'ailleurs, une note interne à l'ONU mentionne que les représentants de l'ambassade des États-Unis à Kigali sont, dès 1994, allés solliciter les conseils du NTSB. Quel type de conseils cette institution était-elle à ce moment-là susceptible de donner à des officiels américains et dans quel but a-t-elle été sollicitée ?

Le 16 mars 2004, l'enquêteur Louis Marano, reçoit donc, au bureau de NTSB sis à 490 l'Enfant Plaza à Washington DC., la boîte noire en provenance de l'ONU. L'équipe des enquêteurs sera rejointe par monsieur Frostell, le chef de la section de prévention et accidents et Michel Beland de l'OACI. Ce dernier a accepté d'assister l'équipe de NTSB dans cet examen. La boîte noire est finalement ouverte par monsieur Al Reitan. Celui-ci signale qu'il ne peut affirmer avec certitude que cette boîte noire n'a pas été ouverte auparavant du fait qu'il manque les scellés en métal habituellement placé sur cet appareil. Il fait également le constat qu'il manque la balise acoustique qui continue d'émettre des sons en cas d'immersion (« pinger »).

En ouvrant la boîte, il fait le commentaire suivant : « la bande est en bon état », puis la remet au technicien du NTSB, Jim Cash, qui prépare le dispositif pour l'écouter.

A la demande de l'enquêteur Mark Gough, les trois dernières

minutes de la bande qui en comprend 30 au total, sont écoutées. On entend des voix qui parlent en français. Il s'agit vraisemblablement des voix des pilotes du Falcon 50.

Mais d'après monsieur Beland, le technicien de l'OACI, il ne s'agit que d'une « banale conversation » entre le pilote et le copilote, qui ne laisse percevoir aucun état d'angoisse ni de détresse. Un peu plus tard, la bande est écoutée entièrement. Il faut préciser que ce type de bande comprend quatre pistes, dont seule la première, dans le cas d'espèce, contiendrait une conversation. Il faut préciser également que ce type de bande est réenregistrable, ce qui signifie qu'une fois les 30 minutes d'enregistrement écoulées, l'appareil réenclenche de nouveaux enregistrements qui effacent les précédents.

Le rapport de monsieur Marano conclut donc au fait que rien ne permet de dire que cette conversation est celle du vol des deux présidents rwandais et burundais du 6 avril 1994. En outre, on y relève aucun échange avec la tour de contrôle ni aucune transmission radio. Toujours d'après monsieur Beland, les conversations en français, à la 23ème minute, confirment néanmoins que l'appareil est en vol car on y saisit une discussion faisant référence à la « direction » à prendre. Les techniciens présents soulignent cependant qu'il serait nécessaire que toute la cassette soit réécoutée par un francophone.

En suivant les arguments de ces experts aériens, quelques questions méritent d'être posées. Premièrement, comment cette équipe peut être aussi affirmative dans ses conclusions en soulignant notamment que rien ne permet d'indiquer, à travers la conversation qu'il s'agit bien du vol présidentiel du 6 avril 1994 ? La tranche de la conversation écoutée est-elle suffisante pour arriver à une telle conclusion ? Les experts indiquent également qu'il s'agit d'une banale conversation entre les

pilotes ; comment peuvent-ils être certains que cette « banale conversation » n'a pas lieu entre Jacky Héraud et Jean-Pierre Minaberry ? S'agissant par ailleurs de l'absence de signes de panique chez les pilotes, comment peuvent-ils exprimer des signes d'angoisse s'ils sont surpris par les tirs de missiles ?

Nous avons de notre côté eu accès aux éléments de la tour de contrôle et savons pertinemment que les pilotes n'ont pas eu le temps de communiquer longuement avec la tour pour donner toutes les indications au moment de l'atterrissage. L'attaque ayant été brusque, le signal de détresse est apparu au moment où le co-pilote Jean-Pierre Minaberry annonçait leur arrivée sous le nom de code « November, November ». D'autre part, comment les expert peuvent-ils tirer des conclusion, même partielles, sur la réalité alors qu'ils confirment eux-mêmes qu'il est nécessaire que la cassette soit réécoutée par une personne parlant correctement le français ?

Nous savons également que sur une des pistes de cette cassette, apparemment effacée ou altérée par son long séjour dans les locaux de l'ONU, se trouve une conversation entre les pilotes qui parlent en français et dont l'un évoque à plusieurs reprises « Jean-Pierre ». Or, le copilote du Falcon 50 s'appelle précisément Jean-Pierre Minaberry. S'agit-il ici d'une pure coïncidence ?

Les zones d'ombre autour de ce dossier de la boîte noire sont nombreuses et le comportement de certains acteurs au sein de l'ONU est particulièrement troublant pour ne pas dire davantage. Tout ceci vient renforcer notre conviction sur le fait qu'il n'y a pas de raisons de dissimuler la boîte noire, d'affirmer avec légèreté qu'elle n'appartient pas au Falcon 50 et en plus d'altérer son contenu, si ce sont les Hutu et les Français qui ont abattu l'avion le 6 avril 1994. Il est certain qu'un tel acharnement

contre la vérité et contre la justice dépasse l'entendement. Ceux qui agissent dans les coulisses pour neutraliser toutes les avancées judiciaires de ce dossier ont manifestement beaucoup de pouvoir. A ce jour, les Hutu n'ont pas encore d'alliés avec un tel pouvoir.

1. Cf. Rapport de la commission d'enquête du Sénat belge sur les événements du Rwanda, pp. 398-399.

15. L'Opération Turquoise perturbe les plans de Kagame

Qui peut objectivement nous soupçonner de complaisance à l'égard de l'armée française s'agissant de ses interventions en Afrique ? Nous avons été, en 2011, parmi les très rares en France à dénoncer, preuves et documents à l'appui, la brutalité de la politique française menée en Côte d'Ivoire sous Nicolas Sarkozy¹. A ce moment-là, ceux qui critiquent depuis 20 ans et avec acharnement l'Opération Turquoise, célébraient l'arrivée au pouvoir, dans le sillage de l'armée française, des rebelles à Abidjan². Nous considérons, pour notre part, que la France n'avait pas à se mêler d'une affaire de politique intérieure qui avait conduit les Ivoiriens à choisir démocratiquement leurs représentants à la tête de leur pays.

Nous avons également enquêté sur la mort des soldats français en 2004 à Bouaké (Côte d'Ivoire) pour exiger la vérité et la justice sur ce sujet. Au moment des faits, Michèle Alliot-Marie alors ministre de la Défense, avait en effet laissé s'échapper les pilotes biélorusses qui, en lançant un raid aérien contre le cantonnement français à Bouaké, s'étaient rendus responsables de leur mort. Jugeant cette attitude pour le moins inexplicable, nous avons cherché à comprendre ce qui motivait l'absence de volonté des autorités françaises à faire la lumière sur l'assassinat de plusieurs de leurs ressortissants³.

Adopter une position critique et poser des questions sur les interventions françaises de 2004 et de 2011 à Abidjan ne fut pas

bien vu dans l'Hexagone tant l'unanimité, à la fois politique et médiatique, avait été construite contre le président ivoirien Laurent Gbagbo. Il est pourtant sain de critiquer les interventions militaires quand elles sont nuisibles à la paix et à la sécurité internationale. Cette attitude n'est d'ailleurs pas jugée déplacée par les officiers qui ne cautionnent pas nécessairement les choix politiques auxquels ils sont subordonnés.

Le comportement de ceux qui, par principe ou par intérêt, se livrent à des attaques calomnieuses ou délirantes contre l'armée française pour satisfaire soit leur militantisme, soit des intérêts politiques ou privés, est bien différent. Ce-faisant, les détracteurs de l'armée française dans l'affaire rwandaise ne cherchent pas à formuler une critique objective, fondée uniquement sur l'analyse rigoureuse des faits. Ne travaillant donc sur ce dossier ni par militantisme, ni pour servir des intérêts politiques ou privés, c'est en toute liberté et en toute indépendance que nous abordons ici la question de l'Opération Turquoise au Rwanda.

Après plus d'une décennie passée à réunir et à recouper des documents confidentiels de l'ONU, des câbles diplomatiques du Département d'État américain, des rapports classés secret-défense du ministère français de la Défense et à enrichir notre connaissance de ce dossier au travers d'échanges avec le général Quesnot, chef d'État-major particulier du président Mitterrand, avec le général Lafourcade, commandant de l'Opération Turquoise ou encore avec le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Jacques-Roger Booh Booh, nous avons abouti à la conclusion suivante : le discours médiatique très largement répandu qui consiste à accuser l'armée française de crimes ou de complicité de crimes contre l'Humanité lors de son action en 1994 au Rwanda et à l'Est du Congo-Zaïre est parfaitement contraire à la réalité des faits.

D'ailleurs, ces accusations portées contre l'Opération Turquoise ne reposent sur aucune documentation précise et ne sont étayées par aucun fait irréfutable. A cet égard, l'issue du procès en diffamation intenté par les militaires français contre le principal pourfendeur de cette mission, à savoir le journaliste Patrick de Saint-Exupéry, est significative. Après examen des éléments de droit, la cour de Cassation a en effet observé dans son arrêt du 13 mars 2012, que les accusations de Patrick de Saint-Exupéry contre les militaires français de l'Opération Turquoise ne pouvaient en l'état constituer « une base factuelle suffisante » pour qu'elles puissent être considérées comme « de bonne foi ».

Rappelons que l'essentiel des accusations contre l'Opération Turquoise portées dans les médias par des militants associatifs ou politiques et même par certains universitaires, vise à faire croire que la France s'est rendue coupable de complicité de génocide. Certains vont jusqu'à affirmer que les militaires français ont participé aux massacres des Tutsi aux côtés des miliciens hutu ou qu'ils les ont entraînés à tuer.

En réalité, ces accusations reflètent le discours du FPR et ont pour but de renforcer l'idée que le régime hutu d'Habyarimana a bel et bien commis un génocide contre les Tutsi, avec le soutien inconditionnel de la France. Ce discours accusateur a également permis de passer sous silence les véritables objectifs de la rébellion tutsi.

En réexaminant les positions officielles de la rébellion tutsi depuis 1990, force est de constater qu'outre son obsession à renverser le président rwandais Juvenal Habyarimana, elle envisageait déjà à partir de 1994 de s'emparer de l'Est du Congo-Zaïre et de ses richesses. Pour Paul Kagame, l'arrivée des troupes françaises au Rwanda risquait de constituer un obstacle à

cette ambition majeure ; toute sa stratégie militaire a été construite en fonction de ce projet final qui était également la principale motivation de ses soutiens anglo-américains et israéliens. Nous allons le démontrer à partir des cartes militaires en notre possession et en nous fondant sur la méthode utilisée par les rebelles pour s'emparer du pouvoir au Rwanda.

Lorsqu'a été mise en place l'Opération Turquoise, Paul Kagame et ses hommes ont donc pensé que la France était sur le point de contrecarrer leur projet d'invasion du Congo et cherchait à les empêcher de s'emparer de tout le pouvoir. Cette idée se fondait sur le fait que la France avait contribué, grâce à son appui militaire à Habyarimana, à faire échec en 1990 à la première offensive de l'APR/FPR visant à renverser le président rwandais. Pendant quatre ans, Paul Kagame et ses hommes ont nourri leur revanche, ce qui explique leur farouche opposition en 1994, alors qu'ils touchent cette fois au but, à toute nouvelle intervention française au Rwanda.

Lorsque François Mitterrand décide de lancer l'Opération Turquoise, les membres de l'APR/FPR sont en effet convaincus que ce nouveau déploiement de l'armée française vise essentiellement à faire obstacle à leur prise de pouvoir non démocratique et à stopper leur progression vers l'Est du Congo-Zaïre.

Les deux représentants du FPR, Jacques Bihozagara et Théogène Rudasingwa, envoyés pour rencontrer les représentants du gouvernement français, expriment ouvertement leur opposition à l'Opération Turquoise au cours d'une réunion le 22 juin au quai d'Orsay : « Que l'ONU avalise ou non l'intervention française ne change rien pour le FPR. Nous y sommes opposés ».

Si la rébellion s'est déjà débarrassée d'Habyarimana et

qu'elle est en passe d'obtenir une victoire totale sur les FAR désorganisées et démotivées, elle n'a pas encore atteint son objectif principal et celui des pays et des multinationales qui la soutiennent, à savoir prendre le contrôle du Congo-Zaïre.

Le positionnement de l'Opération Turquoise à la frontière du Congo-Zaïre a donc de quoi contrarier Paul Kagame et ses hommes, persuadés que les militaires français seront là à la fois pour verrouiller tout accès au territoire congolais et pour permettre aux Hutu réfugiés de l'autre côté de la frontière de se réorganiser sur le plan militaire. Or, à examiner de près le déroulement de l'Opération Turquoise, c'est-à-dire les conditions de sa mise en place, la définition de ses missions et ses actions concrètes, on se rend compte que la France était loin d'avoir de telles intentions.

C'est au cours de sa 3392ème séance en date du 22 juin 1994 que le Conseil de Sécurité de l'ONU autorise l'intervention humanitaire française au Rwanda connue sous le nom d'Opération Turquoise. Dans cette résolution qui souligne « le caractère strictement humanitaire de cette opération » et le fait qu'elle « sera menée de façon impartiale et neutre et ne constituera pas une force d'interposition entre les parties », le Conseil de sécurité exclut expressément toute tentative d'ingérence du personnel de cette mission dans l'affrontement qui oppose les forces gouvernementales hutu à la rébellion tutsi.

Comme il y a toujours eu beaucoup de confusions sur le contexte dans lequel intervient l'Opération Turquoise, il est nécessaire de se référer à ce qu'en disent les belligérants eux-mêmes ainsi que les représentants de l'ONU, en s'appuyant sur quelques repères chronologiques. Ce rappel circonstancié permettra d'avoir une vision plus juste de la réalité à ce moment précis du conflit.

Avant et après la résolution du Conseil de sécurité, que constate-t-on sur le terrain ?

Dès le 8 avril 1994, soit deux jours seulement après l'attentat, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Jacques-Roger Booh Booh, fait cette déclaration : « La vague de violence aveugle qui déferle sur Kigali depuis le 6 avril est sans aucun doute une page sombre et, à tous les égards douloureuse de l'histoire du Rwanda. La MINUAR, les représentants de la communauté internationale et plus particulièrement la population de Kigali sont les témoins impuissants de massacres horribles et insensés »⁴.

Le 13 avril, la guerre fait rage entre les forces gouvernementales (FAR) et les rebelles (APR). Subissant de façon continue la puissance de feu des rebelles, les FAR optent pour un cessez-le-feu immédiat et sans condition. C'est le général Dallaire en personne, commandant de la MINUAR, qui envoie un câble à Kofi Annan à cette date dans lequel il est dit : « Il est temps d'arrêter la guerre, pour cela, le haut commandement des forces gouvernementales accepte un cessez-le-feu inconditionnel à partir du 13 avril 1994, fait à Kigali et signé par le chef d'état-major ». Cette décision prouve que les FAR n'ont plus les moyens de renverser la situation sur le plan militaire.

Pour autant, cette demande de cessez-le-feu a-t-elle une chance d'aboutir face à des rebelles désormais assurés de leur supériorité et d'une inéluctable victoire ? Rien n'est moins sûr, comme le confirme dans une lettre du 15 avril le Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères belge, Willy Claes, au président du Conseil de sécurité, Colin Keating : « Il nous paraît vain d'espérer qu'il s'établira dans les jours qui viennent un cessez-le-feu durable. L'ampleur des massacres auxquels

d'ailleurs la MINUAR a dû assister, impuissante, ainsi que le déséquilibre militaire actuel nous laisse persuadés que les hostilités se poursuivront ». Comme le prévoit Willy Claes, la demande d'un cessez-le-feu inconditionnel des FAR est rejetée par les rebelles.

Le service de renseignement militaire de la MINUAR détaille dans un rapport rédigé le 15 avril la supériorité de l'APR/FPR. Dans ce document, on apprend notamment que l'APR, forte de son avantage sur le terrain, s'emploie désormais à couper les grandes artères. On apprend également que l'APR installe les Tutsi dans les régions déjà placées sous son contrôle et procède à une infiltration massive, quoique habilement dissimulée, des combattants à Kigali. Le même rapport soutient que les infiltrations massives d'hommes en armes de l'APR avaient commencé avant les hostilités.

Le rapport de la MINUAR souligne en outre que, dans le camp des forces armées gouvernementales, la circulation des informations sur le plan tactique est médiocre. Il note que très souvent les éléments placés sur la ligne de front ne savent même pas que les rebelles sont parfois à quelques mètres d'eux. Le rapport mentionne surtout un manque total de coordination au sein des FAR, ce qui explique à juste titre leur désarroi et leur inefficacité sur le terrain face aux rebelles.

Il faut bien réaliser qu'à cette période la guerre et les massacres sont simultanés. Ils ne peuvent et ne doivent en aucun cas être dissociés et analysés comme des événements indépendants, ce que font les tenants du « génocide tutsi ».

Le 22 mai 1994, le président de la République du Rwanda par intérim, Théodore Sindikubwabo, écrit une lettre de détresse au président Mitterrand⁵. Cette lettre résume la situation qui prévaut sur le terrain et confirme l'état de délabrement de

l'armée gouvernementale tel que décrit précédemment par la MINUAR : « Monsieur le président, je prends la liberté de vous informer que la situation militaire au Rwanda, spécialement à Kigali, est très grave et même inquiétante dans la mesure où nos forces armées, faute de munitions ont dû se retirer de l'aéroport international. Comme vous le savez, l'appui de l'Ouganda au Front Patriotique Rwandais a été massif et déterminant. Les appels de la communauté internationale, en vue d'inviter le président Museveni à mettre fin à son intervention pour permettre les négociations sont restés vains. (...) Je fais encore une fois appel à votre généreuse compréhension et celle du peuple français en vous priant de nous fournir, encore une fois, votre appui tant matériel que diplomatique. Sans votre aide urgente, nos agresseurs risquent de réaliser leurs plans et qui vous sont connus ».

A la réception de cette lettre à l'Élysée, le général Quesnot dresse un état de la situation au président Mitterrand. Dans sa note du 24 mai 1994, il ne se montre pas très optimiste quant aux possibilités d'un arrêt des combats. « Sur le terrain, dit-il, le rapport de force, compris à Kigali, est de plus en plus favorable au FPR avec l'aide matérielle, militaire et diplomatique de l'Ouganda et la complicité implicite de toutes les autres puissances. (...) Il n'y aura pas de véritable cessez-le-feu avant la conquête totale du pouvoir par le FPR. L'arrivée au pouvoir dans la région d'une minorité dont les buts et l'organisation ne sont pas sans analogie avec le système des Khmers rouges est un gage d'instabilité régionale dont les conséquences n'ont pas été anticipées par ceux, y compris en France, dont la complicité et complaisance sont patentes. (...) L'arrivée de 5 500 hommes de l'ONU en renforcement de la MINUAR reste problématique compte-tenu du peu d'enthousiasme des États africains et de

l'inertie américaine ». Avec le recul, il est évident que l'analyse du général Quesnot a été d'une grande justesse puisque ses prévisions ont, hélas, été confirmées.

Que fallait-il donc faire devant l'avancée des rebelles qui semaient la terreur et la désolation sur leur passage et face aux massacres des Tutsi par les milices hutu ? Quelle réaction fallait-il avoir face à « l'inertie américaine » et à celle de l'ensemble de la « communauté internationale » ? Fallait-il essayer d'agir ou se résigner à laisser faire ? Alors que la situation ne cesse de se dégrader au Rwanda, ce dilemme se pose aux autorités françaises qui s'interrogent sur la meilleure attitude à adopter dans cette guerre.

C'est ce que résumait déjà en mars 1993 le ministre de la Coopération Marcel Debarge, lors d'un conseil des ministres : « si nous ne bougeons pas, nous sommes impliqués. Si nous partons, nous abandonnons le pays. Cela aura un effet catastrophique sur les autres pays africains ». A cette occasion, le président Mitterrand lâche : « Il faut passer la main à l'ONU. C'est incroyable, un pays agresse un autre et on ne bouge pas ! » C'est contre cet immobilisme intolérable, à moins qu'il n'ait été volontaire, que Mitterrand s'insurge. Comment comprendre en effet que toute la « communauté internationale » assiste, sans mot dire, à l'avancée de troupes rebelles aidées par un État tiers, piétinant les institutions et terrorisant la population civile ? En France, pas un « intellectuel », pas un « philosophe », parmi les plus volubiles sur la question des droits de l'Homme, n'est sensible à cette situation.

Mitterrand décide donc de mettre un terme au statu quo, mais ce sont ses propres ministres qu'il devra d'abord convaincre. On touche là un point essentiel de l'analyse sur l'Opération Turquoise, que la plupart de ses détracteurs ignorent

ou omettent volontairement : il n'y a en effet jamais eu unanimité en France en 1994 sur la nécessité de déclencher une mission humanitaire au Rwanda, alors que le pays est ravagé par la guerre et les massacres.

Le conseil des ministres du 21 juin 1994 sera certes décisif mais assez emblématique de l'atmosphère qui règne avant cette mission. Il se tient à la veille de la décision du Conseil de sécurité. Extraits : « Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé est sur la même longueur d'ondes que le président Mitterrand. C'est lui qui prend la parole en premier pour présenter la situation du Rwanda : "Après l'assassinat du président Habyarimana, la France s'est bornée à rapatrier du Rwanda ses propres ressortissants ainsi que d'autres Européens. A l'égard des belligérants, elle a encouragé les négociations dans le cadre des accords d'Arusha et a mené une action humanitaire. Mais l'organisation de l'unité africaine a été incapable d'obtenir et de faire respecter un cessez-le-feu. L'ONU, pour sa part, a été incapable de mettre en place la MINUAR. Des massacres ont été perpétrés tant du côté hutu que du côté tutsi. La communauté internationale s'est révélée dans l'incapacité de faire cesser ces massacres. C'est ce qui explique le projet d'intervention de la France. Il s'agit d'une opération patronnée par l'ONU. Un projet de résolution fondée sur le chapitre 7 de la Charte est en discussion en ce moment au Conseil de sécurité. (...) La France est soutenue avec détermination par le Secrétaire général de l'ONU. Tant pour des raisons morales qu'en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouve l'ONU de mettre sur pieds pour le moment, la MINUAR ».

Pour Simone Veil, ministre des Affaires sociales et de la santé, il faut néanmoins s'interroger sur les risques d'affrontements entre la France et le FPR.

Pour Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, cette intervention est indispensable car les Français ont été choqués par les images qu'ils ont vues à la télévision.

Pour le Premier ministre Edouard Balladur, cette intervention ne va pas de soi. Il émet des réticences et évoque la versatilité de l'opinion : « hier on nous pressait d'intervenir; aujourd'hui on dénonce l'aventurisme du gouvernement. La France est isolée. Mais ce ne sont pas là des raisons de renoncer ». Le lendemain de ce conseil des ministres, Edouard Balladur confirme donc au président Mitterrand les conditions de l'initiative française :

« Monsieur le président de la République,

Nous sommes tombés d'accord pour considérer que la France ne pouvait rester passive devant le drame du Rwanda, parce qu'il s'agit de l'Afrique, parce qu'il s'agit d'un pays francophone, parce qu'il s'agit d'un devoir de morale.

Nous avons donc décidé ensemble d'envoyer des soldats français dans la région. Les conditions de réussite de l'opération me paraissent être les suivantes :

- autorisation par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous serons fixés aujourd'hui ;

- limitation de l'opération dans le temps à quelques semaines en attendant l'arrivée de la MINUAR-II. C'est également décidé, mais il ne faut pas nous dissimuler qu'il sera très difficile de partir si la MINUAR n'arrive pas, et que son arrivée n'est pas certaine ;

- limitation des opérations à des actions humanitaires (mettre à l'abri des enfants, des malades, des populations terrorisées) et ne pas nous laisser aller à ce qui serait considéré comme une expédition coloniale au cœur même du territoire du Rwanda. Toute occupation durable d'un site ou d'une partie du territoire

rwandais présenterait de très grands risques, compte tenu de l'animosité qu'elle susciterait et de l'interprétation politique qui lui serait donnée ;

- positionnement de nos forces à proximité de la frontière, en territoire zaïrois, le seul qui nous soit disponible ;

- déclenchement des opérations, dès lors que des contingents significatifs nous seraient fournis par d'autres pays, sauf peut-être telle ou telle opération à la frontière que nous pourrions conduire seuls ».

Avant que l'ONU ne se prononce sur l'opportunité ou la nécessité de cette intervention, une campagne de presse est déjà lancée contre les autorités françaises. Paris est accusé, tantôt de soutenir une dictature moribonde, tantôt de vouloir apporter de l'aide aux génocidaires hutu. Des organisations non gouvernementales reprochent à la France de permettre aux soldats des FAR, qu'elles considèrent globalement comme étant responsables du « génocide tutsi », de fuir vers le Zaïre de Mobutu. Pourtant, pour le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali, il faut soutenir tout effort visant à mettre un terme aux massacres et à protéger les populations civiles⁶.

Aucune des critiques formulées contre la France ne souligne le fait que depuis le début de la guerre et des massacres, personne ne veut se risquer à envoyer des troupes ou à constituer une force d'interposition dans la terreur rwandaise. Personne ne déplore les tergiversations autour de l'éventuel renforcement du mandat de la MINUAR dont les troupes auraient pu arrêter les massacres⁷. Personne ne reconnaît que, la victoire de l'APR/FPR étant certaine, les massacres et les crimes qu'elle commet sont sciemment passés sous silence, pour ne dénoncer que ceux commis par les forces gouvernementales.

Or, pendant que le monde hésite, discute et critique, les populations continuent de tomber sous le feu nourri de l'APR/FPR et sous les coups de machettes des miliciens hutu. Tandis que les Tutsi sont massacrés par les miliciens hutu et par des soldats gouvernementaux incontrôlables, les Hutu, modérés ou pas, sont massacrés par les Tutsi de l'APR/FPR.

Ce que nous avons constaté en observant les cartes d'état-major militaire qui font apparaître clairement la progression de l'APR/FPR et ses choix tactiques, c'est sa volonté de vider le Rwanda de la majorité de sa population en la repoussant vers l'Est du Congo-Zaïre où les rebelles comptent s'installer par la suite durablement. Dans l'agenda impitoyable des rebelles et de leurs soutiens, le Congo devait être pris en otage dès 1994 par le déplacement forcé des réfugiés à l'intérieur de ses frontières, avant d'être définitivement dominé par les hommes de Kagame à travers le pillage de ses richesses, le massacre de ses populations et la mainmise sur son appareil d'État, et ce dans le plus assourdissant des silences⁸. (voir annexes 10 et 11)

Ce que la majorité des ONG et des médias ne savent pas ou ne veulent pas savoir, c'est que Kagame n'a pas seulement pour ennemis les soldats des FAR ou le régime hutu mais pratiquement tous les Hutu et même les Tutsi dits « de l'intérieur », c'est-à-dire ceux qui n'ont pas fui le Rwanda en 1959 quand la monarchie tutsi a été renversée par les Hutu. Ceux-là sont pourtant considérés comme des traîtres par les Tutsi venus d'Ouganda qui forment l'essentiel des troupes de l'APR. Avant même la prise du pouvoir du FPR et l'élimination systématique de ses membres hutu, cette idéologie sectaire transparaît dans l'avancée de l'APR qui va indistinctement s'en prendre à tous les Hutu, en les refoulant, les harcelant et les massacrant.

Dans différents rapports du Département d'État américain, du ministère français de la Défense et de la MINUAR, on retrouve exactement la même description de la réalité. L'APR/FPR s'attelle à chasser méthodiquement les Hutu des portions de territoire qui tombent sous son contrôle et à les remplacer par les Tutsi venus de l'étranger.

Cette stratégie apparaît de façon flagrante lorsque l'on observe les mouvements et les positions de l'APR /FPR quand elle avance à l'intérieur du Rwanda et alors que se commettent les massacres. En se déployant à partir du Nord du Rwanda, les troupes de l'APR effectuent leur déplacement vers le Sud et l'Est du pays de manière à encercler la population et à la faire se diriger massivement vers l'Ouest, c'est-à-dire vers le Congo-Zaïre.

Les troupes de l'APR ne semblent pas alors se préoccuper d'empêcher les massacres ou d'y mettre un terme, ce qu'elles auraient pu faire vu leur domination sur le plan militaire. Il apparaît clairement que l'objectif principal de l'APR/FPR est, à ce moment là, de créer une forte concentration de populations dans le Sud du pays, de manière à ne lui laisser qu'un seul canal de fuite : l'Est du Congo-Zaïre. Il est donc logique que, lorsque l'Opération Turquoise est lancée exactement dans cette zone, Kagame croit fortement que la France veut contrecarrer ses plans.

Dix jours seulement après le déclenchement de l'Opération Turquoise, les soldats français déplorent l'insécurité très forte qui menace tous les réfugiés fuyant l'avancée de l'APR/FPR. Les autorités françaises décident alors d'écrire au secrétaire général de l'ONU pour avoir son aval concernant la mise en place d'une Zone Humanitaire Sûre (ZHS) au Sud-Ouest du Rwanda. L'ouverture de la ZHS, qui devient le seul refuge pour des

milliers de personnes, va effectivement bloquer provisoirement l'afflux des déplacés vers l'Est du Congo.

L'arrivée dans cette zone de près d'un million de réfugiés en quelques jours seulement démontre à quel point cette initiative a été salubre sur le plan sécuritaire pour toute cette population. C'est donc une sorte de course qui se joue entre l'objectif des Français d'un côté qui est de sauver le plus possible de vies, et celui de la rébellion de l'autre côté, qui menace de tuer toutes ces populations en détresse qu'elle considère comme des ennemies. L'impératif des militaires de Turquoise devient, dans ces conditions, la sécurité à tout prix.

L'APR/FPR déclenche alors à nouveau une campagne d'hostilité contre la présence française au Rwanda. Des manifestations de soutien à l'APR/FPR sont organisées dans la capitale burundaise, Bujumbura. La petite communauté française du Burundi (environ 700 personnes) doit affronter l'hostilité grandissante des Tutsi pro-FPR/APR du Burundi. Ces derniers scandent des slogans anti-français et affichent leur opposition à l'Opération Turquoise⁹. Ces mobilisations renforcent les critiques à l'encontre de la mission.

Poursuivant leur entreprise de substitution des populations au fur et à mesure qu'ils progressent dans la conquête du pouvoir et du territoire, les rebelles tutsi font venir les Tutsi vivant au Burundi, en Tanzanie, en Ouganda et au Zaïre puis leurs attribuent les maisons, les terres et tous les biens abandonnés par les Hutu dans leur fuite. Bientôt les Tutsi présents à Goma (environ 8 000 personnes) sont à leur tour menacés et harcelés par les réfugiés Hutu qui arrivent à l'Est du Congo-Zaïre. Dans la capitale Kigali, les Tutsi victimes des attaques des milices hutu cherchent, eux aussi, à fuir pour se réfugier dans les zones passées sous le contrôle de l'APR/FPR. La situation est vraiment

chaotique et la tension entre les groupes Hutu et Tutsi atteint son paroxysme. Dans la zone FPR/APR comme dans la zone sous contrôle des FAR, on massacre sans discernement.

A l'Est du Congo-Zaïre, tout près de la frontière rwandaise, la direction de l'Opération Turquoise s'organise. C'est dans la ville de Goma, chef-lieu de la province du Kivu en bordure du lac Kivu, que le général Lafourcade, commandant de l'opération, a installé son PC de travail ; la vue dominante des hauteurs de Goma, située à environ 1500 mètres d'altitude, est très favorable à la préparation des interventions auprès des réfugiés. Mais rapidement, l'afflux imprévu des réfugiés à Goma complique les choses. Au départ, cette ville n'était destinée à recevoir ni les réfugiés, ni les soldats de l'Opération Turquoise mais devait seulement être la base d'un poste opérationnel avancé. La pression de l'APR/FPR étant devenue trop forte, les populations se sont retrouvées contraintes de se déverser sur Goma, au point d'envahir complètement le poste français.

Le général Lafourcade décrit ainsi ce déferlement de réfugiés sur le territoire zaïrois : « L'avancée des troupes de Kagame vers nos positions a eu les conséquences que nous craignions. L'exode massif est en marche. Le lac Kivu, à l'ouest du Rwanda, étant infranchissable, les réfugiés qui partent vers le Zaïre le contournent par le nord-ouest en passant par la ville rwandaise de Gisenyi et son vis-à-vis zaïrois Goma (...). Au nord-ouest on compte en cinq jours l'arrivée de plus de un million de réfugiés. Il n'y a pas de frontière, pas de barbelés. Les gens passent par la route, par les forêts, la brousse... Ils marchent depuis plusieurs jours fuyant les tirs et les exactions du FPR ».

Au début du mois de juillet, le président Mitterrand a un entretien avec le président Museveni. L'objectif du chef de l'État français est éviter que l'armée ougandaise, qui appuie les rebelles

dans leurs offensives militaires, crée des incidents avec les soldats français de Turquoise. Mitterrand souhaite aussi que Museveni tempère Paul Kagame dans ses provocations contre la France et l'incite à retrouver le chemin de la négociation et de la paix. Museveni explique au président Mitterrand qu'il a téléphoné au sous-secrétaire américain George Moose et qu'il a parlé avec Kagame via le satellite : « je lui ai dit, avant la résolution du Conseil de sécurité que l'Opération Turquoise était humanitaire. Il a donc dit qu'il ne s'y opposerait pas ».

Mitterrand lui répond qu'effectivement, la France n'est pas en guerre contre l'APR/FPR et souligne que les troupes françaises, à la fois prudentes et expérimentées, ne sont pas dans une logique d'affrontement. Le chef de l'État français fait aussi remarquer que la France n'a aucune responsabilité dans le drame du Rwanda et que si l'APR/FPR en veut à la France, c'est en réalité parce que deux compagnies de l'armée française sont intervenues au Rwanda pour éviter la guerre. Museveni promet de parler « aux enfants du FPR ». Le 4 juillet, il aura effectivement un entretien avec Paul Kagame au cours duquel il lui demandera s'il est prêt à un cessez-le-feu ou à un arrêt des combats. La réponse de Kagame est assez énigmatique : « L'APR est proche de cette étape ».

Pendant que les réfugiés rwandais se déversent continuellement sur le territoire de son pays, le maréchal Mobutu croit pouvoir retrouver du crédit auprès de la communauté internationale du fait de son appui à l'Opération Turquoise. Il ignore simplement que l'administration Clinton prévoit de le faire destituer et que ce sont Kagame et Museveni qui seront chargés d'exécuter ce plan.

Au fond, même si Mobutu recevait des informations précises et avérées sur le danger qui menaçait son pays, il ne voulait pas

admettre que lui, le grand allié des États-Unis depuis trente ans, allait subir l'affront d'un « petit » criminel de guerre : « En effet, le président Mobutu était conscient des visées expansionnistes du nouvel homme fort de Kigali. Il savait que Kagame entendait tirer profit de cette nouvelle situation pour passer à la phase suivante du plan d'attaque contre le Zaïre. Nous savions qu'il avait derrière lui des alliés très forts qui le soutenaient dans cette entreprise. Les renseignements pris durant les deux guerres de l'Ouganda et du Rwanda nous avaient permis d'acquérir une vision exacte du plan de la coalition qui était déjà en route pour nous attaquer »¹⁰.

Pour mettre son plan à exécution, Kagame menace la « communauté internationale » en disant que si celle-ci ne poursuit pas les « génocidaires » hutu à l'Est du Congo-Zaïre, il ira lui-même « faire le job ». Au moment où il tient ces propos, le grand public ignore qu'il s'agit là d'un plan mûrement préparé.

Lorsque Kagame contraint les populations à se déplacer vers l'Ouest du Rwanda, le commandant de l'Opération Turquoise, le général Lafourcade lui adresse un message le 9 juillet 1994 par l'entremise du général Dallaire : « Je confirme la neutralité de l'opération Turquoise et j'apprécie la coordination mise en place par Kigali pour éviter les méprises et affrontements aux limites de la ZHS. Je voudrais faire part de mes inquiétudes dans la zone nord-ouest. Si un cessez-le-feu n'est pas instauré rapidement et si le FPR poursuit sa progression vers l'Est en direction de Gisenyi, une déstabilisation très grave de la région compte-tenu du flux important de réfugiés risque de se produire. Ces réfugiés pourraient passer au Zaïre et le FPR pourrait rencontrer des difficultés avec ce pays ».

Paul Kagame lui répond dès le lendemain : « Votre message du 9 juillet a retenu toute mon attention. Comme vous, je

continue à me réjouir qu'il n'y ait pas eu d'incident entre nos forces et j'espère que l'installation d'un officier de liaison équipé de moyens de communication ne pourra que renforcer ce climat. S'agissant du contenu proprement dit de votre message, il justifie à mes yeux les positions que nous avons exprimées à maintes reprises selon lesquelles l'Opération Turquoise avait des visées politiques sous le couvert d'une opération humanitaire.

En effet, lors de notre conférence de presse tenue à Kigali le 5 courant, le FPR a exprimé son intention de déclarer un cessez-le-feu unilatéral qui ne consacre pas l'impunité des auteurs du génocide et autres abominables crimes contre l'Humanité. L'objectif de ce cessez-le-feu ne serait pas non plus d'offrir à des criminels un tremplin pour le pouvoir, comme semblent le proposer tous ceux qui prônent la nécessité d'un accord politique avec eux. Les combats ne continueraient que si les anciennes forces gouvernementales ou n'importe qui d'autres rejetaient l'offre de cessez-le-feu et en tout état de cause, ceux-ci ne viseraient pas les civils non armés ».

Inquiet du manque de franchise de Kagame, le général Lafourcade adresse le 13 juillet une lettre au commandant de la MINUAR pour lui dire : « la situation à l'Ouest du Rwanda devient très critique avec un afflux de réfugiés et une désorganisation des FAR et des milices qui me font craindre une aggravation de la situation dans la zone. Seul un cessez-le-feu rapide permettrait d'éviter le pire ».

Le même jour, il adresse un autre courrier au représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Shaharyar Khan : « Suite à la poursuite de la progression du FPR, la situation se détériore sérieusement dans l'Ouest du Rwanda. De nombreux réfugiés commencent à affluer à Gisenyi et certains passent la frontière du Zaïre. Les autorités zaïroises sont inquiètes. Le directeur de

l'aérodrome de Goma envisage de le fermer pour des raisons de sécurité (...). Je ne peux pas m'engager dans la région de Ruhengeri pour protéger les populations car risquant de me retrouver en interposition au contact du FPR, je sortirais du cadre de mon mandat ONU. En conclusion, la poursuite de l'avance du FPR même si elle n'intervient pas dans la ZHS, risque de déstabiliser gravement cette région d'Afrique. Il m'apparaît urgent qu'un cessez-le-feu intervienne très rapidement ».

Monsieur Khan répond alors qu'il va mobiliser tous ses efforts pour obtenir un cessez-le-feu aussi rapidement que possible, au besoin en sollicitant l'intervention des États-Unis auprès du FPR.

Malgré toutes ces lettres, la situation sur le terrain ne s'améliore pas. L'APR/FPR poursuit impitoyablement son avancée. Grâce à l'acharnement de ses soldats, l'Opération Turquoise parviendra néanmoins à acheminer des vivres dans les camps de réfugiés et à ravitailler les ONG, à soigner les blessés et à enterrer les morts. Les militaires français feront aussi tout leur possible pour contenir l'épidémie de choléra qui va décimer une partie des réfugiés dès juillet 1994.

Moins de trois ans plus tard, l'APR/FPR est sur le point de faire aboutir son projet de prise de contrôle du Congo-Zaïre. En effet, les éléments de l'APR participent très activement à la chute du président Mobutu avec la caution des États-Unis. Un soldat de l'APR, James Kabarebe, actuel ministre rwandais de la Défense, est alors nommé chef d'état-major de l'armée congolaise. L'armée rwandaise prend ainsi les commandes du Congo-Zaïre.

Dès 2001, des rapports d'experts de l'ONU livrent les premières preuves du pillage des ressources du Congo-Zaïre par l'armée de Kagame. Cinq autres rapports au moins, allant dans le même sens et abondamment documentés, suivront.

Aucune sanction ne sera prise contre le Rwanda ni contre Kagame. L'enfant chéri de Washington, sous-traitant du trafic des minerais en Afrique Centrale, ne sera jamais inquiété. Il a parfaitement exécuté le plan pour lequel il a été mis au pouvoir.

- 1 Cf. Onana, Charles, *Côte d'Ivoire le Coup d'État*, Paris, Duboiris, 2011, 416p.
- 2 L'association Survie était en tête de ce mouvement et ne parlait plus de Françafrique.
- 3 Cf. Onana, Charles, *France-Côte d'Ivoire : la rupture*, Paris, Duboiris, 2013, 320p.
- 4 Cf. MINUAR, Communiqué No 30194, Kigali le 8 avril 1994.
- 5 Dans une déclaration datée du 27 avril 1994 signée par le deuxième vice-président du FPR, Denis Polisi, le FPR demande à tous les États de ne pas reconnaître le gouvernement intérimaire de la République du Rwanda dont le président est Sindikubwabo, ce qui ne peut faciliter ni le dialogue, ni le cessez-le-feu.
- 6 Cf. *Le Monde* du 19-20 juin 1994.
- 7 Cf. Dallaire, *J'ai serré la main du diable*, Québec, Libre Expression, 2004, 684p.
- 8 Onana, Charles, *Europe, crimes et censure au Congo*, Paris, Duboiris, 2012, 320p.
- 9 Seuls quelques Tutsi de l'opposition burundaise demanderont à leurs sympathisants de garder une certaine réserve face aux Français.
- 10 Cf. Ngbanda, Honoré, *Crimes organisés en Afrique centrale*, Paris, Duboiris, 456p., p.158.

16. Politiques parallèles des États-Unis, d'Israël et de la Grande-Bretagne

Les médias se sont tellement focalisés sur l'Opération Turquoise, en fait pour la critiquer, que pratiquement personne ne sait qu'à la même période, d'autres « missions humanitaires », décidées non pas dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU mais au niveau national, ont été initiées par les États-Unis, Israël et la Grande-Bretagne. Théoriquement destinées au Rwanda, elles se sont essentiellement déployées au Congo-Zaïre car les rebelles tutsi étaient en train de vider le Rwanda de la majorité de sa population.

Comment expliquer qu'au moment où la France réclame une mobilisation forte des ressources (financières, logistiques, humaines, etc.) à l'ONU pour sauver des millions de vie au Rwanda et surtout à l'Est du Congo où affluent des millions de réfugiés majoritairement Hutu, certains États membres, refusant de participer ou de contribuer à cette action humanitaire collective, choisissent de conduire, en parallèle, leurs propres actions humanitaires ?

Quel intérêt ces États ont-ils à préférer une action humanitaire solitaire, plus lourde et plus coûteuse, à une mission onusienne multilatérale suggérée par la France ?

Les intérêts cachés de certains États intervenant simultanément au Congo et au Rwanda au plus fort de la guerre et des massacres apparaissent aujourd'hui plus clairement. Ce qu'il faut souligner ici est que ces trois pays – États-Unis, Israël

et Grande-Bretagne – manifestaient déjà beaucoup de sympathie et d'intérêt pour la rébellion tutsi avant les événements tragiques du Rwanda. Ils vont par la suite devenir ses premiers soutiens et ses plus importants alliés une fois que la rébellion prendra le pouvoir en 1994, après le « génocide ».

Etant donné que la presse internationale et particulièrement française s'est employée à ne pas évoquer ces missions et surtout à ne pas questionner le choix politique de ces États, nous nous sommes imposés le devoir de montrer, vingt ans après, l'importance de trois missions dites humanitaires, vite passées dans l'oubli, mais dont les initiateurs jouent depuis longtemps un rôle moteur dans la région des Grands Lacs.

Il est peu connu que ce sont essentiellement les États-Unis, Israël et la Grande-Bretagne qui sont devenus les acteurs incontournables du jeu politique congolais et du contrôle des ressources minières du Congo.

Le soutien qu'ils apportent au régime tutsi de Kigali depuis 1994 éclaire d'une part la partialité du TPIR¹ depuis sa création, d'autre part le silence et la censure qui règnent dans les médias européens sur le pillage des richesses congolaises et le massacre de millions de Congolais par le régime de Paul Kagame².

Dans cette guerre rien n'a été laissé au hasard. Même le discours sur le « génocide tutsi » a été savamment préparé et méthodiquement imposé pour neutraliser toute compréhension des véritables enjeux dont le Congo est aujourd'hui l'épicentre. En réalité, ce sont les ressources minières du Congo et la prise de contrôle de ces ressources naturelles qui sont au cœur des préoccupations des trois puissances ci-dessus citées.

Le conflit du Rwanda a été un excellent prétexte pour étrangler le Congo-Zaïre et le mettre sous la coupe des prédateurs.

L'opération « Support Hope » des États-Unis

Un court article, passé totalement inaperçu et relativement anodin, paru dans le quotidien français *Libération*, laisse apparaître la grande ambiguïté de l'intervention américaine au Rwanda : « Les modalités d'un déploiement de militaires américains demeuraient hier encore floues. Les États-Unis, échaudés par le précédent somalien, n'ont toujours pas précisé si une partie de leurs effectifs – au total 4 000 hommes – sera stationnée au Rwanda. Le général Daniel Schroeder, chef de la mission humanitaire, a démenti l'arrivée dès jeudi des troupes à Kigali. Les États-Unis ont reconnu l'existence d'une "certaine confusion" dans les buts de l'opération *Soutenir l'espoir*. Une mission américaine est d'autre part attendue à Goma, de même qu'une centaine de soldats chargés d'aider au ramassage de cadavres »³.

Soulignons que dans le cadre d'une intervention humanitaire sous mandat onusien, il ne peut y avoir de confusion sur les buts de l'opération. C'est exactement ce qui a été fait avec l'Opération Turquoise mais les États-Unis ont refusé de s'y associer.

Deuxième point : s'il s'agissait simplement « d'aider au ramassage de cadavres », il aurait suffi de mobiliser des volontaires ou seulement une cinquantaine de soldats américains en soutien à l'Opération Turquoise et le coût financier pour les États-Unis aurait été moindre pour un résultat probablement plus efficient.

En réalité, si les États-Unis ont refusé d'agir dans le cadre de l'Opération Turquoise, c'est uniquement parce que les objectifs qu'ils poursuivaient n'étaient nécessairement pas ceux qu'ils affichaient officiellement. Nous allons le démontrer ici.

A la mi-juillet 1994, alors que l'APR/FPR s'empare de la totalité du territoire rwandais et massacre dans son avancée les populations civiles, des millions de Rwandais fuyant la guerre franchissent la frontière et se réfugient en masse au Congo-Zaïre. Le 18 juillet, l'administrateur de l'agence américaine USAID, Brian Atwood, effectue un voyage à Goma (Est du Congo-Zaïre).

Frappé par la grande détresse et la masse des réfugiés, il fait part de gravité de la situation aux ambassadeurs américains de la région. L'ambassade des États-Unis au Kenya envoie immédiatement un rapport alarmant au secrétariat d'État à Washington soulignant le caractère désastreux de la condition des réfugiés rwandais au Congo-Zaïre. Le lendemain, le sénateur démocrate Paul Simon invite le sous-secrétaire d'État chargé des affaires africaines, George Moose, à témoigner devant la commission Afrique du comité des Affaires étrangères du Sénat.

Le même jour, un groupe de sénateurs saisi du dossier, adresse une lettre au président Clinton pour l'exhorter à soulager les réfugiés, plus d'un million, massés à la frontière rwando-congolaise.

Dans cette lettre les sénateurs américains louent l'intervention des troupes françaises qui, selon eux, a contribué à sauver des milliers de vies. Ils souhaitent que les États-Unis agissent dans le même sens. Ils semblent aussi avoir des doutes sur les véritables intentions du gouvernement américain et manifestent le désir de voir leur pays travailler étroitement avec la France et l'ONU dans le cadre d'une mission humanitaire visant à protéger les réfugiés. Ils émettent surtout le souhait que leur pays se cantonne aux problèmes des réfugiés sans s'impliquer avec des troupes dans les combats au Rwanda.

Quoique les dirigeants américains veuillent plutôt soutenir la rébellion, ils trouvent toutefois l'idée d'un engagement

humanitaire séduisante. Le 20 juillet, pour faire suite à la suggestion des sénateurs, le sous-secrétaire d'État à la défense, John Deutch, rédige un mémorandum intitulé « le Département de la défense soutient les efforts humanitaires au Rwanda » dans lequel il préconise d'envoyer des troupes américaines à Goma au Congo-Zaïre ainsi que des logisticiens, des ingénieurs, du personnel de santé, des psychologues, etc. Il envisage surtout d'y envoyer des forces spéciales et des réservistes pour assister les éléments de la mission française qui eux interviennent dans le cadre de l'ONU.

Monsieur Deutch souligne que l'armée américaine doit servir de soutien aux troupes françaises de l'Opération Turquoise et à rien d'autre. Il note également que si les États-Unis doivent contribuer à sauver des vies, la communauté internationale doit d'abord convaincre les réfugiés hutu du Congo-Zaïre de retourner chez eux, au Rwanda, selon le même schéma qui avait permis aux GI's de rapatrier les Kurdes au Nord de l'Irak.

Le 22 juillet, un mois après le début de l'Opération Turquoise, Bill Clinton annonce que les États-Unis vont conduire l'opération Support Hope au Rwanda. Le problème est qu'à cette période, le FPR/APR est seul à contrôler le Rwanda et qu'il n'y a pratiquement plus rien ni personne à sauver dans ce pays. La victoire militaire de l'APR/FPR semblant inéluctable, les États-Unis ne trouvent pas pour autant de raison de blâmer leurs protégés pour les crimes contre l'Humanité dont ils se rendent responsables au cours de leur progression. L'objectif final, qui est de s'emparer de la totalité du pays pour modifier complètement le rapport de force politique et militaire, semble justifier tous les moyens utilisés pour y parvenir.

Les États-Unis décident alors de passer à la phase finale de ce qui aura été leur politique depuis le début : l'alliance entre le

régime de Museveni et la rébellion tutsi dirigée par Paul Kagame pour s'emparer du Congo. Les autorités américaines, qui ont déjà établi leur base en Ouganda, se préparent donc à prendre pied au Rwanda aux côtés de ceux qu'ils soutiennent depuis 1990, les hommes de l'APR/FPR.

Dans cette perspective, l'opération Support Hope devient vite un alibi qui sert, sous couvert d'assistance purement humanitaire, à envoyer officiellement des troupes au Rwanda pour renforcer la position militaire et politique des rebelles sur l'ensemble du territoire. Les premiers avions américains devant participer au pont aérien sur Goma ordonné par Bill Clinton, sont affrétés en Allemagne. Il s'agit précisément d'un C-141 à destination de Goma et d'un C-5 puis d'un C-141 à destination d'Entebe en Ouganda, qui décollent de Stuttgart pour des objectifs à la fois humanitaires et militaires.

Contrairement à l'objectif affiché et à l'image qui en sera donnée dans les médias, cette opération ne sera pas une mission essentiellement humanitaire. C'est pourquoi les États-Unis ont préféré agir seuls et de manière isolée plutôt que dans le cadre de l'Opération Turquoise dont le mandat est défini dans le temps et dans l'espace. En agissant dans le cadre de l'Opération Turquoise, il aurait été plus difficile de mettre des troupes américaines à la disposition du FPR/APR pour l'aider à asseoir durablement son pouvoir au Rwanda.

Dans les jours qui suivent la création de Support Hope, le gouvernement américain annonce que l'aéroport ougandais d'Entebe sera la plaque tournante du futur dispositif américain qui va mobiliser près 2 400 soldats.

Dès le 26 juillet, l'ambassadeur des États-Unis à Kampala demande au ministre ougandais des Affaires étrangères de signer un accord permettant aux troupes américaines stationnées en

Ouganda de préparer, à partir de ce territoire, des opérations « d'aide au Rwanda ». Le ministre ougandais approuve la proposition américaine et les premiers avions militaires américains commencent à se déployer à Kigali puis à Goma. Une coordination se met en place avec les troupes américaines stationnées à Mombasa au Kenya.

Le même jour, l'ambassadeur américain à Kigali, David Rawson, écrit au Premier ministre rwandais Faustin Twagiramungu pour demander à ce que le Rwanda accorde au personnel civil et militaire intervenant dans le cadre de l'opération humanitaire Support Hope les mêmes droits que ceux du personnel de l'ambassade. Les autorités rwandaises s'exécutent.

Le 27 juillet, le général américain Jack Nix, commandant de l'opération Support Hope, s'entretient dans l'après-midi avec le général Dallaire et l'informe que les États-Unis ont décidé de déplacer le centre opérationnel de la mission d'Entebe à Kigali. L'attaché militaire de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa, le lieutenant-colonel Thomas Odom, est immédiatement détaché à Kigali pour une durée de 90 jours. Il vient participer à la réorganisation de l'APR dirigée par Paul Kagame.

La coopération militaire entre le Rwanda des rebelles et les États-Unis se précise. Les objectifs militaires supplantent toute ambition humanitaire, si bien qu'une réduction à court terme de l'opération Support Hope est envisagée. Le pont aérien de Goma est suspendu au profit de celui mis en place pour Kigali. Le 25 août 1994, les unités américaines de l'Opération Support Hope, qui se trouvent à Goma, prennent dans l'après-midi la direction de Kigali. Le Rwanda devient le nouvel espace de déploiement des troupes américaines.

En l'espace de quelques jours seulement, les États-Unis

jouissent d'une immense liberté d'action et d'une influence majeure dans presque toute l'Afrique de l'Est.

Pendant que les critiques s'intensifient contre l'Opération Turquoise, les Américains, eux, placent méthodiquement leurs pions et consolident leurs positions sur le plan géopolitique. Ils sont maintenant en Ouganda, au Rwanda, au Kenya et tentent de reconquérir le Congo. Les militaires français ne mettent pas beaucoup de temps à comprendre le jeu de Washington. Parmi les hommes que les États-Unis envoient sur le terrain se trouvent des agents de renseignement. L'un d'eux tient particulièrement à savoir si les militaires français ont, comme eux, des arrières-pensées. Il sera même surpris par le colonel Jacques Hogard, à l'époque commandant du groupement sud de l'Opération Turquoise, à fouiller dans les affaires des officiers français.

« Le 28 juillet 1994 alors que je commandais le groupement sud de l'opération Turquoise au Rwanda, on m'annonce l'arrivée d'un avion américain de type C-130 appartenant à l'US Air Force. L'appareil qui ne porte cependant pas les marques traditionnelles visibles d'appartenance à l'armée de l'air américaine, se pose sur la piste en dur de l'aérodrome de Cyangugu, à proximité immédiate de laquelle se trouve mon poste de commandement.

En débarque un officier américain en tenue camouflée, de taille moyenne, blond, au visage poupin, des lunettes à fine monture dorée, portant la mention "Randgers" à l'épaule, qui s'annonce, parlant impeccablement français, sous le nom de "Lieutenant-Colonel James Babbitt, attaché de défense en poste près l'ambassade des États-Unis à Brazzaville".

L'officier débarque de l'aéronef avec son véhicule, une jeep Cherokee équipée de moyens de transmissions très complets (liaison satellitaire, UHF-VHF...).

Il se présente comme “officier de liaison” auprès du groupement sud. A ma question de savoir “pourquoi faire et pour quelles liaisons à établir” ? , l’officier américain se contente de sourire sans répondre.

J’appelle aussitôt par inmarsat chiffrée le Général Lafourcade, commandant l’opération Turquoise, à Goma (PC de l’opération situé au nord du Lac Kivu en territoire zaïrois) qui me confirme sans plus de commentaires qu’il me revient d’accueillir cet officier sans mission claire à mon poste de commandement.

Ce que je fais alors.

Pendant les quarante-huit ou soixante-douze heures qui suivent, cet officier se montre excellent camarade à la “popote” de l’état-major du groupement sud, partageant même une excellente bouteille de Bourbon avec les officiers et sous-officiers de mon poste de commandement.

Tout en même temps, il se montre extrêmement curieux de toutes les conversations qui s’y tiennent, montrant en particulier une affection toute particulière et insistante pour l’emplacement où se trouvent les transmissions du PC, et notamment la station inmarsat dès lors qu’il me voit passer des communications. Son insistante devenant franchement gênante, je fais tendre une tresse autour de cette zone avec en anglais seulement, la mention “Area strictly forbidden to unauthorized person” !

Alors qu’il vient s’enquérir auprès de moi de la raison de cette mesure, je ne lui cache pas qu’elle lui est exclusivement destinée, personne d’autre n’utilisant l’anglais à mon PC.

Il accuse alors le coup tout en soulignant qu’il ne comprenait pas cette démonstration “inamicale”.

La nuit suivante, vers 2 ou 3 heures du matin, alors que je suis endormi sur mon lit picot en zone vie à quelques dizaines de

mètres, je suis réveillé par l'officier de permanence opérationnelle accompagné du sergent chef de poste de sécurité pour la durée de la nuit. La garde est fournie par le 2°REI.

Le sous-officier chef de poste, un Russe, m'explique qu'il vient d'intercepter le Lieutenant-Colonel Babbitt en train de fouiller dans ma tente bureau.

Je me rends alors sur les lieux où je trouve effectivement l'officier supérieur américain, pas très fier, gardé par deux légionnaires en arme.

Lorsque je lui pose la question de savoir ce qu'il faisait sous ma tente à cette heure avancée de la nuit, il me répond que n'arrivant pas à dormir, il cherchait de la lecture pour se distraire ! Je lui rétorque alors qu'à l'évidence il pouvait s'attendre à trouver un véritable salon de lectures divertissantes sur la table de campagne où je travaillais !

En réalité, Babbitt en est pour ses frais, les documents sensibles étant systématiquement fermés dans une mallette fermant à clé et placés sous mon lit picot pendant mes heures de sommeil.

Après lui avoir signifié qu'il devait dès cet instant se considérer aux arrêts, sous la surveillance permanente d'un légionnaire, je rendais compte de ce grave incident au Général Lafourcade. Ce dernier ayant lui-même à son tour rendu compte aux autorités gouvernementales et militaires françaises, le Lieutenant-Colonel Babbitt était récupéré avec son véhicule par le même avion qui nous l'avait amené en début d'après-midi.

Cet officier m'a assuré avec force qu'il n'avait aucune intention malveillante, ce que sur le moment j'aurais pu être enclin à croire, mais qui ne résiste pas à l'analyse à froid.

Je n'ai par la suite plus entendu parler de cet incident très révélateur »⁴.

Au vu de ce type de comportement, le dossier des réfugiés paraît quelque peu secondaire pour les militaires américains, même si entre-temps l'armée américaine a largué 20 tonnes de vivres non pas à l'Est du Congo mais à Kabale en Ouganda.

Au Département d'État, loin des massacres de l'APR/FPR et de la détresse des Hutu, c'est plutôt de la reconnaissance du Rwanda dirigé par Paul Kagame (vice-président et ministre de la Défense) dont il est question. Cette reconnaissance est appuyée vigoureusement par Madeleine Albright et George Moose qui estiment que reconnaître le gouvernement du Rwanda n'est pas une question de légalité mais d'opportunité. Au cours d'une rencontre consacrée à ce sujet au département d'État, il est admis que les États-Unis doivent reconnaître le gouvernement rwandais car il inclut des Hutu et des Tutsi. Un diplomate dira : « notre décision de reconnaissance doit être guidée par une bonne évaluation de nos intérêts aux Rwanda ». Qui peut donc croire que les motivations de Support Hope sont avant tout humanitaires ?

Le 29 juillet 1994, l'aéroport de Kigali est complètement ouvert aux troupes américaines qui envisagent déjà de former la nouvelle armée rwandaise, c'est-à-dire les rebelles tutsi reconvertis en armée régulière. La coopération militaire entre Washington et Kigali vient de commencer même si, au département d'État, George Moose et madame Bushnell sont quand même mal à l'aise devant les violations massives des droits de l'Homme commises par les troupes rebelles et le risque de voir l'APR/FPR s'opposer à toute démarche de réconciliation nationale⁵.

Finalement l'action humanitaire américaine à Goma se limitera à l'épuration de l'eau. Cela valait-il la peine de dépenser tant d'efforts et tant d'argent pour une si modeste ambition

humanitaire ? En outre, il faut savoir que les militaires de l'Opération Turquoise avaient déjà installé une station d'épuration d'eau pour les réfugiés, comme l'indique le général Lafourcade : « Nous avons installé une station d'épuration que nous avons fait venir de France, en urgence, avec des camions-citernes et nos hommes s'activent à la distribution d'une eau saine. Il faut interdire à une population assoiffée et déshydratée par les diarrhées de puiser de l'eau dans le lac Kivu aux rives souillées, quitte à faire preuve d'autorité pour les en empêcher »⁶.

Le coût de Support Hope a été évalué, selon le Département de la Défense, à 123,9 millions de dollars. Cette mission a-t-elle réellement servi à sauver des vies humaines comme le souhaitent les sénateurs américains ? Il semble plutôt qu'elle a permis de consolider les ambitions géopolitiques et économiques américaines en installant durablement un régime qui leur est redevable au Rwanda et au Congo. D'ailleurs, le français, parlé par tous les Rwandais, a été depuis banni du pays au profit de l'anglais, parlé exclusivement par les réfugiés tutsi venus d'Ouganda et dans une moindre mesure de Tanzanie.

L'opération « Gabriel » de la Grande-Bretagne

Le 29 juillet 1994, un entrefilet du journal *Libération* signale : « Les troupes britanniques au Rwanda ». Ce titre est automatiquement suivi de la mention : « un contingent de 500 hommes devrait arriver d'ici quinze jours. Les Américains, eux, tergiversent ».

En réalité, les Britanniques seront beaucoup plus subtils encore que les Américains et les Israéliens, en inscrivant leur initiative humanitaire dans le cadre de l'aide d'urgence de la

MINUAR tout en se ménageant des marges de manœuvre sur le plan opérationnel. Le contingent britannique de la MINUAR (BRITCON) est déployé entre le 17 août et le 17 novembre 1994 au Nord-Ouest du Rwanda, juste après l'Opération Turquoise. Cependant, c'est dans le Sud-Ouest que sera lancée l'Opération Gabriel qui regroupe près de 537 soldats. Les Britanniques se servent de ce dispositif pour entraîner leurs unités aux missions humanitaires d'urgence. Ils ont une unité de parachutistes qui forme une sorte d'antenne mobile de soins médicaux dont l'action est axée sur la rapidité des interventions ; c'est donc un excellent exercice pour les troupes britanniques. Cela étant, les dirigeants politiques qui décident d'impliquer leurs troupes dans le cadre d'une mission de l'ONU à caractère militaire, ne le font pas sans arrière-pensées.

Si le Foreign office n'a cessé de déclarer, comme les États-Unis, que la Grande-Bretagne n'a pas d'intérêt politique ni économique au Rwanda, la réalité est en effet toute autre.

Ainsi, l'universitaire Hazel Cameron souligne qu'il apparaît dans divers câbles diplomatiques que les services secrets de Grande-Bretagne (MI-6) ont eu plusieurs rencontres avec Paul Kagame à Kampala lorsqu'il était encore directeur-adjoint des services secrets ougandais. Le soutien accordé à Museveni par les Britanniques pendant la crise rwandaise a, en fait, largement et principalement bénéficié à Kagame et au FPR/APR. D'ailleurs, des diplomates anglais étaient bien présents lors des pourparlers de paix à Arusha mais leur discrétion était telle qu'ils ont toujours donné l'impression qu'ils n'étaient nullement impliqués dans ce dossier.

La chercheuse Hazel Cameron, qui a eu accès à de nombreux documents confidentiels britanniques, affirme également être en possession d'un câble diplomatique du 9 avril

1994 de l'ambassade britannique à Kampala dans lequel un ministre du gouvernement déclare : « l'attentat du 6 avril, d'une certaine façon, n'a pas été un choc pour tout le monde ». En effet, dit-elle, les communications entre Kampala et Londres, trois jours après l'assassinat du président Habyarimana révèlent que le personnel diplomatique britannique a plutôt perçu la mort d'Habyarimana comme un progrès dans l'évolution de la politique rwandaise⁷.

Parmi les dirigeants politiques britanniques qui abhorraient Habyarimana et son régime, se trouve l'incontournable Clare Short, la sous-secrétaire au Développement international du gouvernement de Tony Blair. Elle se révélera être une farouche partisane de Paul Kagame et des rebelles tutsi.

Le 10 juillet 2001, au cours d'une interview à la BBC, Clare Short est interviewée par un journaliste. Ses réponses, loin de satisfaire la curiosité des auditeurs et des lecteurs, témoigne plutôt de sa vision dogmatique et mensongère des événements du Rwanda.

« Lorsque le journaliste lui fait remarquer : “Les 6 millions de livres d'aide britannique, supposés contribuer à la bonne gouvernance et au respect des droits de l'Homme au Rwanda, servent plutôt, selon le rapport des Nations Unies sur le pillage des ressources en RDC, à régler l'addition de la guerre d'exploitation que les Rwandais mènent dans ce pays”, Clare Short répond : “C'est complètement faux et c'est un argument qui vient de ceux qui ont soutenu le génocide et qui, inlassablement, engagent une vraie propagande contre la situation au Rwanda”.

Le journaliste poursuit : “Comment le Rwanda peut-il donc, alors qu'il est un pays très pauvre, financer une campagne militaire si longue et maintenir son budget en équilibre, s'il ne

profite pas de cette guerre au moyen de l'exploitation des ressources minières en RDC ?" La réponse de la secrétaire d'État britannique est implacable : "Ils vont se battre jusqu'à la mort pour empêcher les forces qui ont organisé le génocide d'entrer au Rwanda pour poursuivre le génocide... et si j'étais à leur place, je ferais la même chose".

Le journaliste revient à la charge : "Que dire de l'Ouganda alors, qui n'a pas souffert de génocide et qui, selon plusieurs sources, exploite les ressources minières de la RDC et commet des massacres contre les populations civiles ?".

Excédée, Clare Short réplique : "Heu... je pense que je ne vais pas continuer plus longtemps cet entretien parce que, comme nous sommes partis, on pourrait aussi se mettre à parler de l'Angola... non, je suis désolée. Vous partez d'un point de vue biaisé alors que nous sommes le seul pays qui veut aider le Rwanda à se reconstruire et empêcher un nouveau génocide" »⁸.

Aider le Rwanda, dans l'esprit de Clare Short, ne signifie pas aider tous les Rwandais. Il s'agit d'une aide sélective destinée en priorité à renforcer le nouveau régime en place à Kigali. Après la défaite du gouvernement travailliste, le Premier ministre Tony Blair quitte ses fonctions et devient le conseiller du criminel de guerre et dictateur Paul Kagame, créant ainsi une situation inédite pour un ancien dirigeant britannique ! Kagame compte également, à Londres, de nombreux partisans au sein de la classe politique et dans les milieux d'affaires particulièrement actifs en ce qui concerne les minerais du Congo-Zaïre.

L'opération « Interns for hope » d'Israël au Congo-Zaïre

A la différence des Américains et des Britanniques, les Israéliens ont des relations très anciennes avec le Congo-Zaïre.

Avant la création de l'État d'Israël, des membres de la communauté juive Ashkénaze s'étaient installés au Congo-Zaïre. Plusieurs d'entre eux participèrent à la colonisation de ce territoire aux côtés de Léopold II, roi des Belges : « Dans l'entourage du roi, évoluaient des Juifs prêts à l'encourager dans ce grand projet. (...) De nombreux Juifs figuraient parmi les proches conseillers du Roi : l'avocat Sam Wiener, les banquiers Franz Philippson et Léon Lambert, Herman Stern, directeur de la Banque de Bruxelles, Raphaël Bauer, administrateur de la Banque des Pays-Bas, Léon Cassel, l'Anglais Edmond Sasson. Tous ces Israélites apportèrent une aide précieuse au développement de la colonie. (...) De nombreux jeunes Juifs arrivèrent d'Europe pour participer à l'effort de colonisation de cet immense territoire »⁹.

Ayant accumulé une fortune très importante grâce à leurs activités minières au Congo-belge, ils vont devenir les plus grands contributeurs de l'État d'Israël : « Israël dépêcha, dès avant l'indépendance du Congo, des émissaires chargés de récolter des fonds auprès de la diaspora juive. (...) Après 1960, Israël dépêcha des émissaires qui vinrent, régulièrement porter le témoignage de l'estime qu'ils avaient envers les donateurs du Congo. Les Juifs de cette partie d'Afrique comptaient parmi les principaux bailleurs de fonds, pro-capita, au monde, dépassant les Israélites américains, suisses ou sud-africains »¹⁰.

Lorsque se produit le désastre humanitaire à l'Est du Congo-Zaïre en 1994, les autorités israéliennes, comme les autorités américaines, ne sont pas très disposées à participer à une opération multilatérale sous l'égide de l'ONU. Elles décident donc, à leur tour, de mener une action humanitaire solitaire sous le nom de code Interns for Hope (Médecins de l'espoir). Il s'agira d'implanter un hôpital de campagne directement basé à

Goma composé d'un bloc opératoire et d'une unité pédiatrique. L'hôpital est approvisionné par les forces aériennes israéliennes qui viennent également avec des éléments des forces spéciales et du Mossad. Cette unité médicale, destinée à aider les réfugiés rwandais du Congo, est installée à proximité des troupes françaises de l'Opération Turquoise.

Cette intervention, présentée comme une action exclusivement humanitaire, se double en réalité d'ambitions géostratégiques. Ainsi, les autorités israéliennes demandent aux autorités de Kinshasa d'autoriser le survol du territoire congolais aux avions apportant du matériel médical mais aussi d'autoriser la présence au Congo-Zaïre des forces de défense israéliennes. Les dirigeants du Congo-Zaïre ne verront aucun inconvénient à autoriser la présence des soldats de Tsahal sur leur sol.

Quelle est donc la part de l'humanitaire et la part des intérêts géopolitiques ou géostratégiques quand les forces de défense entrent en jeu en dehors de tout mandat onusien ? Tout ceci relève donc à la fois d'un mélange de bons sentiments et de missions secrètes dans une zone certes sinistrée mais surtout immensément riche : l'Est du Congo-Zaïre.

Israël ne se contente pas d'une implantation discrète de ses forces dans la région. L'État hébreu s'implique également sur le terrain, en appuyant directement les troupes de Paul Kagame. Il s'agit là d'un point essentiel, bien que souvent passé inaperçu, qui permet de comprendre le rapport de force qui s'est établi secrètement sur le terrain.

Un de nos amis vivant en Suisse et ayant des contacts au sein des services secrets américains et du Mossad nous faisait cette confidence à Genève : « Le Maréchal Mobutu ne croyait pas que l'attaque de son pays faisait partie des plans de Kagame et de ses alliés. Il est 10 heures du matin en ce mois d'août 1995.

Nous sommes à Gbadolite sur la colline retranchée où se trouve le palais de résidence privée du président Mobutu Sese Seko de l'ex-République du Zaïre. J'étais invité à partager son petit déjeuner, un privilège que je ne suis pas prêt d'oublier.

Il m'a demandé de mes nouvelles comme cela faisait longtemps que je ne l'avais pas rencontré. Après quoi, je lui ai dit que la prochaine étape des rebelles du FPR dirigés par Paul Kagame serait le Grand Zaïre. Il m'a demandé sur quoi je fondais mon analyse. Alors je lui ai développé la théorie de l'invasion du Zaïre par les nouveaux maîtres du Rwanda.

Je me basais sur une information de première main que j'avais recueillie lorsque je vivais dans la partie du Nord Kivu, à Goma plus précisément. Une société israélienne qui se faisait passer pour une compagnie commerciale dans le domaine des transports aériens affrétait des avions petits porteurs pour transporter des jeunes Tutsi congolais d'origine rwandaise dits "Banyamulenge" et d'autres jeunes désœuvrés de la région, pour les amener au Rwanda. Une fois arrivés au Rwanda, ces jeunes étaient dirigés vers le Parc National de l'Akagera au bord du Lac Ihema où ils recevaient un entraînement militaire intensif dispensé par des instructeurs ougandais et rwandais. Je lui ai dit : "puisque'ils ont déjà pris le Rwanda, que pensez-vous qu'ils cherchent encore sinon le Zaïre ?"

Le Maréchal a éclaté de rire ! J'étais triste de ne pas pouvoir me faire écouter et croire par le Maréchal. Je lui ai demandé si jamais il avait entendu parler de l'éventualité d'une attaque du pays par les rebelles rwandais. Il m'a dit que ce n'est pas envisageable car ils peinaient, selon lui, à asseoir déjà leur autorité sur le peuple rwandais. Il m'a cependant avoué que l'ex-Premier ministre Faustin Twagiramungu était aussi venu l'informer d'une très probable attaque du pays via le Nord Kivu.

Le Maréchal Mobutu a précisé qu'il était envisageable que les rebelles rwandais soient tentés de venir en découdre avec les ex-FAR mais que, de là imaginer que Kagame puisse s'attaquer au grand Zaïre, c'était une utopie. Après cette conversation, le Maréchal m'a fait signe de le suivre en dehors du palais ».

Comme le Maréchal a toujours eu de très bonnes relations avec Israël, il ne peut en aucun cas soupçonner ce pays « ami » de travailler avec ceux qui envisagent de déstabiliser son pays. Israël en profite donc pour mettre en scène son intervention humanitaire et afficher sa franche collaboration avec les dirigeants du Congo-Zaïre. Le 25 juillet, à 6h00 du matin, le premier avion humanitaire israélien atterrit à Goma. Il est accueilli par le chef de protocole du ministre zaïrois des Affaires étrangères et par le gouverneur de la région. Le chef de la délégation israélienne aura peu après un entretien avec le Premier ministre zaïrois. Rapidement, une collaboration entre les médecins israéliens et Médecins sans Frontières est organisée afin de soulager les réfugiés.

Derrière cette « vitrine humanitaire », Israël travaille à consolider son implantation dans la région via un soutien militaire et diplomatique au régime de Kagame et un appui des troupes rwandaises au Darfour. Déjà bien établi en Ouganda et au Sud-Soudan¹¹, l'État hébreu parvient ainsi facilement à étendre son influence dans cette région. Son implantation dans ces États immensément riches que sont le Soudan et le Congo, offre à l'État hébreu l'opportunité de participer, au même titre que les États-Unis, au contrôle des richesses de cette zone.

En cela, Israël est tantôt le meilleur allié des États-Unis en Afrique, tantôt son plus sérieux concurrent. S'il coopère régulièrement avec la France, Israël n'hésite pas à la supplanter dans son pré-carré chaque fois qu'il en a l'occasion. Son alliance

avec Kagame qui déteste profondément la France n'est, à cet égard, pas complètement anodine.

Un autre point mérite d'être souligné ici. Depuis maintenant vingt ans, on observe en France un engagement très important des associations pro-israéliennes en faveur du régime de Paul Kagame et de la cause tutsi. Il s'agit là d'une action de grande envergure visant à valider, indépendamment de la réalité et de tout contexte politique et historique, le discours des rebelles sur le « génocide tutsi ». Une partie très influente de la communauté juive de France multiplie d'ailleurs les attaques particulièrement violentes contre l'ancien président français François Mitterrand (voir chapitre suivant à ce sujet).

Pour illustrer ce militantisme effréné, on peut citer le mémorial de la Shoah qui organise régulièrement des conférences et des expositions sur le « génocide tutsi » tout en mettant sans cesse en cause l'action de la France¹². On trouve également SOS-racisme et la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme) qui soutiennent délibérément le discours officiel de la rébellion tutsi et attaquent sans réserve les chercheurs et les journalistes qui osent contredire la version dominante des événements du Rwanda. Ces associations sont même devenues des officines travaillant au harcèlement de réfugiés hutu en France alors que ceux-ci ne sont pas mis en cause par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda.

Mêlant abusivement le génocide des Juifs au « génocide des Tutsi », la Licra et SOS-racisme livrent en France une guerre idéologique sans merci à ce qu'elles qualifient de « négationnisme » sur les événements du Rwanda¹³.

Au fil des années, on peut dire que le soutien d'Israël au régime tutsi de Paul Kagame tout comme l'engagement des associations pro-israéliennes dans un affrontement politico-

ethnique en Afrique dépasse le cadre d'un simple mouvement de sympathie envers les « rebelles et les militants Tutsi ». Il s'inscrit dans une vision géopolitique africaine et dans une lutte d'influence incontestable que l'État hébreu mène contre la France en Afrique.

Toutes ces missions humanitaires, peu connues du grand public, ont été présentées, dans chacun des pays concernés, comme de remarquables succès alors que leur but essentiel n'était pas de sauver le plus possible de réfugiés rwandais au Congo. La seule opération qui a été, en revanche, menée avec l'aval de l'ONU et dans un but exclusivement humanitaire mais qui n'a cessé d'être violemment attaquée, y compris aux États-Unis, en Israël et en Grande-Bretagne, est l'Opération Turquoise initiée par la France.

Très peu de personnes ont osé prendre l'initiative d'enquêter sur ces opérations humanitaires pour savoir si elles correspondaient ou non à une « inavouable » politique de soutien ou de consolidation du régime tutsi au Rwanda. Voilà un champ de recherches bien ouvert aux universitaires et journalistes indépendants.

En mettant en lumière les diverses initiatives américaine, israélienne et britannique et en les soumettant à la réflexion critique, nous essayons simplement de verser au débat des éléments sans lesquels toute compréhension des enjeux de la tragédie des Grands Lacs serait impossible. Sachant que certains éviteront de les prendre en compte, nous restons convaincu qu'ils constituent la clé de la violente propagande menée depuis vingt ans contre la France et contre l'ancien président François Mitterrand.

- 1 Cf. Onana, *Les secrets de la Justice internationale*, Paris, Duboiris, 2005, 480p.
- 2 Cf. Onana, *Europe, crime et censure*, Paris, Duboiris, 2012, 320p.
- 3 Cf. *Libération* du 29 juillet 1994.
- 4 Cf. Témoignage accordé à l'auteur.
- 5 Cette question de la réconciliation nationale fera l'objet d'une discussion à Washington entre George Moose et le ministre rwandais des Finances, Marc Rugenera.
- 6 Cf. Lafourcade, Jean-Claude, *Opération Turquoise, Rwanda 1994*, Paris, Perrin, 2010, 217p., p.150.
- 7 Cf. Cameron, Hazel, « British State complicity in genocide : Rwanda 1994 », *State crime*, 1, Spring 2012.
- 8 Cf. Nghanda, Honoré, *Crimes organisés en Afrique Centrale*, Paris, Duboiris, 2004, 456p., p.11.
- 9 Cf. Bourla, Errera, Milantia, *Moïse Lévy, un rabbin au Congo, 1937-1991*, Bruxelles, La longue vue et consistoire israélite de Belgique, 2000, 264p., pp.26-27.
- 10 Cf. Rahmani, Moïse, *Shalom Bwana : la saga des Juifs du Congo*, Paris, Romillat, 254p., p.215.
- 11 Cf. Onana, Charles, « Pourquoi l'indépendance du Sud-Soudan ne peut pas être une réussite », in *Menaces en Afrique du Nord et au Sahel et Sécurité Globale de l'Europe*, sous la direction de Jacques Frémeaux, Philippe Evanno et Aymeric Chauprade, Actes de Colloque, Paris, Ellipses, 192p., pp.131-147.
- 12 Cf. Le Mémorial de la Shoah a organisé plusieurs conférences sur le génocide tutsi ainsi qu'une exposition itinérante sur le même sujet.
- 13 Cf. Licra, *Le négationnisme*, Paris, 2007, 10p.

17. François Mitterrand et les profanateurs de la Shoah

Pour affirmer le caractère sacré et indiscutable du « génocide tutsi », certains n'hésitent plus à l'associer à la Shoah. Cette association perverse a été mise en place depuis quelques années dans le dessein d'étouffer la vérité et de terroriser tous ceux qui seraient tentés de questionner ce qui s'est réellement passé au Rwanda. Ce mariage forcé entre les victimes tutsi et les victimes juives de la Seconde Guerre mondiale est la raison principale de l'absence d'un débat serein, équilibré, objectif et contradictoire en France et en Europe sur les événements du Rwanda. Il est parfois curieux d'observer que, quand quelques personnes veulent donner du poids ou du crédit à un événement tragique, elles se sentent obligées de faire référence à la Shoah.

Ce glissement historique hasardeux, loin de donner de la pertinence à l'événement concerné, peut au contraire lui ôter sa spécificité et donc sa pertinence. C'est ce à quoi nous assistons depuis plusieurs années avec le dossier du Rwanda car quelques individus exaltés et pour le moins suspects de partialité ont décidé d'assimiler les événements du Rwanda à la Shoah.

Dévorés par leur obsession militante, ils restent imperméables à toute réflexion critique et à toute analyse historique. Pour eux, la situation des Tutsi en 1994 est semblable à celle des Juifs en 1944. Ils en sont convaincus malgré l'absurdité de la comparaison et l'absence de logique de leur raisonnement¹.

Le génocide juif est une tragédie qui a eu lieu dans un contexte historique précis, avec des acteurs précis et des conséquences particulières en Europe. Tous les autres drames, avant ou après la Shoah, ne se déroulent ni dans le même contexte, ni avec les mêmes acteurs et encore moins avec les mêmes conséquences.

Quel est donc l'intérêt de vouloir à tout prix associer certains événements tragiques à la Shoah ? Considère-t-on que la tragédie qu'a connue le Rwanda ne fait pas sens en elle-même ? Faut-il nécessairement l'annexer à l'Holocauste pour la rendre plus « crédible » et encore plus audible qu'elle ne l'est depuis vingt ans ? Il semble bien que c'est la voie choisie par des individus qui défendent avant tout la version du régime tutsi aujourd'hui au pouvoir à Kigali.

Ainsi, personne, le pensent-ils, n'osera s'aventurer à questionner, à analyser ou même à critiquer l'histoire officielle. L'apparition de la Shoah dans le dossier rwandais conduit généralement des journalistes, des chercheurs et de nombreux universitaires à adopter des positions tantôt ambiguës, tantôt partisans et favorables aux rebelles tutsi, par crainte d'être vilipendés ou insultés, au mépris de toute approche objective, scientifique et honnête de la question.

Il est indéniable que la mise en cause des rebelles tutsi dans l'attentat du 6 avril comme dans les massacres de civils tutsi, hutu, français, espagnols, canadiens et congolais, s'apparente, aux yeux de certains, à une remise en cause du statut de victimes inconditionnelles accordé aux Tutsi en général du fait de leur assimilation aux victimes de la Shoah. Par conséquent, tous ceux qui, à l'ONU, en France, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie et même en Amérique du Nord, osent identifier ou pointer la responsabilité des rebelles

tutsi dans les crimes contre l'Humanité commis en 1994 au Rwanda et en République Démocratique du Congo, sont automatiquement traités de « révisionnistes ou de négationnistes », l'injure suprême visant ceux qui nient la Shoah.

Cette arme de dissuasion massive a envahi les médias, les milieux de la recherche, les universités françaises, européennes et la classe politique dans son ensemble.

Très peu de personnalités politiques, bien informées, se permettent aujourd'hui de mettre en évidence à la fois les crimes reprochés aux Hutu et ceux reprochés aux rebelles tutsi car ils craignent d'être taxés de « négationnistes » ou de « révisionnistes ». Il peut même arriver que les représailles aillent un peu plus loin si des personnalités plus téméraires parviennent à franchir le Rubicon de la critique des rebelles tutsi tout en envisageant de briguer des mandats électifs².

C'est ainsi que depuis plusieurs années, de nombreux parlementaires préfèrent se taire, abandonnant à quelques-uns le statut peu enviable et déshonorant de « négationniste » et de « révisionniste ».

Certains parlementaires ont même tenté d'introduire une loi en France contre le « négationnisme du génocide tutsi » au moment où la loi sur le génocide arménien était adoptée. Cet activisme politique et ce chantage n'ont pour ambition que d'entretenir le mensonge, la censure et la peur dans le dossier rwandais et avant tout, d'empêcher l'émergence de la vérité sur l'attentat, la guerre et tous les auteurs des massacres de 1994. Même si de nombreux documents et des témoignages de premier plan peuvent aider un public peu avisé à comprendre ce qui s'est réellement passé, une campagne de dénigrement contre certains auteurs et la redondance médiatique autour du « génocide » empêchent le grand public d'accéder à l'information.

En l'espace de vingt ans, une forme de terrorisme intellectuel a gagné les universités, les centres de recherche, les médias publics et privés, les milieux associatifs voire les partis politiques français et belges sur le Rwanda. Opérant comme une véritable pieuvre, les groupuscules pro-tutsi procèdent par intimidation, harcèlement, chantage, menace, pour obtenir le silence ou le renoncement de ceux qui dénoncent le mensonge sur les événements du Rwanda.

Observons que malgré les attaques violentes et régulières contre la France, son armée, ses ministres, son président à l'époque des faits, très peu de hauts responsables politiques ont pris la parole pour protester vigoureusement contre certaines affirmations mensongères des réseaux pro-tutsi à Paris. Par peur des lobbies pro-tutsi mais aussi par lâcheté, de nombreux partis politiques – parti socialiste en tête – ont renoncé à répondre aux injures régulièrement proférées contre François Mitterrand et contre la France sur le dossier du Rwanda. L'UMP n'est pas en reste depuis que Nicolas Sarkozy a accueilli Paul Kagame à l'Élysée en septembre 2011 malgré la réprobation des militaires français³.

En privé, beaucoup parmi les politiques n'en pensent pourtant pas moins. Mais la comparaison récurrente, dans divers articles et ouvrages publiés en France, entre victimes tutsi et victimes juives, tétanise. Il est curieux d'observer les faibles réactions que suscitent un tel mensonge et une telle imposture. A travers les accusations répétées de « complicité de génocide », le soutien du président Mitterrand à son homologue Habyarimana et l'intervention militaire française au Rwanda apparaissent aux yeux de beaucoup comme les preuves d'une politique criminelle de grande envergure et l'armée française entre 1990 et 1994, comme une vague résurgence de la Wehrmacht.

Il est surprenant de constater que malgré la parfaite incongruité de ces accusations et de ce rapprochement, des fils ou des petits-fils et filles de déportés soutiennent cette campagne anti-française.

Avant d'examiner ce qui est reproché à François Mitterrand et à l'action de la France au Rwanda, observons donc d'abord comment le rapprochement s'est fait entre une partie de la communauté juive et les militants de la rébellion tutsi en Europe.

Dès mars 1995, un article intitulé « Autopsie d'un génocide planifié au Rwanda » et publié dans le mensuel de gauche *Le Monde diplomatique* sous la plume de la journaliste belge Colette Braeckman soutient : « C'est bien d'un génocide qu'il s'est agi, le troisième du siècle après celui des Arméniens et des Juifs d'Europe ». Cette militante pro-tutsi qui, dès le début des événements, lance les premières accusations contre la France va se mettre progressivement à intoxiquer les lecteurs du quotidien belge *Le Soir* où elle travaille comme journaliste mais aussi ceux du *Monde diplomatique* où elle collabore régulièrement.

Elle sera rejointe dans cette entreprise par un autre militant, très apprécié des rebelles tutsi, en la personne de Jean Hatzfeld. Ce dernier publie un ouvrage de propagande sur le « génocide tutsi » intitulé *Une saison de machettes*. Ce livre, qui a obtenu le prix Femina en 2003, est construit à partir des récits de prisonniers politiques terrorisés par le régime de Kagame et aboutit à une histoire où se mêlent indistinctement l'imagination de l'auteur et la version du régime tutsi au pouvoir.

Quoi qu'il en soit, Jean Hatzfeld est un de ces artisans, peu scrupuleux, du mariage forcé entre la Shoah et le massacre des Tutsi au Rwanda. Il ne s'en cache d'ailleurs pas lorsqu'il affirme : « Au risque de heurter les historiens de l'Holocauste par ce condensé de leurs travaux, on peut dire que la plupart, en

particulier Raoul Hilberg dans son monumental livre *La destruction des Juifs d'Europe* distingue quatre étapes dans le déroulement de l'événement.

En premier lieu, celle de l'humiliation et de la déchéance ; après, la désignation et le marquage (brassard, étoile jaune, inscriptions de peinture sur les murs) puis la déportation et la concentration ; enfin, l'élimination totale, par la famine dans les ghettos, la fusillade dans les zones conquises par l'armée et le gazage dans les six camps spécialisés. (...) Ces étapes résultaient de l'urbanisation et de l'industrialisation des pays dans lesquels se déroulait le génocide. Même si les sociétés allemande, française, polonaise, roumaine ou néerlandaise, par exemple, étaient de culture différente.

À société urbaine, génocide de type urbain ; à société villageoise, génocide villageois. Dans le Rwanda rural, le processus du génocide saute les deuxième et troisième étapes – le marquage et la concentration – qui ne sont pas nécessaires à cause précisément des relations de proximité entre les habitants ».

Si ces propos de Jean Hatzfeld sont pertinents lorsqu'il s'agit d'évoquer le sort réservé aux Juifs pendant la guerre, ils sont totalement déplacés pour qualifier le drame du Rwanda. Lors d'une interview en 2003 sur le site afrik.com, Nathalie Rohmer lui pose la question : « Vous comparez souvent le génocide tutsi avec le génocide des Juifs. Quelle analogie avez-vous constatée ? ».

Et Jean Hatzfeld de répondre : « Dans mon premier livre, *Dans le nu de la vie*, j'avais remarqué que les rescapés des génocides se sentent toujours coupables. Ce qui n'est pas le cas des survivants d'une guerre classique. En discutant avec des tueurs, j'ai remarqué encore d'autres analogies. J'ai donc lu et

relu beaucoup d'œuvres sur le génocide juif. Qu'il s'agisse du contexte, de l'organisation, de la préparation, de la mise en œuvre, des ressemblances sont frappantes. Un climat anti-tutsis règne depuis 30 ans au Rwanda. La propagande s'est faite par le biais de la radio. Les organisateurs préparaient l'extermination depuis des années. Les Interahamwe (milices extrémistes créées par le président Juvénal Habyarimana, NDLR) ont préparé les Hutus à mépriser les Tutsis, à les dénoncer, puis à passer à l'acte ».

Or, cette comparaison est parfaitement infondée, du fait que nul analyste honnête ne peut affirmer qu'il aurait régné au Rwanda pendant « 30 ans » un climat anti-tutsi donnant lieu à une organisation et une préparation de leur élimination systématique. Les documents disponibles au Tribunal Pénal International tout comme ceux en notre possession contredisent point par point les arguments avancés par Jean Hatzfeld.

D'abord, Jean Hatzfeld semble ignorer que de nombreux Tutsi influents étaient proches du président Habyarimana et que certains avaient largement bénéficié des privilèges de son régime avant de se retourner contre lui. Il suffit pour cela de lire l'un d'entre eux, Valens Kajegwakwa⁴.

Monsieur Hatzfeld ignore sans doute également que les Interahamwe – ceux qu'il appelle les « tueurs Hutu » – étaient dirigé par un Tutsi : Robert Kajuga, lequel supervisait ou initiait certains crimes perpétrés contre les Tutsi. Jean Hatzfeld ne doit pas savoir non plus que la rébellion de Paul Kagame avait infiltré les milices hutu pour attiser la haine dans la capitale et dans l'ensemble du pays. Encouragé par une campagne internationale mensongère relayée par Jean Hatzfeld, Colette Braeckman et d'autres, Paul Kagame a fini par assimiler, lui aussi, les victimes tutsi aux victimes juives.

Invité à prendre part aux cérémonies du 60ème anniversaire de la création de l'État d'Israël, c'est moins en qualité de chef d'État qu'en qualité de représentant officiel des victimes Tutsi que Paul Kagame se rend à Tel Aviv. Il est là-bas presque en terrain conquis car Kagame est perçu comme un formidable ami d'Israël ; le quotidien israélien *The Jerusalem Post* n'hésite d'ailleurs pas à le comparer à Ben-Gourion. Monsieur David Kimche, ancien directeur-adjoint du Mossad (services secrets israéliens) et auteur de l'article, classe même Paul Kagame en tête des leaders africains⁵. Les Israéliens qui liront *The Jerusalem Post* ce jour-là savent-ils au juste qui est cet invité rwandais ?

Voici ce qu'en disent ceux qui le connaissent davantage. Un de ses anciens officiers de renseignements, Abdul Ruzibiza, décrit comment Paul Kagame a refusé, avec son armée, de « disperser les tueurs unis pour exterminer les Tutsi ; au contraire, Kagame les a combattus de manière à faciliter leur regroupement et là où ils passaient après leur défaite, ils laissaient derrière eux un drame inouï »⁶. L'APR, dit-il, se concentrait sur d'autres cibles et « laissait les Tutsi mourir comme des mouches alors qu'elle prétendait vouloir stopper les massacres ». Autrement dit, défendre les Tutsi de l'intérieur n'a jamais été la priorité de Kagame. En réalité, leur massacre servait sa cause et ses objectifs : la prise du pouvoir sans partage.

Le colonel Luc Marchal, qui commandait les casques bleus belge de l'ONU à Kigali est du même avis. « Pour avoir été directement impliqué dans les événements d'avril 1994, je commandais à l'époque le secteur Kigali de la MINUAR (Mission des Nations Unies pour le Rwanda) (...), je confirme que le sort des Tutsi de l'intérieur n'a jamais fait partie des préoccupations des responsables du FPR. Qu'au contraire, il a servi d'alibi à d'autres desseins que l'imagination a, de fait,

beaucoup de peine à concevoir. Pour rappel, la justification donnée par le FPR pour reprendre les hostilités le 7 avril 1994, malgré la signature d'un accord de paix, fut l'assassinat de Tutsi à Kigali.

Or que faut-il constater ?

1. à aucun moment le FPR n'a tenté, malgré les effectifs dont il disposait sur place, de sécuriser des zones pour permettre aux Tutsi de s'y réfugier ;

2. à aucun moment le FPR n'a accepté les propositions de cessez-le-feu présentées par la MINUAR et par les forces armées rwandaises pour mettre un terme à la situation de non-droit qui se développait ;

3. la seule réaction des autorités du FPR a été d'exiger le départ sine die des contingents nationaux belges français et italiens venus évacuer leurs ressortissants, plutôt que de requérir leur intervention pour mettre un terme aux massacres des frères tutsi de l'intérieur ;

4. le premier massacre de masse (120 assassinats) a été perpétré par le FPR (à un jet de pierre du QG de la MINUAR) le 7 avril dans la matinée, bien avant les massacres reprochés aux "interahamwe" »⁷.

Même le général canadien Roméo Dallaire, le commandant de la MINUAR à Kigali, pourtant très proche de Paul Kagame et dont la sympathie à l'égard des Tutsi de l'APR est de notoriété publique, déclare : « Mais les morts rwandais peuvent aussi être attribués à Paul Kagame, (...) qui, en quelques occasions, m'a même entretenu avec candeur du prix que ses camarades tutsi auraient peut-être à payer pour la cause »⁸.

Comme on peut le constater, le regard porté sur les événements du Rwanda en 1994 par ceux qui les ont vécus, qu'ils soient d'ailleurs Tutsi ou observateurs étrangers de l'ONU,

ne correspond pas à la vision simpliste et parfois caricaturale des militants pro-tutsi. En assimilant de force les massacres du Rwanda à la Shoah, ils brouillent volontairement l'intelligibilité des événements et compromettent durablement la paix et la réconciliation entre Rwandais. Ont-ils un intérêt direct ou indirect à faire perpétuer la haine dans ce pays ?

Bien qu'artificiel, le rapprochement n'a jamais cessé de progresser entre une partie de la communauté juive et les militants de la rébellion tutsi regroupés au sein d'une association sectaire dénommée Ibuka. Cette structure, réputée pour sa haine viscérale des Hutu (modérés ou non) et pour ses attaques contre la France, a trouvé dans une fraction de la communauté juive ses meilleurs alliés.

Le travail de ses membres se fonde aussi sur la revendication d'une similitude entre l'histoire des Tutsi et celle des Juifs pendant la guerre de 1940 à 1945. Pour se convaincre de cette obscure parenté, ils décident de se rendre à Auschwitz puis à Yad Vashem. C'est de cette alliance que vont surgir les plus féroces attaques contre François Mitterrand et contre la France.

Pour comprendre comment ces militants tutsi vont instrumentaliser la Shoah à leur profit, il est préférable, tout en suivant leur parcours, de les écouter raconter eux-mêmes les méthodes utilisées pour séduire les membres de la communauté juive en Europe. Une de leur porte-parole, Yolande Mukagasana, raconte mieux que quiconque comment elle est entrée en contact avec les membres de la communauté juive de Belgique : « Immédiatement après que nous avons pris connaissance du génocide, j'ai pensé à la Shoah. Et lorsque je suis venue en Belgique, je me suis rapprochée des Juifs. Le premier d'entre eux avec lequel j'ai pu faire quelque chose était Joël Kotek, qui m'a invitée à Auschwitz en 1997. (...) Lors de ce premier voyage à

Auschwitz, nous avons surtout parlé avec des étudiants et avec des journalistes pour qui, ce qui s'était passé au Rwanda était très peu connu. Lorsque je suis allée pour la deuxième fois en Pologne, j'ai émis le désir d'amener les survivants du génocide des Tutsi à Yad Vashem, à Jérusalem. J'en ai parlé avec Emmanuelle Saffar que j'ai trouvée aussi très partante »⁹.

Yolande Mukagasana relate comment elle s'est appliquée à établir un rapprochement entre la cause des survivants tutsi et la cause des survivants de l'Holocauste : « Après le génocide de 1994, j'ai voulu que les Juifs sachent ce que nous avions subi. Je voulais que l'on se rencontre et que l'on se parle. Quand j'ai rencontré les rescapés de la Shoah, j'ai été intéressée d'entendre davantage de témoignages, d'apprendre leur histoire. (...) »

Nous, nous devons vivre avec cette question : "comment peut-on entretenir la mémoire, se reconstruire au milieu des gens qui sont venus pour vous tuer et dont certains, s'ils étaient en position de recommencer, referaient la même chose ?" L'idéologie génocidaire est encore vive au Rwanda. Il fallait que nous sachions comment, chez les Juifs, la survie a pu devenir une vie, comment ils vivent aujourd'hui.

Quand nous avons parlé du projet à Joël Kotek, j'ai insisté pour que nous ne nous contentions pas de faire venir des rescapés qui vivaient en Europe. Il fallait aussi faire venir ceux qui vivent au Rwanda, qui sont dans la réalité de cette histoire au quotidien.

Nous, en Europe, nous sommes des privilégiés parmi les survivants car nous ne sommes pas au milieu de nos bourreaux ; nous n'assistons pas tous les jours à l'ouverture d'une fosse commune. Mais, en même temps, j'ai pensé que nous pouvions nous inspirer de l'expérience de Yad Vashem pour faire la même chose au Rwanda »¹⁰.

La démarche de Yolande Mukagasana s'inscrit bien dans le cadre d'une action politique. Rappelons que le 6 avril 1994, elle était dans le bar bistrot du CND (lieu de cantonnement du FPR à Kigali) avec les rebelles tutsi qui s'apprêtaient à déclencher la guerre dans tout le Rwanda et à massacrer les populations civiles. Elle n'a cependant jamais admis qu'elle était une militante du FPR/APR, comme le confirment de nombreux témoignages et en particulier celui du père allemand Otto Meyer¹¹.

Dans ses multiples déclarations et écrits, elle n'a d'ailleurs jamais rendu hommage aux pères blancs qui l'ont protégée pendant les massacres au Rwanda et grâce auxquels elle est aujourd'hui en vie.

Citons à ce sujet le témoignage du père Célestin : « Mukagasana Yolande a été accueillie au Centre National Pastoral de Saint-Paul à Kigali pendant le génocide et la guerre de 1994. Moi je ne la connaissais pas. Elle a été accueillie comme les autres réfugiés. Il paraît qu'elle est venue de la Paroisse de Nyamirambo à Saint-Paul avec les militaires grâce aux négociations des prêtres de Nyamirambo. Les réfugiés au Centre National Pastoral de Saint-Paul n'avaient pas le droit de sortir ou de se faire remarquer, surtout quand ils étaient sur la liste noire, c'est-à-dire quand ils étaient recherchés par les miliciens. Un jour, alors que je faisais un tour parmi les réfugiés pour contrôler un peu leur situation, j'ai vu deux femmes assises sur l'escalier en train de fumer une cigarette. Je me suis entretenu avec elles pour les convaincre d'aller dans les salles de résidence (leur lieu de refuge). Les femmes m'ont affirmé qu'elles étaient mieux dehors pour pouvoir contrôler les entrées éventuelles des miliciens pour ne pas être surprises. Selon ces femmes, rester dehors donnait plus de sécurité car à peine voyaient-elles entrer

les miliciens, qu'elles pouvaient courir et rejoindre les cachettes immédiatement.

Quand je me suis séparé d'elles, les personnes se sont approchées de moi pour me dire leur inquiétude. "Cette femme s'appelle Mukagasana Yolande, elle est très connue, elle a collaboré avec les Inyenzi [NDLR les membres du FPR], elle, était en contact avec eux, elle est très recherchée ! Si l'autorité parvient à savoir qu'elle se trouve ici, nous serons tous tués. Cette femme constitue un danger pour tous et pour tout le Centre Saint-Paul. Mieux vaut l'aider à aller à l'hôtel des Mille Collines parce que l'hôtel est bien protégé pas la Minuar, surtout que les autres réfugiés se méfient d'elle".

Avec la collaboration des gendarmes qui gardaient le Centre Saint-Paul, sur sa demande et sur la demande implicite des réfugiés (explicitée auprès de moi), Yolande a été transférée à l'hôtel des Mille Collines »¹².

Si prompt à défendre partout la mémoire des victimes tutsi et à demander « justice », Yolande Mukagasana a sans doute oublié le rôle capital que le père Célestin a joué en sa faveur pour qu'elle ait la vie sauve en 1994...

Réputée pour sa mémoire défaillante, Yolande Mukagasana est également une affabulatrice dès lors que cela peut servir ses intérêts immédiats. C'est ainsi qu'elle a pu déclarer sans sourciller : « toute petite, parmi les surnoms dont on m'affublait, il y avait celui de Juive ! ». Qui peut croire que, dans les collines du Rwanda-Urundi des années 50, en pleine période coloniale, les populations paysannes majoritairement analphabètes et sous-informées savaient ce que signifiait être Juif ?

Un autre agent de propagande de la rébellion tutsi, très intéressé par l'exploitation de la Shoah dans le dossier rwandais, est le père Privat Rutazibwa. Cet homme a ôté sa soutane de

prêtre pour venir grossir les rangs des combattants du FPR/APR avant de se transformer en agent de propagande du gouvernement Kagame, une fois celui-ci au pouvoir. Lui aussi s'est naturellement rendu à Auschwitz, en souvenir des victimes tutsi du Rwanda.

Son action de racolage est édifiante : « Avec l'expérience des Juifs, nous découvrons une autre expérience, de tradition différente. J'ai été impressionné par le fait qu'au cœur même d'Auschwitz, des détenus pouvaient réaliser des dessins. Cela manque encore chez nous : "nous ne savons pas encore nous exprimer comme cela. Nous sommes de tradition orale. Les victimes du génocide des Tutsi n'ont pas encore entrepris complètement, comme l'ont fait les Juifs, de coucher leur mémoire par écrit. Il faut que nous puissions créer notre expression symbolique ; c'est une des premières choses que j'ai apprise ici. Nous sommes heureux à travers ces échanges, de créer une certaine solidarité, de trouver des gens (...) convaincus qu'il faut servir la vérité et le droit, et sortir de l'impasse dans laquelle des hommes de mauvaise foi et de mauvaise volonté veulent enfermer les autres »¹³.

Quelle valeur accorder à ce beau discours ? Il faut retracer ici le parcours de Privat Rutazibwa pour se faire une idée plus juste du personnage. En 1993, opposé aux accords de paix entre le gouvernement et l'opposition, il anime des rencontres au cours desquelles le FPR/APR recrute des enfants soldats au Burundi pour les envoyer à la guerre, comme le confirment plusieurs rapports confidentiels du ministère rwandais des Affaires étrangères en notre possession.

En 1994, pendant les massacres, l'ancien chef des services de renseignement rwandais, Sixbert Musangamfura, le rencontre à Byumba, fusil en bandoulière, dans les zones où l'on massacre

des Hutu. En 1995, il publie un ouvrage très idéologique intitulé *Espérance pour mon peuple et pour le monde* qui reflète un état d'esprit particulièrement sectaire où « son peuple » se réduit à son ethnie.

En 1996, il confirme cette vision des choses dans une revue rwandaise : « Les élites hutu souscrivent dans leur ensemble, et entièrement, à la thèse fondamentale de l'idéologie ethniste, à savoir que le pouvoir doit appartenir aux Hutu parce qu'ils constituent l'ethnie majoritaire »¹⁴. Une vision aussi peu nuancée ne saurait nourrir une cohabitation pacifique au Rwanda. Ce genre de propos vise essentiellement à renforcer le séparatisme dans la société rwandaise. Aveuglé par la haine, Rutazibwa en oublie même que certains membres de « l'élite hutu » appartiennent aussi au FPR/APR, son propre mouvement. En 1999, il publie un ouvrage dans lequel il évoque la « question Tutsi » dans la région des Grands Lacs. Fidèle à sa démarche séparatiste, il tente de faire croire qu'il y a dans cette région une persécution des Tutsi et une culture « génocidaire » hutu, devenue selon lui, plus subtile : « On ne dit plus comme par le passé "les Tutsi sont mauvais, il faut les exterminer. On se montre plus subtil, on stigmatise désormais le régime tutsi de Kigali" ». Est-ce à dire qu'il est interdit de critiquer le régime dictatorial, brutal et monoethnique qui s'est rapidement mis en place à Kigali sous peine d'y voir l'expression d'un certain racisme envers les Tutsi ?

Comment comprendre que cet individu, aveuglé par la haine, soit allé se recueillir à Auschwitz et à Yad Vashem ? Quel sens la présence de ce personnage peut-elle avoir dans ces lieux de mémoire pour des victimes de la Shoah ? Quel respect a-t-il pour les victimes du nazisme quand il est incapable d'éprouver de la compassion pour ses propres compatriotes rwandais dès lors

qu'ils n'appartiennent pas à son ethnie ?

Il apparaît nettement que le stratagème de ces propagandistes opportunistes et peu scrupuleux a pourtant bien fonctionné. Ils ont ainsi séduit des membres de la communauté juive au point que ces derniers ont décidé de leur apporter un soutien international majeur au mépris d'un travail de vérité et de justice pour toutes les victimes rwandaises, burundaises, congolaises, françaises, espagnoles et canadiennes.

Du côté de la communauté juive elle-même, comment expliquer cette adhésion à l'assimilation des victimes tutsi aux victimes de la Shoah ? Comment se fait-il que la force de persuasion des Tutsi ait supplanté toute réflexion rigoureuse sur la question rwandaise ? Pourquoi un travail d'information et d'analyse approfondi n'a-t-il pas été effectué avant que ne se scelle une alliance douteuse avec des criminels de guerre, des criminels contre l'Humanité et des propagateurs de haine ?

Monsieur Joël Kotek, responsable de formation au Mémorial de la Shoah de Paris et organisateur du voyage de ces militants tutsi en Israël admet : « Dès ma première rencontre, j'ai pu constater que les Tutsi attendaient beaucoup des Juifs. Qu'on le veuille ou non, les Juifs constituent aujourd'hui une sorte "d'étalon" de la souffrance. (...) Je pense qu'à cet égard, l'attente des Tutsi a été honorée : après le mémorial de la Shoah, qui travaille depuis près de trois ans, je pense que les Tutsi ont été écoutés par nos principales consœurs israéliennes. Le fait d'être allé en Israël, d'être reçu au Mémorial de Yad Vashem, vaut une reconnaissance internationale »¹⁵.

La reconnaissance internationale par le Mémorial de la Shoah et par Israël était le but recherché par les rebelles tutsi et leurs militants, but qu'il fallait atteindre à n'importe quel prix, quitte à entretenir une interprétation erronée des faits dans

l'opinion internationale. Dans cette quête de reconnaissance, ils vont bénéficier de l'appui des intellectuels juifs, comme le souligne clairement Joël Kotek : « De nombreux Tutsi s'identifient désormais au destin juif. (...) Certes, une très grande partie des intellectuels qui se mobilisent aujourd'hui pour la "cause Tutsi" sont d'origine juive. Il n'en reste pas moins que la majorité des Juifs reflètent les comportements de l'opinion internationale »¹⁶.

Cette « opinion internationale » s'exprime très fortement en Belgique et en France, non pas en faveur de la recherche scientifique de la vérité et de la justice, mais en faveur de ce que Joël Kotek appelle lui-même la « cause Tutsi ».

Que recouvre cette cause ? La réponse est dans une tribune publiée le 21 mai 2008 en Belgique sous le titre : « Demandons permis de sauver ». Cette tribune, signée par Viviane Lipszstadt, coordinatrice du Centre d'action globale du service social juif, Eugène Mutabazi, président de l'association « Remember Tutsi genocide », Mirjam Zomersztajn, directrice du Centre communautaire laïc juif et David Meyer, rabbin, provoque un vrai malaise dans la communauté rwandaise de Belgique. Que dit-elle ?

« L'été 2008 ressemblera-t-il à l'été 1938 ? Voilà une question qui risque de laisser de nombreux lecteurs perplexes. Faisons pourtant l'effort de nous remémorer le mois de juillet 1938 où, dans la paisible ville d'Evian, se joua le sort de tant de victimes innocentes.

C'est à cette date et en ce lieu que fut organisée une conférence internationale sur la question des réfugiés juifs cherchant à fuir le régime nazi. Bien que les dirigeants du monde libre fort capables d'imaginer que le pire était à venir pour les Juifs du IIIème Reich déjà éliminés de la vie économique,

sociale, culturelle et professionnelle, nul ne fit l'effort de réviser à la hausse sa politique d'immigration, permettant à ceux qui avaient encore une chance de survivre de trouver un refuge dans le vaste monde.

Pour beaucoup l'été 1938 fut certainement l'échec le plus pathétique des États "libres et démocratiques". C'était il y a septante ans. Insouciance de l'Occident et silence coupable.

Un autre peuple, un autre lieu, une autre date, un autre siècle. Les Tutsis du Rwanda, fin mars et début avril 2008, quatorze années après la fin du génocide. Les noms sont parfois difficiles à prononcer pour les Européens que nous sommes et les lieux ne nous sont pas familiers, mais l'effort de lecture est nécessaire si l'injonction du "plus jamais ça" peut encore avoir un sens. Prenez le temps de lire ces quelques noms, cités à titre d'exemple parmi tant d'autres, d'imaginer ces vies anéanties et détruites. (...)

Face à cette réalité insoutenable, sommes-nous – nous citoyens de l'Europe – en train de commettre à notre tour le crime d'insouciance de l'été 1938 ? Allons-nous rester, cette fois encore, coupables d'indifférence et d'immobilisme ? Sans doute serons-nous touchés et en larmes devant le malheur des autres mais prétextant une neutralité que nous qualifions de "démissionnaire" nous serons surtout complices par notre inaction de laisser le génocide des Tutsi devenir le premier génocide "réussi" de l'histoire ? Que faire, nous direz-vous, alors que les lieux du crime sont à plus de six mille kilomètres de chez nous, dans une Afrique que nous avons du mal à comprendre et qui nous fait parfois peur ?

Pour ceux qui refusent l'indifférence, le choix est pourtant simple. Nous demandons un "permis de sauver". Sauver les survivants tutsi qui face à la menace persistante et à l'idéologie

du “Hutu Power”, nous demanderont tôt ou tard d’ouvrir les portes de nos paisibles pays pour y trouver refuge. Il faudra alors faire preuve de lucidité et de détermination. Éliminer tout d’abord la rhétorique politicienne des solutions irréalistes, utopiques, cyniques.

Non, l’avenir des rescapés tutsi, s’il nous est encore permis d’y croire, ne passe pas par l’irréalisme du “vivre ensemble” et de la réconciliation. Bourreaux et victimes ne peuvent ni cohabiter ni se réconcilier. L’avenir des rescapés tutsis ne passe pas non plus, dans l’état actuel des choses, par une séparation en deux États distincts, l’un hutu l’autre tutsi. Pour une raison ou une autre, cette séparation n’est pas à l’ordre du jour. L’avenir des rescapés tutsis enfin ne peut pas non plus dépendre d’un dialogue cynique, comme le réclament certains de nos politiciens, entre les représentants des survivants en poste à Kigali et les chefs militaires des forces génocidaires du “Hutu Power” actuellement au Congo. Une certaine décence devrait nous interdire d’envisager ce type de dialogue !

Alors que reste-t-il si ce n’est ce fameux “permis de sauver”, cette lucidité qui veut que face à la menace et à la persécution, l’État occidental libre et démocratique ouvre ses portes et offre à ceux qui le peuvent encore la possibilité d’être physiquement sauvé ? (...) Ainsi nous nous interrogeons : si les choses évoluent pour le pire, comme nous le craignons, aurons-nous non seulement l’énergie du désespoir mais aussi et surtout l’écoute bienveillante et visionnaire de nos gouvernements pour sauver et protéger ceux qui demain seront peut-être le seul avenir des rescapés tutsi, certes exilés, affaiblis et déracinés mais toujours vivants ? »

Ce texte, écrit alors que Kagame a instauré un régime pro-tutsi à Kigali depuis près de 14 ans, est insensé ! N’oublions pas

que Kagame règne d'une main de fer sur le Rwanda et a déjà fait assassiner, exiler ou emprisonner tous ceux, Hutu comme Tutsi, qui ne plient pas suffisamment sous son joug. Dans le Rwanda d'après 1994, le « Hutu power » n'existe pas. Même les Hutu que l'on disait « modérés » ont fui leur pays et sont désormais, pour la plupart d'entre eux, réfugiés en Belgique. D'autres ont été assassinés, cette fois par le Tutsi power¹⁷.

De plus, tout Tutsi qui ne cautionne pas les pratiques de ce régime criminel est, à défaut d'être assassiné, lui aussi contraint à l'exil. C'est d'ailleurs une de ces victimes tutsi, qui avait quitté le Rwanda sous peine d'être assassiné par les sbires de Paul Kagame, qui aura le courage de répondre aux auteurs de cette tribune pour le moins troublante. Indigné par ce « permis de sauver », Déo Mushayidi, qui a perdu sa famille pendant les événements de 1994 au Rwanda et qui avait collaboré à notre enquête sur l'attentat¹⁸, a réagi publiquement :

« Nul ne saurait, un Tutsi encore moins, blâmer les auteurs de cette tribune pour avoir demandé un “permis de sauver”. Néanmoins, je tiens à partager avec le lecteur les graves contradictions que je crois relever dans ce prétendu SOS en faveur des “survivants Tutsi”.

Comparant l'été 2008 à l'été 1938 à propos de la question des Juifs du IIIème Reich et de celle des Tutsi du Rwanda actuel, les auteurs de la tribune auraient peut-être dû réfléchir cinq minutes.

En effet, s'il semble évident de comprendre que les Juifs voulaient échapper au régime qui les avait exclus, les persécutait et menaçait de plus en plus de les exterminer, il y a lieu de s'interroger sur le régime que fuiraient aujourd'hui les rescapés Tutsi du génocide. Ce régime n'est-il pas dominé par “les représentants des survivants en poste à Kigali” selon les propres

termes des auteurs de la tribune ?

Caricaturant les rapports de force entre “victimes” et “bourreaux” au Rwanda, les auteurs de la tribune écrivent en parlant des “bourreaux” : “Majoritaires, libres, galvanisés par une idéologie génocidaire qui ne cesse de proclamer sa volonté d’en finir avec le problème tutsi, ces derniers continuent paisiblement leur macabre travail”. Mais que pensent réellement les auteurs de la tribune à propos du régime de Kigali ? Ne feraient-ils pas confiance au général Paul Kagame qui ne cesse de rappeler qu’il a été élu en 2003 avec plus de 95% de suffrages exprimés ? Un tel succès ne serait pensable qu’avec l’appui enthousiaste des “bourreaux majoritaires”. À moins que... Si les rescapés tutsi étaient les seuls mécontents du régime FPR, on pourrait effectivement parler d’une alliance stratégique nouée pour les exclure. Mais il n’en est rien dans la mesure où Hutu et Tutsi du Rwanda se bousculent dans les couloirs de l’exil ».

Les auteurs de la tribune ci-dessus, dont aucun ne s’est ému de l’arrestation et de la condamnation arbitraire à la prison à vie de Déo Mushayidi par le régime de Kagame¹⁹, étaient visiblement mal informés et peu documentés. Avaient-ils connaissance des remords d’un autre Tutsi, aujourd’hui en exil aux États-Unis ?

Valens Kajeguhakwa, qui a financé la guerre du FPR de Paul Kagame, a en effet adressé en 2001 une lettre ouverte à différents chefs d’État occidentaux pour leur dire ce qu’est réellement le groupe de criminels tutsi qui dirige désormais le Rwanda et qu’il a lui-même contribué à installer au pouvoir : « Je suis un citoyen rwandais d’origine tutsi (...). J’estime compter parmi les Rwandais qui le connaissent de près pour avoir contribué substantiellement à la lutte et à la victoire du FPR, pour avoir été membre du Bureau Politique du FPR, et pour avoir été Député

représentant le FPR à l'Assemblée Nationale de Transition à base élargie, dont j'ai démissionné fin décembre 1998. En tant que Député et membre du Bureau politique du FPR, j'ai eu l'occasion de fustiger la mauvaise gouvernance des dirigeants actuels, surtout du FPR. (...)

La présente lettre vous est adressée par un citoyen qui n'a pas qualité pour le faire, mais qui se sent le devoir moral d'attirer votre plus grande attention sur le martyre que le peuple rwandais, dans toutes ses composantes ethniques, est en train de subir dans le silence, et pour vous prévenir des dangers auxquels le pouvoir actuel du président Paul Kagame expose le Rwanda ainsi que toute la région des Grands Lacs. Je lance ce cri d'alarme afin que le monde ne soit pas surpris si demain il se réveillait encore devant des horreurs semblables à celles qu'il a déjà vues au Rwanda en 1994 sur les petits écrans de télévision.

En effet, le peuple rwandais et les institutions de l'État sont aujourd'hui pris en otage par un groupe d'officiers criminels dirigés par le Président Kagame et dont les plus importants sont les lieutenants-colonels Jacques Nziza et Patrick Karegeya, respectivement responsable de la sûreté militaire et de la sûreté extérieure [ndlr : Patrick Karegeya a, depuis, été assassiné par le régime de Kagame]. C'est ce trio qui commande tous les assassinats dont sont victimes leurs ennemis supposés, ainsi que les membres des familles de ces derniers, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire rwandais.

C'est également ce groupe qui gère l'interminable guerre du Congo et des ressources financières colossales tirées des richesses minières de ce pays. Ces ressources en devises fortes sont secrètement gardées à l'extérieur du Rwanda et leur manipulation incontrôlée par un homme belliqueux investi des pouvoirs suprêmes d'un État souverain, mais qui n'a plus le sens

des réalités économiques de son pays, peut conduire au désastre national et à la confrontation régionale.

Cette situation anachronique dans le monde d'aujourd'hui a permis à Monsieur Kagame de cumuler le pouvoir politique, militaire et économique au Rwanda et sur une partie du territoire congolais comprenant les territoires de l'ancien Royaume du Rwanda incorporés au Congo depuis 1910.

Faut-il signaler que le Président Kagame n'épargne même pas les rescapés de ce génocide dont il fait assassiner ou exiler les représentants, alors que c'est ce même génocide qui constitue aujourd'hui son principal fonds de commerce dans la gestion de ses relations internationales ?

Le Général Kagame et son groupe représentent manifestement un danger pour le peuple rwandais et pour les pays de la région. Le monde doit le savoir et réagir avant qu'il ne soit trop tard ».

Après cet éclairage nécessaire sur la position des militants mais aussi des dissidents tutsi et l'engagement d'une partie de la communauté juive dans la « cause tutsi », abordons maintenant ce qui est reproché conjointement à François Mitterrand et à l'armée française.

En dehors de quelques articles de presse plus ou moins acerbes sur le rôle de la France au Rwanda, le livre du journaliste français Pascal Krop *Le génocide franco-africain : Faut-il juger les Mitterrand ?*²⁰ est la première canonnade réservée en 1994 au chef de l'État français. A l'époque, Pascal Krop était rédacteur en chef à *l'Événement du Jeudi*, l'hebdomadaire de Jean-François Kahn. Nous l'avions rencontré dans son bureau du 6ème arrondissement après la publication de son livre que nous croyions fort documenté, ce qui n'était pas exactement le cas. Pascal Krop était certes un enquêteur audacieux qui a écrit des

livres sérieux sur l'histoire des services secrets français. Toutefois, ce livre sur le Rwanda, écrit dans la précipitation, tranche singulièrement avec ses autres ouvrages.

A vrai dire, l'auteur a pris, dans l'urgence, une position subjective sur un sujet complexe qui méritait un examen approfondi. Son livre restera, en définitive, un simple « coup éditorial » comme on dit dans le milieu de l'édition.

L'auteur s'efforce d'y établir un parallèle entre la tragédie du Rwanda et la Seconde Guerre mondiale, comme le suggère une partie du vocabulaire employé : « Dès 1990, François Mitterrand aurait eu quelque raison de sourciller devant le gigantesque placard qui ornait la dernière page de *Kangura*, un mensuel rwandais. Le portrait était ainsi magnifiquement complété : “Son excellence Monsieur François Mitterrand, président de la République française, un véritable ami du Rwanda”. L'éloge était répété en langue locale : Inshuti nyanshuti uyibona mu byago, ce qui signifie littéralement et plus clairement : “le véritable ami des amis, on le voit dans les difficultés”. Le journal néo-nazi *Kangura* ne se contentait pas de célébrer le grand ami parisien. Il appelait ouvertement à l'élimination des Tutsi »²¹.

Et plus loin de lancer, accusateur : « Vastes étendues de cadavres ! 400 000 victimes avant les événements du printemps 94. Sous les yeux des instructeurs français dépêchés sur place et avec leur aide, le génocide rwandais s'étale immense, effroyable, quatre ans durant, François Mitterrand et l'état-major de l'Élysée en sont-ils informés ? Connaissent-ils les instigateurs des massacres ? S'intéressent-ils aux apports des services secrets français qui s'étonnent parfois – trop rarement – de la dérive raciste du régime Habyarimana ? Lisent-ils seulement les articles qui, dans la presse, fustigent notre collaboration honteuse ? »²².

Avec les termes « néo-nazi » et « collaboration honteuse »,

qui renvoient à la relation nouée en juin 1940 entre le régime de Vichy et l'occupant nazi et, par extension, au rôle joué par certains Français dans la déportation des Juifs, Krop veut à tout prix faire passer l'idée que François Mitterrand est complice d'un crime contre l'Humanité. Peu lui importe qu'il n'y ait pas encore eu d'enquête prouvant l'existence d'un génocide planifié au Rwanda.

Même si cette description d'un « génocide » qui se serait étalé sur quatre ans est largement erronée, si l'on en juge par l'historique que nous donnions plus haut (1990-1994), le lexique qui sert à la construction de l'acte d'accusation contre la France est sans équivoque.

L'allusion à la relation de François Mitterrand avec René Bousquet, accusé d'avoir participé à la déportation des Juifs, est à peine voilée dans le passage qui suit : « Mitterrand, dit-il, sait que Juvénal Habyarimana inspira et guida la terreur. Mais le président français ne veut rien voir, rien entendre. Le génocide rwandais ne le concerne pas. Fidèle, comme on le sait aux vieilles amitiés, François Mitterrand craint par-dessus tout que cette vilaine affaire n'entache les relations familiales qu'entretiennent lui et son fils avec Habyarimana. Qui peut alors juger illégitime le conseil prodigué par André Glucksman à François Mitterrand de "démissionner parce que le pire est arrivé ?" »²³.

En 2001, Pascal Krop publie un nouveau livre dans lequel il affirme avoir pris du recul sur ses premiers écrits concernant le Rwanda et les accusations contre Mitterrand²⁴. En réalité, si le ton est plus modéré, le propos est maintenu : « je me suis livré à un examen de conscience, à l'issue duquel je persiste dans mon opinion : François Mitterrand a laissé se préparer un génocide »²⁵.

Dans cet ouvrage, Pascal Krop s'en prend aussi vigoureusement au journaliste Pierre Péan qui a écrit un article en octobre 2000 mettant en cause le chef rebelle rwandais dans l'attentat du 6 avril 1994 et écartant la responsabilité de Mitterrand dans le drame qui s'en est suivi²⁶. En réalité, si son travail est cette fois mieux construit, les sources de Pascal Krop sont restées les mêmes, proches du régime et des rebelles tutsi²⁷.

Sur le Rwanda, Pascal Krop s'est beaucoup trompé mais il ne pouvait pas l'admettre. Il n'a pas investigué. Il a publié, comme il l'a reconnu lui-même, un pamphlet. Ses écrits constituent finalement une simple juxtaposition d'opinions mais en aucun cas à une enquête solidement documentée.

Plus généralement, dans les grands médias, les journalistes, réputés ou non, ont beaucoup de difficultés avec l'autocritique. Des années après la tragédie rwandaise, ils ne tiennent aucunement compte de l'abondante documentation désormais disponible, ni des multiples rapports qui permettent de comprendre les enjeux de la présence française au Rwanda. Ils ne s'intéressent pas non plus au rôle des États-Unis aux côtés des rebelles tutsi, ni aux débats qui se déroulent au Conseil de sécurité de l'ONU et qui éclairent les véritables enjeux de ce drame.

Au final, outre quelques déclarations d'ordre général sur la politique étrangère de la France en Afrique, dont peu de personnes doutent qu'elle n'a été, à long terme, ni efficace, ni bénéfique aux deux parties, la démonstration rigoureuse et étayée de la responsabilité de Mitterrand dans la tragédie rwandaise n'a pas été faite.

Nous avons cherché en vain des faits précis, des détails ou des confidences sur les crimes commis par Mitterrand au Rwanda.

Le déchaînement d'une partie de la communauté juive contre Mitterrand prend une autre ampleur lorsqu'en 2007, deux livres sont publiés sur la mémoire du génocide et la responsabilité du chef de l'État français dans le drame rwandais. Le premier ouvrage intitulé *Rwanda : pour un dialogue des mémoires* est préfacé par l'ancien ministre de François Mitterrand, Bernard Kouchner, un proche du régime tutsi et des administrations Clinton et Bush. Cet ouvrage coédité par Albin Michel et l'Association des Etudiants Juifs de France (AEJF) rassemble des personnalités bien ciblées telles que Richard Prasquier, président du comité français pour Yad Vashem et membre du CRIF, Dominique Sopo, alors président de SOS-racisme et Christiane Taubira, député de Guyane, aujourd'hui ministre de la Justice²⁸.

Le second livre intitulé *Génocide du Rwanda : la faute de Mitterrand* est édité par la revue *Controverses*. Fondée en 2006 par Shmuel Trigano, spécialiste du judaïsme, président de l'observatoire du monde juif et directeur du collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, cette revue est éditée par *L'éclat*.

Après les ouvrages de Pascal Krop sur l'action de Mitterrand au Rwanda, ces deux nouveaux ouvrages constituent la charge la plus significative et la plus virulente contre l'ancien président français. Examinons donc ces deux documents. Le premier fait suite au voyage organisé du 15 au 21 février 2006 au Rwanda par l'AEJF et soutenu par la fondation pour la mémoire de la Shoah, la ville de Paris, et l'American Jewish Committee, une des plus importantes associations de la communauté juive américaine. Au cours de leur voyage au Rwanda, les membres de l'AEJF et leurs invités ont partagé avec leurs hôtes rwandais les enseignements du film « Shoah » de Claude Lanzman et ceux d'un

documentaire sur l'histoire juive.

Le régime de Kigali a, de son côté, préparé une énorme mise en scène autour de son mémorial fait d'ossements dont on ne saurait dire s'ils appartiennent à des victimes tutsi, hutu, twa, ou congolaises. En témoigne ce récit de Faustin Twagiramungu, ancien Premier ministre de Paul Kagame, en exil depuis 1995, qu'il a livré aux enquêteurs belges le 21 décembre 2000. Un de ses proches, un ancien militaire, emprisonné au Rwanda par les rebelles, lui avait fait cette confidence : « La nuit, on venait chercher les prisonniers et ils partaient en camions bâchés et devaient aller déterrer les corps. Les corps étaient ramenés à la prison pour y être désossés. Les os étaient lavés et séchés pour ensuite être transportés vers un endroit inconnu ».

Un autre témoignage, émanant cette fois d'un Tutsi du FPR/APR, membre du bureau politique et des services de renseignements de la rébellion, et qui a donc vécu les événements de l'intérieur, est disponible dans les archives du sénat belge : « J'ai moi-même participé, lors de la capture des prisonniers de guerre, à ces séances d'exorcisation d'anciens criminels génocidaires aux crimes impardonnables. On les fait passer aux ablutions de deux semaines. Ils étaient baptisés "Armée Patriotique Rwandaise" et on les envoyait combattre au Congo. Donc le vocable de "génocidaire" est une monnaie d'échange. Elle fluctue souvent en Occident et justifie la présence rwandaise au Congo.

De plus, j'ai découvert une hérésie : les Belges qui sont venus à Kigali pour la commémoration du 7 avril 1998, je crois, ont demandé pardon pour des crânes et des ossements qui sont étalés là-bas. C'était une façon de pousser au pathétique, à la culpabilité de n'avoir pas apporté son aide. Or c'est le FPR qui a demandé qu'il n'y ait pas d'assistance.

Je ne voudrais pas utiliser les morts, mais on a dit que ces crânes n'étaient pas forcément ceux de Tutsi. (...) On peut tenter de me prouver le contraire, mais je pense que l'on a enterré des gens qui mourraient au front et qui étaient des cibles, légitimes ou non. On ne peut pas montrer où ils ont été enterrés. Alors on a déterré tous ces crânes, on les a amenés là-bas. On leur a appliqué l'étiquette de Tutsi, ce qui n'est pas vrai. Comme vous le savez, pendant la guerre, on doit rapidement enterrer les cadavres, qu'ils soient des chiens, des oiseaux, des vaches, de Hutu, de Tutsi, de Blancs, etc., afin d'éviter des épidémies. Parfois, il s'agit de fosses communes. Or, pour commémorer le début du génocide, on expose ces crânes, ces ossements, pour exciter la pitié de la communauté internationale afin qu'elle ferme les yeux sur les bêtises qui sont en train d'être commises dans les pays limitrophes »²⁹.

Contrairement à ce que les organisateurs de ce voyage au Rwanda ont voulu faire croire, il n'a jamais été question d'aider les Rwandais à aller vers une quelconque recherche de la vérité, encore moins vers la réconciliation.

L'objectif de ce voyage à Kigali est ainsi résumé par Benjamin Abtan, président de l'Association des Etudiants Juifs de France : « la concurrence des mémoires, c'est le nouveau visage du racisme et de l'antisémitisme. Visage que l'on rencontre particulièrement dans les lieux de mixité culturelle et ethnique, là où cette concurrence cristallise les tensions communautaires. C'est dans cet état d'esprit que s'est imposée à moi l'idée d'organiser une délégation de l'UEJF au Rwanda, ce pays africain dans lequel s'est déroulé un génocide, dont j'avais, adolescent, vaguement entendu parler. Etudiant juif, je suis héritier d'une histoire souvent tragique, et je connais les souffrances que mon peuple a endurées. C'est au nom de ma

filiation avec ces tragédies de l'histoire qu'il m'est apparu subitement évident que je me devais de tendre l'oreille pour écouter les souffrances d'un autre peuple victime de génocide, que je ne pouvais faire autrement. Je suis parti avec la délégation des cadres de l'UEJF et ses invités à la rencontre des rescapés tutsi, pour apprendre leur histoire et la dire à notre retour, pour les aider à panser leurs blessures que je sais profondes et douloureuses »³⁰.

A vrai dire, ce qui s'est passé au Rwanda n'a rien à voir ni avec l'antisémitisme, ni avec la concurrence des mémoires, ni même avec la Shoah. La guerre et les massacres entre Hutu et Tutsi sont d'abord liés à l'histoire politique et sociologique du Rwanda et non à un quelconque projet hitlérien ou apparenté.

Richard Prasquier, resté sous le coup de l'émotion et peut-être aussi de l'accueil chaleureux que lui ont réservé les criminels de guerre rwandais au pouvoir à Kigali, ne veut ni voir ni entendre la complexité du dossier politico-militaire rwandais.

Son idée est déjà toute faite et il l'exprime clairement dans l'article intitulé « De la Shoah au génocide Tutsi » : « “Ne vous y trompez pas, la Shoah et le Rwanda, ça n'a rien à voir”, me disait une personnalité éminente du judaïsme français quelques jours après mon retour en France. Imprégné comme je l'étais de l'horreur des massacres, de la litanie interminable des lieux de meurtre, de la blessure inguérissable des survivants, après avoir passé une grande partie du voyage du Rwanda le souvenir rivé à contrecœur souvent, sur les paysages de Pologne ou d'Ukraine, les camps et les champs d'extermination des Juifs, comment aurais-je pu admettre une remarque aussi définitive ? Comment devant la magnifique colline de Murambi où quarante-cinq mille Tutsi furent pris au piège et massacrés en trois jours jusqu'au dernier à la machette, ne pas penser aux belles pentes du vallon

de Babi Yar où un nombre analogue de Juifs de Kiev furent mitraillés en masse en trois jours en septembre 1941. Non, “ça” a à voir, beaucoup à voir... Assez, en tout cas, pour que l'injonction quasi rituelle du “jamais plus” après Auschwitz me paraisse désormais pathétiquement obscène »³¹.

Le récit de monsieur Prasquier est proprement stupéfiant pour ceux qui connaissent bien le dossier rwandais car il est le parfait reflet de la vision des vainqueurs de la guerre contre le régime hutu. Il passe par pertes et profits tous les morts qui ne seraient pas tutsi ; Hutu, Twa, Congolais, Français, Espagnols, Canadiens, qui ne méritent pas la moindre compassion.

Répéter sans cesse que les Tutsi ont vécu la même chose que les Juifs, c'est conférer aux Tutsi, dans leur ensemble et parce qu'ils sont tutsi, le statut de victimes ; c'est donc nier qu'il y a des criminels parmi les Tutsi et faire disparaître leurs crimes et leurs victimes de la mémoire collective. En ce sens, c'est oeuvrer contre la réconciliation nationale et c'est aussi consacrer et encourager l'esprit revanchard. C'est finalement cautionner la spirale infernale de la haine dans cette région des Grands Lacs.

Pour battre en brèche cette supercherie répandue à l'échelle internationale et interpeller les esprits encore lucides, quelques questions fort simples méritent néanmoins d'être posées : comment une minorité quasiment exterminée a-t-elle pu, en 1994, renverser une armée d'environ 35 000 hommes, vider le pays de près de 80% de sa population (près de 6 millions de Hutu), pour contrôler ensuite militairement et en quelques semaines seulement l'ensemble du territoire rwandais ?

Comment expliquer que les Tutsi ont réussi à prendre militairement la capitale de Kigali après avoir obtenu le départ de l'armée française du Rwanda en 1994 alors qu'ils étaient en train d'être exterminés ? Quelles similitudes trouver avec le peuple

juif qui, lui, n'a jamais pris les armes en 1939 contre l'Allemagne, ni défait la Wehrmacht et les SS, ni conquis Berlin en 1945 ? Quel analyste sérieux peut soutenir qu'un peuple en phase d'extermination totale parvienne en même temps à anéantir militairement ses bourreaux et à prendre le pouvoir par les armes ?

Malgré tout, il est bien difficile de convaincre monsieur Prasquier que la Shoah et le massacre des populations du Rwanda sont deux situations très différentes.

Il est également impossible de faire entendre raison à Benjamin Abtan qui, lui, accuse directement François Mitterrand d'être le véritable architecte de l'extermination des Tutsi au Rwanda : « Dès le premier jour nous nous rendons au mémorial de Gisozi (...) Gisozi est une immense tombe de plusieurs milliers de Tutsi sur laquelle est construit le mémorial. L'histoire du génocide, nous l'avons étudiée avant de venir. Sur une photo, aux côtés de l'ex-président Habyarimana, celui qui a préparé le génocide, François Mitterrand. Je ne me sens pas bien. Je ne maîtrise plus mon malaise »³². Frédéric Encel, qui « défend avec habileté et constance les positions israéliennes »³³, et sur lequel nous reviendrons, apporte aussi sa contribution dans le même ouvrage en soulignant : « Qui, au nom de quelles valeurs et à quel titre peut s'arroger le droit d'interdire l'usage de ce "legs" traumatique à l'actuel régime rwandais ? L'ONU, qui démontra ses incapacités et irresponsabilités, du Secrétaire général aux membres permanents du Conseil de sécurité ? La France, dont la politique rwandaise mitterrandienne fut entre 1990 et 1994 au moins, durée du génocide compris, un modèle de naufrage moral et démocratique correspondant à ce que Bernard Kouchner qualifia d' "erreur criminelle" ? »

Au nom de quelle logique Bernard Kouchner, qui était au

moment des faits ministre de François Mitterrand, a-t-il préfacé cet ouvrage dont la charge est d'une violence inouïe contre Mitterrand et contre l'armée française au Rwanda ? Pourquoi le « grand défenseur » des Tutsi, des Bosniaques, des Somaliens et des Darfouris n'a-t-il pas la volonté ni le souci de rétablir un minimum de vérité envers celui avec qui il s'était rendu à Sarajevo le 28 juin 1992 ?

Kouchner a plutôt choisi de l'immoler sournoisement sur l'autel du mensonge médiatique : « Par téléphone satellite, dès ma première mission à Kigali, je sollicitai de François Mitterrand une intervention humanitaire que d'habitude il décidait sur l'heure. Cette fois, je le sentis réticent. Il ne voulut pas accorder à mes descriptions de l'horreur constatée le crédit suffisant. Au cours d'un aller-retour éclair entre Kigali et Paris, je lui réclamai l'application de ce devoir d'ingérence que, président de la République française, il avait soutenu à l'ONU avec succès »³⁴.

Le célèbre porteur de sac de riz a la fâcheuse tendance de trouver régulièrement des arrangements avec les faits et avec la vérité et il est vrai que cela en agace plus d'un. L'enquêteur Pierre Péan est de ceux-là. Il a épluché les journaux et les déclarations du french doctor alors que celui-ci était destinataire de tous les télégrammes diplomatiques sur le Rwanda.

Pas une seule fois, affirme Péan, « il n'a manifesté l'ombre d'un quelconque désaccord avec la politique menée par François Mitterrand »³⁵. Et l'enquêteur d'ajouter : « Si Bernard Kouchner ne s'intéressait guère au Rwanda, il n'avait quoi qu'il en soit rien à redire à la politique menée par François Mitterrand, son protecteur attentif. Il partageait même l'avis du général Quesnot sur les rebelles Tutsi du FPR : le père Lefort se souvient très bien des discussions agitées à Médecins du Monde où Bernard Kouchner traitait les militaires du FPR de "Khmers noirs" »³⁶.

Kouchner a été secrétaire d'État puis ministre de la Santé dans les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy. Si tous ses amis affirment qu'un "génocide" était en préparation contre les Tutsi dès 1990, pourquoi n'a-t-il jamais réagi officiellement alors qu'il était au pouvoir et disposait de tous les moyens pour tirer la sonnette d'alarme en temps et en heure ? Pourquoi ne l'a-t-on pas alors entendu s'indigner de ce « génocide » en préparation devant les caméras qu'il affectionne tant ? Kouchner répond : « Je me suis tu, je le répète parce que personne ne voulait m'entendre et que mon pays semblait dans des interprétations saumâtres de l'hécatombe rwandaise et des explications idéologiques qui ressemblaient à des échappatoires »³⁷.

Péan a une explication bien différente : « Je n'ai en tout cas trouvé aucune déclaration sur le Rwanda émanant à l'époque du ministre de la Santé et de l'Action humanitaire. Il y avait pourtant matière à intervention, sur le strict registre de cette action, avec les centaines de milliers de personnes déplacées du fait de l'avancée militaire du FPR. Bernard Kouchner a d'ailleurs été sollicité à plusieurs reprises pour intervenir en vue de soulager le sort de ces déplacés.

A l'automne 1992, lors d'une rencontre à Rome dans le cadre d'une réunion de l'OMS, Casimir Bizimungu, ministre rwandais de la Santé, entreprit de sensibiliser Bernard Kouchner, son homologue français, sur le sort terrible de ces déplacés. Le French Doctor manifesta son intérêt pour ce drame et promit au Rwandais de le recevoir à Paris (...). Casimir Bizimungu et Bernard Kouchner se revirent à Paris au ministère de la Santé le 11 décembre 1992 (...). Si l'accueil est chaleureux, Kouchner traitant son homologue rwandais de "cher ami", il décline en revanche la proposition rwandaise de se rendre à Kigali en

arguant que “le Rwanda n’est pas suffisamment médiatisé »³⁸.

On peut penser que la « cause tutsi », devenue très médiatique en 1994, a plu davantage à Bernard Kouchner... Comme les auteurs précédents, il s’emploie à identifier le malheur des Tutsi à celui des Juifs : « Le génocide tutsi devient, grâce aux regard des étudiants juifs et des autres témoins de ce livre, d’une grande limpidité : aboutissement mécanique d’un processus de déshumanisation de l’autre construit sur une idéologie de la pureté fantasmée. Tutsi, Juifs ou Arméniens, les douleurs de l’histoire trouvent toujours leur source dans cette négation de l’humanité, de la commune appartenance qui nous lie »³⁹.

Mais ce qui explique le plus son attachement aux rebelles tutsi, c’est l’appui que leur accordent les États-Unis. Proche de Madeleine Albrigh, principal soutien de Paul Kagame à Washington, Kouchner ne désapprouve pas la politique étrangère américaine au Rwanda, quoiqu’en concurrence avec celle de la France et de François Mitterrand. Bien que ministre du gouvernement français, Bernard Kouchner s’aligne sur les positions américaines quand il s’agit du Rwanda et du Soudan, au point d’ailleurs de ne pas respecter la ligne définie par Paris vis-à-vis du régime de Khartoum.

Même son ami reconnaît qu’il a préféré avoir une explication avec François Mitterrand plutôt que de respecter la politique de son propre pays : « Le docteur Kouchner, secrétaire d’État à l’action humanitaire française, avait pris la décision de venir au Sud-Soudan pour rencontrer le docteur Garang à Kapoeta, malgré l’opposition des autorités de Paris (...). Une fois encore, l’ambassadeur français Michel de Bonnecorse tenta de [le] persuader de renoncer à sa visite au Sud-Soudan où celui-ci voulait se rendre “non officiellement”, par la frontière

soudano-kenyenne, via Lokichoggio, sans visa ! Bernard Kouchner s'était engagé personnellement dans cette affaire alors qu'il était contesté par le ministère français des Affaires étrangères, et cela jusqu'au dernier moment. L'attaché militaire de l'ambassade de France étant venu jusqu'à Lokichoggio pour le convaincre d'abandonner son projet (...). De retour à Paris, Bernard Kouchner avait dû s'expliquer devant le président François Mitterrand »⁴⁰. En réalité, l'engagement de Bernard Kouchner aux côtés des États-Unis sur le terrain des conflits armés en Afrique n'a jamais été démenti⁴¹.

Appliqué à accuser la France et le président Mitterrand au sujet de la tragédie rwandaise, Kouchner n'en demeure pas moins évasif lorsqu'il s'agit de nous livrer des informations précises sur les fautes ou les crimes commis par l'ancien président : a-t-il livré des machettes aux miliciens ? A-t-il tenu une réunion avec un de ses ministres ou avec le président Habyarimana pour préparer ce génocide ? A-t-il tenu en privé ou sur la place publique un discours ou des propos incitant à la haine contre les Tutsi ? A-t-il commandité des meurtres ou des assassinats de Tutsi ? Bien qu'aucune ouvrage ne contienne des révélations ou des détails précis à ce sujet, les accusations se propagent depuis vingt ans.

Au mois de novembre 2007, nous découvrons la revue *Controverses*, qui semble contenir les informations que nous cherchons sur la présumée culpabilité de François Mitterrand. Sa couverture est barré du titre : *Génocide du Rwanda : la faute de Mitterrand*.

Nous sommes d'autant plus curieux que cette publication se présente comme une revue scientifique. Il n'y a donc, dès le départ, aucune raison de suspecter les auteurs ou le contenu de cette publication.

Le premier auteur qui retient toute notre attention est Frédéric Encel. Sa contribution est intitulée : « François Mitterrand et le génocide Tutsi » et débute ainsi : « Certains défenseurs acharnés de la position française de l'époque font mine de repousser, la main sur le cœur, l'infamante accusation selon laquelle Paris aurait souhaité le génocide tutsi. Or, aucune personne sérieuse n'a jamais proféré une telle accusation. Le problème n'est évidemment pas là. L'exigence – quasi philosophique – que l'on peut avoir envers un pouvoir politique démocratique et rationnel est élevée. C'est à ce niveau d'exigence tout à fait légitime que doit porter la critique. La France, soutien politique et militaire du régime Habyarimana de 1990 à 1994, pouvait-elle méconnaître les exactions récurrentes et sans cesse plus meurtrières commises à l'encontre des civils tutsi ? Diplomates, officiers et hommes du rang, homme d'affaires, conseillers officiels, ecclésiastiques, journalistes, agents de renseignements, l'Élysée manquait-il à ce point de sources sur ce “nazisme tropical” (J.-P. Chrétien) ? »⁴².

Dans ce seul paragraphe, Frédéric Encel se contredit, puisque sa référence principale et unique caution intellectuelle sur le sujet du Rwanda, Jean-Pierre Chrétien, ancien directeur de recherche au CNRS, n'a justement jamais cessé, le plus sérieusement du monde, d'accuser la France de complicité de génocide au Rwanda⁴³.

Cela étant, il est vrai que monsieur Jean-Pierre Chrétien ne peut être qualifié de scientifique « sérieux », dans la mesure où ses approximations et son manque de rigueur intellectuelle dans les accusations portées contre de nombreux accusés au TPIR ont été largement démontrés⁴⁴.

Si l'on renonce aux positions idéologiques pour analyser strictement les faits sur le plan géopolitique, en quoi est-ce que le

soutien militaire ou politique de la France au régime d'Habyarimana aurait-il été plus fautif que le soutien de Bill Clinton à la rébellion tutsi qui a attaqué militairement le Rwanda et commis des attentats et des massacres contre des millions de civils au Rwanda et au Congo ?

La revue *Controverses* n'évoque même pas sommairement cet aspect des choses. Et pour cause, Frédéric Encel, comme l'ensemble des auteurs de cette revue, a déjà une position arrêtée sur les rebelles tutsi dont il défend aussi la réputation : « Reste un combat, fondamental. Bien plus rapidement qu'après la Shoah, plus pernicieusement aussi, une forme de négationnisme s'est développé en France quant au génocide tutsi, pourtant reconnu par l'ONU dès mai 1994. Il ne s'agit évidemment pas pour ses tenants de remettre en question des tueries qui se sont produites pratiquement en mondovision, mais d'avancer la thèse du double génocide : puisque des dizaines de milliers de Hutus en fuite ont eux aussi péri du choléra (Goma été 1994) ou d'actions de représailles du FPR parvenu au pouvoir, pourquoi insister sur le seul malheur des Tutsi ? Or s'il y eut deux génocides, au fond, il n'y en eut aucun... Cette écœurante relativisation d'un génocide par le dévoiement de son sens a prévalu chez François Mitterrand dès le sommet franco-africain de Biarritz, en novembre 1994, soit à peine le cataclysme passé, et encore jusqu'en 2002 au moins au plus haut niveau de la diplomatie française »⁴⁵.

Peu importent les faits qui conduisent effectivement des chercheurs, des membres des services de renseignement français et étrangers, des juges d'instruction, des repentis de la rébellion tutsi, etc. à incriminer le FPR/APR dans les massacres de masse et dans l'attentat qui a déclenché l'apocalypse.

L'impartialité, devenue sous la plume de Frédéric Encel une

notion relative, n'est plus de mise lorsqu'il s'agit d'accuser la France ; le marqueur de son raisonnement n'est plus scientifique mais bien idéologique puisque sa référence suprême sur le dossier rwandais se résume aux initiatives réelles ou supposées dont se revendique Bernard Kouchner : « Gageons que le nouveau président français [ndlr Sarkozy] flanqué d'un ministre des Affaires étrangères ayant fait montre d'un courage et d'une honnêteté intellectuels rares sur le dossier rwandais – saura rompre avec une posture mitterrandienne qui aura constitué un véritable naufrage moral »⁴⁶.

Résumons donc l'accusation ! Globalement, François Mitterrand aurait, selon Frédéric Encel, participé, encouragé ou comme le prétend, Benjamin Abtan, ex-président de l'Association des Etudiants Juifs de France et proche d'Encel, « organisé le génocide tutsi ». Ensuite, Mitterrand aurait relativisé ou plus exactement nié le « génocide tutsi » qui serait reconnu par la communauté internationale.

Malgré ses références à la Shoah, au négationnisme et au « nazisme tropical » et bien que ce soit son objectif, l'article de monsieur Encel échoue à démontrer clairement ce que fut précisément la faute de François Mitterrand dans le « génocide tutsi ».

Cet échec tient au seul fait que tout ce qui est dit par ces auteurs est pure affabulation. D'ailleurs, aucun ministre de l'opposition rwandaise, du temps où Habyarimana était président de la République, aucun membre des services de renseignement rwandais, aucun diplomate européen ou américain n'a pu attester que l'ancien chef de l'État français avait été l'instigateur d'une quelconque action criminelle au Rwanda.

Aucun dossier, même secret, n'a été retrouvé prouvant que Mitterrand avait commis des actes répréhensibles de 1990 à 1994

au Rwanda. Même l'ancien ambassadeur du Rwanda en France qui sera peu après le ministre des Affaires étrangères de Paul Kagame, balaie d'un revers de main toutes les accusations contre la France à cette période⁴⁷.

Tout à son « combat fondamental » contre le négationnisme, monsieur Encel en oublie le principal, à savoir soutenir par des preuves et des témoignages irréfutables, les accusations qui ont justifié l'écriture de toute une revue dite scientifique sur « la faute de Mitterrand ».

Pas une seule fois, il ne considère que la France a mené une diplomatie pour la paix tant sous la majorité socialiste que sous la cohabitation avec Edouard Balladur. Remarquons au passage que pour lui, les Hutu (modérés ou non) étant globalement traités de « nazis », il ne voit rien de grave à ce qu'ils soient morts en masse du fait de l'avancée ou des bombardements des troupes du FPR.

Il reste donc une question : pourquoi Mitterrand fait-il, depuis vingt ans, l'objet d'une telle virulence et d'accusations si ignominieuses venant en particulier d'une partie des enfants ou des petits-enfants de déportés ? Une telle vindicte est-elle réellement liée au sort des Tutsi du Rwanda ou ce dossier sert-il de paravent à une rancœur plus profonde envers Mitterrand ?

Une partie de la réponse à cette question est exprimée par l'ancien ministre de la Justice de François Mitterrand, Robert Badinter. Il explique ainsi la haine cordiale que voue une partie de la communauté juive française à l'ancien président : « c'est vrai qu'une faction importante de la communauté juive en veut à François Mitterrand. C'est vrai qu'ils avaient voté en masse pour François Mitterrand, mais, surtout, contre Valéry Giscard d'Estaing. Aussitôt après son arrivée au pouvoir, il a donné beaucoup de signes à la communauté juive en levant le boycott,

en faisant en Israël la première visite d'un président français, et en s'adressant à la Knesset, mais, rapidement, il y a eu des réactions hostiles d'une partie de cette communauté : lors de l'attentat de la rue des Rosiers, il s'est rendu aussitôt sur place. Il y a eu des insultes blessantes lancées contre lui et Gaston Deferre, pourtant grand défenseur des Juifs pendant l'Occupation, et grand ami d'Israël.

J'ai été frappé, en 1983, à New York, de constater à quel point le travail fait par certains Juifs français contre François Mitterrand avait porté ses fruits. Il y avait une exécration de certains membres de la bourgeoisie juive à l'égard de François Mitterrand. C'est le soutien supposé de Mitterrand à Arafat qui a provoqué le plus d'animosité.

Une partie de la communauté ne voulait pas que le "terroriste" Arafat mette les pieds à Paris. Mitterrand avait beau expliquer qu'Israël ne pouvait faire la paix qu'avec ses adversaires, et que celui-ci était sûrement plus modéré que ceux qui lui succéderaient, il n'y avait rien à faire...Mitterrand ne supportait pas les pressions et les diktats. Pour comprendre François Mitterrand, il faut avoir en tête qu'il n'a jamais accepté l'autorité de quiconque. "On ne peut rien contre la volonté d'un homme pourvu qu'il soit libre et décidé" disait-il et le début du divorce date des pressions qui ont été faites sur lui pour qu'Arafat ne vienne pas à Paris »⁴⁸.

Les pressions auxquelles fait allusion Robert Badinter nous ont été rapportées également par l'ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, Roland Dumas⁴⁹.

Si les griefs sont donc nombreux contre l'ancien président français au sujet de son action pendant la Seconde Guerre mondiale ou de sa politique étrangère au Proche-Orient, rien de ce qui est reproché à François Mitterrand à propos du Rwanda

n'est réellement fondé ni démontré. Il n'est d'ailleurs pas impossible que ses adversaires et ses ennemis soient partie prenante dans l'instrumentalisation en France du dossier rwandais ou y trouvent l'opportunité de régler quelques comptes avec lui post-mortem.

En tout état de cause, l'acharnement qui est déployé dans les accusations contre la France et contre François Mitterrand à propos du « génocide tutsi » dépasse indéniablement le strict cadre du dossier rwandais.

Si certains ont cru qu'utiliser la Shoah dans les événements du Rwanda donnerait du crédit aux attaques contre la France et contre François Mitterrand ou davantage de valeur aux victimes tutsi, ils se sont fourvoyés. La tragédie du Rwanda n'a rien à voir ni avec la Shoah, ni avec les Juifs et toute tentative de rapprochement entre les événements de 1940 en Europe et ceux de 1994 au Rwanda constitue une grossière erreur de jugement, voire une regrettable atteinte à la connaissance de l'histoire politique de ce pays.

- 1 Cf. Kalisky, Aurélia, « D'un génocide à l'autre : références à la Shoah dans les approches scientifiques du génocide tutsi », in *Revue d'Histoire de la Shoah*, No 181, juillet-Décembre 2004, pp. 411-438.
- 2 L'écrivain Robin Philpot a été violemment attaqué au Québec dès lors où il s'est présenté dans la circonscription de Saint-Henri/Sainte-Anne, aux élections générales de 2007.
- 3 Cf. Lafourcade, Jean-Claude, « Le général Lafourcade interpelle Sarkozy sur le Rwanda », in www.marianne.net, 15 décembre 2009.
- 4 Cf. Kajeguhakwa, Valens, *Rwanda : de la terre de sang à la terre de paix : et après ?*, éditions Rémi Perrin, 2001, 357p.
- 5 Cf. David Kimche, « Lessons from Rwanda, the "Israel of Africa" », *Jerusalem Post*, septembre 2007.
- 6 Cf. Ruzibiza, Abdul, *Rwanda : l'histoire secrète*, Paris, Editions du Panama, 2005, 494p.
- 7 Cf. Marchal, Luc, www.recherchesurleterrorisme.com
- 8 Cf. Dallaire, Roméo, *J'ai serré la main du diable*, Québec, Libre Expression, 2004, 684p., p.632.
- 9 Cf. *L'Arche*, n°572, décembre 2005.
- 10 Cf. Ibid.
- 11 Cf. Péan, Pierre, *Noires fureurs, Blancs menteurs*, Paris, mille et une nuits, 2005, p.431.
- 12 Témoignage accordé à l'auteur.
- 13 Cf. *L'Arche*, n°572, décembre 2005.
- 14 Cf. « Cet ethnisme sans fin » in *Informations Rwandaises internationales*, n°5, novembre 1996.
- 15 Cf. *L'Arche*, n°572, décembre 2005.
- 16 Cf. *L'Arche*, n°572, décembre 2005.
- 17 L'ancien ministre de l'Intérieur et haut cadre du FPR, Seth Sendashonga, a été assassiné par les sbires de Kagame en 1998 alors qu'il était en exil au Kenya. Il avait écrit plus de 700 lettres à Paul Kagame dans lesquelles il s'inquiétait des massacres de masse commis contre les Hutu au Rwanda après 1994 ; le colonel Théoneste Lizinde, ancien membre du FPR, a également été assassiné à Nairobi, Kenya, en 1998, après avoir émis des critiques sur le régime.
- 18 Cf. Onana, Charles, *Les secrets de la justice internationale*, Paris, Duboiris, 2005, 480p.

19 Ancien cadre du FPR, Déo Mushayidi dirige de 1996 à 2000 l'association des journalistes au Rwanda ; il dénonce les dérives autoritaires du régime de Paul Kagame. Vite menacé, il s'exile en Belgique où il fonde le Pacte de défense du peuple, un parti de la diaspora. Lors d'un voyage en Tanzanie, il se fait arrêter et est incarcéré dans l'indifférence générale au Rwanda depuis le 5 mars 2010.

20 Cf. Krop, Pascal, *Le génocide franco-africain : faut-il juger les Mitterrand ?*, Paris, Jean-Claude Lattes, 1994, 161p.

21 Cf. Krop, Pascal, *Op. Cit.*, p.59

22 Cf. Krop, Pascal, *Op. Cit.* p.81.

23 Cf. Krop, Pascal, *Op. Cit.*, p.88.

24 Cf. Krop, Pascal, *Silence on tue, crimes et mensonges à l'Élysée*, Paris, Flammarion, 2001, 274p.

25 Cf. Krop, *Op. Cit.*, p.100.

26 Cf. Péan, Pierre et Christophe Nick, « Bruguière traque le président rwandais », in *Le vrai papier Journal*, octobre 2000.

27 Il se réfère constamment à Jean-François Dupaquier dont l'épouse tutsi est une militante du FPR et lui-même un agent de propagande des criminels de guerres au pouvoir à Kigali.

28 Cf. Abtan, Benjamin, Belhaddad, Souad, Cohen-Solal, Judith, Encel, Frédéric, Hazan David, Kelman, Gaston, Prasquier, Richard, De Saint-Exupéry, Patrick, Sopo Dominique et Christiane Taubira, *Rwanda, pour un dialogue des mémoires*, Paris, Albin Michel, 2007, 201p.

29 Cf. Audition de Deus Kagiraneza le 1er mars 2002 par la commission parlementaire « Grands Lacs », session ordinaire 2001-2002, Sénat Belge, pp. 25-26

30 Cf. Abtan, Benjamin, *Op. Cit.*, pp.20-21.

31 Cf. Prasquier, Richard, *Op. Cit.*, p.89.

32 Cf. Abtan, Benjamin, *Op. Cit.*, p.46.

33 Cf. Boniface, Pascal, *Les intellectuels Faussaires*, Paris, Jc Gaswsewitch, 2011, 272p.

34 Cf. Abtan, Benjamin, *Op. Cit.*, p.46.

35 Cf. Péan, Pierre, *Le monde selon K.*, Paris, Fayard, 2009, 323p., p.124

36 Cf. Péan, Pierre, *Op. Cit.*, p.124-126.

37 Cf. Kouchner, Bernard, *Rwanda : pour un dialogue des mémoires*, p.13.

- 38 Cf. Péan, Pierre *Op. Cit.*, 124-125.
- 39 Cf. Kouchner, Bernard, *Rwanda : pour un dialogue des mémoires*, p.16
- 40 Cf. Ostrowski, Sigmund, *Le Soudan à l'aube de la paix*, Paris, L'Harmattan, 2005, 314p., p.35.
- 41 Cf. Onana, Charles, *Al-Bashir-Darfour : la contre-enquête*, Paris, Duboiris, 2010, 480p.
- 42 Cf. Encel, Frédéric, « François Mitterrand et le génocide des Tutsis rwandais », in *Controverses*, « Génocide du Rwanda : la faute de Mitterrand », n°6 novembre 2007, pp.12-17.
- 43 Cf. Chrétien, Jean-Pierre, « France et Rwanda, le cercle vicieux » in *Politique africaine*, n°113, mars 2009, pp.121-137.
- 44 Cf. Onana, Charles, *Les secrets de la justice internationale*, Paris, Duboiris, 2005, 480p.
- 45 Cf. Encel, Frédéric, *Le génocide au Rwanda : la faute de Mitterrand*, pp 15-16.
- 46 Cf. Encel, Frédéric, *Le génocide au Rwanda : la faute de Mitterrand*, pp 15-16.
- 47 Cf. Ndagijimana, Jean-Marie, *La France a-t-elle participé au génocide rwandais ?*, Paris, Editions La Pagaie, 2012.
- 48 Péan, Pierre, *Dernières volontés, derniers combats, dernières souffrances*, Paris, Plon, 2002, 330p., pp.315-316.
- 49 Entretiens avec Roland Dumas, qui avait préparé l'accueil de Yasser Arafat en France.

18. Le double jeu des États-Unis et de la CIA au Rwanda

Le rapport parlementaire français sur les événements du Rwanda est tout à fait emblématique du silence et de la censure entourant l'action des États-Unis dans la région des Grands Lacs africains entre 1990 et 1994. Le peu d'informations mis à la disposition du public sur ce volet par les parlementaires français illustre leur faible volonté d'évoquer le rôle de la première puissance mondiale, alors même qu'une abondante documentation existe dans les archives américaines. La mission parlementaire s'est contentée d'une maigre audition du conseiller pour les affaires africaines du secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, Herman Cohen, comme si cette audition suffisait à rendre compte de la politique étrangère des États-Unis dans la région des Grands Lacs au cours de cette période¹.

Pourquoi s'imposer une telle restriction dans la recherche de l'information ? Les parlementaires français ont-ils eu peur de s'attirer les foudres des responsables américains ou étaient-ils sous influence ?² Il est vrai qu'il n'est pas très bien vu, dans la classe politique française, de reconnaître que les États-Unis jouent un rôle important dans les affaires de la France.

Pourtant, depuis plus de soixante ans, la CIA intervient dans plusieurs domaines de la vie politique, économique, médiatique, scientifique, intellectuelle et culturelle, française³. Cette ingérence, parfois sans limite, découverte par le grand public avec les écoutes téléphoniques du réseau échelon, a

incontestablement affecté le travail des parlementaires français sur le Rwanda. Il faut dire que ce dossier touche à l'influence de la France en Afrique et à l'offensive américaine dans les pays africains francophones visant précisément à supplanter la France dans son pré-carré traditionnel. Ne pas traiter sérieusement de cet aspect géopolitique de la tragédie rwandaise est une omission coupable.

Certains objecteront que la mission d'information portait principalement sur le rôle de la France dans la crise rwandaise. Certes ! mais le rôle de la France au Rwanda ne peut se comprendre qu'en y associant celui moins visible mais déterminant des États-Unis et non en le passant sous silence. Si les États-Unis ne s'étaient pas impliqués dans cette crise, le conflit rwandais n'aurait eu ni la même ampleur, ni la même issue, ni les mêmes conséquences. Non seulement les États-Unis ont agi contre les intérêts français, mais leur implication a été déterminante dans le rapport de force qui a abouti à la prise du pouvoir du FPR et le nouvel équilibre dans la sous-région. Nous allons le démontrer tout au long de ce chapitre.

En discutant avec plusieurs officiers et responsables politiques français, nous avons compris qu'ils en savaient plus que ce qui avait été consigné dans le rapport de la mission parlementaire.

A partir des confidences et des documents que nous avons obtenus au cours de nos recherches aux États-Unis, en Afrique et en France, nous avons pu constater que les parlementaires ont tout fait pour minimiser, voire esquiver le rôle des États-Unis dans le dossier du Rwanda.

En quatre petits paragraphes seulement, les membres de la mission parlementaire ont bâclé leur travail sur ce chapitre. Ils y abordent toutefois des questions essentielles qui auraient mérité

de plus amples développements : « Les États-Unis n'avaient pas au Rwanda d'intérêts nationaux significatifs. Le Rwanda fait partie des pays les moins avancés (PMA) et est dépourvu de ressources naturelles rares. En conséquence, pour les États-Unis, le Rwanda ne représente aucun enjeu et a du reste été négligé par les entreprises américaines, dont aucune n'était implantée en 1994 dans ce pays. Il n'a donc pas existé de "complot" américain qui aurait eu pour objet de supplanter l'influence française au Rwanda. Au contraire, même si les États-Unis étaient présents aux négociations d'Arusha et ont déployé une certaine activité diplomatique, leur implication dans le règlement de la crise rwandaise a été surtout négative.

Tout d'abord, les États-Unis ont eu comme priorité principale d'éviter un engagement trop important des Nations Unies dans la crise rwandaise pour des raisons à la fois budgétaires et politiques. Cette attitude a été constante, du déploiement d'observateurs à la frontière rwando-ougandaise à la fourniture de matériel pour la MINUAR I et la MINUAR II, décision à l'occasion de laquelle les États-Unis ont multiplié les obstacles administratifs.

Ils militaient au lendemain des événements du 6 avril 1994 pour un retrait pur et simple de la MINUAR I et ont retardé autant qu'ils le pouvaient l'introduction du mot génocide dans une résolution du Conseil de sécurité, de crainte que l'ONU n'ait à intervenir massivement »⁴.

Relevons quelques paradoxes suite à ces affirmations : la politique étrangère d'une grande puissance est faite de prévisions, de renseignements et d'actions. Qui peut donc sérieusement prétendre que les États-Unis, en finançant la formation des rebelles tutsi au sein de l'armée ougandaise comme nous le verrons plus loin, ne prévoyaient absolument

rien ? Qui peut en outre affirmer que les énormes ressources minières du Congo-Zaïre, voisin direct du Rwanda, n'intéressaient en rien Washington, qui s'était déjà approprié l'uranium et le coltan congolais depuis 1942 ?⁵ Qui peut enfin soutenir, face à une importante documentation et à des témoignages de hauts responsables et agents de la CIA, que l'action des États-Unis n'a pas été déterminante dans le soutien et l'élimination des dirigeants du Congo-Zaïre depuis l'indépendance de ce pays ?⁶

En prenant ces quelques éléments en compte pour conduire une analyse géopolitique rigoureuse, il devient très facile de saisir l'intérêt des États-Unis pour le Rwanda ainsi que le sens de sa politique dans cette région.

Sur cette base, nous allons reprendre les différents points soulevés dans cet extrait du rapport parlementaire français et les examiner à partir de nombreux témoignages et documents confidentiels américains : premièrement, la véritable position des États-Unis dans les négociations de paix sur la crise rwandaise, puis leur attitude lors du déploiement de la mission d'observateurs internationaux le long de la frontière rwando-ougandaise et enfin, leur difficulté à employer le terme de « génocide » dans les massacres de 1994. Ceci permettra de comprendre à la fois leur gestion de la crise rwandaise et le sens de leur engagement auprès d'un des belligérants.

La véritable position des États-Unis dans les négociations de paix sur la crise rwandaise

Pendant que la France s'employait à chercher une solution politique et diplomatique au conflit, comme nous l'avons largement démontré au début de cet ouvrage, les États-Unis

soutenaient, eux, très discrètement, la solution militaire, c'est-à-dire l'option choisie d'emblée par Paul Kagame à la tête de la rébellion tutsi. Ils avaient d'ailleurs dépêché, pendant les négociations de paix d'Arusha, des experts militaires en Tanzanie comme observateurs, dont l'un, Anthony Marley, longtemps chargé de la formation des Tutsi aux États-Unis, représentait le Pentagone. Nous reviendrons plus tard sur ses échanges avec Paul Kagame sur le territoire ougandais.

La dimension militaire sera effectivement essentielle pour les États-Unis qui utiliseront l'Ouganda comme une sorte de « sous-traitant » chargé de fournir l'appui logistique nécessaire à la rébellion. Cette réalité, qui ne sera jamais reconnue officiellement, apparaîtra à travers les témoignages des observateurs africains et occidentaux mais aussi à travers des décisions et certains rapports de l'administration américaine.

Dès la première attaque de la rébellion contre le Rwanda en octobre 1990, on découvre que certains rebelles tutsi servant dans l'armée ougandaise, dont leur chef, Paul Kagame, bénéficiaient déjà d'une formation militaire dispensée par le Pentagone dans le cadre du programme IMET (International Military Education and Training) .

Selon Remigius Kintu, le chef de l'opposition ougandaise en exil aux États-Unis, Anthony Marley lui avait confirmé que sept des dix soldats prétendument ougandais formés aux États-Unis à cette époque étaient plutôt des Tutsi de l'APR/FPR. Ainsi, Paul Kagame a été formé à la Military Academy of Leavenworth au Kansas, tandis que d'autres cadres de la rébellion ont été formés en Louisiane, en Californie ou dans l'Oregon.

Durant ces années, le soutien des États-Unis aux Tutsi de l'Ouganda s'organise : au cours de la dernière année de mandat du président Bush, la Maison Blanche demande au congrès

américain d'augmenter de 33% le budget IMET de formation du Pentagone (200 000 dollars sur l'exercice 92/93) pour former les officiers de l'armée ougandaise. Cette augmentation pouvait sembler incongrue vu que Museveni ne faisait face à aucune menace intérieure ni extérieure. Son pouvoir était consolidé et il n'avait rien à craindre de l'opposition qu'il avait totalement décapitée. En réalité, le financement américain était pour l'essentiel destiné aux éléments de la rébellion tutsi de l'armée ougandaise qui, eux, préparaient déjà la guerre contre le régime d'Habyarimana qu'ils voulaient renverser. Il est donc clair que Washington prend, dès le début des années 90, le parti de soutenir la déstabilisation du régime Habyarimana à partir de l'Ouganda.

Durant ces années, les États-Unis deviennent aussi de discrets pourvoyeurs d'armes aux rebelles tutsis présents dans l'armée ougandaise. En septembre 1992, moins de deux ans avant l'attentat de 1994, un scandale éclate dans la presse américaine au sujet du transfert illégal d'armes et notamment de missiles à destination de l'Ouganda. Des proches du président ougandais sont inculpés par la justice américaine pour contrebande concernant quelques 400 missiles TOW et 34 lanceurs ainsi que des hélicoptères Chinook CH-47 C d'une valeur de 15 millions de dollars.

Le secrétaire particulier du président ougandais, Innocent Bisangwa-Mbuje et l'ambassadeur ougandais en poste aux États-Unis, Stephen Kampipina Katenta-Apuli, sont considérés par les enquêteurs américains comme les piliers de ce trafic. Parmi les autres personnes impliquées, se trouvent un général à la retraite de l'armée de l'air égyptienne, Mounir Fahmy Barsoum, un officier retraité de l'armée de terre égyptienne, le colonel Sultan Abou Sharaf, un ex-conseiller du gouvernement ougandais de

nationalité américaine, Diane Lewis et Nezh Kent, un marchand d'armes américain basé à New York. Le département américain de la justice identifiera également plusieurs complices, parmi lesquels le ministre ougandais de la Défense, le général David Tinyefuza, le secrétaire permanent à la Défense, Ben Mbonye, et deux officiers libyens de haut rang.

Pendant les mois qui précèdent le coup de filet des douaniers américains, une société écran est créée à Orlando (Floride) sous la dénomination de Poseidon Trade Group. C'est sous couvert de cette société que les différents protagonistes vont se réunir et se rencontrer tantôt à Orlando tantôt à l'aéroport JFK de New York. Le colonel égyptien Sharaf, qui représente les autorités ougandaises dans cette affaire, a lui aussi créé une société écran à Genève sous la dénomination de Myrion Holding Ltd pour faciliter toutes les transactions concernant la contrebande des missiles Tow et des hélicoptères.

Leur plan consiste à faire passer les missiles TOW et les lanceurs pour du matériel de construction. Les armes doivent être convoyées par bateau de Jacksonville à Entebe (Ouganda) via Limassol et Chypre. Les hélicoptères, de leur côté, doivent être transportés jusqu'en Ouganda par l'intermédiaire d'une société libyenne basée à Malte. La justice américaine, qui a découvert l'implication de cette dernière entreprise cherche donc à s'appuyer sur le rôle indirect de la Libye dans cette opération pour prouver la violation de l'embargo sur les armes instauré par le Conseil de sécurité des Nations Unies en 1991 contre Tripoli.

Inquiet de la tournure que pourrait prendre le dossier avec l'incarcération de son secrétaire particulier sur le sol américain, le chef de l'État ougandais décide de verser une caution de 1 million de dollars, financée par l'hypothèque de « la maison de l'Ouganda », une institution dépendant de la mission des Nations

Unies à New York et dont la valeur marchande avoisine les 20 millions de dollars. Le département de la Justice accepte alors de libérer Innocent Bisangwa-Mbujje et de retirer les chefs d'accusation pesant contre lui, mais à une condition : qu'il livre des preuves contre le président ougandais, Yoweri Museveni. Les choses se compliquent donc très vite.

En réalité, les douaniers américains considèrent que le secrétaire particulier du président Museveni est la cheville ouvrière de cette contrebande de missiles et qu'il est parfaitement informé sur le trafic d'armes entre l'Ouganda et les États-Unis. C'est pour cette raison que le département de la Justice est intéressé à coopérer avec lui pour obtenir, in fine, des informations précises sur la place qu'occupe le chef de l'État ougandais dans cette affaire.

Au vu des éléments rassemblés par les enquêteurs, le dossier semble donc beaucoup plus explosif qu'il n'y semblait au départ. Le département de la Justice menace d'inculper le président Museveni en personne.

Tout ce plan va voler en éclat dès lors où certaines personnalités influentes de l'administration Bush vont comprendre que Museveni est sur le point de devenir la principale cible de l'enquête judiciaire américaine et qu'il sera difficile à la CIA et à la DIA de prétendre ne rien savoir de l'usage final de cet armement.

Face à cette situation très préoccupante, des contre-feux sont immédiatement allumés. Le gouvernement ougandais déclare à la justice américaine que toutes ces armes sont en fait destinées à la lutte contre le braconnage et le trafic de gorilles dans la région des Grands Lacs. Le mensonge est énorme mais les juges, soumis à d'intenses pressions politiques, commencent à reculer. Un détail a effectivement échappé aux enquêteurs américains,

c'est le poids des alliés du président Museveni au sein du pouvoir à Washington. Au fur et à mesure que le département de la Justice accentue ses pressions sur Innocent Bisangwa-Mbujje, le secrétaire particulier du président ougandais, le Département d'État américain et ses conseillers intensifient leurs actions de lobbying sur le parquet.

Le duel avec la justice américaine est alors sur le point d'être gagné par Museveni et la rébellion tutsi.

Dès l'arrivée de Bill Clinton au pouvoir, Museveni devient le pivot de la politique étrangère américaine en Afrique. Il faut donc éviter d'indisposer l'autocrate corrompu sur lequel Washington entend s'appuyer pour mener son offensive politique dans les Grands Lacs.

Après la prestation de serment du nouveau président américain, les pressions redoublent d'intensité tant du côté de la CIA que du département d'État pour faire abandonner toutes les poursuites engagées contre le secrétaire particulier de Museveni, les citoyens américains et les officiers égyptiens impliqués dans le trafic des missiles.

L'affaire prend immédiatement un tournant politique car dans les rangs de l'administration Clinton, Museveni bénéficie de l'appui de quelques personnalités influentes telles Madeleine Albright et Susan Rice. Un véritable bras de fer s'engage alors entre le département de la Justice et le département d'État.

C'est d'abord le juge de district fédéral, Kendall Sharp, qui annonce l'abandon des poursuites contre tous les suspects dans le dossier du trafic d'armes d'Orlando au motif que « les preuves paraissent insuffisantes pour justifier la tenue d'un procès contre les personnes incriminées ». Le procureur fédéral Bob Genzman, qui a ouvert le dossier des poursuites, s'insurge : « Nous sommes en total désaccord avec la décision du tribunal sur les faits et sur

les fondements juridiques de cette affaire ». Il ajoute : « Malheureusement, étant donné que le tribunal n'a pas soumis l'affaire à l'appréciation du jury, le ministère public ne peut faire appel ».

La justice s'est en réalité introduite un peu par effraction dans un dossier discrètement géré par la CIA et par le Pentagone ; dès lors, l'affaire des trafiquants d'armes d'Orlando prend une tournure moins judiciaire. En effet, certains des missiles destinés à l'armée ougandaise devaient aussi servir à la guerre contre le régime soudanais du président Al-Bashir. A cette époque, Washington cherche à évincer le chef de l'État soudanais qu'il accuse de soutenir le terrorisme international et en particulier les mouvements radicaux palestiniens⁷.

L'interruption brutale des enquêtes judiciaires sur la contrebande des missiles destinés à la rébellion tutsi de l'armée ougandaise et à la déstabilisation des régimes africains considérés comme indésirables, témoigne du double jeu des États-Unis et de l'importance d'intérêts secrets. Ce sont ces mêmes intérêts qui vont guider l'engagement américain au Rwanda et dans la région des Grands Lacs africains dans les années qui vont suivre.

Devant cette forfaiture, un ancien parlementaire britannique chargé des droits de l'Homme, Eric Lubbock, décide de saisir Douglas Hurd, le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, pour se plaindre des activités secrètes des États-Unis en Afrique et de la situation politique dangereuse qui prévaut en Ouganda : « nous avons reçu des rapports inquiétants au sujet de récents développements en Ouganda, où le président ougandais a promulgué un décret interdisant les partis politiques le 6 août 1992, contre l'avis du parlement et contrairement à la tendance actuelle dans de nombreux pays africains ».

Monsieur Lubbock ajoute : « S'il se révèle exact que le président Museveni a tenté d'acquérir des missiles de façon clandestine, en violant les lois américaines, ce ne serait pas approprié, de notre part, de fournir une quelconque assistance à l'Ouganda, en particulier une aide et une formation militaires, et ceci jusqu'à ce que le président se démette et que des élections libres se tiennent dans ce pays ».

Douglas Hurd, visiblement mal à l'aise, donne au représentant britannique la réponse suivante : « Les partis politiques n'ont pas été interdits en Ouganda, bien que leurs activités aient été circonscrites depuis quelques temps. Un débat interne se poursuit pour savoir si un gouvernement qui doit répondre de ses actes a forcément besoin de revenir à une démocratie multipartiste ».

La rhétorique boiteuse de Douglas Hurd visant à défendre le régime de Museveni ne convainc pas. Même l'ambassadeur des États-Unis à Kampala, Michael Southwick, n'hésite pas à déclarer que « les pratiques dictatoriales de Museveni font de lui un homme dangereux » dans la sous-région, ce qui va conduire le président ougandais à qualifier les propos de l'ambassadeur américain de discourtois et totalement déplacés.

Pour autant, Washington poursuit son double jeu, soutenant officiellement la paix d'un côté et appuyant secrètement l'option militaire des rebelles tutsi de l'autre. Pour mieux comprendre cette attitude, il faut mesurer l'importance de l'investissement que représente, dans certains milieux américains, l'engagement derrière Kagame et ses rebelles.

Le journaliste Wayne Madsen, ancien agent de la NSA (National Security Agency), confirme que la déstabilisation de la région des Grands Lacs faisait bien partie d'un projet mûri par le Pentagone et la Maison Blanche et que, dans cette perspective,

l'implication des États-Unis dans les affaires intérieures du Rwanda date déjà de quelques années : « La déstabilisation de l'Afrique Centrale, et en particulier du Rwanda, a commencé véritablement en 1994. Le gouvernement à domination Hutu du Rwanda constituait une entrave aux plans de Washington. Toutefois, l'implication des services de renseignement dans les conflits internes du Rwanda était antérieure à l'administration Clinton. Le début de l'ingérence remonte en réalité sous la présidence Bush »⁸.

Nous avons pu vérifier les déclarations de Wayne Madsen en consultant différents rapports confidentiels de l'administration Bush qui prouvent qu'en dehors du soutien militaire très discret à la rébellion tutsi, les États-Unis ont mené d'autres actions sur le plan diplomatique montrant qu'ils n'étaient pas favorables au maintien du président Habyarimana au pouvoir même s'ils affichaient officiellement une certaine modération envers son régime⁹.

C'est l'ambassadeur du Rwanda à Washington, Aloys Uwimana qui nous livre ce qu'il va découvrir au fil du temps : « J'arrive à Washington le 1er octobre 1987 en provenance de Tokyo où j'avais été ambassadeur depuis 1984. Le dossier rwandais éclate avec cette fameuse conférence des réfugiés rwandais de Washington (août 1988) sous les auspices de Roger Winter, alors directeur du Comité Américain pour les Réfugiés (American Committee for Refugees). En défenseur acharné du FPR et ami de Museveni, Roger Winter supportera le FPR jusqu'au bout.

De cette conférence, il ressort une déclaration de guerre au gouvernement rwandais. En effet, une de ses résolutions stipule que les réfugiés rwandais rentreront de force si le gouvernement rwandais ne leur permet pas de rentrer librement et sans

condition. Le Président Habyarimana réalisa sans doute le danger car il m'instruisa d'approcher les leaders tutsi et de les associer à toutes les manifestations organisées par l'ambassade comme les réunions des cellules du MRND à l'étranger ou les réceptions, etc...

C'est ainsi que je rencontrerai certains leaders comme Alexandre Kimenyi, rédacteur en chef de la Revue Impuruza, d'une virulence sans précédent contre les Hutu qu'elle qualifie de fourmis ou un certain George Rubagumya qui faisait le va et vient entre les États-Unis et l'Ouganda ».

L'ambassadeur rwandais poursuit : « Pour le gouvernement américain, sous Bush Père, la solution incontournable était l'adoption du multipartisme et des réformes économiques notamment l'ajustement structurel. Pour lui, cette adoption priverait le FPR de tout argument. L'exécutif américain à travers le département d'État a fait beaucoup de pressions dans ce sens sur le gouvernement rwandais et quand celui-ci s'est exécuté, le président Bush a envoyé un message personnel écrit à son homologue rwandais pour le féliciter et l'assurer du soutien de son gouvernement.

Je m'entendais très bien avec le sous-secrétaire d'État aux Affaires Africaines, Herman Cohen, à tel point qu'on a pu travailler sans heurts dans cette période difficile. Cependant, au début de la crise, j'ai bien dit à Herman Cohen que la guerre ne visait pas le Rwanda dont le gouvernement américain a toujours clamé haut et fort qu'il ne présentait aucun intérêt stratégique.

En lui disant que cette guerre visait le Congo-Zaïre, il m'a traité de fou.

D'après beaucoup d'observateurs, le principal malheur d'Habyarimana est de n'avoir pas permis que le Rwanda serve de base-arrière pour chasser Mobutu que l'Amérique avait déjà

lâché. Je n'en ai pas de preuve formelle à ce sujet. Si l'attitude du gouvernement Bush était plutôt réservée, celle du Pentagone a toujours été pro-FPR.

L'arrivée de Clinton au pouvoir va changer complètement la donne avec Madeleine Albright comme Secrétaire d'État, George Moose aux Affaires Africaines et Prudence Bushnell au Bureau Afrique Centrale dont faisait partie le Rwanda. Je me souviens de deux épisodes qui, en rétrospective, pourraient être révélateurs. Un jour, George Moose, Sous-secrétaire d'État aux Affaires Africaines, nous invite à déjeuner, mon collègue du Burundi et moi. Au cours du déjeuner, il nous pose la question : "à votre avis quel est le chef d'État leader en Afrique des Grands Lacs ?" Tout bonnement nous procédons par élimination.

Nous éliminons Mobutu qui était devenu la bête noire des Américains, Museveni impliqué dans l'invasion du Rwanda, le président burundais à cause de son jeune âge et son manque d'expérience et enfin la Tanzanie qui a toujours gardé une dent contre Habyarimana en raison, selon elle, du sort infligé au président Kayibanda. Il ne restait alors que Habyarimana. Quelque temps après, le gouvernement américain dépêcha une mission militaire qui sillonna les capitales de la sous-région, Kinshasa, Kampala, Kigali, Bujumbura et Dar-es-Salam. C'est au cours de cette mission que la décision de l'assassinat d'Habyarimana aurait été finalisée »¹⁰.

Arrêtons-nous sur deux points de ce témoignage : les pressions sur Habyarimana et le projet de son élimination.

- les pressions sur Habyarimana

Nous avons retrouvé un document confidentiel du Département d'État américain daté du 15 juillet 1992 qui évoque avec plus de précision ces pressions. Reflétant des méthodes

d'action discrètes de Washington, ce document est rédigé par Robert Pringle et adressé directement à Herman Cohen :

« Nous suggérons d'appeler le ministre des Affaires étrangères belge Claes et le directeur français chargé des affaires africaines Dijoud pour les exhorter à conserver la pression sur Habyarimana pour l'application des accords Rwanda-FPR et d'apporter un soutien au mécanisme de maintien de la paix. (...) »

Les points concernant Dijoud :

Nous sommes particulièrement inquiets que les responsables politiques rwandais, surtout le président Habyarimana rejette ce qui a été accompli par leurs négociateurs pour le motif d'accorder trop de concessions au FPR. Nous pensons que si vous appelez Habyarimana et l'exhortez à soutenir l'application de l'accord, cela aiderait beaucoup. Nous envisageons d'agir de la même façon en faisant intervenir une autre personnalité importante soit par un appel téléphonique à Habyarimana soit par une lettre de cette personnalité au président rwandais.

Si la question du soutien des États-Unis est évoquée, nous envisageons de maintenir le niveau de notre assistance technique actuelle tout au long du processus de paix.

Les points concernant Claes :

Les efforts diplomatiques de l'Occident visant à encourager la paix au Rwanda semblent avoir été payants plus rapidement que prévu. Néanmoins, il est évident que l'accord est fragile et que le processus de paix va nécessiter beaucoup d'efforts supplémentaires des amis étrangers du Rwanda. Nous sommes particulièrement inquiets que les responsables politiques rwandais, surtout le président Habyarimana rejette ce qui a été accompli par leurs négociateurs pour le motif d'accorder trop de concessions au FPR. Nous pensons qu'il serait utile que vous évoquiez ce sujet avec Habyarimana et que vous l'exhortiez à

soutenir l'application des accords.

Nous envisageons d'agir de la même façon en faisant intervenir une autre personnalité importante soit par un appel téléphonique à Habyarimana soit par une lettre de cette personnalité au président rwandais. Nous espérons que vous serez en mesure d'apporter un financement au groupe d'observateurs. (Si la question est évoquée), bien que nous envisageons de conserver le niveau de notre assistance technique actuel, il nous serait difficile de faire davantage à cause de la baisse des budgets pour l'aide à la sécurité pour l'Afrique. (...)

Les Belges viennent de nous confirmer que Habyarimana serait à Bruxelles au courant de la semaine prochaine. Nous pensons qu'il a aussi l'intention de se rendre à Paris. Selon les discussions que nous avons eues avec le représentant belge à Arusha, la Belgique serait susceptible de contribuer à hauteur de 1 million de dollars à la mission des observateurs pour soutenir le processus de paix. Sans faire état de ce montant, il serait bon de demander à Claes s'il croit que la Belgique peut apporter sa contribution financière au processus de paix.

Les Français ont aussi exprimé leur volonté d'y apporter une contribution financière. Bien que nous soyons en mesure de réunir entre 300 et 500 000 dollars pour soutenir le processus de paix au Rwanda, vous ne devriez faire aucune promesse avant que l'allocation des fonds ne soit décidée. Une demande de fonds à ce sujet a déjà été différée précédemment par le DOD [département de la Défense des États-Unis] dans l'attente du résultat des négociations d'Arusha. Nous allons à nouveau faire des efforts pour réunir ces fonds mais rien n'est certain pour le moment... ».

Comme on peut le constater, les États-Unis organisent leur action de lobbying via des personnalités politiques et des

diplomates français et belge. Lorsque Herman Cohen va rencontrer le ministre belge des Affaires étrangères Willy Claes et le représentant du Quai d'Orsay Paul Dijoud sur le dossier du Rwanda, ce sera surtout pour faire passer le message de Washington au président Habyarimana. On comprend ici que les États-Unis tiennent à ce que le président rwandais se plie aux accords d'Arusha tout en sachant qu'ils sont inacceptables car démesurément favorables au FPR.

Parallèlement à ces pressions multiformes sur Habyarimana, la CIA a élaboré un questionnaire de travail extrêmement précis sur les rapports de force prévalant sur le terrain et notamment sur le rôle et les intérêts de la France dans la région. Ce questionnaire portait également sur l'identification des personnalités influentes au sein du FPR.

Il est donc étonnant que tous ces faits qui témoignent pourtant d'un intérêt réel et constant des États-Unis pour le Rwanda et la région des Grands Lacs, n'aient pas davantage attiré l'attention des parlementaires français.

Il apparaît en effet clairement que les États-Unis ont suivi de très près la crise rwandaise comme le prouvent en outre différents rapports officiels et de multiples notes confidentielles du Pentagone, du département d'État et de la CIA. Même les câbles diplomatiques contiennent des informations d'une importance capitale sur l'analyse et les observations des ambassadeurs américains présents sur le terrain tant sous l'administration Bush que sous l'administration Clinton.

En 1992 par exemple, une note confidentielle de l'ambassade des États-Unis à Paris indique très clairement que Herman Cohen a eu, lors de sa visite en France au mois de décembre, une discussion sur le Rwanda avec le président François Mitterrand, son conseiller Bruno Delaye et le directeur

des Affaires africaines, Jean-Marc de la Sablière. La note souligne entre autre qu'Habyarimana est très nerveux et semble avoir trop de problèmes, qu'il a écrit au président Mitterrand pour demander une rencontre, qu'il se dit prêt à accepter 90% des demandes du FPR/APR mais qu'il ne peut accepter la marginalisation politique de son parti le MRND. La note précise que d'après Bruno Delaye, le président Habyarimana croit qu'une longue période de transition serait susceptible de déstabiliser le pays. Pour cela, il faudrait donc tenir les premières élections libres au niveau régional pour assurer la stabilité des régions. Selon la même note, monsieur de la Sablière affirme que le Quai d'Orsay n'est pas convaincu que l'APR/FPR a totalement renoncé à la solution militaire.

Herman Cohen a souligné que la rébellion a pu s'emparer d'une grande partie du pays lors des combats de l'été 1992 et est certes convaincu de pouvoir gagner la guerre, mais que, selon Washington, la rébellion réalise qu'elle n'est pas en mesure de gouverner le Rwanda parce qu'elle représente une trop petite minorité de la population.

Autre document, autre analyse. Dans un câble diplomatique confidentiel de juin 1992, on apprend que le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Jeffrey Davidow, rencontre le 5 juin les membres de la rébellion tutsi avant leur réunion avec les représentants du gouvernement rwandais à Paris.

Cette rencontre, à laquelle participent les cadres du FPR, Pasteur Bizimungu, Patrick Mazimhaka, Frank Mugambage et le numéro deux de l'ambassade américaine au Rwanda, Joyce Leader, a pour but de fournir quelques conseils aux représentants du FPR avant les discussions avec les officiels rwandais. Monsieur Davidow suggère ainsi aux représentants du FPR de ne pas négliger l'idée d'accepter des médiateurs français dans les

négociations.

Avec le cynisme qui caractérise souvent la diplomatie, Jeffrey Davidow souligne qu'un « médiateur ne doit pas nécessairement être impartial mais puissant » car dit-il, « le poids de la France auprès du président Habyarimana constitue un important levier qu'aucun autre médiateur ne peut avoir. La France est capable de fournir ou de mobiliser des ressources une fois que l'accord est obtenu ».

Le diplomate américain demande également si l'ouverture politique qu'offre Habyarimana est considérée par le FPR comme une opportunité de participer, en tant que parti, au processus politique au Rwanda. Pasteur Bizimungu confirme que le FPR accepte de participer au système politique mais ne saurait pour autant déposer les armes sans que les institutions et les mécanismes permettant à Habyarimana de rester au pouvoir ne soient démantelés.

Cet échange démontre que plusieurs types de pressions politiques et militaires sont bien exercées sur Habyarimana pour l'écarter du pouvoir et surtout, que le FPR/APR prend beaucoup de conseils chez ses mentors américains.

L'offensive militaire du 8 février 1993 lancée par l'APR/FPR à la surprise générale et qui a entraîné des milliers de morts et de déplacés au Rwanda a été présentée par les rebelles comme « légitime ». Cette attaque a, à l'époque, suscité une indignation très ponctuelle et l'interrogation de certaines personnalités en Europe sur le silence des autorités américaines. Ce mutisme est en effet en parfait décalage avec le niveau d'informations dont disposaient les Américains sur ce raid extrêmement brutal. En voici la preuve.

Un rapport confidentiel de sept pages, rédigé par le secrétariat d'État aux Affaires étrangères au mois de février

1993, juste après l'attaque, affirme clairement : « L'attaque du FPR dans le Nord du Rwanda qui s'est accompagnée d'atrocités indique que les rebelles n'envisagent pas de participer au partage du pouvoir avec le président Habyarimana. Au contraire, le FPR aux mains des Tutsi, cherche à contrôler le gouvernement de Kigali et veut forcer Habyarimana à démissionner. (...) »

Alors que le FPR n'a encore pris aucune des principales villes du pays, il domine actuellement un tiers du territoire national et conserve l'initiative militaire. (...) Les attaques du FPR de ces deux dernières semaines ont entraîné un déplacement de plus de 600 000 personnes. (...) »

Considérant la permanence de leurs attaques et les déclarations des officiels du FPR sur le fait qu'ils avaient prévu de combattre depuis des mois, il apparaît que le FPR cherche à obtenir plus qu'un simple avantage tactique dans les négociations d'Arusha. Plutôt que de vouloir partager le pouvoir avec Habyarimana, le FPR semble rechercher sa capitulation rapide. Paradoxalement, le FPR a obtenu du régime Habyarimana des concessions politiques majeures dans le protocole de négociations du 9 janvier à Arusha. En manoeuvrant avec les partis d'opposition, le FPR a réussi à isoler Habyarimana et son parti le MRND ainsi que les extrémistes de la CDR.

Le FPR espère aussi que les Français vont se lasser de soutenir Habyarimana. Les dirigeants du FPR croient probablement que la France ne pourra pas continuer à soutenir longtemps un régime qui est autant critiqué pour les violations des droits de l'Homme. Les attaques récentes du FPR ayant démontré sa force militaire, ce mouvement montre une telle intransigeance que Habyarimana et le MRND redoutent plus que jamais un arrangement avec lui ».

Au mois d'octobre 1993, le président Habyarimana se rend

aux États-Unis pour connaître les véritables intentions de l'administration Clinton. Au cours d'une visite de travail avec le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Warren Christopher, Habyarimana remercie les États-Unis pour leur soutien au processus de paix au Rwanda et pour leur participation aux négociations d'Arusha. Monsieur Christopher félicite, de son côté, le président rwandais pour l'instauration de la démocratie dans son pays et pour son courage politique ayant permis d'aboutir à la signature d'un accord de paix avec le FPR/APR.

Le secrétaire d'État américain demande aussi plus de détails au président Habyarimana sur le nouveau système multipartite mis en place dans son pays. Le chef de l'État rwandais explique donc que le Rwanda en a définitivement terminé avec le système de parti unique depuis que la Constitution a été révisée et qu'une dizaine de partis politiques ont désormais vu le jour. Il demande également aux États-Unis de s'impliquer davantage en aidant le Rwanda à consolider la paix par l'envoi de Casques bleus. Warren Christopher souhaite connaître les pays qui ont déjà accepté d'envoyer les troupes au Rwanda, ce à quoi Habyarimana répond que la Belgique, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et l'Égypte seraient disposés à le faire.

Habyarimana ajoute qu'il a également demandé au secrétaire général de l'ONU de solliciter la France mais que Boutros Boutros-Ghali lui aurait fait part des sérieuses réticences de la France du fait de la forte opposition du FPR/APR à la présence de troupes françaises au Rwanda. Habyarimana précise aussi être disposé à accepter une participation belge dans le contingent onusien.

Le chef de l'État rwandais réaffirme sa bonne volonté en indiquant qu'une fois la force de l'ONU en place, cinq portefeuilles ministériels pourraient être accordés au seul FPR ;

cela pourrait constituer, selon lui, une base solide pour un consensus national fort. Le nouveau gouvernement aura, dans ces conditions, la responsabilité d'assurer la sécurité et la stabilité du pays durant les vingt-deux mois de transition qui doivent conduire aux élections présidentielles libres et démocratiques.

Afin de réunir toutes les conditions pour mener à bien ce processus, Habyarimana sollicite l'appui de la communauté internationale pour préserver la paix et l'aide du FMI et de la Banque mondiale pour sortir son pays de la spirale de la pauvreté et de la crise économique provoquées par la guerre.

Ce que Habyarimana ignore à ce moment-là, c'est que ses projets de paix et de stabilisation de la région ne sont pas partagés par ses interlocuteurs. Tout au contraire, l'administration Clinton a déjà décidé de miser sur la victoire militaire de l'APR/FPR et en profite plutôt pour jauger l'état d'esprit du président rwandais. Cette rencontre se révélera donc infructueuse pour Habyarimana. Elle permettra en revanche aux autorités américaines d'avoir la confirmation que le président rwandais est disposé à faire beaucoup de concessions au FPR/APR, poursuivant ainsi une logique de paix et de démocratisation.

Si le chef de l'État rwandais est prêt à une confrontation électorale et non militaire avec le FPR/APR, le président Clinton et son équipe savent déjà, eux, que le FPR/APR va bientôt l'évincer définitivement du pouvoir.

A la lumière de ces informations et du « parrainage » de Washington à l'égard du FPR/APR, on peut se demander à quoi servaient finalement les accords d'Arusha... Il a été demandé au président Habyarimana de démocratiser son pays, il l'a fait. Il lui a été demandé de négocier avec les rebelles tutsi, il l'a fait. Il lui a été demandé de faire des concessions aux rebelles, il en a

tellement fait que même les Américains reconnaissent qu'il en a trop fait ! Pour autant, les rebelles n'ont jamais hésité à violer le cessez-le-feu. En réalité, la « communauté internationale » a essayé par toutes sortes d'artifices de sortir le président rwandais du jeu politique.

L'ambassadeur des États-Unis au Rwanda, monsieur Flatten, résume bien les ambiguïtés de la « communauté internationale » envers Habyarimana : « Je crois qu'il est arrivé un moment où Habyarimana a estimé qu'on le rejetait, on le faisait sortir de la table des négociations, dont il ne faisait plus partie et il ne savait plus, en tant que président de la République, comment revenir à cette table, s'insérer dans cette table. C'était une partie assez étrange de la négociation »¹¹.

- le projet d'élimination d'Habyarimana

Sur ce point capital, ce sont encore les Américains qui fournissent des indices intéressants. Nous avons trouvé un rapport classé secret de la CIA adressé à la Maison Blanche et au Département d'État le 13 janvier 1994, soit plus de deux mois avant l'attentat. Il est intitulé : « commentaire d'un haut responsable du Front Patriotique Rwandais sur la stratégie du FPR dans les négociations visant l'intégration des forces ».

Dans ce rapport, il est dit que : « la stratégie militaire régulièrement adoptée par l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) a été de forcer le gouvernement rwandais à venir à la table de négociations en imposant l'affaiblissement de l'autorité gouvernementale dans ce pays et en même temps, en mobilisant les forces suffisantes pour renverser le régime du président Juvénal Habyarimana en cas d'échec aux négociations. L'APR croit que cette stratégie a été efficace jusqu'à présent et qu'aucune modification de cette dernière n'est pour l'instant

envisagée ».

Le même rapport ajoute : « Pendant le cessez-le-feu, l'APR a réussi à surmonter plusieurs problèmes : à renforcer globalement la présence de ses troupes au front, à tirer profit du cessez-le-feu pour entraîner et équiper ses hommes tout en constituant des stocks suffisants d'armes et de munitions, de médicaments et de nourriture et soutenir ses troupes sur le terrain. Pendant la reprise des hostilités, l'APR a poursuivi ses efforts de politisation des troupes en recourant activement aux demandes de contribution, pour l'achat de nourriture, auprès de ses partisans au Zaïre, au Burundi, en Tanzanie, au Kenya et en Europe ou aux États-Unis. Ces appels aux dons ont permis à l'APR de recueillir plusieurs milliers de dollars américains qui ont été spécifiquement alloués à l'achat d'armes sur le marché international. Sur le terrain, l'APR continue de s'approvisionner en denrées alimentaires d'une part récupérées aux Forces Armées Rwandaises (FAR) et d'autre part dans les marchés situés à la frontière rwando-ougandaise ».

La source d'information de ce rapport est considérée comme « ayant bon accès », c'est-à-dire, dans le jargon du renseignement, qu'il s'agit d'une personne bien introduite ou bien placée au sein de l'APR/FPR.

L'attitude des États-Unis lors du déploiement de la mission d'observateurs internationaux le long de la frontière rwando-ougandaise

Tout a été mis en œuvre pour que cette surveillance soit d'une complaisance effarante envers le FPR/APR. Constatant que la porosité de la frontière ougandaise permet l'approvisionnement en armes de l'APR/FPR, le Conseil de

sécurité adopte le 22 juin 1993 la résolution 846 autorisant le déploiement de la MONUOR (Mission d'Observation des Nations Unies en Ouganda et au Rwanda), c'est-à-dire d'observateurs le long de la frontière entre les deux pays. Avant le vote de cette résolution, le FPR écrit au président du Conseil pour s'opposer à toute forme de contrôle de la part des observateurs de l'ONU. Il sera automatiquement suivi par les États-Unis qui manifesteront leur hostilité à la mission d'observation, redoutant qu'elle révèle le soutien de l'Ouganda à la rébellion.

Le représentant de la France à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, auditionné par les parlementaires évoquera « les problèmes rencontrés par la mission d'observation qui avait besoin de moyens matériels, notamment en hélicoptères alors que les États-Unis faisaient toutes sortes de difficultés, arguant, bien entendu, des raisons financières pour ne pas satisfaire à la fourniture de ces hélicoptères en nombre suffisants »¹². Néanmoins, 81 observateurs dont l'efficacité sera purement symbolique, seront postés sur près de 150 km de frontières.

Au mois de février 1993, après l'offensive de l'APR/FPR, l'expert militaire du Pentagone Antony Marley, envoyé sur le terrain pour superviser différentes actions secrètes aux côtés de l'APR, doit rencontrer dans la plus grande discrétion Paul Kagame. Il faut rapidement organiser le tête-à-tête à la frontière ougandaise. C'est le ministre ougandais de la Défense Amama Mbabazi qui s'en charge et demande à un officier ougandais de prendre contact directement avec Paul Kagame. L'ambassadeur des États-Unis adresse également une lettre à Museveni pour qu'il s'assure que Kagame a bien reçu le message. Les Américains savent que l'APR/FPR est sur le point de prendre le pouvoir au Rwanda, la réunion avec Antony Marley est donc

déterminante.

Le 25 février à 8h30 du matin, le chef de mission de l'ambassade des États-Unis à Kampala, Ellen Shippy, et le colonel Antony Marley s'engouffrent dans un véhicule de l'ambassade américaine et prennent la direction de Gatuna (Nord du Rwanda) à la frontière ougandaise où ils vont rencontrer le chef de l'APR. Ce dernier fait parvenir à ses invités américains une escorte à la frontière ougando-rwandaise qui les conduit jusqu'à Mulindi, le quartier général de la rébellion.

Les discussions se font finalement dans la zone rwandaise sous contrôle de l'APR. Au cours de cette rencontre, Kagame déplore le renforcement de la présence militaire française au Rwanda et le soutien de la France au régime d'Habyarimana. Il précise que les militaires français ne combattent pas l'APR mais que si cela devenait nécessaire, l'APR/FPR serait capable d'affronter les troupes françaises. Il s'insurge surtout contre le silence et « l'apparente inaction des États-Unis » envers le régime d'Habyarimana qui, selon lui, ne respecterait pas les accords d'Arusha.

Au sujet des déplacés de guerre, Kagame reconnaît devant Antony Marley qu'entre 7 000 et 10 000 personnes, fuyant les combats dans la zone passée sous contrôle APR/FPR, ont traversé la frontière pour se réfugier en Ouganda. Kagame dément par contre toutes les allégations selon lesquelles l'armée ougandaise soutiendrait les rebelles tutsi dans leurs combats. Les voitures militaires ougandaises prises en flagrant délit d'aide aux soldats de l'APR/FPR sont, selon lui, des véhicules de leurs sympathisants et de leurs donateurs civils. Une de ces voitures tombée en panne lors des combats aurait été abandonnée avec sa plaque d'immatriculation, ce qui l'aurait décidé à faire retirer les plaques d'immatriculations des véhicules mis à la disposition de

l'APR/FPR pour ne pas « mettre les donateurs dans l'embarras ». Il dément également que l'APR/FPR soit responsable de violations des droits humains et de crimes contre des civils.

Il ressort de ce long entretien, agrémenté d'une visite de la délégation américaine à l'usine de thé du Rwanda passée sous le contrôle des rebelles de l'APR qui en appelle déjà aux investisseurs américains, que les messages de Kagame seront bien transmis à Washington.

La difficulté des États-Unis à employer le terme de « génocide » pour qualifier les massacres de 1994

Pour sortir de cette vision partielle et partiale de la tragédie rwandaise qui a prévalu depuis vingt ans, nous avons tenté d'enrichir le débat en y apportant des pièces jusque-là manquantes. Nous voulons aider ceux qui ignorent les vrais enjeux de ce dossier à sortir des polémiques hexagonales stériles sur la « Françafrique » dans lesquelles les Français ont été enfermés.

Contrairement aux apparences, le discours convenu sur le « génocide » a masqué des points essentiels à la compréhension de ce dossier, dont la bataille géopolitique entre la France et les États-Unis dans cette région d'Afrique.

Paradoxalement, l'usage du terme « génocide » a longtemps été esquivé par les autorités américaines. Pourquoi ? Non seulement, leur soutien aux rebelles tutsi aurait pu naturellement les conduire à défendre, les premiers, l'idée d'un « génocide tutsi » mais une prise de position rapide du gouvernement américain évoquant un « génocide » aurait immédiatement entériné cette question et clos tout débat sur ce terme.

Les hésitations et les très grandes réserves de

l'administration Clinton et du président lui-même sur l'emploi du terme « génocide » prouvent, à cet égard, que cette analyse des faits est loin d'être évidente. Depuis l'attentat du 6 avril, les autorités américaines, pourtant parfaitement informées de la situation, s'abstiennent de dénoncer le « génocide ». Ce n'est que bien plus tard que cette expression entrera dans le discours officiel.

Ainsi, le 29 avril 1994, l'un des porte-parole du Département d'État, Christine Shelley, explique que « le terme génocide recouvre une signification légale très précise. Par conséquent, ce n'est pas strictement déterminé de façon légale. D'autres facteurs entrent ici en jeu ». Visiblement troublée, elle semble avoir une autre idée de la réalité.

Le lendemain, 30 avril 1994, après une interminable discussion de huit heures, le Conseil de sécurité vote une résolution qui condamne « les massacres » au Rwanda mais personne ne parle de génocide dans ce haut lieu bien informé. Il faut dire que les rapports envoyés au Conseil de sécurité par les représentants de l'ONU en poste au Rwanda sont nombreux et très documentés. En outre, depuis des mois et encore plus depuis le 6 avril 1994, la Maison blanche suit de près ce qui se passe sur le terrain grâce aux multiples sources officielles du Pentagone, du Département d'État et des liaisons satellites codées qui transmettent directement les images au cabinet du président Clinton.

Aux Nations Unies, Madeleine Albright, la représentante des États-Unis à l'ONU, brouille les pistes. Le 5 mai, elle déclare : « Ce qui est arrivé au Rwanda c'est que nous étions dans un processus où nous pensions qu'une petite force des Nations Unies pouvait maîtriser la situation sur le terrain et subitement, cet avion a été abattu avec deux présidents à bord et cela a créé

l'avalanche ». Le « génocide tutsi » n'est toujours pas évoqué par cette personnalité pourtant acquise à la cause du FPR et principal soutien de Kagame au sein du gouvernement américain.

Le 11 mai, lors du point de presse du Département d'État, un journaliste demande au porte-parole Mike McCurry, si depuis le 6 avril 1994, certains des actes criminels commis au Rwanda seraient constitutifs d'un « génocide ». McCurry répond : « Je ne sais pas s'il y a une qualification légale à ce sujet ». Cet autre haut cadre, lui aussi bien informé, ne sait toujours pas, un mois après le début des massacres, comment qualifier ce qui se passe au Rwanda.

Le 25 mai, lors d'un nouveau point presse de Monsieur McCurry, la question revient. Il répond à nouveau : « Je dois admettre que je ne connais pas la réponse à ce sujet. Je sais que l'enjeu est sérieusement considéré. Je pense qu'il y avait une forte disposition au Département ici de voir si ce qui est arrivé au Rwanda constitue des actes de génocide ».

Le 10 juin 1994, en pleine guerre et en plein massacres, Christine Shelley est là pour un nouveau un point de presse. De nouveau, une question sur le « génocide » : « Combien d'actes sont nécessaires pour parler de génocide ? » Sa réponse est nette : « C'est une question à laquelle je ne suis pas en mesure de répondre ». Un journaliste un peu agacé revient à la charge : « Est-ce que vous avez une consigne qui vous empêche d'utiliser le terme génocide » ? La réplique fuse : « J'ai une consigne que j'essaie d'utiliser au mieux. Il y a des formulations que nous utilisons et nous essayons d'être précis dans leur usage. Toutefois, je n'ai pas de prescription absolue contre telle ou telle chose. Mais j'ai des définitions. J'ai une phraséologie qui a été soigneusement examinée et nous sommes en mesure de l'utiliser selon la situation spécifique que nous avons à traiter et selon les

actions que nous devons poser ».

Dans son édition du 10 juin 1994, le quotidien américain *New York Time* révèle que l'administration Clinton a bien enjoint ses porte-parole à ne pas reconnaître ce terme devant les caméras : « N'employez pas le terme génocide, utilisez plutôt une forme interrogative, ou mieux encore, évoquez de possibles exactions ». Cette consigne est logique et normale, si l'administration Clinton veut éviter qu'un débat de fond s'ouvre et fasse apparaître au grand jour ses relations très discrètes avec les rebelles tutsi du Rwanda. Bill Clinton lui-même, sachant mieux que quiconque ce qui s'est réellement passé au Rwanda, n'a jamais voulu utiliser ce terme de « génocide », optant systématiquement pour celui de « massacres », ce qui semble davantage correspondre à la vérité et à sa connaissance intime du dossier.

Lorsqu'il entreprend sa tournée en Afrique en 1998, le président Clinton ne prévoit même pas de se rendre au Rwanda. Aller communier avec les autorités rwandaises à la mémoire des victimes du « génocide tutsi » ne fait manifestement pas partie de ses priorités. C'est sur l'insistance de son envoyée spéciale dans la région, Cynthia McKinney, qu'il finira par inclure Kigali dans son itinéraire. Cela étant, il s'exprimera depuis l'aéroport où il ne restera que quelques heures.

Quelques jours après cette visite-éclair, Paul Kagame remerciera la congressiste pour avoir convaincu le président Clinton de s'arrêter au Rwanda : « Le 25 mars 1998, le Rwanda a été honoré par la visite de son Excellence William Jefferson Clinton, président des États-Unis d'Amérique. Ce fut un moment historique pour notre nation. Pour le peuple rwandais, la visite du président Clinton représente un soutien moral inégalable à cette période où nous devons faire face aux conséquences du

génocide. Pleinement conscient des efforts consentis pour inclure le Rwanda dans l'itinéraire de la tournée africaine du président Clinton, je tiens à vous remercier pour le rôle très important que vous avez joué pour rendre cela possible »¹³. (voir annexe 12)

Le 12 avril 1999, cinq années après la tragédie du Rwanda, la Maison Blanche organise un dîner du « Millenium Evening » consacré à l'Holocauste, ayant pour thème : « les périls de l'indifférence, leçons d'un siècle violent ». Ce soir-là, de nombreuses personnalités de la communauté juive, dont Elie Wiesel, prennent la parole et évoquent les crimes de la Seconde Guerre mondiale. Dans la salle, il y a une Tutsi rwandaise. Elle s'appelle Nyiramilimo. Elle est médecin et a vécu les événements de 1994 au Rwanda. Cette femme, qui a nourri le livre du journaliste américain Philip Gourevitch¹⁴ de contrevérités et d'une bonne dose de haine vient vendre sa version du « génocide » devant Bill Clinton. Elle souligne dans son exposé que c'est la chance qui lui a permis de survivre.

Il s'agit là d'un mensonge éhonté qui couvre une réalité très dérangeante : en réalité, cette femme tutsi doit la vie à Georges Rutaganda, ancien vice-président des Interahamwe – les miliciens extrémistes hutu – proche du parti au pouvoir en 1994, arrêté en 1995, condamné à la prison à vie pour génocide et crimes contre l'humanité et décédé en prison en 2010¹⁵.

Portée par la haine de ses compatriotes hutu, cette femme plaide, devant le parterre des personnalités présentes à cette rencontre, que les rescapés et leurs bourreaux ne devraient pas cohabiter dans un même pays, bien qu'étant tous Rwandais. Bien qu'un peu gêné par la virulence du discours dans une soirée de recueillement, Bill Clinton, courtois, souligne qu'il faudrait prévenir ce type de tragédie et que les « massacres du Rwanda sont d'autant plus bouleversants qu'ils ont été commis avec des

armes rudimentaires ». Si le président Clinton fait allusion aux machettes employées par des extrémistes Hutu, il s'abstient d'évoquer les armes plus sophistiquées et plus lourdes des rebelles tutsi fournies, en partie, par les États-Unis et l'Ouganda. Quoiqu'il en soit, fort sans doute de sa connaissance du dossier rwandais, il se refuse toujours, en 1999, c'est-à-dire cinq ans après les faits, à utiliser le terme « génocide ».

Dans son autobiographie publiée en 2004, le président Clinton revient sur les événements du Rwanda et exprime ses regrets : « Avec quelques milliers de soldats et l'aide de nos alliés, même en tenant compte du temps nécessaire pour les déployer, nous aurions pu sauver des vies. Ne pas avoir tenté de mettre un terme aux tragédies du Rwanda reste un des plus grands regrets de ma présidence »¹⁶. Même dix ans après les faits, le président Clinton ne se résout toujours pas à qualifier les massacres du Rwanda de génocide.

1 Herman Cohen dira à la mission parlementaire française que les États-Unis ont été surpris par l'attaque des rebelles Tutsi contre le Rwanda en 1990 alors qu'Habyarimana se trouvait le même jour aux États-Unis. Ce n'est pas tout fait vrai mais personne n'en voudra à monsieur Cohen de défendre la position de son pays dans cette guerre. D'autres responsables américains auraient pu dire et prouver le contraire en démontrant que le Pentagone, la CIA et la Maison-Blanche savaient pertinemment que les rebelles tutsi préparaient une attaque contre le Rwanda. Ils n'ont pas été invités à témoigner à Paris.

2 Cf. Constanty, Hélène, Nouzille, Vincent, *Députés sous influence, le vrai pouvoir des lobbies à l'Assemblée nationale*, Paris, Fayard, 2006, 498p.

3 Cf. Charprier, Frédéric, *La CIA en France*, Paris, Seuil, 2008, 366p.

4 Cf Assemblée nationale, *Rapport de la mission parlementaire française sur les interventions militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994*, n°1271, 15 décembre 1998.

5 Voir le détail dans notre ouvrage intitulé : « Ces tueurs tutsi au cœur de la tragédie congolaise ».

6 Cf. Antonel, David, Jaubert, Alain, Kovalson, Lucien, *Les complots de la CIA*, Paris, Stock, 1976, 600p.

7 Cf. Onana, Charles, *Al-Bashir Darfour : la contre-enquête*, Paris, Duboiris, 2010, 480p.

8 Cf. Madsen, Wayne, *Genocide and cover operation*, p. 99.

9 Dans une note confidentielle de mars 1990 de l'ambassade des États-Unis au Rwanda, une attention soutenue est portée aux nominations des officiers des FAR et une attention très particulière est portée sur le colonel Leonidas Rusatira. Rusatira était en effet directeur de cabinet de Juvénal Habyarimana sous la 1ère République, lorsque ce dernier était ministre de la Défense. Il a été à nouveau directeur de cabinet du ministre de la Défense sous la 2ème République. Les Américains vont prendre en compte le fait que Rusatira connaît bien Habyarimana et qu'il est un fervent admirateur des institutions occidentales. Il sera recruté par le renseignement militaire américain et travaillera, après la chute du président Habyarimana, pour l'APR dirigée par Kagame.

10 Confidences à l'auteur.

11 Témoignage de l'ambassadeur américain Robert Flaten au procès dit des militaires au TPIR, affaire No ICTR-98-41-T, chambre1, juin 2005

12 Cf. Assemblée nationale française, *Op.Cit.*, p.138, tome 3, volume 2.

13 Soulignons que le ton ne sera plus le même quand Cynthia McKinney se mettra à dénoncer la responsabilité de Kagame dans l'attentat et les crimes de la rébellion tutsi au Rwanda et au Congo. Alors que la congressiste avait réuni des documents compromettants les autorités rwandaises et qu'elle s'apprêtait à les remettre à l'ONU, des hommes de Kagame chercheront même à pénétrer par effraction dans son domicile d'Atlanta pour voler les preuves à sa disposition.

14 Cf. Gourevitch, Philip, *Nous avons le plaisir de vous informer que demain nous serons tués avec nos familles*, Paris Denoël, 1999, 400p.

15 Pour plus de détails sur les actions de sauvetages de Tutsi et des agents de la MINUAR par Georges Rutaganda, voir le livre de l'ex-officier de renseignement de la MINUAR, Amadou Deme : *Rwanda 1994 et l'échec des Nations Unies, toute la vérité*, Québec, Le Nègre éditeur, 2011, 432p.

16 Cf. Clinton, Bill, *Ma vie*, Paris, Editions de Grenelle, 2004, 1016p., pp. 624-625.

**Annexe 1 : lettre de François Mitterrand à Juvénal Habyarimana
du 30 janvier 1991**

Paris, le 30 Janvier 1991

LE PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le Président,

Ainsi que je vous le rappelais lors de notre dernier entretien téléphonique, j'ai attentivement suivi l'évolution de la situation au Rwanda depuis le 1er octobre dernier. Je suis en effet profondément préoccupé par les conséquences néfastes que peuvent avoir pour la paix dans la région la poursuite d'actions militaires déstabilisatrices, encore récemment intervenues à Ruhengeri. Dans les épreuves que votre pays traverse, je tiens à vous assurer de nouveau du soutien de la France.

Mon pays n'a pas ménagé ses efforts afin qu'une solution pacifique puisse être trouvée. Dans cette perspective j'ai envoyé au début du mois de novembre mon Ministre de la Coopération, M. Pelletier, en mission de bonne volonté, dans votre pays et dans les Etats voisins concernés par le problème des réfugiés rwandais. Comme il vous l'a exposé et comme je vous l'ai dit moi-même, ce conflit ne peut trouver de solution durable que par un règlement négocié et une concertation générale dans un esprit de dialogue et d'ouverture.

.../...

Son Excellence le Général Major JUVENAL HABYARIMANA
Président de la République du Rwanda

.../...

A cet égard, trois conditions me paraissent devoir être remplies : la non-intervention d'Etats voisins en appui direct ou indirect à des actions dirigées contre le Rwanda ; l'ouverture d'un dialogue direct avec toutes les composantes de la nation dans un esprit de réconciliation et l'avènement d'un état de droit parfaitement respectueux des Droits de l'Homme ; le règlement le plus rapide possible de la question des réfugiés grâce notamment à la tenue d'une conférence régionale sur ce sujet, sous les auspices de l'OUA, avec la participation de tous les Etats concernés et du HCR.

Sensible aux arguments que vous m'avez fait valoir, j'ai décidé, dans cette période de mise en place de la politique d'ouverture que vous avez annoncée et de préparation de la conférence sur les réfugiés, de maintenir provisoirement et pour une durée liée aux développements de la situation, la compagnie militaire française envoyée en octobre dernier à Kigali et chargée d'assurer la sécurité et la protection des ressortissants français.

Je forme des vœux pour le succès de vos efforts en faveur de la démocratie et pour le retour à la paix.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs *de mon amical souvenir*

François Mitterrand

François Mitterrand

**Annexe 2 : lettre du président rwandais au fondateur de Survie
du 22 août 1994**

REPUBLIQUE RWANDAISE

Kigali, le 22/08/1994



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU PRESIDENT

A Monsieur Jean CARBONARE
KIGALI

Adresse :

Ref. N° :

Objet :

Monsieur et cher Ami,

Je voudrais profiter de votre expérience et des relations que vous avez tissées au cours de votre long passage en Afrique, pour vous demander de nous accompagner dans les moments particulièrement difficiles que nous traversons.

Les propositions de coopération que vous pouvez nous suggérer seront accueillies très attentivement, et nous les attendrons le plus rapidement possible.

Ces missions seront conduites dans le cadre de notre gouvernement, et dans l'esprit de la politique que nous avons définie.

Veuillez agréer Monsieur et cher Ami, l'expression de ma très haute considération.

Pasteur BIZIMUNGU
Président de la République Rwandaise

PA
Antoine Tshumir
Jyote
ROC

Noted
Please action
appropriately

16 Feb 95



Annexe 3 : lettre de Hans Corell à Mme Pillay (TPIR) du 24 mars 2000

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE UNITED NATIONS NEW YORK

REFERENCE:

24 March 2000

CONFIDENTIAL

Dear President Pillay,

Re: Assassination of President Juvenal Habyarimana of Rwanda and
President Cyprien Ntaryamira of Burundi

I enclose a copy of a letter dated 19 March 2000 from Mr. John Philpot of the firm Aiaria, Legault, Beauchemin, Paquin, John, Brisson & Philpot, writing on behalf of a number of named attorneys working at the ICTR and requesting, *inter alia*, the release of a "1997 Report commissioned by the United Nations and the memorandum submitted to Mrs. Louise Arbour, at that time Chief Prosecutor of the ICTR, concerning the shooting down on 6 April 1994 of the plane carrying President Juvenal Habyarimana of Rwanda, President Cyprien Ntaryamira of Burundi and other key officials".

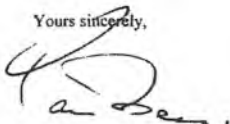
You will see from the attached reply dated 22 March 2000 that we have not found any report "commissioned" by the United Nations. However, we have located an internal and confidential memorandum prepared by Mr. Michael Hourigan, a former Investigative Team Leader with the ICTR Prosecutor's Office in Rwanda investigating the 1994 genocide, who was subsequently retained on a short-term contract by the United Nations Office of Internal Oversight Services to carry out a specific investigation unrelated to the matters in Rwanda.

President Navanethem Pillay
President
International Criminal Tribunal for Rwanda
Arusha Tanzania

As you will observe from that document, the information to which it refers was developed by the National Team within the Prosecution Office of the ICRT which was investigating Colonel Theoneste Bagosora and other principal offenders of the 1994 Genocide in Rwanda; the team apparently headed at that time by Mr. Hourigan.

The Secretary-General has decided to transmit this document to the Tribunal so that if this matter is raised before the Tribunal, the appropriate Trial Chamber could decide if the document is relevant for the defense of any of the cases on which the attorneys are working and, if so, determine under what circumstances and conditions the document can be released.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hans Corell', written over a horizontal line.

Hans Corell
Under-Secretary-General for Legal Affairs
The Legal Counsel

Correspondence faxed
Original and attachments by courier

6:\m... \Rwanda\PI311ey..001

Annexe 4 : lettre de facilitation de Carla del Ponte pour l'enquête du juge Bruguière du 3 avril 2003



United Nations
Nations Unies



International
Criminal Tribunal
for the Former
Yugoslavia

Tribunal Pénal
International pour
l'ex-Yougoslavie

International
Criminal Tribunal
for Rwanda

Tribunal Pénal
International pour
le Rwanda

Office of the
Prosecutor

Bureau du
Procureur

La Haye, le 3 avril 2003

Maître,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai donné une suite favorable à une commission rogatoire internationale datée du 26 mars 2003 du Juge Jean-Louis Bruguière en vue de l'audition en qualité de témoin de Mr. Jean Kambanda sur les faits relatifs à l'enquête ouverte le 27 mars 1998 concernant l'explosion de l'avion présidentiel de la République du Rwanda survenue le 6 avril 1994.

Je vous prie de bien vouloir informer votre client de ma décision. La date de son audition vous sera communiquée ultérieurement.


Veuillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée


Carla Del Ponte
Procureur



Mr. Johan Scheers
4 avenue du Panthéon
B-1081 Bruxelles

**Annexe 5 : compte rendu de Dassault sur les travaux
réalisés sur le Falcon 50 en janvier 1993**

	RAPPORT TECHNIQUE DOSSIER N° :09906	PAGE.: 18 A/C : 6 IMMAT: 9X-RNN FALCON 50
DUPLICATA		
DESCRIPTION	TRAVAUX EFFECTUES	
ATA31	TRAVAUX SUITE A VISITE	
Travail: 0098	ESSAI DE FONCTIONNEMENT DU VOICE RECORDER	
31-00 313141	ESSAI FONCTIONNEL DE L'ENREGISTREUR DE CONVERSATION.	
	N°OT: 361	
	ESSAIS : MICRO DE POSTE PILOTE NE FONCTIONNE ON : 93A055-40 NE 44261 PAS. DEPOSE DECORS POUR ACCESSIBILITE. ECHANGE DU MICRO FABRICATION D UN SUPPORT POUR POSE DU MICRO. FIXATION SUR VOUTE, REPOSE VOUTE ET ESSAIS : CORRECTS.	

COMPTE RENDU DE TRAVAUX

DOSSIER N° : 09906

PRES. REPUBLIQUE RWANDA (HDV)

IMMATRICULATION : 9X-RNN

AVION : FALCON 50

N° SERIE : 006

HEURES : 5142 Hrs 20 Mn

ATTERRISSAGES : 3698

REACTEURS : G: P76119 C: P76120 D: P76121 APU: P212

LE DOCUMENT JOINT DETAILLE LES TRAVAUX REALISES

PAR LA SOCIETE DASSAULT FALCON SERVICE

(AGREMENT JAR N° F-006 ET FAA CRS N° B05Y760M)

SUR L'AVION CI-DESSUS MENTIONNE.

IL COMPORTE 37 PAGES.

LES TRAVAUX ONT ETE REALISES DU 04/01/1993 AU 17/01/1993

A : LE BOURGET

CONTROLE DFS

P. LETRUN



RESPONSABLE PRODUCTION



LE BOURGET CEDEX. TEL. 01 49 34 20 20 - TELEX EUROJET 330 604 F - FAX : 01 49 34 20 50
SOCIETE DASSAULT FALCON SERVICE - 100000 LE BOURGET - 69100 - FRANCE

Annexe 6 : position de l'ONU sur l'enquête française, 16 janvier 2002



to: Mr. Girish Sinha, Officer-in-Charge
A: LCS/FALD

DATE: 16 January 2002

REFERENCE:

THROUGH:

S/C DE:

FROM: Bruce C. Rashkow, Director
DE: General Legal Division, OLA

SUBJECT: Investigation by French authorities into the loss of the
OBJECT: Rwandan Presidential Jet in 1994: letter from Mr. Roger
Lambo dated 13 November 2001

1. This is in response to your memorandum of 27 December 2001, requesting the advice of this Office concerning a letter addressed to Mr. Medili by Mr. Roger Lambo. According to your memorandum and the attachments thereto, Mr. Lambo, who is presently a Technical Officer at ICAC, was formerly a UN staff member. One of his postings as a UN staff member was as Chief of Air Operations for UNAMIR. He was serving in that capacity during the period surrounding the crash of the Rwanda presidential jet on 6 April 1994.
2. According to Mr. Lambo's letter to Mr. Medili, approximately two months after the crash of the presidential jet, a cockpit voice recorder (CVR) "appeared on UNAMIR's premises without any indication as to where it came from and how it got there". The letter states that, as it was thought that the CVR might have come from the presidential jet, Mr. Lambo sent it to the FALD Air Safety Unit at Headquarters. Mr. Lambo's letter further states that he was subsequently informed by someone at FALD that it had been established that the CVR did not in fact come from the presidential jet (it is not clear to us who made that determination). Mr. Lambo has recently been approached by the French authorities (Mr. Pierze Payebien, *Commandant de Police*, National Anti-Terrorist Division, Ministry of Justice), who are conducting an inquiry into the attack on the presidential jet, and who have asked him to respond to written questions in this regard.
3. We are unaware as to the reason for and nature of the French Government's investigation into this matter. In addition, we do not know whether the Rwandan authorities are aware of the investigation. We assume that DPKO has considered or will consider whether it is incumbent on the UN to inform those authorities that the assistance of the Organization has been requested in this matter.
4. In principle, we believe that the United Nations should cooperate, as appropriate, in an official investigation by a member State. In regard to the present matter, in as much as the French request

concerns matters within the official duties of Mr. Lambo as a UN staff member, they would be covered by Mr. Lambo's obligation of confidentiality under Staff Regulation 1.2(i). Therefore, if DPKO agrees that Mr. Lambo be released from this obligation for the purpose of responding to the written questions put to him by Mr. Payebien, we suggest that DPKO address a letter to Mr. Lambo to that effect. Mr. Lambo should also be requested to keep DPKO informed as to further developments in this matter, including any further approaches or requests to him by the French authorities or any other authorities. In this regard, he should be advised to inform Mr. Payebien that any request by the authorities for a sworn deposition, testimony affidavit or similar formal instrument, or for any UN documents that have not been issued to the general public, would be covered by the privileges and immunities of the United Nations and the Organization would have to consider a waiver of these privileges and immunities for such purposes. In such a case, a request for such a waiver should be transmitted by the French authorities to the UN through the Permanent Mission of France to the UN. For your convenience, we attach wording to be used in such a letter to Mr. Lambo.

We also note in this connection that Mr. Lambo has provided a draft of answers that he would propose to give in response to Mr. Payebien's written questions. Because these questions relate to Mr. Lambo's official functions and he is participating in the investigation in that capacity, the Organization should remain involved both to facilitate the cooperation with the French authorities and, more generally, to ensure that the interests of the Organization are respected throughout the process. In this respect, we have reviewed the proposed responses by Mr. Lambo and have the following comments. Consideration should be given as to whether the wording of Mr. Lambo's proposed answer to question 3, in which he states that the CVR was "brought to the UNAMIR office ... by an unknown person", is consistent with the statement in his letter of 13 November 2001 to Mr. Medili that the CVR "appeared on UNAMIR's premises without any indication as to where it came from and how it got there". In addition, it might also be suggested to Mr. Lambo that he limit his answers to responding accurately to the questions posed, since, in some cases, they appear to go somewhat beyond the scope of the questions. This appears to be the case, for example, with respect to his proposed response to question 6. Apart from the scope of the proposed response, DPKO may wish to consider its substance, for example, whether, in fact, Headquarters had made inquiries to establish whether the CVR belonged to the Rwanda presidential jet, and whether it had been "established" that it did not. DPKO may also wish to consider the substance of the proposed answer to question 7. DPKO may wish to include in the letter to Mr. Lambo any comments that it may have concerning the substance of those responses. To the extent the proposed responses are revised, we are available to review them.

cc: Mr. Miller

**Annexe 7 : demande de coopération à l'OACI
pour l'examen de la boîte noire du 12 mars 2004**

United Nations Nations Unies

DILEEP NAIR
UNDER-SECRETARY-GENERAL
FOR INTERNAL OVERSIGHT SERVICES

OIOS
INVESTIGATIONS UNIT

Reference: OUSG 04-197

2004 MAR 12 P 4: 56
12 March 2004

Dear Dr. Chérif,

I refer to your letter of 12 March 2004 to Ms. Jane Holl Lute, Assistant Secretary-General concerning a cockpit voice recorder [CVR] in the possession of the United Nations.

As head of the Office of Internal Oversight Services, I am responsible for the conduct of investigations in the United Nations and perform a function similar to that of an Inspector General. My Office is now seized of an inquiry into the receipt and handling of the CVR and my investigators now have custody of it. My Office is now responsible for all activity regarding the subject CVR.

On behalf of the United Nations, I formally request the International Civil Aviation Organization to provide an Observer to the CVR facility who will be present at the opening of the CVR and the decoding of the recording, with the costs involved to be covered by the United Nations. The closest CVR facility is the National Transportation Safety Board in Washington, D.C. [NTSB] which has been designated by the UNITED NATIONS to perform the analysis of the CVR, including tracing its origins, opening the CVR, and decoding the recording.

Dr. Taïeb Chérif
Secretary-General
International Civil Aviation Organization (ICAO)
999 University Street
Montréal, Quebec
Canada H3C-5H7

This is a matter which the United Nations wishes to resolve as soon as possible and would appreciate your assistance in arranging for the immediate designation of your Observer in Washington and in providing the United Nations with assistance in receiving prompt responses to our request to NTSB.

Please contact me or the Investigator in Charge, Mr. Mark W. Gough today should you have any questions. Mr. Gough may be reached at our offices in New York at telephone: 1-212-963-5663.

Yours Sincerely,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Deep Nair', is written over a horizontal line.

Deep Nair
Under-Secretary-General
for Internal Oversight Services

Annexe 8 : accord de l'OACI du 15 mars 2004



International
Civil Aviation
Organization

Organisation
de l'aviation civile
Internationale

Organización
de Aviación Civil
Internacional

Международная
организация
гражданской
авиации

منظمة الطيران
المدني الدولي

国际民用
航空组织

THE SECRETARY GENERAL

Ref.: AN6/32

15 March 2004

Mr. Dileep Nair
Under-Secretary-General
for Internal Oversight Services
United Nations
New York 10017
United States

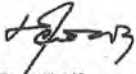


Dear Mr. Nair,

I wish to refer to your letter dated 15 March 2004, reference OUSG 04-197a, received by facsimile, regarding the addition of a French-speaking pilot to the ICAO Observer delegation at the National Transportation Safety Board (NTSB) in Washington, D.C., United States.

The ICAO observer delegation will comprise Mr. Caj Frostell as Chief Observer and Captain Michel Beland as observer/pilot. They are scheduled to arrive at Washington, D.C. Reagan National Airport on Tuesday, 16 March 2004, at 1022 hours and will report to the NTSB at 1100 hours or slightly thereafter.

Yours sincerely,


Tayeb Cherif

OSG University Street
Montreal, Quebec
Canada H3C 5H7

Tel.: (514) 954-8041
Fax: (514) 954-8077

E-mail: tc@icao.int
Altmail: YULCAYA

**Annexe 9 : remerciements du sous-secrétaire général de l'ONU
au secrétaire général de l'OACI, 15 mars 2004**

United Nations  Nations Unies

DILBEP NAIR
UNDER-SECRETARY-GENERAL
FOR INTERNAL OVERSIGHT SERVICES

OIOS
INVESTIGATIONS UNIT

Reference: OUSG 04-197a

15 March 2004

2004 MAR 15 A 10:32

Dear Dr. Chérif,

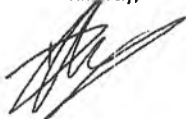
Thank you for your prompt response to our request for assistance in connection with a cockpit voice recorder in the possession of the United Nations.

We also appreciate that you will assist in an Observer capacity to the CVR facility at NTSB in Washington, D.C. tomorrow. Based on our conversations with NTSB and your staff at ICAO; however, it appears essential that a Francophone pilot be added to your designated Observer team in Washington.

Please note that the United Nations will be responsible for the costs associated with the pilot as well as this is a matter of some urgency.

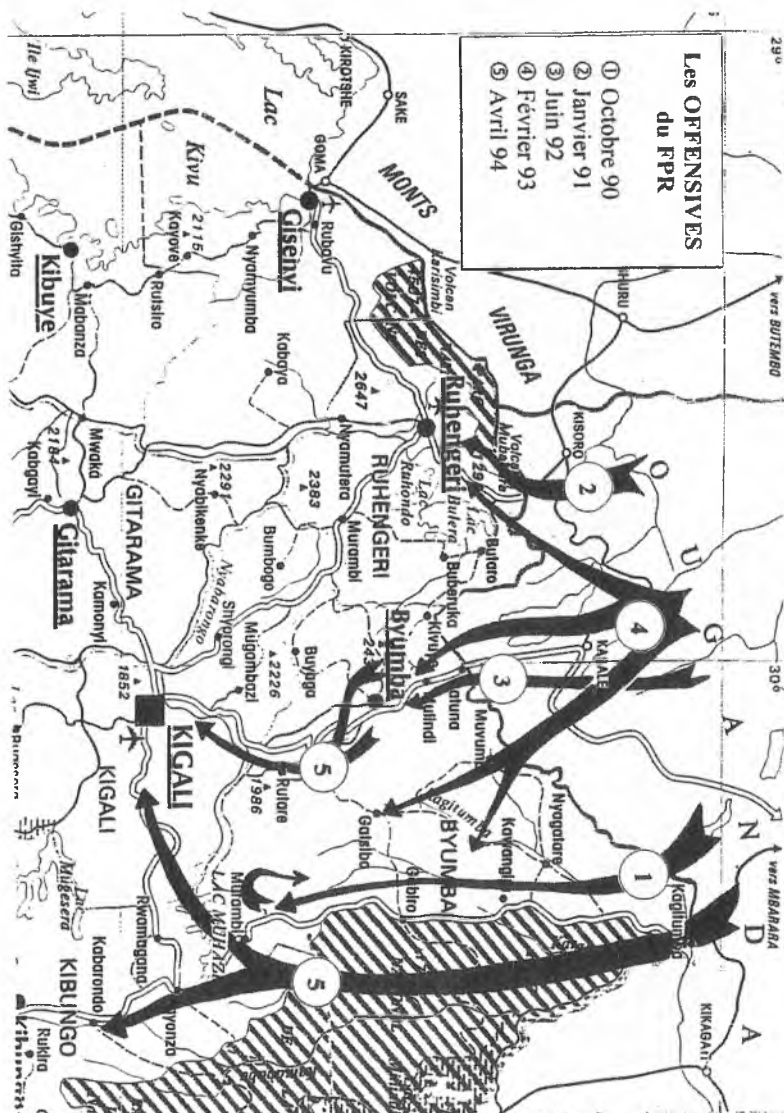
Do not hesitate to call me should you have any questions.

Yours Sincerely,

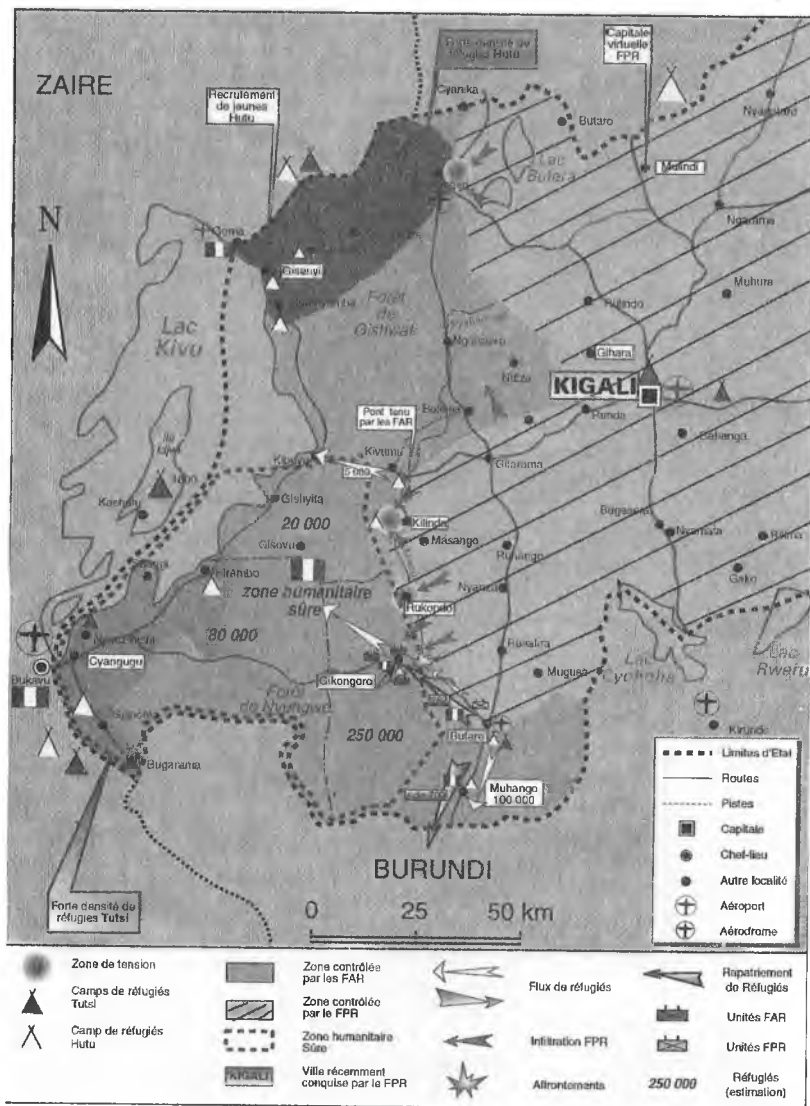


Dr. Taïeb Chérif
Secretary-General
International Civil Aviation Organization (ICAO)
999 University Street
Montréal, Quebec
Canada H3C-5H7

Annexe 10 : les offensives de FPR 1990-1994



Annexe 11 : pressions du FPR à l'Ouest du Rwanda et autour de l'Opération Turquoise



**Annexe 12 : lettre de remerciement de Paul Kagame
à l'envoyée spéciale de Bill Clinton du 3 avril 1998**

**REPUBLIQUE RWANDAISE
REPUBLIC OF RWANDA**



**LE VICE-PRESIDENT ET MINISTRE
DE LA DEFENSE NATIONALE**

**VICE-PRESIDENT AND MINISTER OF
DEFENCE**

**MS CYNTHIA McKINNEY
CONGRESS OF THE UNITED STATES
HOUSE OF REPRESENTATIVES
WASHINGTON D.C. 20515 - 1011**

3rd April, 1998

REF: 2227/DEF/201/A/041

Dear Ms. McKinney,

On 25th March, 1998, Rwanda was honoured by the visit of H.E. William Jefferson CLINTON, President of the United States of America. It was a historical moment for our nation. To the people of Rwanda, President Clinton's visit was unequalled as a morale booster at this period when we are struggling with the after-effects of genocide.

Fully aware of what it took for Rwanda to be included on the itinerary of President Clinton's visit to Africa, I want to thank you for the very important role you played to make it possible. I would also like to inform you that the visit had a tremendous effect on Banyarwanda of all walks of life. It would be no exaggeration to say that the address he gave to our nation will be a

strong pillar on which to lean while re-building this country from the ashes of genocide. He left behind a strong message of regrets and sympathy for our past, but also a message of hope and resolve for our future. I am convinced that we can continue counting on you to concretize our shared views in a common endeavour to better our partnership for the interests of our two countries. We shall definitely play our part.

I look forward to our continued co-operation, and once more express our sincere gratitude for a job well done.

Sincerely,



PAUL KAGAME
VICE-PRESIDENT & MINISTER OF DEFENCE

Table de matières

Introduction.....	9
1. L'action de Mitterrand au Rwanda.....	43
2. Le Rwanda entre la guerre et le terrorisme.....	71
3. La France dans la lutte antiterroriste.....	89
4. Les appels inaudibles de la France.....	109
5. La naissance du parti pris pro-rebelles.....	125
6. La France au milieu des dissensions.....	149
7. Le rôle ambigu de la Libye.....	167
8. La guerre et le chaos se préparent.....	173
9. L'attentat, les grandes puissances et l'ONU.....	193
10. Kagame et l'État rwandais perdent leur procès.....	225
11. Les révélations des enquêteurs du TPIR.....	247
12. Les missiles qui ont abattu l'avion.....	267
13. Scientificité douteuse d'un rapport d'expert.....	291
14. L'histoire secrète de la boîte noire.....	321
15. L'opération Turquoise perturbe les plans de Kagame.....	337
16. États-Unis, Israël et Grande-Bretagne au Congo.....	359
17. Mitterrand et les profanateurs de la Shoah.....	381
18. Le double jeu des États-Unis et de la CIA au Rwanda.....	427